

La double faute de l'OLP

Décidément, il est à croire que l'OLP reste pour elle-même le pire ennemi. En commandant, et en revenant quant à fait, la sanglante prise d'otages qui, au cœur du Néguev, a fait six morts le lundi 7 mars - trois civils israéliens et trois terroristes - l'organisation de M. Yasser Arafat vient de commettre une énorme - et double - faute politique. En quelques heures, ses stratèges ont dissipé une bonne partie du capital de sympathie engrangé depuis trois mois dans l'opinion mondiale par les jeunes révoltés de Cisjordanie et de Gaza. Et ont, du même coup, rendu un fier service aux plus farouches adversaires, en Israël, de la cause palestinienne.

L'état-major de M. Arafat a-t-il voulu venger la mémoire des trois cadres du Fatah assassinés le mois dernier à Chypre ? Ou lever l'affront subi lors du sabotage - réalisé, selon toute vraisemblance, par les services spéciaux israéliens - du bateau affecté au « retour » symbolique en Terre sainte d'expulés palestiniens ? Peu importe le mobile qui a poussé l'OLP à son douloureux exploit. La vengeance, en l'occurrence, fut une mauvaise conseillère.

Car, confronté au terrorisme, Israël, d'instinct, serre les coudes et oublie ses divisions. Comme c'était prévisible, la prise d'otages du Néguev a suscité, à gauche comme à droite, une même réprobation. Pour M. Shamir - le premier ministre - et ses amis, l'opération de Dimaona représente même, au-delà du sang et des larmes, une « divine surprise » politique. Contorté aux moindres frais dans ses certitudes et ses préjugés, le Likoud a désormais beau jeu, en un comode amalgame, de rejeter le blâme, péle-mêle, sur tous les Palestiniens dressés contre l'ordre israélien.

Réveillant le vieux réflexe de peur, si ancré chez la plupart des Israéliens - convaincus que l'OLP n'a pas désespéré de les jeter à la mer, - la droite peut replacer à loisir le problème palestinien sur le terrain qu'elle affectionne, celui de la sacrosainte sécurité de l'Etat, alibi de toutes les intransigeances. Sauf à passer pour « traîtres », les dirigeants travaillistes, avocats d'un règlement politique axé sur un compromis territorial, sont placés en porte à faux et contraints de dénoncer avec autant de force que le Likoud le « double visage » et le « double langage » de l'OLP. Quant à la minorité d'Israéliens partisans d'un dialogue réaliste avec cette dernière, cette action l'oblige une fois de plus à se réajuster dans une silencieuse amertume.

La prise d'otages du Néguev porte aussi un coup dur aux efforts diplomatiques des Américains. A Washington, la semaine prochaine, M. Shamir ne manquera pas de faire valoir à ses hôtes que l'OLP s'est une fois de plus disqualifiée et ne peut prétendre s'asseoir autour d'une table de négociation. Le « plan Shultz », déjà mal en point, est peut-être mort lundi près de Dimaona, ce dont l'OLP ne manquera pas de se réjouir. Mais la centrale palestinienne a surtout fait la preuve d'une immaturité politique dont les extrémistes de tous bords tireront, seuls, profit.

(Lire page 7 l'article d'ALAIN FRACHON.)

M 0147 - 0309 0 - 4,50 F



3790147004500 03090

La COB et la moralisation des opérations financières

Les milieux boursiers invités à pratiquer l'autodiscipline

Aux Etats-Unis, comme en Europe, responsables et professionnels cherchent à mettre au point les moyens permettant d'éviter les graves manquements qui ont suivi la transformation des marchés financiers. A Paris, le groupe de réflexion sur la déontologie, créé par la Commission des opérations de Bourse (COB), propose que le contrôle soit exercé par les professionnels eux-mêmes, plutôt que par des autorités de tutelle extérieures au marché.

« Primauté des intérêts des clients et respect de l'intégrité du marché » : tels sont les principes qui doivent guider l'action des intermédiaires financiers, les clients devant être « servis avec diligence, loyauté, neutralité et discrétion ». Quant au marché, les professionnels « doivent s'engager à en respecter les règles et à interdire tout abus de position privilégiée ou dominante ».

Ces recommandations traduisent les « principales orientations » du groupe de réflexion sur la déontologie des activités financières, présentées le lundi 7 mars par M. Gilles Brac de La Perrière, président de la Banque Paribas France, et qui viennent d'être soumises à la Commission des opérations de Bourse (COB). Le groupe a fait siennes l'ensemble des règles suggérées par quatre « ateliers » de professionnels issus de treize banques, six

charges d'agents de change et trois compagnies d'assurances, qui ont formulé quarante-cinq propositions.

Ainsi, les opérations personnelles des professionnels doivent être domiciliées chez leurs employeurs, qui fixeront des règles écrites concernant ces opérations et pouvant aller jusqu'à l'interdiction absolue. Tout établissement pratiquant la gestion sous mandat se donne les moyens indispensables à l'exercice de cette activité, en évitant notamment les conflits d'intérêts qui pourraient placer les gestionnaires en situation difficile. Par ailleurs, les mandats de gestion devraient être écrits et révisés, s'il y a lieu, l'existence de possibles conflits d'intérêts.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 38.)

Une enquête des sexologues Masters et Johnson

SIDA : trois millions d'Américains seraient contaminés par le virus

Une nouvelle controverse sur le SIDA vient d'éclater aux Etats-Unis, avec la révélation, le lundi 7 mars, par les sexologues Masters et Johnson, d'une diffusion déjà très large du virus dans la population hétérosexuelle. Au total, trois millions d'Américains seraient porteurs du virus. Selon ces sexologues, les spécialistes du SIDA minimisent la portée de leurs résultats, dans « l'intention compréhensible d'éviter une panique générale ».

Les conclusions des célèbres sexologues américains - auteurs, il y a une quinzaine d'années, d'une enquête retentissante sur la sexualité des Américains - apparaissent particulièrement inquiétantes. A partir d'une étude menée sur huit cents personnes âgées de vingt et un ans à quarante ans, William Masters et Virginia Johnson estiment que le virus du SIDA est déjà présent chez 5 % des hommes et 7 % des femmes ayant eu au moins six partenaires hétérosexuels au cours des cinq dernières années. Cette proportion passe à 12 % et 14 % chez ceux qui ont eu le double de partenaires.

D'autre part, ils constatent que, sept ans après le début de l'épidémie, la population pour plus de 90 % n'a pas modifié ses habitudes sexuelles. Au total, Masters et Johnson affirment que trois millions d'Américains sont actuellement porteurs du virus du

SIDA, soit le double des estimations officielles.

Les études françaises qui devraient être prochainement publiées par la direction générale de la santé n'établissent pas un constat à ce point alarmiste. En France, la diffusion du virus du SIDA dans les milieux hétérosexuels est toujours reliée aux facteurs de risque - partenaire séropositif, toxicomanie, transfusé - déjà connus pour la maladie.

J.-Y. N.

Dans notre supplément « Sciences et médecine »

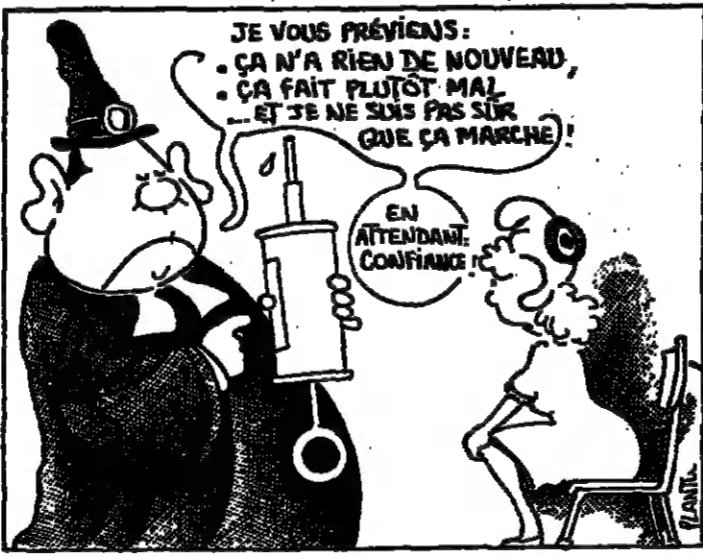
- L'impact social du SIDA dans plusieurs pays ;
- « Urgences », un film de Raymond Depardon sur les secours psychiatriques ;
- L'expérience de plongée profonde Hydra VIII.

La primaire au sein de la majorité

Les pas calculés du « docteur » Barre

Toujours devancé par M. Chirac dans les sondages (lire page 44), M. Barre était, lundi soir 7 mars, à Saint-Etienne. Il s'est excusé auprès de son auditoire de ne pas avoir « suscité cette espèce de passion profonde que crée l'hyper-médiatisation de la politique », et a centré son intervention sur la nécessité de rendre la France capable de faire face à la compétition des Etats continents du vingt et unième siècle.

Une casquette et un tango ont suffi à faire tressaillir le microcosme : on nous a changé Raymond Barre ! Grave et digne, il marchait vers le sacre du surfrage universel comme à la cathédrale de Reims, et tout d'un coup il esquissa quelques pas de



gigue. Il offre une casquette sur un wharf breton, entonne le Plus Beau Tango du monde dans un bistrot corse, en une roucoulade enroulée avec François Léotard, et voilà les assistants bluffés, comme par un de ces profs toute l'année redoutés, et qui à la veille des vacances s'abandonnent aux facéties et à la gaudriole.

Sécouré par des sondages obstinément moroses, coincé entre l'activisme de l'hôte de Matignon et le mystisme de celui de l'Elysée, exaspéré par les bouffonneries lilloises de l'armée d'opérette qui se déchire sous sa bannière, aurait-il décidé de se laisser griser par le doux poison de la politique ?

DANIEL SCHNEIDERMANN.

(Lire la suite page 8.)

Le débat en Allemagne fédérale sur l'engagement du philosophe

Heidegger et la tempête

BONN de notre correspondant

La photocopie d'un texte joliment imprimé en caractères gothiques, édité par Wilhelm Gotlob Korn à Breslau sans indication de date, circule depuis quelques semaines dans les rédactions culturelles des journaux et magazines ouest-allemands. Il s'intitule l'« Auto-Affirmation de l'Université allemande ». Il s'agit du discours prononcé par Martin Heidegger le 27 mai 1933 lors de la cérémonie solennelle de sa prise de fonctions au rectorat de l'université de Fribourg.

Contrairement à d'autres prises de parole du maître à cette même époque, il ne contient aucune allusion directe à la situation politique de l'Allemagne, aucune louange du Führer et du nouveau régime. Il s'articule autour d'une affirmation centrale : « La science, c'est le maintien d'une attitude questionnante face à

l'Etat qui se cache sans cesse dans le Tout. Cette persévérance agissante connaît cependant son impuissance devant le destin. » Est-il légitime de voir dans ce discours d'un Heidegger promu par la grâce du III^e Reich la première manifestation de cette « émigration intérieure » dont il s'est prévalu après la guerre, ce pilier de la vulgate heideggerienne prêchée par ses épigones en Allemagne et en France ? Lisons cependant ce texte jusqu'à sa dernière phrase, une citation de Platon : « Tout ce qui est grand se tient dans la tempête. » En allemand, cela donne : « Alles Grosse steht im Sturm. »

Dans le grand amphithéâtre de l'université, pour écouter le maître, il n'y avait pas que de dignes professeurs en robe. Etaient également présents un carré de porteurs de bannières, revêtus d'un uniforme brun, avec un brassard où sont inscrites les initiales « SA » pour « Sturmabteilung », sections d'assaut. Le journal le

plus salement antisémite de la « littérature » nazie s'intitule Der Stürmer. La chute d'un discours prononcé par un homme qui connaît le poids des mots serait elle l'emblème de sa déchéance ?

Avec un décalage sur la France, du fait que le livre de Victor Farias n'est pas encore paru dans sa traduction allemande - celle-ci devrait très bientôt être en librairie, - l'affaire Heidegger a traversé le Rhin pour mettre en effervescence les milieux intellectuels et journalistiques, remplissant les « feuillets », comme on appelle ici ces cahiers culturels des journaux où les Doktor et Professor font part de leurs états d'âme au grand public.

Ce n'est pas sans une certaine irritation que le public éclairé ouest-allemand s'est vu contraint de rouvrir le dossier du philosophe à l'injonction des voisins français.

LUC ROSENZWEIG.

(Lire la suite page 2.)

Sonia Delaunay, magique magicienne

Elle a changé les couleurs du monde...



A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 375 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; Grèce, 90 dr. ; Inde, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,50 L. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

هكذا من الأصل

مقدون الاصل

Débats

AFFAIRE WALDHEIM

L'Autriche encombrée

par DANNY LEDER (*)

VOILA deux ans que l'Autriche endure l'affaire Waldheim sans réussir à y remédier. Même la commémoration officielle du cinquantième anniversaire de l'Anschluss, c'est-à-dire l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie, le 11 mars, se fera en présence de ce personnage encombrant.

Après avoir brossé, pendant des années, une image idyllique de ce petit pays neutre et raisonnable, la presse française a cru maintenant découvrir, non sans stupéfaction, une Autriche « refoulant » son passé. Les Autrichiens seraient ainsi voilés la face quant à leur implication dans l'aventure nazie, en se faisant passer pour les victimes d'une occupation étrangère.

Si tel est effectivement le discours diplomatique des gouvernants, cette vision n'a, en revanche, jamais habité la conscience populaire en profondeur : pour une bonne part, les Autrichiens n'ont pas « refoulé » leur adhésion au mouvement nazi, mais continuent à l'assumer comme une expérience certes non renouvelable, mais qui s'explique dans le contexte des années 30.

Dénominateur commun

Avant même que les troupes allemandes n'entrent triphalement en Autriche, le mouvement nazi avait conquis politiquement plus du tiers de la population. Pour comprendre ce processus, il faut se remémorer la phase antérieure à l'Anschluss. Entre 1934 et 1938, l'Autriche vivait déjà sous la coupe d'une dictature : l'« autrofaschisme ». Un régime clérical et corporatiste, idéologiquement comparable au stalinisme, et issu d'un coup d'Etat principal parti de droite, le parti chrétien-social. Ce régime écrasa

notamment une tentative de soulèvement d'ouvriers socialistes.

Une fois le mouvement socialiste jusqu'à la principale force d'opposition vaincu, le champ était libre pour les militants nazis qui ne tardèrent pas à regrouper des secteurs de plus en plus amples de la population en rupture avec le régime. Leur slogan prônant le rattachement immédiat au « Reich » allemand, sonnait d'autant plus juste que le gouvernement chrétien-social et même les socialistes cultivait un certain pangermanisme. Mais surtout la misère gagnait du terrain en Autriche, tandis que l'Allemagne nazie connaissait un considérable essor économique — dû aux préparatifs de guerre. Ainsi confluait dans le mouvement nazi autrichien les couches moyennes appauvries, les chômeurs, les paysans de plus en plus endettés, et aussi des ouvriers déçus par la faiblesse de la gauche mais vouant une haine féroce à la dictature autrofaschiste.

Le levier principal de la propagande nazie, le dénominateur commun à tous ces groupes sociaux disparates, était l'antisémitisme, plus virulent en Autriche que dans la plupart des autres pays européens. Tous les grands partis s'y adonnaient. Les chrétiens-sociaux y avaient consacré un chapitre de leur programme. Même les socialistes n'y échappèrent pas. Bien que nombre de leurs militants aient été d'origine juive et que la municipalité socialiste de Vienne ait dignement accueilli les réfugiés juifs d'Europe de l'Est, la propagande socialiste se servait également de l'image caricaturale du juif opulent et omnipotent. Pis : les socialistes répliquaient aux attaques antisémites, dont leurs dirigeants faisaient l'objet, en accusant la

droite, y compris les nazis, d'« indoligence » à l'égard des banquiers juifs. A ce jeu-là, les nazis se montrent les plus forts.

Peu avant l'arrivée des troupes allemandes, les nazis prirent le pouvoir simultanément au Tyrol, dans la région de Salzbourg, en Carinthie et en Styrie, portés par de gigantesques manifestations de rue. Par contre, dans certains centres industriels, les syndicats clandestins avaient réussi à susciter d'importants rassemblements antinazis. Mais le gouvernement capitula deux fois devant Hitler : d'abord en nommant des ministres pronazis, puis en ordonnant à l'armée autrichienne de ne pas opposer de résistance à l'invasion des troupes allemandes — « pour ne pas verser de sang allemand », comme l'expliquait le chancelier Kurt Schuschnigg.

Erreur d'appréciation

Bien entendu, des noyaux de résistance se constituèrent. Plus de trente-cinq mille opposants autrichiens périrent dans les geôles et camps nazis. Mais à l'inverse de la résistance en France, qui, minoritaire pendant l'Occupation, devint par la suite l'objet d'une identification nationale, les résistants et exilés autrichiens restèrent souvent pour leurs compatriotes, même après la guerre, des marginaux suspects. Leurs noms ne figurent pas, en général, sur les monuments aux morts des villages. Ceux-ci sont réservés aux soldats des armées nazies, qui « accomplissent leur devoir », comme le revendiquera précisément Kurt Waldheim pour son rôle d'officier de la Wehrmacht dans les Balkans.

(*) Correspondant à Paris du magazine autrichien Profil et du quotidien Kurier.

Heidegger et la tempête

(Suite de la première page.)

Comme l'écrit Michael Haller, auteur d'une remarquable synthèse sur cette querelle des philosophes publiée par l'hebdomadaire Die Zeit du 29 janvier 1988 : « Ce débat s'est amorcé de manière typiquement allemande, à savoir avec beaucoup de retard et une volonté de faire la leçon à des Français prétendument ignorants. »

En effet, nombreux sont ceux qui reprochent aux Français lecteurs de Farias de découvrir brusquement une lune dont on avait connaissance depuis belle lurette. « On veut faire de Heidegger un nazi ? pourquoi pas ! », s'exclame l'un de ses défenseurs, Jürgen Busche, dans les colonnes du journal de Daniel Cohn-Bendit, Pfisterstrand. La fasci-

nation pour la pensée de Heidegger amène ses admirateurs, et ils ne sont pas tous de droite ou d'extrême droite, loin de là, à considérer son lien au nazisme comme tout à fait secondaire, et d'importance négligeable au regard de la nature visionnaire de sa pensée.

Ce fanatisme heideggerien amène certains de nos professeurs allemands à de bien étranges dérapages. Rejeter la pensée de Heidegger au nom de sa compromission avec le nazisme reviendrait, selon un éditorialiste du quotidien conservateur Die Welt, « à exiger que l'on coupe la tête à un homme pour la seule raison qu'il a un pou dans sa chevelure ».

Jürgen Busche, dans son plaidoyer va encore plus loin. Selon

lui, l'adéquation de la pensée et de l'action, de Heidegger s'explique par le fait que « la notion de culpabilité individuelle est absente de sa théorie ».

Le débat français a cependant provoqué quelques interrogations en Allemagne concernant la manière dont avait si facilement été admise la version officielle de l'attitude du philosophe sous le nazisme. En 1961, déjà, un chercheur suisse, ami de Karl Jaspers, Guido Schneeberger avait rassemblé une documentation de 217 textes mettant en évidence l'enthousiasme hildérien de Heidegger. Les discours prononcés devant des étudiants à Fribourg le 1^{er} novembre 1933, par exemple : « Seul le Führer est la réalité allemande d'aujourd'hui et de demain. Approfondissez toujours plus votre savoir. A partir de maintenant toute chose exige de la décision, et tout acte de la responsabilité. Heil Hitler ! »

Schneeberger n'a trouvé, à l'époque, aucun éditeur pour publier cette documentation, et l'édita à compte d'auteur. Cet ouvrage fut acquis par quelques bibliothèques d'université, mais disparut bientôt des rayonnages, comme par enchantement.

Discordance

Un autre chercheur, professeur d'histoire économique et sociale à Fribourg, Hugo Ott, après la lecture de l'ouvrage de Schneeberger fut frappé de la discordance entre le contenu de ces textes et l'image que Heidegger avait donnée de lui-même après la guerre. Après plusieurs années de recherches, dont le résultat sera bientôt publié en Allemagne, Ott est parvenu aux conclusions suivantes :

1) L'accession de Heidegger au poste de recteur de l'université de Fribourg a été imposée par un petit groupe de cadres nazis qui voulaient se débarrasser du professeur libéral von Möllendorff. Ils ne parvinrent à leurs fins qu'après la mise en oeuvre de l'exclusion des juifs de l'université. Heidegger avait toujours prétendu qu'il avait accepté cette charge à la demande de von Möllendorff pour sauver ce qui était encore sauvable des franchises universitaires.

2) La démission de Heidegger de ces fonctions, en 1934, n'est pas due à sa prise de conscience de l'incompatibilité de l'idéologie nazie avec les exigences de la recherche philosophique, mais parce qu'il avait échoué à prendre la direction spirituelle de l'Allemagne nouvelle. Malgré tous les

efforts entrepris pour faire entendre dans tout le pays son message sur « la révolution fondamentale de l'Être allemand opérée par le national-socialisme » (Leipzig, 11 novembre 1933), on lui préféra Herbert Fischer, professeur de psychiatrie à Würzburg pour prendre la direction du Reichsanwalt der deutschen Hochschulen, une sorte de conseil de surveillance nazi de l'université allemande.

3) Hugo Ott révèle enfin un Heidegger dénonciateur de bas étage dans l'affaire de l'Action Sternheim, qui consista à purger l'université de ses éléments peu sûrs. Dans une lettre au ministère de la culture de Karlsruhe, il demande l'expulsion de l'université de son collègue le chimiste Hermann Staudinger, futur Prix Nobel, en raison de ses prises de position pacifistes pendant la première guerre mondiale. « Je dois remarquer, comme historien, que Heidegger n'aurait eu aucune chance d'être réhabilité en 1945 si « l'Action Sternheim » avait été connue à l'époque », conclut Hugo Ott.

La lettre de Marcuse

La publication des livres de Farias et d'Ott va sans doute relancer, ce printemps, l'interminable corps à corps des Allemands avec leur passé. A la querelle des historiens (1) avait succédé celle des journalistes à propos de l'affaire Werner Höfer, présentateur vedette de la télévision contraint au retrait pour avoir, en 1943, applaudi dans un article à l'exécution d'un pianiste virtuose. Commence maintenant la querelle des philosophes. Herbert Marcuse, qui fut entre 1928 et 1932 l'élève de Heidegger, avait dans une lettre adressée à son ancien maître le 28 août 1947 tranché ce problème : « Moi-même et beaucoup d'autres vous avons honoré en tant que philosophe et avons immensément appris auprès de vous. Mais nous ne pouvons pas faire la séparation entre l'homme et le philosophe. Cela serait en contradiction avec votre propre philosophie. »

LUC ROSENZWEIG.

(1) Les principaux textes relatifs au « débat des historiens » allemands sur l'interprétation de la période nazie viennent d'être traduits et publiés en français sous le titre : *Devenir l'histoire. Les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des Juifs par le régime nazi*. Préface de Luc Ferry et introduction de Joseph Romer. Edition du Cerf, 353 pages, 118 F.

INDUSTRIE

OPA et fatalisme

par LOIK LE FLOCH-PRIGENT (*)

DEPUIS plusieurs mois, nous assistons à une vague d'OPA et de reprises de sociétés françaises. Cela inquiète, à juste titre, les milieux industriels, et le futur gouvernement de la France ne pourra ignorer ces faits.

L'industriel sait qu'une entreprise est un ensemble humain fragile que les ruptures brutales peuvent blesser à jamais et, donc, que toute opération doit être préparée, expliquée, sous peine de conduire à l'échec et à l'inefficacité. L'offre publique d'achat inimicale semble, à cet égard, la démarche industrielle la plus mauvaise, la plus risquée, la plus dangereuse. Elle peut porter en elle le mépris des personnes, de leur travail, de leur compétence et de l'histoire de la compagnie. Une ou deux affaires réussies, qui mobilisent l'attention de la presse, soulèvent quelques questions.

S'est-on suffisamment interrogé sur l'intérêt de l'entreprise convoitée, qu'il s'agit de la considérer à l'égard des personnes qui y travaillent ? Une idée stratégique extérieure placée sur l'entreprise sans la participation des principaux intéressés, et donc soumise des plus compétents, peut-elle mener au succès ? Le cœur des industriels et ceux de tous leurs salariés se sentent à l'idée que l'on puisse acquiescer une entreprise dont l'ensemble du personnel est hostile à l'opération. Aucun industriel ne peut bâtir durablement sans l'adhésion profonde de ses salariés.

Mais les opérations actuelles revêtent également un autre aspect. Les capitaux étrangers viennent en France acquiescer des positions industrielles et commerciales de premier plan sans rencontrer beaucoup de résistances.

L'administration et les détenteurs de capitaux nationaux nous expliquent qu'il faut y voir le rachat de l'ouverture, que ce sont les règlements communautaires, et que l'on se heurte donc à l'infélicité. Ce fatalisme ne saurait nous satisfaire.

Imaginons que les fleurons de notre patrimoine industriel comme l'Air liquide, BSN ou Michelin fassent l'objet de sollicitations extérieures. Il faudrait être naïf et incopiant pour affirmer que rien ne doit ou ne peut être fait. Le prochain gouvernement devra s'attaquer à cette question, car aucun pays ne résisterait à l'abandon de ses centres de décision industriels.

La première résistance contre les OPA est la bonne question, celle-ci incluant non seulement la bonne marche industrielle et commerciale des affaires, mais aussi les relations suivies avec l'actionnariat et l'assurance de la pérennité de la direction — un grand patron doit préparer sa succession.

Mais cette première condition n'est pas suffisante, car la fragilité de l'actionnariat de nos sociétés cotées en Bourse peut les exposer à des OPA qui viendraient mesurer de l'étranger. En effet, du fait de leur endettement général et de l'affectation prioritaire de leurs ressources au développement international, les entreprises françaises n'ont pas de disponibilités comparables à celles de leurs concurrents étrangers.

Dans l'intérêt des entreprises et dans l'intérêt de l'industrie du pays, des dispositifs de défense sont donc nécessaires. Pour les capitaux d'origine non communautaire, le dispositif administratif actuel de protection est suffisant et son efficacité ne dépend que de la détermination avec laquelle il est appliqué. C'est ainsi, par exemple, que devant être rejetée toute opération jugée non conforme aux intérêts de l'entreprise.

Le problème est plus délicat pour les capitaux communautaires car Bruxelles considère qu'en vertu du principe du libre mouvement des capitaux, une simple déclaration suffit. Cette position serait satisfaisante si les droits des sociétés et les réglementations boursières sur les placements européens étaient harmonisés.

Par exemple, le niveau des minorités de blocage, les pouvoirs des actionnaires et des conseils d'administration empêchant souvent des entreprises étrangères d'acheter des affaires allemandes ou italiennes, contrairement à ce que l'on observe en France, en Belgique et en Angleterre.

Mais les dispositions réglementaires juridiques s'appliquent aussi sur une culture industrielle : celle de la RFA, peu encline à l'OPA et modérément perméable à l'acquéreur étranger, a montré aussi sa capacité à conserver une industrie forte et prospère. Dois-elle inspirer celle des autres pays ?

Cette orientation serait restrictive et fâcheuse et ne saurait conduire à l'industrie européenne. A contrario, l'ouverture aux quatre vents finit à quel point ne facilite pas davantage la construction de l'Europe industrielle.

La véritable industrie européenne naîtra de la présence en Europe de grands groupes industriels bien implantés dans tous les pays du monde et, en priorité, aux Etats-Unis et au Japon. Il ne s'agit donc pas aujourd'hui de créer des massodontes communautaires à partir de rades et de surindustrialisations, mais d'utiliser les forces disponibles pour le rayonnement mondial de l'Europe.

Parallèlement, une nouvelle coopération entre les Européens devra voir le jour avec une réciprocité des échanges et des échanges, du travail en commun, de la considération mutuelle et un équilibre entre les pays. Les restructurations industrielles nécessaires à l'échelle européenne devront être menées par la négociation entre les industriels eux-mêmes, avec sans des responsabilités humaines qu'ils possèdent.

Il est clair, par exemple, que la défense européenne suppose que l'industrie de l'armement s'engage dans cette voie.

Notre avenir réside donc dans la construction d'une industrie européenne dynamique, compétitive, qui utilise au mieux nos ressources pour investir, ensemble, dans le renouvellement des sciences et des techniques. Mieux vaut s'unir dans l'Europe que dans la conquête spatiale européenne que d'engager des sommes considérables dans de stériles batailles boursières.

(*) Ancien président-directeur général de Rhône-Poulenc.

L'autre Monde

LE TIERS MONDE — Par Edmond Joue.

A ceux qui nient la réalité du Tiers Monde, Edmond Joue explique l'effort de tous ses peuples pour mettre en place un nouvel ordre, pour trouver une identité; il nous décrit aussi de quoi est réellement composé le tiers monde. "Que sais-je?" n° 2388.

Autres Nouveautés: LES EMOTIONS par Robert Danzner, n° 2380 • L'ETHNOPSICHIATRIE, par François Laplantine, n° 2384 • LA FRANCE CAROLINGIENNE, par René Mustot-Goulet, n° 2390 • LYSSENKO ET LE LYSSENKISME par Denis Buitan, n° 2394.

pufl

COLLECTION "QUE SAIS-JE?"

Au courrier du Monde

LANGUES

Parler l'Europe

Vous précisez dans votre éditorial du 18 février l'usage d'un meilleur français. Vue très judicieuse pour défendre notre langue. Ce qui me paraît inadmissible, c'est que vous affirmiez que l'Europe a « besoin d'un outil minimum de communication qui ne peut être que l'anglais ».

Cet anglais, vous le savez, ce sera l'américain. J'ajoute qu'il est un peu scandaleux de proposer comme langue européenne celle d'un pays qui se révèle jour après jour depuis dix, quinze ou vingt ans, comme le plus réticent à l'égard de l'Europe.

La solution ? A défaut du français, bien jugé par plusieurs de nos partenaires et qui pourrait être cette langue européenne, il faut développer les autres langues et notamment celles de nos grands voisins, Allemagne et Italie, mais aussi l'espagnol, le portugais, etc. Mais surtout pas l'anglais-américain, qui nous submerge.

YVES TROTIGNON (Versailles.)

TRANSPARENCE

Réhabilitations

En même temps que Boukharine ont été réhabilités en Union soviétique le médecin et le secrétaire de Gorki, L. Levine et P. Krioutchov, accusés au procès de 1938 d'avoir hâté la mort de l'écrivain en juin 1936. Un autre médecin de Gorki, D. Pletnev, avait été réhabilité « suraravant ». Cela confirme que leurs aveux contenaient déjà leur propre condamnation (Le Monde daté 14-15 décembre 1986).

Il ne reste donc que deux hypothèses : soit l'écrivain, malade, est mort naturellement, soit c'est Staline, craignant qu'il ne se profitât de la venue d'Aragon et de Gide pour leur parler « à cœur ouvert » (P. Herbart), qui le fit disparaître par l'intermédiaire de Vagoda (qui n'a pas été réhabilité). La « transparence » ira-t-elle jusqu'à faire la lumière sur les rapports de Staline et de Gorki, l'écheveau sera-t-il dénoué jusqu'au bout ?

MICHEL NIQUÉUX (Caen.)

Les réformes en Union soviétique et les affrontements nationalistes

M. Gorbatchev affirme sa confiance dans la politique de « démocratisation »

MOSCOU de notre correspondant

Le jour même où l'agence Tass annonçait, vendredi 4 mars, que les affrontements nationalistes du Caucase avaient fait trente et un morts à Soumgaït...

Pour des raisons qu'on ignore, le compte rendu de cette visite a été publié que quelques jours plus tard par la presse soviétique...

confrontés, dans les nouvelles conditions de gestion, les collectifs de travailleurs (les entreprises et leurs salariés)...

C'est normal, mais j'ai l'impression que vous regardez l'avenir sans panique et avec optimisme...

L'essentiel, a-t-il dit à plusieurs reprises, est de s'appuyer sur les hommes et de se concerter avec eux...

C'est impossible, car - en théorie - si l'entreprise ne marche pas bien, elle ira à la faillite ou devra réduire ses salaires...

C'est désagréable, a-t-il dit, mais comment donc payer un roublon entier s'il n'y a pas été entièrement gagné ?...

BERNARD GUETTA.

Le Caucase : Babel au carrefour des empires

La mémoire des victimes, pour la plupart arméniennes, des affrontements survenus le 28 février dans la ville de Soumgaït (Azerbaïdjan)...

Le 6 juillet 1921, un Staline nostalgique et inquiet fait part de ses observations aux communistes de Transcaucasie...

La conquête méthodique du Caucase peut être commencée. Subtile, la politique russe...

Dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, la région connaît une forte expansion fondée sur le pétrole de Bakou...

devenus des centres cosmopolites que domine une bourgeoisie arménienne dynamique et expérimentée...

La vague révolutionnaire de 1906 place le Transcaucasie en situation quasi insurrectionnelle; villes et campagnes se dressent d'un même élan contre le pouvoir tsariste...

A la veille de la première guerre mondiale, l'indépendance des trois entités transcaucasiennes n'est pas à l'ordre du jour...

réservés. Les uns sont mal à l'aise dans un conflit qui les oppose à l'Empire ottoman; les autres sont tentés par le « déferlante révolutionnaire »...

En quête d'aide et de reconnaissance, les républiques transcaucasiennes vont, dès lors, se trouver chacune dans un face-à-face pathétique avec les unes ou les autres des grandes puissances qui avaient été engagées dans le conflit mondial...



Le Caucase, au carrefour des empires. La région connaît une forte expansion fondée sur le pétrole de Bakou...

Règlement de comptes

En novembre 1917, le gouvernement Kerensky sombre dans la tempête qu'ont déclenchée les bolcheviks. Lénine s'installe aux affaires...

Le 22 avril 1918, la rupture est consommée avec la Russie. Dans sa déclaration d'indépendance, la République fédérative transcaucasienne estime que la République socialiste fédérative soviétique de

CHARLES URJEWICZ (universitaire.)

- (1) J. Staline, Les tâches immédiates du communisme en Transcaucasie, œuvres complètes, T. V, Paris, 1955, pp. 84-85. (2) Ibid., p. 88. (3) Le Monde daté 28-29 février.

Expulsés d'URSS

Deux nationalistes estoniens sont arrivés en Suède

STOCKHOLM de notre correspondant

Deux des fondateurs, au mois de janvier de cette année, du Parti national estonien de l'indépendance, Heiki Ahonen et Ervi Orula, tous deux âgés de trente-deux ans, sont arrivés, le samedi 5 mars, à Stockholm...

veillance des accords d'Helsinki, qui exige l'indépendance de l'Estonie et la création d'une zone démilitarisée dans les pays baltes...

Heiki Ahonen avait été condamné, en 1983, à sept ans d'emprisonnement (puis à la déportation dans l'Oural) pour activités antisoviétiques...

POLOGNE

Des intellectuels souhaitent faire toute la lumière avec leurs collègues soviétiques sur le massacre de Katyn

Affirmant que le massacre de Katyn empoisonne toujours les relations soviéto-polonaises, cinquante-neuf intellectuels polonais ont lancé un appel à leurs collègues soviétiques...

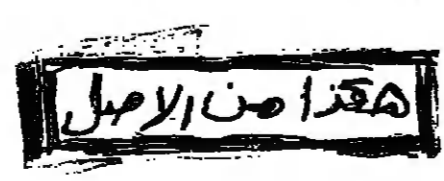
et l'écrivain Casimir Brandys. « Nous voudrions que soient éliminés de nos rapports la servilité, le mensonge et la menace de la violence »...

[Peu après l'entrée des troupes soviétiques en Pologne, le 17 septembre 1939, quinze mille officiers et sous-officiers polonais avaient été déportés. Les corps de cinq mille d'entre eux, massacrés par l'armée rouge en 1940, devaient être retrouvés près du village de Katyn, en Biélorussie. Les corps des dix mille autres ont totalement disparu.]

Le dialogue proposé doit s'établir entre hommes qui « ne sont pas limités par des accords de diplomates et des directives », souligne la lettre ouverte, qui a été signée par des artistes, des universitaires et des dissidents...

Mais pour que « changent de façon radicale » les rapports entre les deux peuples, les signataires polonais ont demandé à leurs collègues d'« intervenir publiquement » en URSS pour que « le crime commis par les bourreaux de Staline et les mensonges à ce sujet » soient dévoilés publiquement.

Advertisement for Walter DE BOCK and Jean-Charles DENIAU's book 'Des armes pour l'Iran'. Includes text about the book's content and publisher Gallimard.



مقتدا من الاميل

REGARDONS
LES CHOSES EN FACE.



L'INFORMATIQUE
DE L'AVENIR,
C'EST LA MICRO INTEGREE
A LA MINI.
C'EST POURQUOI
LE GROUPE IN2
A INTEGRE LEANORD.

Si vous êtes journaliste, vous pouvez parler de "l'union entre un grand constructeur français de mini et un grand constructeur français de micro".

Si vous êtes financier, vous pouvez appeler cela l'expansion d'un groupe dans une vision à long terme du Marché.

Si vous êtes informaticien averti, vous ne dites rien, mais vous avez compris la portée exacte de l'événement.

Et si vous êtes chef d'entreprise, vous pouvez être satisfait car c'est toute votre organisation qui va en bénéficier.

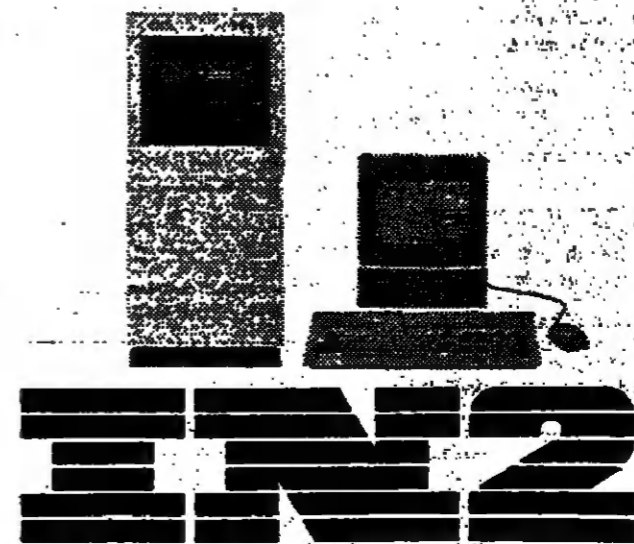
Soyons clair. L'avenir de l'informatique d'entreprise, c'est l'union entre la puissance de la mini et la souplesse de la micro.

Chacun bénéficie des richesses communes. La sécurité est totale.

Et chaque fois que cela est possible, chaque poste travaille en mode autonome sans gaspiller le précieux temps machine de l'ordinateur principal.

C'est beaucoup plus efficace que seulement la mini ou seulement la micro.

Le groupe IN2, en intégrant LEANORD, assemble les deux grands concepts de l'informatique pour vous procurer dès à présent les solutions de l'avenir.



GROUPE INTERTECHNIQUE

57, rue Pierre Curie - B.P. 63 - 78373 Plaisir Cedex
Tél. (1) 34.81.93.00 - Télex : 699302

L'INFORMATIQUE DES REALITES.



Europe

ITALIE : trois anciens ministres impliqués

Le scandale des « prisons en or massif » éclabousse plusieurs partis politiques

ROME de notre correspondant

Le scandale des « prisons en or massif » s'élargit (*le Monde* du 8 mars). Trois anciens ministres sont désormais impliqués dans cette affaire de pots de vin : MM. Franco Nicolosi, qui vient de démissionner de son poste de secrétaire général du Parti social-démocrate, Clelio Darida et Vittorio Colombo, démocrate-chrétien.

Les dossiers ont été envoyés par les deux magistrats du parquet de Gênes qui ont soulevé l'affaire à la commission parlementaire dite « Inquirente ». Celle-ci doit donner son feu vert aux poursuites touchant d'anciens ministres d'un gouvernement. Le paradoxe de la situation est que certaines normes de fonctionnement de l'inquirente ont été abolies par le référendum du 8 novembre 1987. Les nouvelles modalités ne pouvant prendre effet que cinq mois après le vote, soit le 7 avril prochain, la commission a donc commencé de travailler comme si de rien n'était. Nul n'est aujourd'hui en mesure de dire quel chemin suivra cette affaire une fois bouleversé le mode de fonctionnement de l'inquirente.

Plusieurs personnalités socialistes de rang non négligeable sont également mises en cause : un ancien secrétaire d'Etat à la justice, M. Gaetano Scaramoro, un député, M. Gianpiero Milioni, et ancien bras droit de l'ancien ministre des

transports qui avait déjà été démis quelques semaines au printemps 1987 pour un scandale des « aéroports en or massif » (*le Monde* du 16 juin). La justice est aussi à la recherche d'un très haut fonctionnaire, M. Giuseppe Di Palma, destitué il y a quelques

entrepreneur de travaux publics, M. De Mico, PDG de la société lombard CODEMI, faisait figurer une sorte de comptabilité parallèle codée de façon assez transparente et le montant des tangenti (pots de vin) versés pour obtenir l'adjudication de divers travaux publics. Une

Les Italiens savent ou devinent qu'il est pratiquement impossible dans la péninsule d'obtenir une commande de l'Etat sans verser un talché. Des chercheurs ont même entrepris de chiffrer cette « économie noire » : entre 3 et 10 % des devis. Une controverse existe même sur le point de savoir si ce système est parasitaire et néfaste (c'est la thèse quasi unanime de la presse) ou s'il ne serait pas l'équivalent de « l'huile dans les rouages » d'un système bloqué par l'enchevêtrement des compétences entre Etat, régions et communes, par l'inexistence d'une administration digne de ce nom et par la faiblesse d'un pouvoir politique confié à des coalitions de rencontre.

Une récente enquête de la Cour des comptes a montré qu'un projet de construction de vingt prisons, chiffré en 1972 à 150 milliards de lire, avait fini par coûter (l'inflation aidant, il est vrai) 700 milliards ! Et seulement quatre de ces établissements sont aujourd'hui achevés ! Entre-temps, quarante-neuf décrets interministériels étaient venus modifier les spécifications initiales.

Et les juges ont noté ici et là des moments de blocage dans les travaux qui pourraient fort bien avoir correspondu à des périodes de « négociations » entre gens des ministères et entrepreneurs sur le montant des tangenti.

JEAN-PIERRE CLERC.



jours de sa charge de directeur général du ministère des travaux publics. Il s'est enfui en Suisse par un sentier de montagne. Des dizaines d'autres communications judiciaires pourraient suivre.

Une énorme commission aurait ainsi été payée par la CODEMI pour obtenir l'adjudication à Milan de deux édifices pour les chemins de fer. D'autres versements illicites auraient été faits pour obtenir la préférence dans la construction de postes.

GRANDE-BRETAGNE : l'opération contre l'IRA à Gibraltar

Pour une large majorité de l'opinion les forces spéciales n'ont pas commis de « bavures »

LONDRES de notre correspondant

Sir Geoffrey Howe, a révélé, le lundi 7 mars aux Communes, que les trois membres de l'IRA, tués dimanche à Gibraltar par des agents des forces spéciales britanniques n'étaient pas armés et que l'automobile qu'ils avaient laissée dans le centre de la ville ne contenait pas d'engins explosifs, contrairement à ce qui avait été initialement répété pendant vingt-quatre heures.

Le secrétaire au Foreign Office, d'autre part, indiqua qu'un quatrième membre de l'IRA, lui aussi

surveillé par la police espagnole, n'avait pas été retrouvé. Manque également, contrairement aux premières indications (*le Monde* du 8 mars), la voiture qui transportait les bombes destinées à l'attentat que l'IRA préparait à Gibraltar. Sir Geoffrey a déclaré que les policiers des deux pays recherchaient activement ce quatrième suspect et le véhicule.

Le secrétaire au Foreign Office a précisé les circonstances au cours desquelles les trois militants de l'IRA ont été tués, alors qu'ils étaient à proximité de la frontière séparant l'Espagne du Rocher. « Leur comportement et leurs mouvements ont conduit les militaires

à venir en renfort de la police de Gibraltar [un euphémisme désignant les forces spéciales] à estimer qu'eux-mêmes étaient menacés ; en raison de cette réaction, ils ont été abattus. Par la suite, il est apparu qu'ils ne portaient pas d'armes », a affirmé Sir Geoffrey.

Selon le témoignage d'une habitante de Gibraltar cité mardi par le *Daily Telegraph*, les forces spéciales n'ont guère laissé de chances aux trois membres de l'IRA. Cette dame a vu « un grand jeune homme blond » s'approcher des trois suspects et tirer. D'une distance de « quelques pas », il a ensuite tiré plusieurs coups de feu supplémentaires sur les corps gisant à terre. Onze agents des forces spéciales ont quitté Gibraltar dimanche, quelques heures après cette opération.

Sir Geoffrey a estimé lundi que, si l'attentat préparé par l'IRA avait eu lieu, « les victimes auraient pu se compter par centaines » ; selon lui, les cinquante soldats participant à la relève de la garde devant le palais du gouvernement ainsi que de nombreux civils auraient été tués. « Il n'y a aucun doute qu'un épouvantable acte de terreurisme a été évité », a déclaré le secrétaire au Foreign Office, qui a exprimé sa reconnaissance aux autorités espagnoles pour leur coopération.

Incidents à Belfast

Il a fallu toute l'habileté de Sir Geoffrey pour mêler dans une même prestation l'aveu que les trois membres de l'IRA étaient sans armes et qu'aucun bombe n'avait encore été retrouvée et l'affirmation que les forces spéciales ne pouvaient agir autrement et n'avaient fait que leur devoir. La réaction des Communes a été cependant presque unanimement favorable, à l'image de celle de l'opinion.

M. George Robertson, porte-parole du Parti travailliste, a félicité les forces de sécurité. A propos des terroristes de l'IRA, M. Robertson a déclaré :

« Ces gens sont fondamentalement mauvais. Ils tuent et mutilent sans se soucier des innocents qui se trouvent sur leur chemin. »

La seule note discordante est venue d'un député travailliste de Liverpool, M. Heffer. Celui-ci craint que les circonstances de la mort des trois membres de l'IRA ne profitent en définitive aux terroristes eux-mêmes.

En Irlande du Nord, d'importantes manifestations ont eu lieu lundi dans le quartier catholique de Belfast-Ouest. Une trentaine de véhicules, dont plusieurs autobus, ont été incendiés.

La police affirme que des centaines de cocktails Molotov ont été lancés contre les forces de l'ordre par les manifestants qui protestaient contre la mort, à Gibraltar, des trois militants de l'Armée républicaine irlandaise : Dan McCann, trente ans, et Mairead Farrell, trente et un ans.

La jeune femme avait été condamnée en 1976 à quatre ans d'emprisonnement pour sa participation à un attentat contre un hôtel de Belfast, au cours duquel son fiancé avait été tué par les forces de sécurité. Elle avait bénéficié d'une réduction de peine et avait été libérée en 1986.

DOMINIQUE DHOMBRES.

GRANDE-BRETAGNE : début des manœuvres militaires aux Malouines

— En dépit de vives protestations de l'Argentine, le ministre britannique de la défense a donné, lundi 7 mars, comme prévu, le coup d'envoi d'exercices militaires qui culmineront à la mi-mars avec l'envoi d'un millier de soldats aux Malouines, six ans après la guerre anglo-argentine. — (AFP.)

ALBANIE

Pour la première fois, l'anniversaire de la mort de Staline n'est pas célébré

Pour la première fois depuis 1954, l'Albanie n'a pas célébré officiellement l'anniversaire de la mort de Joseph Staline, a rapporté, le lundi 7 mars, la télévision yougoslave.

Staline, vénéré officiellement depuis des décennies par le régime de Tirana, est mort le 5 mars 1953, date qui a toujours été commémorée en grande pompe en Albanie jusqu'à cette année.

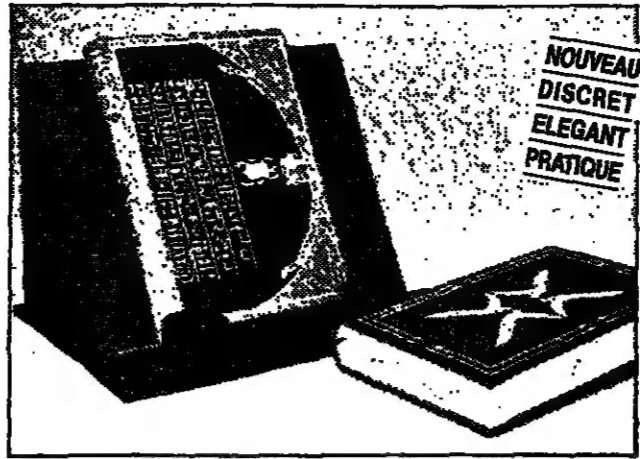
L'ancien numéro un albanais, Enver Hodja, était un fervent admirateur de Staline, et plusieurs de ses

statues ornent toujours les parcs des villes albanaises.

Depuis la mort d'Enver Hodja en 1985, ce petit pays des Balkans semble sortir lentement de l'isolement volontaire dans lequel il s'était confiné depuis la seconde guerre mondiale et abandonner progressivement les principes stalinistes.

Sa participation à la conférence des pays balkaniques le mois dernier à Belgrade était un pas supplémentaire dans ce sens. — (AFP.)

Ce porte-livre gratuit est offert à nos lecteurs qui aiment les beaux livres



Ce cadeau vous est offert par les Editions d'Art Fleurville qui désirent fêter ainsi le succès du livre de G. Barbarin : "LE SECRET DE LA GRANDE PYRAMIDE"

plus de 250.000 volumes vendus à ce jour !

INTROUVABLE EN LIBRAIRIE : La précieuse édition d'art de cet ouvrage (édition dite du "Cinquantième") illustrée de plus de 250 extraordinaires gravures anciennes et reliée plein cuir est en vente exclusive par correspondance aux Editions Fleurville, 18 rue d'Anjou, 75008 Paris.

CADEAU AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

Ce bon est à renvoyer aux Editions HUGUES DE FLEURVILLE - 18 RUE D'ANJOU - 75008 PARIS.

Je désire recevoir gratuitement ce livre et je m'engage à le lire et à en parler. J'accepte donc volontiers le PORTE-LIVRE offert gratuitement par les Editions Fleurville, et sans aucune obligation d'achat. (Participation au tirage de 4 timbres à 2,20 F à joindre à ce bon à découper.)

J'aimerais recevoir par le poste une documentation sur les livres d'art rares et précieux édités par les Editions Fleurville, sans obligation d'achat de ma part.

N. M. M. : _____
Adresse complète : _____
Date : _____
OFFRE VALABLE 1 MOIS, LIMITEE A UN SEUL ENVOI PAR FOYER JUSQU'A EPUISEMENT DU STOCK.

Pour les amateurs d'art, voici prêtes à encadrer : 12 précieuses gravures d'art antique pour 96 F seulement



Cette offre spéciale est strictement limitée aux 1.000 premiers souscripteurs.

96 F à peine pour une série de 12 splendides gravures antiques dans le commerce, c'est véritablement un cadeau que nous offrons aux amateurs d'art antique. De plus, pour que ces petits chefs-d'œuvre conservent toute la valeur qu'ils méritent, leur tirage est strictement limité aux 1.000 premiers souscripteurs.

Pourquoi une offre aussi exceptionnelle ? Tout simplement pour vous montrer la qualité de nos éditions d'art. En effet, ces 12 gravures ont été choisies parmi les 310 illustrations anciennes qui ornent une de nos récentes éditions d'art : LE ROMAN DE LA MOMIE, de Th. Gautier.

Aucune obligation d'achat ultérieure. Pour vous, ces 12 gravures sont une occasion d'enrichir avec raffinement le décor de votre intérieur avec des chefs-d'œuvre de la gravure ancienne, ou d'offrir un cadeau apprécié et durable à des personnes qui vous sont chères. Alors, si vous désirez examiner "à temps" ces 12 gravures (1), pointez le bon ci-dessous dès aujourd'hui. Cela ne vous engage à rien d'autre. Mais en raison du tirage limité de ces gravures d'art, nous ne pourrions enregistrer que les demandes accompagnées d'un règlement de 96 F (prix exceptionnel réservé aux amateurs d'art qui ne connaissent pas encore notre Maison).

Remboursement intégral garanti. Il va de soi que vous serez intégralement remboursé si, après examen, vous décidez de nous retourner ces 12 splendides gravures. En attendant, répondez sans tarder, car les demandes seront honorées, selon leur ordre d'arrivée, jusqu'à épuisement du tirage limité.

EDITIONS D'ART HUGUES DE FLEURVILLE 18 RUE D'ANJOU - 75008 PARIS

Bon pour 12 gravures d'art antique égyptien (96 F seulement)

A renvoyer dès aujourd'hui aux Editions d'Art HUGUES DE FLEURVILLE, 18 RUE D'ANJOU, 75008 PARIS.

Je désire recevoir gratuitement ce livre et je m'engage à le lire et à en parler. J'accepte donc volontiers le PORTE-LIVRE offert gratuitement par les Editions Fleurville, et sans aucune obligation d'achat. (Participation au tirage de 4 timbres à 2,20 F à joindre à ce bon à découper.)

J'aimerais recevoir par le poste une documentation sur les livres d'art rares et précieux édités par les Editions Fleurville, sans obligation d'achat de ma part.

N. M. M. : _____
Adresse complète : _____
Date : _____
CETTE SOUSCRIPTION LIMITEE SERA CLOSE SANS PREAVIS

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75477 PARIS CEDEX 09
TÉLÉPHONE : (1) 45-23-06-81
TÉLÉCOPIER : (1) 45-23-06-81
TÉL. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, gérant, et Robert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wost.

Rédacteur en chef : Daniel Vezeau.

Conducteur en chef : Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDFUB 266 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO
365 jours par an. 24 heures sur 24

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
TÉL. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 290 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 357 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
398 F 763 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
584 F 972 F 1 404 F 1 890 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez noter l'obligation d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Comptez 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57457
ISSN : 0395-2037

قرا من الاميل

Diplomatie

Le quarantième anniversaire du conseil de la vallée d'Aoste

Un exemple pour l'Europe ?

Dans Aoste pavés aux couleurs italiennes, mais arborant aussi le noir et le rouge de son propre drapeau, diverses manifestations officielles ont, les derniers jours de février, marqué le quarantième anniversaire du statut d'autonomie des vallées francophones du nord de l'Italie.

Les célébrations se sont déroulées sur fond d'une grève des fonctionnaires régionaux, ayant pour but d'obtenir que la prime de bilionisme qui leur est servie soit désormais du même montant à tous les échelons. Mais ce mouvement illustrait aussi, sans le vouloir, la nouvelle accentuation d'un particularisme légalement fondé sur la parité entre le français et l'italien.

M. Auguste Rollandin, un vétéran de trente-neuf ans, dirigeant de l'Union valdotaine (parti autonomiste disposant du plus important groupe au sein du conseil de la Vallée, le parlement provincial) et président de la Junta (gouvernement régional) et ses sept assesseurs (ministres) avaient d'ailleurs fait à leurs administrés, quelques jours auparavant, un cadeau que beaucoup de Valdôtains n'espèrent plus : la stricte égalité entre les deux langues, jusque-là appliquée aux seuls jardins d'enfants, le sera, en principe à partir de la prochaine année scolaire, à l'enseignement primaire. Restera encore à obtenir de Rome que le cycle secondaire bénéficie de la même disposition, qui ne constituera que l'application du statut spécial d'autonomie octroyé le 26 février 1948.

Un autre « geste » de Rome avait été, quelques jours avant la commémoration, l'élargissement de M. Mario Andriano, ancien président de la Junta, qui s'était réfugié durant quatre années en France, à la suite d'une enquête liée au fonctionnement du casino de Saint-Vincent, l'un des plus importants d'Europe, et qui fournit à la région 10 % de ses revenus. Le budget autonome total de 1988 dépasse les 800 milliards de lire (environ 4 milliards de francs), ce qui est considérable pour une population de 115 000 personnes.

Si les autorités italiennes se sont toujours montrées restrictives quant à l'application du statut de 1948 (aucune radio ou télévision valdotaine diffusant des nouvelles en français n'est autorisée), elles ont, en revanche, plus volon-

tiers joué le jeu dans le secteur économique et financier. Neuf dixièmes des impôts prélevés en Val d'Aoste entrent donc dans les caisses de la région.

L'Union valdotaine a de fortes chances d'arriver encore en tête, lors des élections régionales prévues en juin. A cette formation appartient également l'unique député de la région au Parlement national, M. Lucien Caveri; ce jeune journaliste - il a vingt-neuf ans - réclame la transformation complète des vallées francophones en zones franches (actuellement, seuls certains produits comme l'essence et l'alcool



si les Valdôtains ne comptent plus guère sur Paris pour affirmer leur personnalité, ils attendent, en revanche, beaucoup de l'Europe de 1992. A l'initiative de la région, un colloque sur « les destinées de l'autonomie en vallée d'Aoste et en Europe » a eu lieu en février à Courmayeur. Le thème des « médias francophones en milieu minoritaire » a, par ailleurs, été étudié au cours des assises de l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française (UIJPLF) tenues fin février à Aoste.

De tous ces débats, il ressort que les Valdôtains, tout en reconnaissant l'« imperfection » de leur statut spécial, pensent qu'il pourrait servir de référence pour atténuer les questions minoritaires qui, de la Belgique à la Turquie en passant par la France et l'Espagne, se posent avec une intensité grandissante.

Un second vœu, à l'adresse des autres pays de la Communauté où le français est langue maternelle, a été exprimé par l'élite valdotaine : « Faites tout pour que le français demeure la première langue de travail à Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg ».

l'ensemble politico-culturel franco-provençal, encore très marqué par l'italianisation forcée qu'ordonna Mussolini, le parti particulariste n'est cependant pas encore définitivement gagné. L'immigration en provenance des autres parties de l'Italie, commencée il y a soixante ans, fait que la ville d'Aoste (35 000 habitants) ne compte plus aujourd'hui que 30 % de francophones, les villages ayant en revanche mieux conservé leur identité.

Les Valdôtains, qui, en 1945, eurent un instant la tentation de se laisser annexer par de Gaulle, disent ne pas le regretter aujourd'hui - en raison du centralisme parisien qui avait limité notre culture spécifique - 15 % d'entre eux restent, selon un récent sondage patronné par les communistes locaux, partisans d'un Val d'Aoste indépendant « comme le Liechtenstein ».

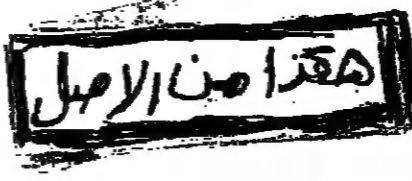
Très attaché à « l'autonomie à base linguistique, mais au sein de l'Etat italien », M. Rollandin n'en regrette pas moins que « la France ne nous ait pas aidés culturellement ». Aoste ne possède aucune antenne consulaire ou culturelle française, en dehors d'une modeste Alliance française.

Si les Valdôtains ne comptent plus guère sur Paris pour affirmer leur personnalité, ils attendent, en revanche, beaucoup de l'Europe de 1992. A l'initiative de la région, un colloque sur « les destinées de l'autonomie en vallée d'Aoste et en Europe » a eu lieu en février à Courmayeur. Le thème des « médias francophones en milieu minoritaire » a, par ailleurs, été étudié au cours des assises de l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française (UIJPLF) tenues fin février à Aoste.

De tous ces débats, il ressort que les Valdôtains, tout en reconnaissant l'« imperfection » de leur statut spécial, pensent qu'il pourrait servir de référence pour atténuer les questions minoritaires qui, de la Belgique à la Turquie en passant par la France et l'Espagne, se posent avec une intensité grandissante.

Un second vœu, à l'adresse des autres pays de la Communauté où le français est langue maternelle, a été exprimé par l'élite valdotaine : « Faites tout pour que le français demeure la première langue de travail à Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg ».

J.-P. FÉRONCEL-HUGOZ.



Asie

CHINE : à la veille de la réunion du comité central

Les émeutes de Lhassa pourraient relancer la polémique entre partisans et adversaires de l'ouverture

Le bureau du dalaï-lama à New-Delhi a publié, le lundi 7 mars, un communiqué affirmant que les récents troubles à Lhassa étaient le signe que les Tibétains « ne peuvent être abusés par des changements mineurs » et qu'ils prouvent la « profondeur du ressentiment et de l'opposition du peuple tibétain au pouvoir chinois ». Le chef religieux tibétain a cependant réitéré sa demande d'ouvrir des négociations avec Pékin : « Nous espérons, précise en effet le communiqué, que le nouveau pouvoir en Chine entamera sérieusement des négociations fondées sur le plan de paix en cinq points » proposé par le dalaï-lama.

PÉKIN de notre correspondant

Il avait fallu attendre plus de trois mois pour que les autorités chinoises admettent que la police avait fait usage d'armes à feu dans la première émeute sanglante de Lhassa, le 1^{er} octobre 1987. A en juger par la discrétion des médias officiels sur l'ampleur de celle du 5 mars, il est à craindre que les choses n'aillent guère plus vite dans le sens d'une plus grande objectivité.

Le bilan officiel de la journée de violence qui, selon les témoins, a fait au moins huit morts, restait dans les journaux d'un mort et vingt-huit blessés, tous membres des forces de l'ordre. De victime tibétaine ou chinoise civile, point. Une brève dépêche en page intérieure du Quotidien du peuple rendait compte d'une visite des plus hauts dirigeants locaux à l'hôpital où sont traités les policiers. A la télévision lundi, les seules images de Lhassa ayant précédé la lecture du communiqué officiel sur les émeutes montraient des fidèles tibétains priant comme à l'accoutumée un soir de festival. Soixante-douze heures après le début de l'émeute, personne, à Pékin, ne s'était encore exprimé publiquement sur le sujet.

De toute évidence, l'incident a créé un problème majeur pour la direction chinoise. Le silence observé est d'autant plus remarquable que, dans l'intervalle, les dirigeants se sont adonnés à un exercice de « transparence » à la chinoise, à propos des catastrophes ferroviaires

et aériennes qui ont endeuillé les transports en commun au début de l'année : le ministre des chemins de fer, M. Ding Guangan, a remis sa démission - acceptée - pour le déraillement du 24 janvier. Le chef de la compagnie aérienne civile (CAAC), M. Hu Yizhou, a, le même jour, « demandé » (et obtenu) un blâme sévère pour la catastrophe aérienne du 18 janvier. Deux exemples qui auraient été sans doute les bienvenus si le hasard du calendrier ne les avait fait tomber, précisément, ce jour-là.

Car au-delà de l'épiqueux problème posé par cette nouvelle irruption de violence pour la politique de Pékin au Tibet, il y a bien sûr des enjeux plus vastes : on risque fort, cette fois, de voir le Tibet servir de prétexte à ceux qui restent devant les réformes et l'ouverture.

L'équipe de M. Zhao Ziyang aura sans aucun doute beaucoup de mal, lors du plénum du comité central du 15 mars, qui doit préparer la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire, à tenir la position qu'elle avait adoptée après les premiers incidents de Lhassa et qui se résume en un principe élémentaire : la seule solution au Tibet est davantage d'ouverture et non pas le contraire. Ses opposants, s'ils avaient dû valoir leurs critiques, au moins dans

leurs interventions publiques, lors du dernier congrès du PC, auront beau jeu, cette fois, de jouer les Cassandre. Sans doute ne s'en privent-ils pas déjà.

Tous messieurs des journaux béotiens

Au Tibet même, les assurances officielles selon lesquelles « le calme est revenu » se lisent presque comme une application de la méthode Coué. Certes, les visiteurs occidentaux - il y en avait une quinzaine à Lhassa durant le week-end - ont témoigné que les rues de la capitale tibétaine n'étaient plus, dimanche, le théâtre de scènes de violence. Mais quand bien même n'y aurait-il que cette béatitude, l'apposition de l'anniversaire de l'instauration de 1959 - qui avait conduit à l'exil le dalaï-lama - serait suffisante pour maintenir les forces de l'ordre en état d'alerte maximale. C'est dans la nuit du 9 au 10 mars 1988, en effet, que se produisit la révolte des guerriers khampas, qui attaquaient des garnisons chinoises après avoir proclamé « l'indépendance du Tibet ». Les événements de samedi - dans lesquels, selon les témoins, des khampas ont été présents - montrent que, vingt-cinq ans plus tard, les blessures sont toujours béoties.

FRANCIS DEHOM.

Washington « profondément préoccupé »

Alors que le ministre chinois des affaires étrangères, M. Wu Xueqian, entamait, le lundi 7 mars, une visite officielle de deux jours à Washington, le département d'Etat a exprimé sa « profonde préoccupation » à propos du regain de violence au Tibet, et appelé les parties en présence à faire preuve de « modération ». Son porte-parole a cependant souligné que les Etats-Unis considéraient toujours le Tibet comme partie intégrante de la République populaire : « Rien n'est changé là-dessus ».

Dans son entretien avec M. Wu, le secrétaire d'Etat devait, selon le porte-parole, évoquer la situation au Tibet, qui est depuis des mois au centre d'une polémique entre Washington et Pékin, les Chinois reprochant aux Américains leurs « ingérences » dans leurs affaires intérieures. Rien n'en a néanmoins transpiré dans les toasts échangés lors du déjeuner offert par M. Shultz, au département d'Etat,

malencontreusement servi dans de l'argenterie « made in Taiwan ». Les deux ministres se sont félicités des progrès réalisés dans les relations entre leurs deux pays, qui ont connu ces derniers temps un certain refroidissement, et se sont contents de brèves références à leurs différends.

L'un des principaux sujets de discordance concerne les livraisons d'armes chinoises - en particulier de missiles Solowev - à l'Iran, qui avaient entraîné le gel de l'échange de transferts de technologie américaine à Pékin. La Chine continue d'affirmer qu'elle ne vend pas ce type de matériel à Téhéran. M. Wu s'est par ailleurs déclaré prêt à accroître la « coopération économique et technologique ainsi que le commerce » avec les Etats-Unis. Le ministre chinois, qui avait également rencontré lundi M. Carlucci, secrétaire à la défense, devait être reçu mardi par le président Reagan. - (AFP, UPL)

Amériques

ÉTATS-UNIS : les primaires du Sud

L'heure de vérité de la campagne

C'était l'heure de vérité, le mardi 8 mars, dit « super tuesday », pour les rescapés de la campagne prélectorale américaine qui affrontaient les primaires des Etats du Sud. Un enjeu crucial car dans ces quatorze Etats - dont le Missouri, l'Illinois, le Kentucky ou l'Arkansas - environ un tiers des délégués qui siègeront l'été prochain aux conventions des deux partis d'où sortiront les « finalistes » pour la course à la Maison Blanche vont être désignés en fonction des résultats de ce super-mardi.

Chez les républicains, le vice-président George Bush, fort de sa victoire de samedi dernier auprès des électeurs de Caroline du Sud, que d'autres considéraient comme le meilleur tent avant « super tuesday », fait figure de grand favori, avec, selon un sondage de la chaîne de télévision ABC, 60 % des intentions de vote. Il est vrai que M. Bush - dont le Texas, un des plus importants Etats qui votent mardi, est le pays d'élection - bénéficie du soutien de la « machine » du grand Old Party. De même que de la popularité du président Reagan, toujours intacte dans cette région du Sud plus conservatrice que la moyenne nationale. Si son principal rival, le sénateur du Kansas, M. Robert Dole, le menace, c'est, disent les analystes locaux, essentiellement dans les Etats périphériques (Oklahoma, Missouri et Maryland). Et surtout en Caroline du Nord, pays d'origine de M^{me} Elizabeth Dole, la femme du sénateur, qui fut un ministre des transports très apprécié à la Maison Blanche avant de se consacrer à la carrière de son mari.

Chez les démocrates, les plus concernés par ce super-mardi qui compte pour eux vingt primaires et « caucus » (contre seize aux républicains), il s'agit à l'origine de contrebalancer l'influence jugée excessive des Etats du « Nord » dans le processus électoral. Ce qui, de fait, semblerait avantager MM. Jesse Jackson et Albert Gore. Le pasteur noir, grand favori ini-

ansé dans les sondages, devrait faire un score important dans les Etats du « Sud profond », souvent pauvres et à forte population noire, comme l'Alabama, le Mississippi et certains comtés de Géorgie ou de Virginie. M. Gore, seul démocrate originaire du Sud, devrait se distinguer dans le Tennessee, dont il est sénateur, et chez ses « voisins » du Kentucky. Ce sera peut-être insuffisant pour résister à la formidable avancée d'un homme venu du Nord-Est pourtant,

PANAMA

La crise financière fait monter la tension

Après la fermeture au public des banques, décidée vendredi 4 mars devant les demandes de retraits massifs et l'insuffisance de liquidités pour y répondre, le gel des avoirs panaméens et l'embargo monétaire décidés aux Etats-Unis, les rumeurs les plus diverses circulent sur les intentions du général Noriega, cible principale de la vague de défiance internationale suscitée par Washington contre Panama. Un responsable de la Croisade civique, qui regroupe plusieurs organisations de l'opposition, a même affirmé que le général Noriega étudierait la possibilité d'un exil au Paraguay, où deux de ses principaux collaborateurs viennent d'effectuer une mission.

De son côté, le nouveau président mis en place après le « limogeage » d'Eric Delvalle le 25 février continue d'attribuer aux Etats-Unis la responsabilité des événements qui secouent le pays. Dans une interview, dimanche 6 mars, il a évoqué la possibilité d'une intervention militaire américaine. Et ce au moment où se déroulent d'importantes manœuvres des troupes américaines stationnées le long du canal. Ce qui a permis aux services secrets panaméens d'affirmer, lundi, que Washington avait profité de ces manœuvres pour envoyer un bateau espion dans la zone du canal. De même source, on affirmait

mais fin tacticien, le gouverneur du sud ouest, Michael Dukakis, qui a mis toute sa stratégie dans le Sud sur les Etats rapportant le plus grand nombre de délégués, comme la Floride ou le Texas. Enfin, pour brouiller un peu plus les cartes, il faudra compter avec le message populiste de Richard Gephardt, qui, au président pas en tête, les partisans du général ont tenté un coup de force. Dans la nuit de lundi à mardi, deux d'entre eux, auxquels s'étaient joints quatre employés d'une agence de sécurité, ont forcé les portes du consulat à l'aide d'une Land Rover et ont pris possession des lieux, mais ils se sont rendus mardi en fin de matinée. (AFP, Reuters)

AFGHANISTAN : la reprise des négociations de Genève

L'isolement des Pakistanais

La séance de pourparlers « indirects » entre Pakistanais et Afghans, lundi 7 mars, à Genève, n'a pas duré plus de deux heures. « Je n'ai pas à faire de progrès, c'est à l'autre partie d'en faire », a déclaré, à la sortie, M. Zain Noorani, le délégué pakistanais. Mardi matin, soit six jours après l'ouverture de cette session de négociations sous l'égide de l'ONU, on ignore encore quelles concessions, concernant la formation d'un gouvernement intérimaire, les Pakistanais jugeraient suffisantes pour valider l'accord sur le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan.

GENÈVE de notre envoyé spécial

Les Pakistanais - ils ne sont pas les seuls - ont été pris de court par l'offre de retrait soviétique avancée le 8 février par M. Gorbatchev. Leurs efforts de dernière heure pour lier la formation d'un gouvernement provisoire à Kaboul à l'accord sur le retrait militaire soviétique auront en un mois pour intérêt de souligner la difficulté, sinon l'impossibilité, de restaurer une stabilité dans la région.

On peut imaginer, en effet, deux scénarios extrêmes en cas d'accord à Genève. Dans le premier, le retrait soviétique s'effectuerait sans trop d'incidents et dans les délais prévus. Le régime du président Najibullah ne supporterait pas le choc. Au fur et à mesure que les troupes soviétiques se retirent, son administration, son armée et sa police secrète se replient ou s'évanouissent.

De leur côté, les mouvements de résistance, surmontant d'inévitables difficultés, évitent de s'entre-déchoquer et s'entendent même sur la mise en place, à Kaboul, d'un gouvernement sans grands pouvoirs et respectant l'autonomie de chacun. Bref, les partis politico-militaires

acceptent de se cantonner chacun dans son fief, facilitant un retour des réfugiés qui, grâce à une assistance humanitaire massive, ne tourne pas à la catastrophe. Deuxième hypothèse, toujours en cas d'accord à Genève : deux mois plus tard, comme convenu, les Soviétiques amorcent leur repli. Ils évacuent d'abord les garnisons les plus excentrées et les plus exposées. Au bout de trois mois, la moitié du corps expéditionnaire soviétique a été rapatrié, le reste demeurant dans les zones que les Soviétiques contrôlent le mieux - le Nord, en particulier - et à Kaboul, la capitale. Le régime de Najibullah s'est replié, simultanément, sur ces zones.

Mais il y a eu des incidents assez graves pour que les Soviétiques ne se sentent plus entièrement tenus par l'accord. Ils décident alors d'appuyer le régime Najibullah dans les zones que ce dernier contrôle encore. C'est la « libération » et la guerre civile. Les communistes tentent d'exploiter les rivalités entre les mouvements de résistance. Les réfugiés restent à l'extérieur du pays, où ils colportent leurs propres divisions. Menacé de déstabilisation, le régime pakistanais du général Zia Ul Haq décide d'en finir en amorçant une négociation directe avec Moscou, remettant en cause l'équilibre régional.

Un accord bancal

Parce qu'ils sont extrêmes, ces deux scénarios ne se réaliseront probablement pas. Il existe toute une gamme de possibilités entre les deux. Mais, en aucun cas, on ne peut envisager une coalition entre les autorités actuelles de Kaboul et les mouvements de résistance. Ces derniers, en effet, n'accepteront jamais la présence de communistes au sein d'un gouvernement.

C'est pourquoi la négociation de Genève ne peut aboutir qu'à un accord bancal. Les deux principaux acteurs - Moscou et la résistance -

sont absents. La délégation pakistanaise ne reconnaît aucune légitimité à celle de Kaboul, qu'elle refuse de rencontrer. Elle semble même reprocher au médiateur de l'ONU, M. Diego Cordovez, d'avoir rappelé, d'entrée de jeu, que l'objet des négociations était uniquement un règlement international du conflit.

Mais les Pakistanais sont trop isolés, aujourd'hui, pour pouvoir servir de médiateur - en particulier à un accord. Face à la pression générale, ils ont, dès leur arrivée à Genève, fait une concession majeure en annonçant qu'un engagement sur un règlement politique intérieur intervenant « simultanément » avec le repli soviétique ferait leur affaire. Autant avouer qu'ils ne pouvaient plus s'opposer à un accord, si peu satisfaisant fût-il à leurs yeux.

Depuis, la négociation s'est retirée sur les conditions du retrait soviétique. Un accord s'est fait sur un délai de neuf mois, étant entendu que la moitié des effectifs soviétiques - estimés à 115 000 hommes - seront rapatriés dans les trois premiers mois. Un petit corps d'observateurs de l'ONU - de quarante à cinquante officiers supérieurs - sera dépêché sur place. On discute également, cette semaine, d'amnisties ou encore des points de passage, aux frontières, de l'armée soviétique.

Les Américains continuent d'exercer des pressions en affirmant que leur aide militaire à la résistance ne sera suspendue que si les Soviétiques prennent une mesure de « réciprocité » - au détriment de leurs protégés locaux. Il y a de quoi organiser et financer un effort colossal pour éviter que le rapatriement de quelques milliers de réfugiés, le cas échéant, ne se transforme en tragédie supplémentaire. Enfin, on se qui concerne le rôle des « garants » de l'accord - l'Union soviétique et les Etats-Unis - on demeure dans le flou stratégique, puisque, selon M. Cordovez, leur mission sera d'« accomplir tout leur possible pour que les accords soient respectés ». Des termes bien vagues.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Proche-Orient

ISRAËL : l'attaque d'un autobus dans le Néguev

L'opération meurtrière de l'OLP risque de nuire aux Palestiniens « de l'intérieur »

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a revendiqué, dans la nuit du lundi 7 au mardi 8 mars, la responsabilité de l'opération menée quelques heures plus tôt par trois Palestiniens contre un autobus israélien dans le désert du Néguev. Cette action, qui a fait six morts (les trois membres du commando et trois civils israéliens), « a été menée par une unité spéciale de trois hommes qui portaient le nom des trois martyrs tués à Limassol par les services secrets israéliens », indique un communiqué d'un porte-parole palestinien rendu public par le bureau de l'OLP à Nicosie. L'attaque avait été auparavant revendiquée par la « Force 17 » (unité spéciale de la centrale palestinienne) dans un appel téléphonique au bureau de l'OLP à Jérusalem.

« Un grand nombre d'experts israéliens travaillant au centre israélien de Dimona qui étaient dans l'autobus ont été tués par les balles des forces sionistes durant l'attaque », ajoute le communiqué de l'OLP, qui affirme encore que « cette opération reflète notre volonté d'attaquer Israël ». Le commando, toujours selon le communiqué, réclamait « la libération de tous les détenus palestiniens dans les prisons israéliennes et l'intervention de la Croix-Rouge internationale dans les négociations ». Le 14 février, trois membres du Fatah (principale composante de l'OLP) avaient été tués à Limassol (Chypre) alors qu'ils négociaient l'achat d'un bateau destiné au retour en Israël de Palestiniens expulsés. Le « bateau du retour » ayant finalement été saboté, l'OLP avait dû renoncer à son projet.

Washington a condamné l'opération de lundi dans le Néguev, notant que « les terroristes apparaissent pour tuer des innocents au moment où la majorité des gens dans la région recherchent une solution pacifique au conflit israélo-arabe ».

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, a également déploré l'attaque de lundi menée contre des civils israéliens. « De telles actions ne contribuent guère à faire avancer le processus de négociation », a-t-il déclaré.

Par ailleurs, les affrontements se sont poursuivis lundi en Cisjordanie et à Gaza entre manifestants palestiniens et soldats israéliens. Un Palestinien de vingt-trois ans a été tué dans un camp de réfugiés proche de Naplouse, tandis que sept autres ont été blessés près de Hébron par des militaires sur lesquels une grenade avait été lancée. Un soldat a été légèrement blessé. Dans le nord de la Cisjordanie, à Qabatiya, deux maisons appartenant à des Palestiniens impliqués dans le lynchage, le 24 février, d'un habitant accusé par le village de « collaboration » avec les Israéliens ont été détruites par l'armée. — (AFP, Reuters.)

La « guerre des villes » entre l'Irak et l'Irak

L'URSS demande une réunion d'urgence du Conseil de sécurité

L'URSS a demandé, lundi 7 mars, au Conseil de sécurité de l'ONU de se réunir d'urgence afin d'exiger l'arrêt de la « guerre des villes » entre l'Irak et l'Irak. Cette démarche a pris par surprise les autres membres du Conseil et apparemment le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, auquel l'Union soviétique a suggéré de nommer un représentant spécial chargé du dossier Irak-Irak. Le dernier en date, le premier ministre suédois Olof Palme, a été assassiné il y a deux ans à Stockholm, et M. de Cuellar ne lui a pas donné de successeur.

Les demandes soviétiques ont été accueillies favorablement par le représentant iranien à l'ONU, M. Mohamed Mahallati, qui les a qualifiées de « positives », mais elles ont suscité une réserve très nette chez les Occidentaux. Le représentant iranien, M. Ismet Khatami, s'est lui-même abstenu de tout commentaire. Dans une réaction à chaud, le représentant adjoint des Etats-Unis, M. Herbert Okun, a rappelé que le Conseil avait déjà adopté une résolution sur un règlement d'ensemble du conflit, la résolution 598, et que ce qui importait était qu'elle soit effectivement appliquée. Le représentant soviétique, M. Alexandre Belousov, expliquant l'initiative prise par Moscou, a affirmé pour sa part, qu'une nouvelle résolution « exigeant des deux belligérents l'arrêt total de la « guerre des villes » pourrait aussi contenir, quelques autres éléments pour aider à clarifier la position des parties en ce qui concerne la résolution 598, qui constitue le seul cadre de toute solution de paix durable ».

Le gouvernement américain a affirmé n'avoir vu aucun changement dans la position iranienne concernant la résolution 598. Le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, a estimé qu'il était essentiel de poursuivre les efforts pour faire appliquer la résolution 598 par l'adoption rapide d'un embargo sur les armes à destination de l'Irak.

Entretiens, la guerre des villes se poursuit sans relâche. Lundi, Hébron et Bagdad ont été atteints, chacune, par trois missiles. Mossoul, une ville de plus d'un million d'habitants, à l'extrême nord-ouest de l'Irak, a été pour la première fois frappée par un avion iranien. Bagdad a annoncé de son côté que son avion avait bombardé des objectifs économiques et militaires dans trois villes iraniennes, Arak, Hamadan et Bakhran, dans le centre-ouest de l'Irak. — (AFP.)

CORRESPONDANCE

Les émeutes de Tabriz

A la suite de notre article « Il y a dix ans, les émeutes de Tabriz » (Le Monde daté 14-15 février), nous avons reçu de M. Dariush Homayoun, qui occupait à l'époque le poste de ministre iranien de l'information, une lettre dans laquelle il affirme qu'il n'était pas l'auteur de l'article basile à l'ajout de Khomeiny publié par l'« Etelaat » du 7 janvier 1978.

« Cet article, souligne-t-il, a été signé par un certain Rachidi Motlagh et rédigé sur ordre du chah par le ministère de la Cour impériale ». Il ajoute que son rôle, « en tant que ministre de l'information », s'est borné dans cette affaire « à transmettre ledit article à l'« Etelaat » ».

JÉRUSALEM de notre correspondant

En quelques minutes, le commando palestinien qui a tué trois civils israéliens, le lundi 7 mars, a sans doute sérieusement entamé le capital de sympathie accumulé par les habitants de Cisjordanie et de Gaza tout au long des trois mois de révolte. Telle est, du moins, la leçon que l'on tire du côté israélien comme d'un attentat qui, même s'il ne lui est pas lié, pourrait bien marquer un tournant dans l'histoire du « soulèvement ». Le chef du gouvernement, M. Shamir, l'a compris avant tout le monde, affirmant immédiatement après l'opération menée dans le désert du Néguev : « Ce sont les mêmes qui font sauter les tramboules dans les territoires ».

Enfin, le ministre de la défense, M. Rabin, évoquait, lui aussi, la situation dans les territoires en interrompant publiquement les médias : il se demandait s'ils allaient relater l'attentat « avec toute la minutie qui sied à la loi, pour rendre compte de certains des événements des dernières semaines » en Cisjordanie et à Gaza. Autant de déclarations qui situent le débat entamé en Israël, à ses fins intérieures et extérieures, au lendemain de ce qui s'est passé dans le sud du pays.

Trois heures en otage

Il est à peine 7 heures lundi, quelques part le long de la frontière avec l'Egypte, lorsque trois Palestiniens — selon la version des autorités — pénètrent en Israël. Vers 7 h 30, ils arrêtent une Renault 4 de l'armée. A bord, trois ou quatre personnes, apparemment des officiers en civil et sans armes qui s'en vont à une compétition sportive. Ils sont sommés d'abandonner leur véhicule; les trois Palestiniens prennent la direction du nord. Un peu plus loin, ils ouvrent le feu sur un semi-remorque dont le chauffeur prend la fuite. L'alerte a déjà été donnée, les routes de la région sont bloquées et d'importantes forces mobilisées.

Le raid en ULM mené contre la base de l'armée

Le raid en ULM mené contre la base de l'armée, en novembre dernier, par un commando venu du Liban avait, dit-on, galvanisé l'enthousiasme de la jeunesse des territoires, marquant le point de départ du « soulèvement ». Le raid du Néguev, attaque aveugle contre des civils, pourrait au contraire avoir porté un coup à la révolte dans les territoires. Un recours au terrorisme (même venu de l'extérieur) brouille l'image d'une population désarmée n'ayant que des pierres pour affronter les soldats. Quels qu'aient été leurs motifs, les Palestiniens « de l'extérieur » ont joué contre ceux « de l'intérieur ».

Afrique

ZAIRE : remaniement ministériel

L'éternel retour de M. Karl-I-Bond...

Le président Mobutu Sese Seko a nommé lundi 7 mars à la tête du gouvernement M. Sambwa Pida Mbegui, et choisi comme ministre des affaires étrangères M. Nguzza Karl-I-Bond, homme politique dont la carrière a connu de nombreux rebondissements.

Radio-Kinshasa a annoncé que M. Sambwa, qui occupait les fonctions de vice-premier ministre chargé de l'économie et des finances depuis juillet 1987, avait été promu au poste de premier commissaire d'Etat (premier ministre), dans le cadre d'un remaniement ministériel. M. Sambwa, cinquante-sept ans, qui avait été dans le passé gouverneur de la banque centrale et ministre du Plan, remplace à la tête du gouvernement M. Mahi Muhumba, en fonctions depuis janvier 1987. Selon le radio, ce dernier conserve son siège au sein du comité central du Mouvement populaire de la révolution (MPR, au pouvoir). — (AFP.)

Le nouveau ministre des affaires étrangères, M. Karl-I-Bond, est un homme beaucoup plus controversé. Agé de cinquante ans, nouveau de

LIBYE

Cent trente prisonniers « de toutes les nationalités » ont été libérés

La Libye a libéré, lundi 7 mars, 130 prisonniers de « toutes les nationalités », mettant ainsi à exécution sa décision, annoncée samedi, d'élargir tous les ressortissants étrangers détenus dans ses prisons, a annoncé l'agence libyenne d'information JANA.

La Libye avait pris cette décision à l'occasion du dixième anniversaire de la Jamahiriya libyenne.

Selon JANA, qui ne donne aucune indication sur la nationalité des 130 détenus libérés, le ministre libyen des affaires étrangères a souligné que cette libération « confirme » les propos du dirigeant libyen, le colonel Kadhafi, selon lesquels « la révolution libyenne a pour but de briser les chaînes et de libérer les prisonniers ».

Le colonel Kadhafi s'était mis jeudi au volant d'un bulldozer pour détruire les murs d'une prison à Tripoli, et libérer les 400 détenus libyens qui s'y trouvaient.

Le chef de la Jamahiriya a d'autre part reçu le président de l'Institut du monde arabe (IMA), M. Paul Carton, qui a, selon l'agence libyenne, « rendu hommage au rôle positif de la Libye dans la fondation de cet institut et l'appui de ses programmes ». — (AFP.)

NATIONS UNIES

M. Youssoufi dénonce les violations des droits de l'homme dans le monde arabe

Le banquier Abderrahmane Youssoufi, secrétaire général adjoint de l'Union des avocats arabes — première organisation non gouvernementale (ONG) à s'être penchée sur la situation des droits de l'homme dans le monde arabe, — vient de dresser, devant la commission des droits de l'homme de l'ONU, un réquisitoire sévère. Après avoir condamné sans équivoque la répression israélienne, il a estimé qu'elle ne pouvait servir de prétexte pour garder le silence sur les violations des droits de l'homme par les gouvernements arabes. Ainsi l'état d'urgence et les législations d'exception sont-ils toujours en vigueur à Barhela, en Egypte, en Irak, en Jordanie, au Koweït, en Libye, au Soudan et en Syrie.

M. Youssoufi a évoqué les assassinats ou tentatives d'assassinat dont ont été victimes des opposants libyens et a rappelé que les adversaires du régime de Bagdad, notamment Mehdi Al Hakim, ainsi qu'un artiste palestinien, Najj Al Ali, collaborateur d'un journal koweïtien de Londres, ont été victimes d'attentats, de même que l'avocat algérien Ali Mecili, tué à Paris.

Il s'est étonné que le massacre à La Mecque de dizaines de pèlerins

Dénouement

iranien ait été perpétré « dans un haut lieu de l'Islam, sans qu'aucune commission islamique indépendante d'enquête ait vu le jour ». Il a aussi évoqué les quarante condamnations à mort qui ont été prononcées au Yémen du Sud, où un grand nombre de ces condamnés ont été exécutés sur-le-champ et a déclaré que « les arrestations arbitraires, suivies de tortures et de traitements cruels et inhumains dans des prisons et des centres de détention clandestins de certains pays arabes, sont nombreuses et difficiles à chiffrer ».

M. Youssoufi a regretté que les opposants politiques dans la plupart des pays arabes soient traduits devant des tribunaux militaires. Il a relevé que l'Egypte était le seul Etat arabe à avoir ratifié la Convention internationale contre la torture et à avoir déféré devant la justice des fonctionnaires accusés de sévices sur les détenus.

Le représentant de l'Union des avocats arabes s'est enfin félicité que dix Etats arabes se soient engagés à réaliser « l'égalité des droits entre l'homme et la femme », ajoutant : « Quant aux Etats arabes qui déclarent gouverner au nom de l'Islam, ils méconnaissent dans leur traitement de la femme les principes d'égalité véritable, que l'Islam lui garantit ». — ISABELLE VICHNIAC.

Dénouement

Selon le général Shomron, le commando « avait pour objectif de commettre une opération terroriste spectaculaire dans une grande ville du pays ». Il a relevé qu'on assistait depuis le début des événements dans les territoires « à une multiplication de tentatives de l'OLP pour infiltrer des commandos en Israël ».

A la Knesset, travaillistes et Likoud dénoncent unanimement le « comportement criminel de l'OLP », selon le mot du ministre des affaires étrangères, M. Shimon Peres. M. Rabin stigmatise « cette nouvelle atrocité commise par Arafat (...), cet acte de terreur qui fait partie des efforts de l'OLP pour piller tous processus de paix ». Des voix se font entendre au Likoud (droite), le parti du premier ministre, pour affirmer que le moment n'était vraiment pas venu d'enlever des négociations israélo-arabes, comme le proposent les Etats-Unis. L'argument d'un côté ou de l'autre, quant le pays est attaqué ne devrait pas laisser l'opinion israélienne indifférente. Il pourrait placer les travaillistes en difficulté au moment où ils accusent le premier ministre d'être un obstacle à la recherche de la paix en refusant d'entamer les propositions du secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz.

ALGERIE

Le général Vernon Walters reçu par le président Chadli

Représentant permanent des Etats-Unis auprès de l'ONU, le général Walters a été reçu lundi 7 mars par le président Chadli, pour la seconde fois en un an. Spécialiste du Maghreb, le général américain s'est rendu auparavant au Maroc et en Tunisie, et il a gagné Genève lundi avant d'entreprendre une tournée en Afrique noire. L'entretien avec le président Chadli a porté sur le dossier du Proche-Orient — l'Algérie est opposée au plan de paix de M. Shultz — et sur la question du Sahara occidental. Les propositions du secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, pour régler ce conflit, devraient être annoncées dans quelques jours.

AFRIQUE DU SUD

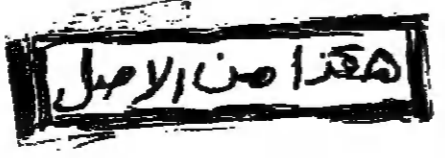
Sept policiers d'extrême droite limogés

Sept policiers membres du cadre de réserve, ont été radiés des rangs de la police pour appartenance à un mouvement d'extrême droite, a annoncé, lundi 7 mars, un porte-parole de la police sud-africaine. Les sept hommes appartiennent au mouvement de la résistance africaine (AWB), qui avait organisé une marche sur le Parlement la semaine dernière. D'autres mesures d'expulsion pourront être prises contre des policiers membres de l'AWB, a ajouté le porte-parole. Ce mouvement néofasciste milite en faveur de l'établissement d'un Etat exclusivement blanc pour les Afrikaners en Afrique du Sud. Les sept policiers, du nord du Transvaal, sont les premiers, dans les forces de l'ordre, à être sanctionnés depuis l'entrée en vigueur d'une nouvelle législation dirigée contre les adhérents de groupes extrémistes dans la police. — (AFP.)

JAL prend l'air 7 jours sur 7 de Paris à Tokyo.

7 jours sur 7, un 747 de la JAL part de Paris, destination Tokyo. Partir chaque jour avec JAL, c'est possible.

JAPAN AIR LINES
Téléphone Réservations 42.25.85.05





Politique

La primaire au sein de la majorité

La rencontre entre M. Giscard d'Estaing et M. Chirac à Clermont-Ferrand L'image sans le son

CLERMONT-FERRAND
de notre envoyé spécial

M. Jacques Chirac est arrivé à 18 heures 15, le lundi 7 mars, à l'hôtel de la région Auvergne, à Chamalières, qu'on ne présente pas. L'ascenseur était bloqué depuis plusieurs minutes. Le premier ministre y est entré avec le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, et celui de l'intérieur, M. Charles Pasqua. « Et le doyen ? » a demandé quelqu'un. Il s'agit de M. Giscard d'Estaing, président de la faculté de médecine, président du comité du Puy-de-Dôme de soutien à la candidature de M. Chirac. Le doyen s'est gîssé, lui aussi, dans l'ascenseur.

Les photographes et les caméraman, et eux seuls, ont été, alors, autorisés à grimper l'escalier jusqu'au quatrième étage, où se trouve le bureau du président de la région Auvergne. Celui-ci y a accueilli son visiteur et les amis qui l'accompagnaient. Selon des témoins, il a été question de la décoration de la pièce. Puis le visiteur est resté seul avec son hôte. Cela a duré trois quarts d'heure.

Au rez-de-chaussée s'installait une certaine confusion. Les journalistes suivent M. Chirac demandant où aurait lieu la conférence de presse. « Quelle conférence de presse ? » s'étonnaient les collaborateurs du président de la région Auvergne. Et d'expliquer que les responsables de la campagne du premier ministre avaient demandé qu'on ait la disposition de la presse une salle, et qu'on n'avait trouvé que ce petit hall d'entrée, dont les journalistes étaient, donc, autorisés à disposer. Pour quel usage ? Cela, les collaborateurs du président de la région Auvergne avaient conscience de l'ignorer. Peut-être le candidat à la présidence de la République souhaitait-il prononcer quelques mots devant les journalistes ?

A 19 heures, M. Chirac est sorti de l'ascenseur. Un espace lui avait été ménagé par son équipe derrière le bureau de réception du hall, sous les photographes officielles des quatre premiers présidents de la V^e République. Les projecteurs se sont allumés, caméras et magnétophones se

porté candidat à la fonction qu'exerçait M. Giscard d'Estaing. En outre, au moment où ses rapports entre giscardiens et barriéristes se dégradent au sein de l'UDF, M. Chirac a davantage montré que ses rapports avec cette branche de la « famille » sont bons.

M. Giscard d'Estaing, qui a « juté la rancune à la rivière », depuis longtemps, comme chacun sait, et dont la sympathie accompagnée, à l'évidence, ses deux anciens premiers ministres en campagne, ne pouvait qu'accroître son soutien de M. Chirac et lui rendre visite, mais le choix de la figurine muette était... éloquent. L'ancien président est de son « camp » comme de sa « famille », mais, l'un comme l'autre, il se garde. Si son responsable majoritaire qu'il passe être, il ne lui sied pas d'entendre, comme l'avaient fait avant lui d'autres élus régionaux de l'UDF, dans la salle du meeting, l'arrivée du candidat du RPR. Le code de bonne conduite laisse place, en Auvergne, à des lois plus subtiles, qui veulent que M. Giscard d'Estaing entre au Palais des sports avec M. Chirac et y soit accueilli par celui-ci, devant les cinq mille participants à la réunion, comme s'il le présidait.

Une présidence européenne « responsable »

Il s'est trouvé des journalistes pour imaginer que l'homme du quatrième étage pourrait, lorsqu'il en descendrait, leur dire quelques mots, lui aussi — lui surtout — sur tout cela. Le président Giscard d'Estaing n'a pas hésité, pour les éviter, à emprunter une sortie latérale, où, au vu des importuns stationnés devant la porte principale, son chauffeur avait reçu instruction de se porter. Les journalistes ont pu voir l'auto bleue s'éloigner vers l'auberge de campagne où l'ancien président de la République avait invité à dîner M. Chirac et ses ministres.

M. Giscard d'Estaing avait décidé de ne prêter que son image à l'indivisible mise en scène de l'union majoritaire dont Clermont-Ferrand devait être le lieu, momentanément privé de mémoire. Pour M. Chirac, la visite à Chamalières comme celle qu'il avait faite au domicile parisien de l'ancien président, le 14 janvier dernier, deux jours avant de se déclarer officiellement présidant à l'Élysée, devait effacer le souvenir d'une sorte de septennat, lorsque le maire de Paris s'était

porté candidat à la fonction qu'exerçait M. Giscard d'Estaing. En outre, au moment où ses rapports entre giscardiens et barriéristes se dégradent au sein de l'UDF, M. Chirac a davantage montré que ses rapports avec cette branche de la « famille » sont bons.

M. Giscard d'Estaing, qui a « juté la rancune à la rivière », depuis longtemps, comme chacun sait, et dont la sympathie accompagnée, à l'évidence, ses deux anciens premiers ministres en campagne, ne pouvait qu'accroître son soutien de M. Chirac et lui rendre visite, mais le choix de la figurine muette était... éloquent. L'ancien président est de son « camp » comme de sa « famille », mais, l'un comme l'autre, il se garde. Si son responsable majoritaire qu'il passe être, il ne lui sied pas d'entendre, comme l'avaient fait avant lui d'autres élus régionaux de l'UDF, dans la salle du meeting, l'arrivée du candidat du RPR. Le code de bonne conduite laisse place, en Auvergne, à des lois plus subtiles, qui veulent que M. Giscard d'Estaing entre au Palais des sports avec M. Chirac et y soit accueilli par celui-ci, devant les cinq mille participants à la réunion, comme s'il le présidait.

Asés au premier rang, entre un sénateur RPR et un sénateur UDF, M. Giscard d'Estaing a écouté M. Chirac célébrer l'Europe et évoquer, notamment, le temps où la France parvenait à doter du bien fondé d'un engagement résolu dans la construction européenne. S'agissait-il des premières élections au Parlement européen et du fameux appel de Cochin ? Pas du tout. Le premier ministre parlait des années 1981-1982, lorsque les socialistes menèrent une politique archaïque, à contre-courant de tous les partenaires » de la France.

M. Chirac estime qu'il faudra peut-être envisager de donner à la présidence communautaire une responsabilité politique réelle. Ce n'est pas l'opinion de M. Giscard d'Estaing, mais c'est une bonne manière envers l'ancien chef de l'Etat. Poignée de main, photo : on n'était là pour rien d'autre. PATRICK JARREAU.

Selon l'IFOP

Un électeur sur trois n'a pas fait son choix définitif

A sept semaines du premier tour l'électorat apparaît très « fluide » et les intentions de vote émisses « extrêmement fragiles ». Tels sont les principaux enseignements que M. Jean-Luc Parodi, directeur de l'étude de l'IFOP, a tirés, le samedi 5 mars à Paris, des cinq premières vagues du « présidoscope », le sondage effectué par cet institut pour le compte de Libération.

M. Parodi a rappelé les conditions particulières dans lesquelles ces enquêtes sont réalisées.

Extrait d'un échantillon représentatif de la population française de plus de 2 000 personnes, un panel de quelque 800 interviewés a été constitué au début de l'opération en décembre 1987, et est interrogé, par téléphone, tous les quinze jours sur ses intentions de vote lors du scrutin présidentiel. A chaque vague, douze personnes ayant modifié leur choix par rapport à la fois précédente, sont priées d'expliquer les raisons de leur changement d'attitude.

La mobilité des électeurs entre les différents candidats apparaît quatre fois supérieure au solide apparent donné par les sondages classiques. Les modifications de vote qui concernent 10 % du panel lors de chacune des vagues du « présidoscope », répondent à une « logique profonde » de la part des électeurs mobiles et ne sont en rien « aléatoires ».

Une frange de l'électorat hésite entre les différents candidats d'un même camp. Le choix entre M. François Mitterrand et les trois représentants de l'extrême gauche n'apparaît pas évident à 5 % de l'électorat. Ces 5 % sont essentiellement composés de sympathisants de gauche « relativement politisés ». De même, 8 % des électeurs oscillent entre les deux candidats de la majorité, car, partisans de la droite classique pour la plupart, ils « craignent en choisissant l'un de leur politique l'autre ».

Le choix entre le président de la République et M. Barre rend incertain 5 % à 6 % des électeurs, plus éloignés de la politique, davantage influencés par leur entourage et qui hésitent entre un « vote légitimiste » et une « version de droite » du chef de l'Etat.

La cohabitation installée depuis mars 1986 trouble 4 % à 5 % des électeurs qui oscillent entre M. Mitterrand et le premier ministre. Le bilan du gouvernement est attribué aussi bien à l'un qu'à l'autre. D'ailleurs, 8 % du corps électoral souhaitent que M. Mitterrand, une fois réélu, reconnoisse M. Chirac à Matignon.

Enfin, 2 % à 3 % des électeurs hésitent entre le chef de l'Etat et M. Le Pen. Cet électeur, pas politisé, sensible à l'entourage, est tiraillé entre un vote légitimiste et la nécessité du changement.

Le total des hésitants représente un tiers du corps électoral.

Les pas calculés du « docteur » Barre

(Suite de la première page.)

L'entourage s'en frotte les mains : enfin le visage « chaleureux » du candidat va éclater au grand soleil !

Que l'on se rassure pourtant : M. Barre est toujours M. Barre. Infaillible comme une balance des paiements, solidement assis sur la certitude de la justice de ses solutions, plus résigné qu'amusé par les figures imposées du jeu des médias : « Ils sont superficiels par essence, explique-t-il, il faut en tenir compte. En Bretagne, un pêcheur qui m'accompagne me prie de ne pas rester assis et me tend une casquette ; c'est cette photo que l'on retiendra. En Corse, on poussait la chansonnette, et mon hôte me propose de laisser entrer la presse. Que pouvais-je faire ? Mais c'est très bien. Excellent ! Il faut prendre les médias comme ils sont ».

Le microcosme est gros consommateur de « petites phrases » ? On lui en donnera. Au début de chacun de ses grands discours, il énonce consciencieusement François Mitterrand, pour le grand bonheur de la télévision, et implicitement Jacques Chirac pour la plus grande joie des engagés. Puis, la part ainsi faite aux péripéties, on passe aux sujets sérieux : l'Europe, la formation, la décentralisation.

Sous le candidat, il ne faut pas gâter longtemps pour retrouver le cher professeur, qui n'hésite pas à faire tinter son verre d'un couteau couronné pour ramener le calme dans une salle à manger dissipée. Quant à sa tolérance médiatique, elle a ses limites. « Pourquoi n'avez-vous pas dit à Longwy ? », lui demande un reporter d'une radio locale en Lorraine. « Et pourquoi serais-je allé à Longwy ? » « Pourquoi avoir choisi Sainte-Anne d'Auray ? », l'interroge-t-on en Bretagne. Et le candidat, croquant, se retourne vers ses proches : « Quelle question singulière ! »

Lois des projecteurs, à petits pas calculés, devant des auditeurs parfois confondus, Raymond Barre poursuit à travers la France des territoires une tournée de médecin de campagne d'avant guerre. Un de ces vieux docteurs à bulle de foie de mort, désagréable, impatiente, impitoyable pour nos vices, insensible à nos maladies imaginaires.

Patrons moyens petits ou minuscules

Il ne faut pas compter sur lui pour écouter complaisamment nos plaintes et diagnostics concernant le monde de malingres de la productivité. Voici un matin le bon docteur Barre, debout près des rotatives, entouré par une cinquantaine de patrons dans une imprimerie de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne). Dans le sémaphore patronal, l'éternelle taxe professionnelle, passée dans la commune en quelques années de 6 % à 21 %.

Après avoir rappelé innocemment qu'il n'a eu « aucune responsabilité dans cette affaire », n'étant pas au gouvernement en 1975 quand elle a été instituée, le candidat actuel — le premier ministre d'alors était un certain Jacques Chirac, — Raymond Barre détaille quelques sages propositions de réforme de l'impôt détesté. « Mais vous paierez quand même un peu d'impôt aux collectivités locales », lance-t-il à ses patrons. Mouvements divers. « Le moins possible ! », risque un ultra. Alors, le candidat, grimant dans les rigues, signe indubitable de l'irritation : « Ah non, écoutez, vous paierez ce que vous devez payer. Vous pouvez bien me faire une liste des réformes nécessaires ; si vous voulez tout régler en même temps, vous ne réglez rien ».

Comment en vouloir à un candidat si peu candidat ? Rencontre après rencontre, l'ancien premier ministre campe de lui-même le portrait rétrospectif de l'homme de bien volonté aux prises avec les pesanteurs et les procédures. Un David contre le Goliath du mal français. En Lorraine : « Oui, les grandes écoles sont mathématiques. J'ai essayé de les amener à accueillir davantage d'étèves, je me suis heurté au refus absolu des conseils d'administration ». En Seine-et-Marne : « Oui, il faut réformer la taxe professionnelle. Mais on se heurte à la grande coalition des députés et sénateurs, maires ».

Faut-il faire sauter le monopole syndical aux élections professionnelles comme le lui demandent avec insistance d'autres patrons ? « En 1986, l'opposition d'alors a promis qu'elle le ferait. Moi, j'étais là et que beaucoup de curieux ! Il y a des promesses qui sont bonnes pour les périodes électorales ».

Plus Barre que nature. Si vous m'écrivez, je ne changerai peut-être pas grand-chose, mais je vous le dis à l'avance, et je vous explique pourquoi. Campagne ou pas campagne, indéniablement, une certaine France aime à contester, à chasser ainsi le refrain météorologique de la politique relative. Et la France de Raymond Barre, ce sont d'abord les patrons, moyens, petits ou minuscules, catégorique qui inclut les artisans et les

cadres. Parfois, au hasard de la visite d'une criée ou d'une scierie, le chemin de M. Barre croise les silhouettes penchées d'une scierie ou d'un manutentionnaire. Au mieux, un salut poli. Au pire, rien. Au risque d'accrocher une curieuse impression : qui n'est pas notable, titré, gâllonné, qui ne sait tenir son rang dans un salon ou sur une tribune, n'existe pas aux yeux de M. Barre.

Lors d'un déjeuner au Lorraine, on place à sa table une chômeuse qui fait tâche au milieu des notables costumés. On lui donne la parole aux amuse-gueules. Où travaillait-elle ? Dans la banque. Raymond Barre : « Mademoiselle, nous avons en France un problème beaucoup de chômage. Je ne recommanderais pas à quelqu'un à la recherche d'un emploi durable de se tourner vers le secteur bancaire ». Heureusement pour elle, la jeune femme se forme à la bureautique.

Satisfait du professeur : « Mademoiselle, là, vous avez beaucoup de chance. On me dit que cette formation récente a beaucoup de succès ». Voilà pour la chômeuse. On peut passer au plat de résistance : les patrons.

Et vive la Banque de France !

Qu'on ne voie pas là d'ostensions politiques. Sans doute pas même de mépris humain, à moins que l'ignorance ne soit considérée comme sa forme suprême. Simplement, le candidat préfère se concentrer sur l'essentiel, l'entreprise, « dont les Français n'ont jamais compris qu'elle était l'institution créatrice de richesses et d'emplois ». L'entreprise, qui ne saurait être dirigée par un patron, mais par un « entrepreneur, qui, Dieu merci, n'est plus

pour recruter un professeur associé, il faut attendre deux ans... » A des propos : « Quand je suis arrivé à Matignon, j'ai été scandalisé de voir que certaines entreprises étaient accablées à la faillite parce que les administrations les payaient en retard ».

De Bruxelles à Matignon, en passant par Saint-Jean-Cap-Ferrat, voici un homme qui s'est fait sa réputation lui-même. L'anti-technocrate. « C'est une bonne idée de vouloir faire un pont de plaisance, explique-t-il aux élus de Loctudy (Finistère), mais méfiez-vous de la pollution. J'en vois les effets sur la Côte d'Azur ». « On me dit que... » « On me raconte que... » Le parfait honnête homme !

Ce n'est pas lui qui se laisserait interloquer par les effluves des joutes idéologiques parisiennes : « plus d'Etat ou moins d'Etat, c'est un débat superficiel et momentané ». Voir qualité des produits, et exportation. Déclin ? Voir Europe, et exportation. An 2000 ? Voir formation, et Europe. Cet homme est un index.

On l'a compris, il n'est pas de ceux qui se sentent renouer dans l'odeur puissante des grand-messes. Les meetings barriéristes, c'est le moins que l'on puisse dire, n'en

36 14

Convaincu, désireux d'aller au fond des problèmes, appliqué jusque dans les concessions aux arrangements de la campagne : son état-major ressemble à Raymond Barre, installé sur quatre étages d'un immeuble du boulevard Saint-Germain — à bonne distance du candidat lui-même, qui se préserve sur le même boulevard quelques centaines de mètres plus loin. — Le « staff » barriériste bourdonne depuis un mois d'une activité studieuse.

Au quatrième étage, celui des « carreaux », les bureaux du directeur de campagne, Philippe Mestre — surnom rare, vertes coque, courtois, respectueusement ironique — et de la trésorière Gilberte Beaux voisinent avec un vaste service de documentation constitué depuis plusieurs années. Au troisième étage — étage de la communication — on confectionne pour toute la maison une revue de la presse mondiale, incluant des coupures du Quotidien du peuple (Pékin) et de la presse du Proche-Orient.

Descendons encore. On s'efforce ici de galvaniser les ardeurs militantes : autocollants, badges, anoraks marqués du slogan « Barre 88 », sont envoyés à la demande aux comités de soutien provinciaux. Pas question pour autant de céder à la galérie : tous les envois de « matériels » militants sont recensés sur

ordinateur, et les locations d'autocollants menant les participants aux meetings de Raymond Barre ne sont remboursées — partiellement — aux comités locaux que si les cars sont remplis, et les devis respectés.

Au premier étage enfin, on accueille un public pour l'instant clairsemé. Depuis le 1^{er} mars, fonctionne un service Minitel (36 14 Barre), dont les responsables ne sont pas pus tiers de faire remarquer qu'on est le seul mouvement politique à y avoir introduit des textes de fond, et à ne pas y faire de jeux pour rentabiliser la messagerie (évaluez mon regard du côté du RPR).

Dans le pièce voisine, plus classiquement, des standardistes improvisés qui répondent aux appels des curieux — cinquante-cinq par jour seulement (1) « mais ça commence », se consolent-ils — disposent d'un bréviaire de quatre-vingt-dix fiches détaillées et denses sur tous les sujets possibles, de la Trinité à l'avortement. En passant, une biographie complète de M. Eve Barre. Le temps d'une campagne, il faut aussi savoir mettre sa discrétion dans sa poche.

D. S.

(1) 45-49-45-49.

l'homme aux écus de Marx... « Vous avez raison, c'est très grave », réplique Raymond Barre à un « entrepreneur » qui se plaint qu'un lycée on n'engagerait la vie économique que les comités d'entreprise et les délégués syndicaux. Le bonheur de l'ouvrier, M. Barre n'y est pas opposé, bien au contraire. Mais il suivra implicitement. Chacun à sa place.

Que l'on ne s'imagine pourtant pas le désappaiser en lui montrant la classe ouvrière à la figure. Elle a sa place, si elle veut bien s'appliquer un peu, au paradis barriériste. Au cours d'une élégante réunion du candidat et de ses jeunes sympathisants, alors que l'on parle « société d'entreprises », « connecticiens », « Europe des images », une jeune femme se lève soudain : « Et les apprentis boulangers, qu'avez-vous à leur dire ? » « Petit apprenti deviendra grand », murmure Raymond Barre, comme pour lui-même. Et s'emparant du micro : « Je connais bien les apprentis. Je les ai rencontrés dans ma région Rhône-Alpes quand j'étais premier ministre. Les apprentis ont beaucoup d'espoir. Ils savent que, s'ils travaillent bien, ils pourront s'installer à leur compte ».

Réponse à tout. Et souvent prise dans son mémorial personnel. Contrairement aux légendes, Raymond Barre ne rechigne pas à raconter sa vie — publique, s'entend. A des professeurs de la technopole de Nancy : « C'est un universitaire qui vous parle. Quand vous pensez que,

rajoutent pas sur la séduction. Les applaudissements sont mesurés, l'enthousiasme sage. Il faut chercher les callots et les écrans géants à la jumelle. Le public se lève avec un air de courtoisie, son temps mort, on diffuse une musique d'ambiance qui n'incite ni à la communion ni au bellicisme. Même le nom de François Mitterrand n'est que modérément sifflé. A coup sûr, cette France-là n'a envie ni de partir en guerre ni de lancer des ballons.

Qu'importe ! On vient nombreux. On l'écoute. Et on applaudit aux passages les plus inattendus. « A Poitiers, s'amuse Philippe Mestre, son directeur de campagne, il a même fait applaudir la réforme de la Banque de France ». « De toute façon, philosophe Charles Millon, délégué aux comités de soutien, cette campagne présidentielle ne ressemble à aucune autre. Le pays ne croit plus aux solutions-miracles. Il ne faut pas faire une campagne de masse, mais de proximité ».

Allergie aux idéologies, humilité quasi expiatoire devant les contraintes extérieures, renonciation presque jubilatoire au lyrisme, au volontarisme : Raymond Barre, c'est vrai, incarne mieux que tout autre certains aspects d'une époque qui ne croit plus aux miracles. Sa franchise, son assurance, son bon sens nous impressionnent, son bon sens nous repose. Mais tout cela suffit-il à créer un élan pour gagner cette primaire dont il s'était cru dispensé ? DANIEL SCHNEIDERMAN.

10 MARS 1988
14 heures

Salons Hoche
9, avenue Hoche
75008 Paris

UNIVERSITÉ PARIS-I - PANTHÉON SORBONNE

COLLOQUE

AMOFIB

investir

Le Monde

« QUELS RISQUES FINANCIERS POUR 1988 ? »

— DÉONTOLOGIE et NOUVELLES RÈGLES —
présidé par Christian de Boissieu

avec la participation de :

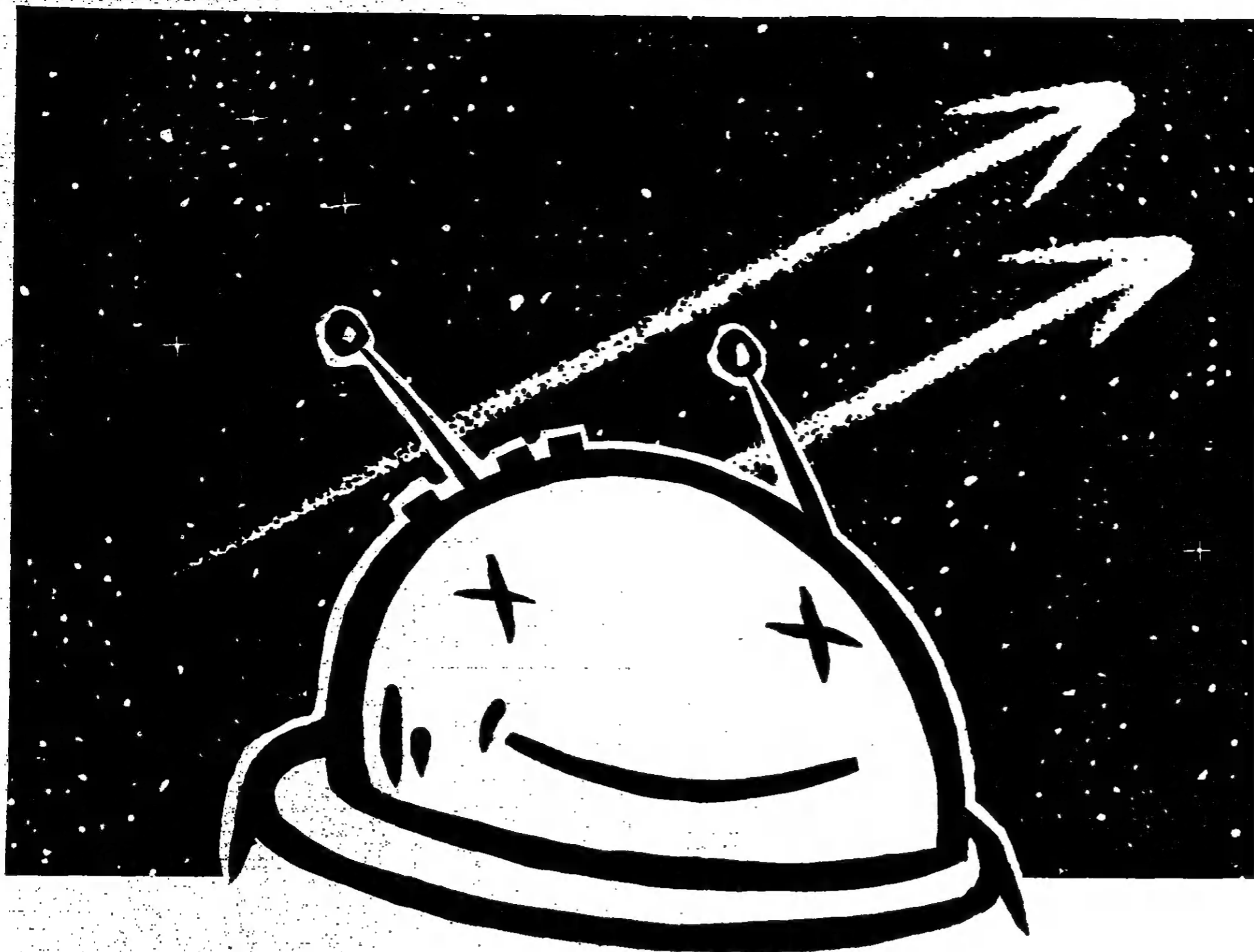
Florent Baran

Eric Bertrand Raymond Lucas
Gilles Brac de la Perrière Patrick Mordacq
Jean-Louis Butsch Michel Piermay
Patrick Simonnet

Renseignements : s'adresser à Olivier PELLETIER
AMOFIB - Association Monnaie, Finance, Banque
12, place du Panthéon - 75005 Paris. - Tél. : 46-34-99-47

هكذا من الأصل

ENSEMBLE, L'INTELLIGENCE ET LA PASSION RELEVENT TOUS LES DEFIS.



Aujourd'hui deux entreprises expriment fortement leur volonté de travailler ensemble. Ensemble elles s'opposent à une OPA sur Telemecanique. Ensemble elles ont un projet commun, un avenir commun.

Telemecanique et Framatome c'est d'abord la priorité donnée aux hommes, à leur personnalité, à leur dynamisme, à leur aptitude à devancer les grandes mutations de demain.

Demain, la rencontre du savoir-faire Telemecanique en automatismes industriels et de l'expérience de Framatome dans les hautes technologies conduira à la construction de l'usine du futur, l'usine de la qualité totale, du zéro-défaut.

Demain ces deux entreprises profiteront de leurs implantations internationales, de l'Amérique à l'Asie, pour conquérir de nouveaux marchés dans le monde entier.



LES HOMMES QUI FONT LE 21^e SIECLE.

INTERMARCO

هفتاد و نهم



Politique

La campagne des communistes

M. Marchais invite les cadres du parti à s'engager davantage

Le comité central du Parti communiste et la soixantaine de ses premiers secrétaires fédéraux qui ne sont pas membres de cette instance devaient se réunir, le mardi 8 mars, au siège du parti, pour une session consacrée à « l'engagement des communistes dans la campagne de l'élection présidentielle ». M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central et « superviseur » des fédérations du PCF, devait présenter le rapport introduit de cette réunion prévue pour s'achever mercredi. A moins de cinquante jours du premier tour, le 24 avril, la direc-

tion du parti va mettre l'accent, explique-t-on dans l'entourage de M. Georges Marchais, sur l'urgence absolue pour chaque communiste de s'engager à titre personnel. Invité de TF 1 et de la Cinq, lundi, M. André Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle, a repris l'argument, développé la semaine précédente dans une interview à Libération, selon lequel, au second tour, « les gens ne pourront pas battre la politique de droite », mais « seulement un candidat de droite ». Les dirigeants com-

munistes affirment, cependant, qu'ils ne tracent pas de « ligne d'égallité » entre la droite et le Parti socialiste. Dans un entretien publié par l'Humanité le 8 mars, M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT et membre du bureau politique du PCF, indique que « la seule chose nouvelle et efficace à faire le 24 avril, c'est de voter André Lajoinie ». A propos des militants syndicaux de sa centrale, il précise : « Je leur dois la politesse et la droiture de dire que mes propos ne les engageant pas. »

En plus de cet engagement, qui « fonctionne plus ou moins selon les fédérations », dit un membre du comité central, la direction est confrontée, depuis plusieurs semaines, à un problème de compréhension de sa position au second tour. La thèse officielle, écrite au congrès, en décembre dernier, est que le comité central se réunira le mercredi suivant le premier tour, pour fixer sa décision en prenant en considération les avis donnés par les comités fédéraux. Mais depuis que M. Marchais a laissé les électeurs communistes du premier tour « libres » de voter pour M. Mitterrand au second tour, y ont vu une décision précoce et implicite de désistement à son profit.

Un dernier élément tend à montrer que M. Marchais, dont « l'emprise sur le parti est totale », confie un dirigeant, souhaite obtenir une entière adhésion de la hiérarchie aux décisions du bureau politique. Ainsi, il aurait reproché aux membres du comité central, en février, de ne pas venir prendre connaissance des procès-verbaux établis à l'occasion des réunions du BP. « On vous fera poser des questions » dans les réunions du parti, aurait menacé le secrétaire général.

Un dernier élément tend à montrer que M. Marchais, dont « l'emprise sur le parti est totale », confie un dirigeant, souhaite obtenir une entière adhésion de la hiérarchie aux décisions du bureau politique. Ainsi, il aurait reproché aux membres du comité central, en février, de ne pas venir prendre connaissance des procès-verbaux établis à l'occasion des réunions du BP. « On vous fera poser des questions » dans les réunions du parti, aurait menacé le secrétaire général.

Enfin, il y a dix ans (1), ces dirigeants tiraient la sonnette d'alarme : « Ce ne peut plus durer comme ça », disaient-ils à propos de la politique, des orientations et du fonctionnement imputés par la direction.

Enfin, il y a dix ans (1), ces dirigeants tiraient la sonnette d'alarme : « Ce ne peut plus durer comme ça », disaient-ils à propos de la politique, des orientations et du fonctionnement imputés par la direction.

Enfin, il y a dix ans (1), ces dirigeants tiraient la sonnette d'alarme : « Ce ne peut plus durer comme ça », disaient-ils à propos de la politique, des orientations et du fonctionnement imputés par la direction.

« Ça ne peut plus durer comme ça... »

Un nouveau choc électoral est-il possible ? La direction du parti peut-elle, une fois encore, en sortir indemne ? Un traumatisme supplémentaire ne risque-t-il pas d'être fatal aux communistes ? C'est sans doute parce qu'ils ont répondu positivement à ces trois questions que des dirigeants du PCF ont décidé de réfléchir collectivement, dès maintenant, à l'après 24 avril, date du premier tour de l'élection présidentielle.

Un nouveau choc électoral est-il possible ? La direction du parti peut-elle, une fois encore, en sortir indemne ? Un traumatisme supplémentaire ne risque-t-il pas d'être fatal aux communistes ? C'est sans doute parce qu'ils ont répondu positivement à ces trois questions que des dirigeants du PCF ont décidé de réfléchir collectivement, dès maintenant, à l'après 24 avril, date du premier tour de l'élection présidentielle.

Un nouveau choc électoral est-il possible ? La direction du parti peut-elle, une fois encore, en sortir indemne ? Un traumatisme supplémentaire ne risque-t-il pas d'être fatal aux communistes ? C'est sans doute parce qu'ils ont répondu positivement à ces trois questions que des dirigeants du PCF ont décidé de réfléchir collectivement, dès maintenant, à l'après 24 avril, date du premier tour de l'élection présidentielle.

« Ça ne peut plus durer comme ça... »

Un nouveau choc électoral est-il possible ? La direction du parti peut-elle, une fois encore, en sortir indemne ? Un traumatisme supplémentaire ne risque-t-il pas d'être fatal aux communistes ? C'est sans doute parce qu'ils ont répondu positivement à ces trois questions que des dirigeants du PCF ont décidé de réfléchir collectivement, dès maintenant, à l'après 24 avril, date du premier tour de l'élection présidentielle.

Un nouveau choc électoral est-il possible ? La direction du parti peut-elle, une fois encore, en sortir indemne ? Un traumatisme supplémentaire ne risque-t-il pas d'être fatal aux communistes ? C'est sans doute parce qu'ils ont répondu positivement à ces trois questions que des dirigeants du PCF ont décidé de réfléchir collectivement, dès maintenant, à l'après 24 avril, date du premier tour de l'élection présidentielle.

Un nouveau choc électoral est-il possible ? La direction du parti peut-elle, une fois encore, en sortir indemne ? Un traumatisme supplémentaire ne risque-t-il pas d'être fatal aux communistes ? C'est sans doute parce qu'ils ont répondu positivement à ces trois questions que des dirigeants du PCF ont décidé de réfléchir collectivement, dès maintenant, à l'après 24 avril, date du premier tour de l'élection présidentielle.

PROPOS ET DÉBATS

M. Baudis

Barre immuable

Dans le journal de campagne de M. Raymond Barre Barre hebdo, M. Dominique Baudis, maire de Toulouse et président du conseil régional de Midi-Pyrénées, confirme ainsi son engagement en faveur de l'ancien premier ministre : « J'ai beaucoup de sympathie pour lui, pour ses idées, je le respecte parce qu'il est immuable, obstiné, qu'il ne change pas d'avis. A priori, on aurait pu penser que je serais plus proche d'un homme comme Jacques Chirac. Mais je le trouve un peu trop direct. Alors que Raymond Barre lui est plus souple. »

M. Juquin

Wall Street

« La ligne Wall Street est très instructive car il montre comment des hommes font des profits fabuleux sans qu'il y ait la moindre richesse créée », a déclaré M. Pierre Juquin le lundi 7 mars à Rouen, où il s'exprimait devant mille personnes. « Nous n'en aurons pas si nous ne supprimons pas ce qui est écrit dans Wall Street », a ajouté le candidat rénovateur.

M. Le Pen

Un milliard ancien

Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, estime son patrimoine personnel à « moins de 1 milliard d'anciens francs » (10 millions de francs), et déclare qu'il n'a pas de compte en banque. « Je suis riche », a-t-il dit.

M. Fuchs

L'Indien

M. Gérard Fuchs, député de Paris et ancien président de l'Office national d'immigration, s'est déclaré « partisan », le lundi 7 mars, de « prendre Le Pen au mot ». « Plus qu'un candidat », a souligné M. Fuchs, « comme un indien, incertain de dans une réserve bien délimitée. Nous pourrions ensuite aller le visiter de temps en temps avec nos amis, pour leur expliquer ce qu'est le même et à quel point Strong Bull-La Par et Crazy Horse-Stirac défendent des thèses erronées. »

M. Jospin

un partisan

A Tours, lundi soir 7 mars, où il animait un meeting en compagnie de M. Pierre Joxe, M. Lionel Jospin a tenu des propos très sévères à l'égard de M. Jacques Chirac dans la conférence de presse liminaire. Le premier secrétaire du Parti socialiste a estimé que le premier ministre « ne parle ni n'agit comme un présidentiable ». « Il est un homme qui profite des contradictions avec audace et qui de plus montre par trop son irritation à être contredit. »

M. Jospin

est de rassembler autour du candidat et donc autour du PS

M. Jospin estime que l'important est de rassembler autour du candidat et donc autour du PS, sans se prononcer pour l'instant sur la nécessité de dissoudre l'Assemblée ou non, en cas de victoire du candidat socialiste. M. Jospin a comparé M. Mitterrand à de Gaulle, « qui a su rassembler plus largement que le Français dont il était issu ».

PROPOS ET DÉBATS

M. Baudis

Barre immuable

Dans le journal de campagne de M. Raymond Barre Barre hebdo, M. Dominique Baudis, maire de Toulouse et président du conseil régional de Midi-Pyrénées, confirme ainsi son engagement en faveur de l'ancien premier ministre : « J'ai beaucoup de sympathie pour lui, pour ses idées, je le respecte parce qu'il est immuable, obstiné, qu'il ne change pas d'avis. A priori, on aurait pu penser que je serais plus proche d'un homme comme Jacques Chirac. Mais je le trouve un peu trop direct. Alors que Raymond Barre lui est plus souple. »

M. Juquin

Wall Street

« La ligne Wall Street est très instructive car il montre comment des hommes font des profits fabuleux sans qu'il y ait la moindre richesse créée », a déclaré M. Pierre Juquin le lundi 7 mars à Rouen, où il s'exprimait devant mille personnes. « Nous n'en aurons pas si nous ne supprimons pas ce qui est écrit dans Wall Street », a ajouté le candidat rénovateur.

M. Le Pen

Un milliard ancien

Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, estime son patrimoine personnel à « moins de 1 milliard d'anciens francs » (10 millions de francs), et déclare qu'il n'a pas de compte en banque. « Je suis riche », a-t-il dit.

M. Fuchs

L'Indien

M. Gérard Fuchs, député de Paris et ancien président de l'Office national d'immigration, s'est déclaré « partisan », le lundi 7 mars, de « prendre Le Pen au mot ». « Plus qu'un candidat », a souligné M. Fuchs, « comme un indien, incertain de dans une réserve bien délimitée. Nous pourrions ensuite aller le visiter de temps en temps avec nos amis, pour leur expliquer ce qu'est le même et à quel point Strong Bull-La Par et Crazy Horse-Stirac défendent des thèses erronées. »

PROPOS ET DÉBATS

M. Jospin

un partisan

A Tours, lundi soir 7 mars, où il animait un meeting en compagnie de M. Pierre Joxe, M. Lionel Jospin a tenu des propos très sévères à l'égard de M. Jacques Chirac dans la conférence de presse liminaire. Le premier secrétaire du Parti socialiste a estimé que le premier ministre « ne parle ni n'agit comme un présidentiable ». « Il est un homme qui profite des contradictions avec audace et qui de plus montre par trop son irritation à être contredit. »

M. Jospin

est de rassembler autour du candidat et donc autour du PS

M. Jospin estime que l'important est de rassembler autour du candidat et donc autour du PS, sans se prononcer pour l'instant sur la nécessité de dissoudre l'Assemblée ou non, en cas de victoire du candidat socialiste. M. Jospin a comparé M. Mitterrand à de Gaulle, « qui a su rassembler plus largement que le Français dont il était issu ».

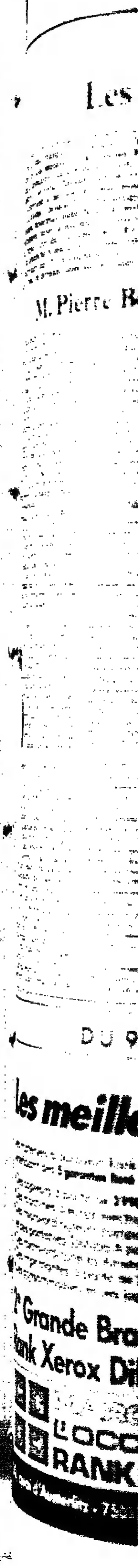
110 CHERCHEURS ET UNIVERSITAIRES:
pour nous c'est Mitterrand

Améliorer la qualité de l'Enseignement et de la Recherche en France est aujourd'hui, plus que jamais, une nécessité vitale.

François Mitterrand, Chef de l'Etat, en avait fait de 1981 à 1986 une de ses priorités. Depuis, la situation s'est dramatiquement détériorée. Pour que cet effort reprenne, 110 chercheurs et universitaires de toutes les régions de France appellent à soutenir la candidature de François Mitterrand à la Présidence de la République.

ADES Jean: Professeur de Médecine (Paris VII). ALLEGRE Claude: Professeur à l'université de Paris. ADNET Jean-Jacques: Professeur de Médecine (Reims). ALBIN Henri: Professeur de Médecine (Bordeaux II). ALLIAUD Michel: Chargé de Recherche au C.N.R.S. BACHAT Charles: Maître de Conférences (Université de Haute Normandie). BALABAUD Charles: Professeur de Médecine (Bordeaux II). Directeur du Laboratoire des Interactions Cellulaires. BARDET Michel: Médecin Hospitalier (Toulon). BARON Denis: Professeur de Médecine (Nantes). BENVENISTE Jacques: Directeur de Recherche à l'INSERM. BERAUD Claude: Professeur de Médecine (Bordeaux II). BERTHOMIEU Jean: Ingénieur (Bordeaux II). BIOLAC-SAGE Pauline: Professeur de Médecine (Bordeaux II). BISERTE Gérard: Professeur de Médecine (Lille II). BONNIN-LAFFARGUE Maryse: Directeur de Recherche au C.N.R.S. BROCAS Jean: Professeur de Médecine (Paris V). CALVINO Bernard: Maître de Conférence, Chercheur à l'INSERM. CAPRON Jean-Pierre: Professeur de Médecine (Antennes). CERKAIN Bernard: Pharmacien des Hôpitaux. CHANGEUX Jean-Pierre: Professeur au Collège de France. CLARAC François: Directeur de Recherche au C.N.R.S. CLAVERIE Bernard: (Bordeaux II). GLEDES Jacques: Professeur de Médecine (Brest). COHEN-SOLAL Jean-Marie: Médecin. COURTILLON Vincent: Professeur à Paris VII. CUREN Henri: Professeur à Paris VII. DABAN Alain: Professeur de Médecine (Paris VI). DELTAZ Claude: Directeur de Recherche au C.N.R.S. DIBY Bernard: Directeur de Recherche à l'INSERM. EBY Philippe: Professeur de Médecine (Bordeaux II). DE LATTRE Jacques: Professeur de Médecine (Paris V). DELIAC Philippe: Assistant université à Bordeaux II. DELZANT Geneviève: Professeur de Médecine (Paris XII). DEMARQUEZ Jean-Louis: Professeur de Médecine (Bordeaux II). DEMAZURE Michel: Directeur du Centre de Mathématiques à l'École Polytechnique. DERENNE Jean-Philippe: Professeur de Médecine (Paris VII). DETRAZ Claude: Directeur de Recherche au C.N.R.S. DIBY Bernard: Directeur de Recherche à l'INSERM. DUVERNOY J.: Directeur de Recherche au C.N.R.S. ERLINGER Serge: Professeur de Médecine (Paris VII). Directeur de Recherche à l'INSERM. ERY Philippe: Professeur de Médecine (Bordeaux II). FAVAREL-GARRIGUES Jean-Claude: Professeur de Médecine (Bordeaux II). FEISS Pierre: Professeur de Médecine (Limoges). FEGER Jean: Professeur de Pharmacie (Paris V). FOUINIER Vincent: Professeur de Lettres (Bordeaux II). FRIEDMAN Wolf: Docteur en Médecine. Directeur de Recherche à l'INSERM, Institut Curie (Paris). GENET Jacqueline: Présidente de l'Université de Caen. GENOT-BISMUTH Jacqueline: Professeur à la Sorbonne. GIBERT Claude: Professeur de Médecine (Paris VI). GLEZAL Jean-Jacques: Professeur de Sciences Politiques (Grenoble II). GRAS Christian: Professeur de Médecine (Montpellier). GRIMAUD Jean-Alexis: Directeur de Recherche au C.N.R.S. Institut Pasteur Lyon. GROS François: Professeur au Collège de France. GUBLER Marie-Claire: Directeur de Recherche à l'INSERM (Paris V). GUILLE A.: Directeur de Recherche au C.N.R.S. GUILLOUZO André: Directeur de Recherche à l'INSERM. HABIB Renée: Directeur de Recherche à l'INSERM. HENRIARD Jean-Claude: Professeur de Médecine (Paris V). JAFFARD Robert: Professeur (Bordeaux II). JAISON Pierre: Professeur (Paris XII). JAVOY Marc: Professeur à Paris VII. JULIOT Pierre: Professeur au Collège de France. KARN Axel: Directeur de Recherche à l'INSERM. KARAGULLIO Jean-Pierre: Professeur de Droit Privé (Limoges). KORN Henri: Directeur de Recherche à l'INSERM. KOURILSKY Eugène: Professeur de Médecine (Paris V). MANDRINO Monique: Docteur en Médecine. Maître de Conférence à l'Université de Montpellier I. LATRILLE Jacques: Professeur de Médecine (Bordeaux II). LE MOAL Michel: Professeur de Sciences (Bordeaux II). MARGAIRAZ André: Professeur de Médecine (Paris V). MANDRINO Monique: Docteur en Médecine. Maître de Conférence à l'Université de Montpellier I. LATRILLE Jacques: Professeur de Médecine (Bordeaux II). LUCAS Philippe: Professeur (Lyon II). MAILLOS Georges: Professeur (Toulouse II). MARGAIRAZ André: Professeur de Médecine (Paris V). MANDRINO Monique: Docteur en Médecine. Maître de Conférence à l'Université de Montpellier I. LATRILLE Jacques: Professeur de Médecine (Bordeaux II). MASSIAS Pierre: Professeur de Médecine (Paris XII). MERLE Vincent: Chercheur au C.N.R.S. MGRON Michel: Professeur (Lille II). MONOD Eugène: Professeur de Médecine (Paris VI). MOUTCHANE Jean-Louis: Professeur de Médecine (Paris VII). PATY Jacques: Professeur de Médecine (Bordeaux II). PECKER Jean-Claude: Professeur au Collège de France. PEISER Gustave: Professeur de Droit (Grenoble II). PELLAT René: Professeur à l'École Polytechnique. PEZELMAN Roger: Professeur de Médecine (Paris XII). PETIT Henri: Professeur de Médecine (Lille II). PILLAT Jacques: Professeur de Médecine (Paris XII). POUPON Raoul: Professeur de Médecine (Paris VI). QUINON André: Professeur de Médecine (Bordeaux II). RICHARD Philippe: Professeur de Médecine (Bordeaux II). ROBERT Maurice: Chargé de Recherche au C.N.R.S. SABOUREAU Olivier: Professeur de Médecine (Rennes). SALOMON Roger: Professeur de Médecine (Bordeaux II). SALOMON Roger: Professeur de Médecine (Rennes). SALOMON Roger: Professeur de Médecine (Rennes). SENEZAS Jacques: Professeur de Médecine (Bordeaux II). SERISE Maurice: Professeur Hospitalier (Bordeaux II). SANDLER Boris: Professeur de Médecine (Bordeaux II). SELIGMAN Maurice: Professeur de Médecine (Paris VII). SEYDEN-PENNE Jacqueline: Directeur de Recherche au C.N.R.S. SOURAU Jean-Marie: Professeur d'Université (Montpellier II). TANGHE Maurice: Professeur de Médecine (Grenoble II). TYC-DUMONT Suzanne: Directeur de Recherche au C.N.R.S. Directeur Unité INSERM (Marseille). VINCENT Jean-Denis: Professeur de Médecine (Bordeaux II). Directeur de l'Unité INSERM 176. VUITION Dominique: Professeur de Médecine (Besançon). WIDLOCHER Daniel: Professeur de Médecine (Paris VI). WORONOFF Denis: Directeur de Recherche au C.N.R.S. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. ZAVIALOFF Nicolas: Maître de Conférences (Bordeaux II).

* A l'initiative de Madame le Professeur BIOLAC-SAGE, Laboratoire des Interactions Cellulaires, 144, rue Léo Saignes, 33076 BORDEAUX



Politique

La campagne des socialistes

Les « premiers ministrables » de M. Mitterrand



Les socialistes veulent convaincre les Français qu'ils ont changé. M. Jacques Chirac et, dans une certaine mesure, M. Raymond Barre s'emploient à démontrer qu'il n'en est rien. Afin de convaincre l'électorat flottant qui vote pour M. Mitterrand il ne voterait pas pour un retour au socialisme « modèle 81 », les dirigeants du PS évoquent désormais sans fard l'hypothèse d'un gouvernement ouvert à des non-socialistes si la gauche gagne. Lors du « Grand Jury RTL-« Monde » du dimanche 6 mars, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a souligné cet « élargissement », tout en prenant soin de préciser qu'il

intéresse des personnalités, non des groupements politiques (Le Monde du 8 mars).

Le choix d'une telle hypothèse de travail modifie le profil de l'éventuel futur premier ministre de M. Mitterrand, capable d'incarner à la fois l'ouverture et la fidélité aux engagements de la gauche. Le président réélu garderait, naturellement, toute latitude pour satisfaire, dans le choix de l'homme, son goût de la surprise en politique. A cette réserve près, certaines personnalités paraissent s'imposer, d'autres semblent hors de jeu.

Ainsi, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS bientôt démissionnaire, n'a-t-il pas caché, pendant plusieurs mois, qu'il se verrait bien passer de la rue de Solferino à la rue de Varenne. Aujourd'hui, M. Jospin, lui-même, n'évoque plus cette hypothèse. Après sept années à la tête du PS, son image — qu'il s'efforce désormais de modifier et d'élargir — est probablement encore trop « partisane » pour que son heure soit venue.

A l'inverse, M. Pierre Bérégovoy, en cas de victoire de la gauche et de désignation d'un premier ministre socialiste, semble le mieux placé, compte tenu des critères définis, pour

succéder à M. Jacques Chirac. Le nom de M. Jacques Delors est aussi évoqué. Quant aux amateurs d'outsiders, ils peuvent parier sur M. Michel Delebarre. A moins, bien sûr, que l'hôtel Matignon se revienne tout simplement, à M. Michel Rocard (dont le mitterrandiste Louis Mermeas a fait l'éloge au « Grand Oral » de Pacific FM), ce qui constituerait un prolongement, en quelque sorte naturel, du glissement actuel des pièces sur l'échiquier politique de la gauche.

M. Pierre Bérégovoy : rassurer

L'hôtel Matignon ? Ce n'est pas un mystère, M. Pierre Bérégovoy en ferait bien son bâton de maréchal. Il n'est pas le seul. Mais s'il passe parmi les premiers ministrables socialistes, pour le favori le plus joué, s'il a déjà rédigé son programme économique et social de premier ministre (1), c'est qu'il est l'un des « hommes du président » qui se trouvent le plus en situation. Il le sait et s'emploie à décourager tous ceux qui voudraient en lui un bon candidat de compromis pour prendre la succession de M. Lionel Jospin à la tête du PS. L'ancien ministre n'a pas du tout envie d'échanger Matignon contre Solferino.

Pour envisager l'hypothèse Bérégovoy à Matignon, il convient, d'abord, d'admettre le postulat selon lequel le président réélu souhaiterait manifester sa volonté d'« ouverture ». Une volonté, une « nécessité » même, aux yeux du maire de Nevers, qui repose sur le constat que « les Français ne veulent pas le retour des socialistes dans l'esprit de 1981 ».

Appuyé sur ses hypothèses, M. Bérégovoy développe le raisonnement suivant : pour de multiples raisons, il est très difficile d'envisager une large ouverture du PS à des candidats non socialistes pour les élections législatives qui, de toute façon, finiront par suivre la présidentielle. Il est donc préférable de pratiquer l'ouverture au niveau de la composition du gouvernement. Une ouverture peut aussi, juge-t-il, faciliter la constitution d'une majorité parlementaire.

Schématiquement, l'ancien ministre pense que, si M. Mitterrand, par la composition de son gouvernement, donne l'assurance qu'on ne verra pas le retour au socialisme modèle 81, d'abord, les Français voteront plus facilement pour les candidats du PS aux élections législatives ; ensuite, au Parlement, le gouvernement pourra plus facilement trouver des soutiens au-delà des députés socialistes « pur sang ».

L'ancien ministre des Finances n'est pas fier de son action et des résultats qu'il a obtenus lors de son passage à la rue de Rivoli. De fait, si quelques-uns, au PS, n'apprécient que modérément son œuvre de libéralisation des marchés financiers, le député de la Nièvre n'effraie pas les milieux d'affaires et peut difficilement, aux yeux de la

partie méfiante de l'opinion, passer pour un épouvantail rouge vif. M. Bérégovoy rassure aussi la gauche : sa fidélité au président — dont il devrait être, dans l'immédiat, le directeur de campagne — ses origines populaires, ses dévouements de militantisme, attestent de son ancrage à gauche. Autant de garanties pour la base socialiste que le gouvernement, en pratiquant l'ouverture, ne s'approprie pas à entretenir le PS — dont on s'accorde à penser qu'alors il risquerait d'éclater — sur les chemins boueux de la « troisième force ».

Moins autonome

Le revers de la médaille est qu'il évide M. Bérégovoy apparaît moins autonome par rapport à M. Mitterrand que pourrait l'être un Michel Rocard ou un Jacques Delors. Mais le maire de Nevers possède un autre avantage, notamment par rapport à M. Rocard : il n'affiche pas d'ambition présidentielle. Il serait donc plus disposé à accepter les coups que le successeur de M. Chirac à Matignon ne manquera pas de prendre : chacun sait que les lendemains de mai 1988 ne chanteront pas.

Dans ces conditions, un présidentiable pourrait soit refuser de se brûler les vitres les yeux — un Laurent Fabius ou un Lionel Jospin se verraient sans doute plutôt un second premier ministre du nouveau mandat de M. Mitterrand, — soit jouer sa carte personnelle au lieu de servir de bouchon au président.

Face à tous ces atouts, M. Bérégovoy possède évidemment quelques handicaps, dont il est lui-même conscient. Moyennement connu dans l'opinion, il ne possède pas, a priori, le charisme qui sera nécessaire pour faire accepter, sinon le sang, au moins « la sueur et les larmes » de « discours charismatiques » du gouvernement, quel qu'il soit, — à peine-t-il aux Français. Mais l'ancien ministre remarque, ce qui est vrai, qu'il est, en tout cas, capable de pédagogie. En outre, cet autodidacte conscient de ses limites sait très bien s'entourer et accorder toute sa confiance à ses collaborateurs.

Ces choses-là se savent et se disent : alors qu'il n'est plus, pour le moment, qu'un député socialiste mini-

tre, le maire de Nevers peut s'appuyer sur un « staff » d'une vingtaine de têtes chercheuses. Mieux encore, certains cerveaux sont venus le rejoindre après la défaite de 1986. Habile homme, politique malin, M. Bérégovoy, évidemment, n'incarne ni la jeunesse ni le renouvellement. Troisième défaut, enfin, une certaine immodestie — depuis son passage rue de Rivoli, tous ses discours commencent par un long cours magistral d'économie — qui hérisse facilement le poil. M. Bérégovoy lui-même ne nie pas ce travers. Simplement, il en dit, comme si, après tout, ce n'était pas de sa faute : « Que voulez-vous, c'est vrai que, souvent, je n'ai pas mal révisé dans ce que j'ai fait... »

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) Dans le numéro de février 1988 de son lettre Économie et Liberté, sous la forme d'un éditorial intitulé « L'enjeu économique des présidentielles ».

M. Jacques Delors : rassembler

Tout comme MM. Pierre Bérégovoy, Michel Rocard ou Michel Delebarre, M. Jacques Delors incarne le socialisme « ouvert » voire consensuel. Mais il l'incarne à sa façon de lanceur d'idées iconoclastes qui rend méfiant le PS et séduit l'opinion. Bref, personne n'est parfait et le président de la commission des communautés économiques européennes présente, comme tout le monde, des avantages et des inconvénients.

L'ouverture ? M. Delors a été une sorte de « pionnier » en la matière au PS, un explorateur qui a fait gagner bien des dévots en s'aventurant le premier sur des terrains incertains. Tout cela est, aujourd'hui, devenu presque banal, mais M. Delors peut sans doute se prévaloir, devant l'opinion, de cette autorité. Il est également bien placé pour préparer une autre ouverture : celle du marché unique européen. L'inconvénient est que, à la différence de M. Bérégovoy, M. Delors n'a pas exactement le profil pour rassurer les socialistes. Avec lui à Matignon, on peut tout à fait exclure que le PS, outragé, ne lisse une petite poignée de

durcissement idéologique pour compenser l'incertitude dévolue. Discours « dur », pratique « molle », le mollettisme ne serait pas loin. Le risque de tension avec le PS, dans l'hypothèse Delors à Matignon, peut être d'autant moins écarté que, parmi les scénarios possibles, l'entourage de l'ancien ministre développe un scénario qui, comme d'habitude, n'est pas vraiment au diapason de la pensée dominante dans son parti. Il s'agirait, en effet, d'écarter, dans la mesure du possible, l'idée d'une dissolution rapide de l'Assemblée nationale en cas de victoire de M. Mitterrand.

Ce raisonnement se fonde sur l'idée qu'une opinion légitime, après avoir réélu M. Mitterrand pour assurer une continuité rassurante, se sentirait flouée si le président renvoyait immédiatement les députés devant les électeurs. Dans ces conditions, si M. Delors était appelé par M. Mitterrand, il définirait quelques grandes orientations dictées par la nécessité et la dureté des temps, et difficiles à refuser pour des hommes de bonne volonté. Toujours selon cette analyse,

un gouvernement composé sur ces bases, de socialistes et de non-socialistes, pourrait avoir un avenir. Il pourrait même préfigurer la composition de certaines listes pour les élections municipales de 1989.

De fait, la popularité et les qualités pédagogiques d'un Jacques Delors — qui serait presque tenu par une devise du genre « des idées et le contact avec l'opinion » — seraient pas de trop pour réussir ce « coup » audacieux. Peut-être pour désarmer à l'avance les critiques venues des rangs socialistes, on fait remarquer que M. Delors n'est pas, en réalité, un « consensuel » par vocation. De telles positions lui seraient, pour le court terme, dictées par la nécessité. Une fois la France remise sur de bons rails, s'imposerait une « repolitisation » de la société, une résurgence des grands débats. On peut relever une contradiction dans la démarche d'un homme prêt à devenir le premier ministre de M. Mitterrand dès le mois de mai 1988, sans vouloir, pour autant, se couper la route de l'élection présidentielle suivante. Il sait pourtant, comme tout le monde, que le premier chef de gouvernement du nouveau mandat sera probablement une sorte de sacrifié. Peut-être faut-il en appeler à la dimension chrétienne du personnage Delors pour surmonter cette contradiction... Mais les mauvaises langues feront remarquer que pour assumer une charge aussi lourde, M. Delors aurait intérêt à s'être guéri à tout jamais de la « démissionnisme » chronique qu'il avait attrapée pendant son séjour Rue de Rivoli.

J.-L. A.

« M. Pierre Bérégovoy s'engage... L'association avec François Mitterrand (qui, notamment, récolte dans différents milieux des signatures de soutien au président de la République) a fait parvenir à trois cents chefs d'entreprise une lettre rédigée par M. Pierre Bérégovoy, PDG de la société Yves Saint Laurent, qui les invite à se joindre à l'action de cette association. M. Bérégovoy écrit notamment : « Je n'aurais probablement pas écrit [cette lettre] en 1981. Aujourd'hui, les choses ont changé : la gauche a prouvé qu'elle était capable de gérer et François Mitterrand a montré qu'il pouvait conjuguer la tradition et le devenir. De tous les hommes politiques, candidats déclarés ou non, il me semble être le seul à pouvoir nous amener sans risque aux portes de l'an 2000. »

M. Michel Delebarre : ouvrir

Dans le petit peloton des premiers ministrables socialistes, M. Michel Delebarre fait figure d'outsider. « Je crois, dit-il tranquillement, pouvoir être un bon élément de gouvernement, mais je ne suis pas choqué si on me dit que je ne suis pas un premier ministre possible. Je pense que les gens ne seraient pas surpris si j'avais un ministre important. Ils seraient plus surpris si j'étais premier ministre. Il y aurait là une volonté du président qu'il conviendrait d'expliquer, car ce serait une volonté de surprendre. »

Tout comme celui de M. Pierre Bérégovoy, le nom de M. Delebarre vient à l'esprit, parce qu'il présente l'image — justifiée — d'un homme d'ouverture, de réalisme et d'efficacité. Tout comme l'ancien ministre des finances, il ne voit pas comment le gouvernement ferait l'économie de cette fameuse ouverture. « Je vois, dit-il, un gouvernement à gauche, mais je ne vois pas du socialisme. » Le député du Nord, tout comme celui de la Nièvre, encore, parvient à concilier une identité de gauche, qui ne lui est guère contestée, avec cette image d'ouverture.

M. Delebarre a aussi ses propres atouts : à la différence du maire de Nevers, il est de ceux qui incarnent une nouvelle génération d'hommes politiques — la génération de l'après-guerre civile verbale — qui semble plaire à l'opinion. Comme M. Bérégovoy, il aime expliquer. Son langage direct passe bien, en particulier auprès des jeunes. Il est, en revanche, encore loin de disposer du « socle » de légitimité de M. Bérégovoy dans le parti. D'ailleurs, après avoir fait figure de numéro deux potentiel du PS, lorsque M. Lionel Jospin a renouvelé les instances dirigeantes du parti au congrès de Lille, M. Delebarre a dû se contenter du poste peu « porteur » de secrétaire national chargé des relations extérieures.

De toute façon, à presque quarante-deux ans, M. Delebarre dit lui-même que sa carrière politique a été assez rapide — en 1984, il était encore directeur de cabinet de M. Pierre Mauroy — pour qu'il ne souhaite pas brûler d'autres étapes. Peu connu du grand public, il ne figure pas dans les enquêtes de popularité des hommes politiques de

premier plan réalisées par les divers instituts de sondage. C'est en somme la raison, on l'inconvénient, de la jeunesse.

Les principaux défauts de M. Delebarre sont, au demeurant, contenus dans ses qualités. Ainsi l'ancien ministre refuse-t-il tout a priori idéologique, ce qui fait partie de sa « modernité » et lui permet de se montrer impertinent par rapport aux dogmes. Mais si son ancrage personnel dans le vieux terroir ouvrier du Nord le préserve de toute dérive, le pragmatisme à tout crin, la volonté de « coller » au terrain du quotidien ne sont pas, pour un socialiste, exempts de tout danger.

De la même façon, M. Delebarre se réjouit d'être, au sein du PS, « bien avec tout le monde ». Mais la volonté de conserver ce privilège lui inspire parfois des prudences excessives, voire des contorsions de langage marquées du bon vieux sceau de la langue de bois. Un comble pour celui qui sut séduire, d'abord, par son franco-parler...

J.-L. A.

DU 9 AU 13 MARS 1988, A L'ESPACE AUSTERLITZ

Les meilleures affaires de l'année bureautique !

Des matériels d'occasion Rank Xerox reconditionnés en usine et bénéficiant des 5 garanties Rank Xerox Diffusion... Des occasions à ne pas manquer !

- Des copieurs à partir de 3990 FHT.
- Des machines à écrire électroniques à partir de 2590 FHT.
- Des micro-ordinateurs compatibles PC à partir de 2990 FHT et des portables Toshiba à partir de 4200 FHT.
- Des micro-ordinateurs Amstrud, Apple, Thomson à partir de 2500 FHT.
- Des imprimantes à partir de 2000 FHT.
- Des consommables et des logiciels professionnels.

2^e Grande Braderie
Rank Xerox Diffusion

MARCHE DE
L'OCCASION
RANK XEROX

30, quai d'Austerlitz - 75013 Paris - Tél. : 45.91.01.51. Les 9, 10, 11, 12 et 13 mars, de 9h 30 à 19h. (Nocturne le jeudi 10 mars jusqu'à 22h)



...Ne les laissez pas filer.

مكتبة الامير

Société

حقا من الامم

Au congrès du SNPES

Les personnels de l'éducation surveillée dénoncent la « politique d'austérité » de la chancellerie

Le Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (SNPES), affilié à la Fédération de l'éducation nationale (FEN), réunit son trente-troisième congrès à Vancresson (Hauts-de-Seine) du mardi 8 au vendredi 11 mars. Le SNPES, majoritaire dans la profession, dénonce depuis plus d'un an la « politique d'austérité et d'autoritarisme » de la direction de l'éducation surveillée, M^{me} Michèle Gianotti. Le 2 février, le SNPES, qui protestait contre « le budget inacceptable de 1988, l'asphyxie de nombreux services, et le non-respect des statuts », avait appelé à une grève et à une

manifestation, au cours de laquelle un éducateur avait été blessé.

Depuis l'arrivée de M^{me} Gianotti à la chancellerie, l'éducation surveillée, qui suit tous les ans plus de cent cinquante mille jeunes en difficulté, dont 30 % en milieu « ouvert », est l'objet d'une stricte reprise en main : restrictions budgétaires, suppression de postes, suspension de responsables. M^{me} Gianotti se montre, en outre, favorable à la création de « structures éducatives à encadrement renforcé » contestées par le SNPES, qui y voit le retour, sous une nouvelle forme, des « centres fermés ».

Lorsque M. Robert Badinter était ministre de la justice, le département de l'Essonne, encouragé par la chancellerie, avait mis en place une tout autre politique, fondée sur « l'ouverture aux réalités sociales » et « l'association avec de nombreux partenaires ». Ce département, qui compte dix-huit villes de plus de vingt mille habitants, avait l'avantage de disposer d'un équipement public satisfaisant : cent trente éducateurs, quatre institutions spéciales de l'éducation surveillée, et deux centres d'orientation et d'accueil. Les réalisations « ouvertes » de cette époque se sont guère en odeur de sainteté à la chancellerie.

Aider les mineurs en difficulté à sortir du ghetto

Foncé sur l'épais carton à dessins qui résume l'histoire de son école de coiffure, Jacky Streff recherche vainement les premières esquisses de ses élèves les plus difficiles. Entre deux croquis maladroits mais sages, il découvre enfin le visage allongé d'une femme aux cheveux blonds. Les traits sont sûrs, la coiffure étudiée, les couleurs harmonieuses, mais pourquoi diable l'avoir affublée de deux longues canines saignantes au coin des lèvres ? « Il ne s'agit malheureusement pas d'un canular, explique cet éducateur, chargé de l'enseignement technique de la coiffure. Cette stagiaire, qui dessinait plus souvent des cimetières que des modèles, était terriblement renfermée et négative. En rupture de famille, d'école et de travail. Elle a commencé par refuser en bloc toutes nos activités. Elle préférait rester dans son coin, en nous observant en silence. Il a fallu un an pour qu'elle accepte de coiffer les autres et de se laisser coiffer elle-même... »

Depuis son arrivée au salon en juin 1987, Farida a changé. Son mutisme boudeur et obstiné a fait place à un maigre dialogue et elle a trouvé un lieu chaleureux où l'on parle sans détour. L'emploi du temps, qui alterne soutien scolaire (maths, grammaire et instruction civique) et enseignement technique, a, en outre, un avantage de taille : il l'occupe de 9 heures à 16 ou 18 heures, quatre jours par semaine. Farida n'a guère le temps d'être oisive, dans sa banlieue.

Deux jours par semaine, le mardi et le jeudi, le salon ouvre ses portes aux clients modèles du quartier, qui se contentent de verser une petite somme (30 F pour une coupe) destinée à financer les repas des adolescentes. Ces après-midi, Jacky Streff les redoutent un peu. Une remarque pincée d'une cliente et les stagiaires éclatent : les regards sur l'accueil et le sourire s'évanouissent en un clin d'œil. Suivent alors des échanges aigres-doux, voire des gestes de mauvaise humeur mal réprimés. Jacky doit alors venir leur parler. Tout reprendre à zéro. Et détailler, jour après jour, accrochage après accrochage, le code de bonne conduite de cette société qu'elles ont du mal à réintégrer.

Ces après-midi sont fondamentalistes, note Jacky Ros, le directeur départemental des services de l'éducation surveillée de l'Essonne, car elles sont alors confrontées au monde extérieur. Il faut favoriser au maximum ces contacts avec la réalité sociale. Cela évite de les enfermer dans le ghetto de l'éducation surveillée. Au bout d'un an, elles n'en sortent plus. Et c'est l'échec.

Bures-sur-Yvette, en avril prochain, qui fonctionnera à la fois avec des équipes de l'éducation surveillée et des équipes de l'éducation nationale. Les habitants auront donc sous leurs yeux, en pleine ville, une formule unique de coopération pilotée à la fois par des enseignants et par des éducateurs. Croyez-moi, c'est une véritable révolution.

L'ère des évaluations

Mais le vent a tourné. M^{me} Michèle Gianotti, nommée en juillet 1986 par M. Albin Chalandon à la direction de l'éducation surveillée, ne prise guère ce genre de travail. Depuis son arrivée, elle a entrepris de remettre de l'ordre dans ce secteur, qu'elle n'a pas hésité alors à qualifier de « pétaudière ». Guidée par des soucis de gestionnaire, M^{me} Gianotti a inauguré l'ère des « évaluations ». Plusieurs commissions destinées à étudier « les obligations et les justifications » de certains établissements de la région parisienne ont ainsi été créées par M. Auguste Dorion, le nouveau délégué régional de l'Essonne.

Le but ? « Rationaliser » l'utilisation des équipements de l'éducation surveillée dans la région parisienne. Le rapport remis en décembre 1986 à M. Albin Chalandon par M. Jean-Louis Langlais, chargé d'un audit de ce secteur, dont le développement ne paraissait pas suffisamment « maîtrisé » à la chancellerie, ne conclut-il pas : « La qualité des institutions spéciales d'éducation surveillée (ISES) sont sous-utilisées. (...) Il convient de faire fonctionner à un taux amélioré de remplissage les ISES en état... Les commissions vont donc devoir chiffrer, mesurer, comptabiliser. Avec tous les risques que cela comporte... Il est très difficile dans notre secteur de raisonner en termes de résultats, estime un éducateur. Bien sûr, nous pouvons travailler dans une optique statistique : il suffit de choisir au départ, dans nos projets, les jeunes les plus aptes à « réussir ». Nous aurons sûrement gagné sur le plan des pourcentages, mais en laissant de côté des jeunes en détresse que nous aurions pu aider. Evidemment, ces échecs n'apparaissent pas dans les chiffres... Dans son rapport, M. Jean-Louis Langlais constatait d'ailleurs : « La pratique de l'évaluation est encore balbutiante, même si des expériences sont en cours dans le secteur associatif. La difficulté d'y procéder est évidente : comment apprécier l'efficacité d'un travail d'accompagnement des familles ou des individus ? »

Pour le moment, les projets mis en place dans le département de l'Essonne au début des années 80 n'ont pas été directement mis en cause, mais leurs responsables n'en sont pas moins inquiets. A coups de notes, de demandes d'explication et de circulaires, la direction de l'éducation surveillée dessine une tout autre voie, plus répressive et plus cloisonnée. « Le redéploiement, dont on nous parle tant pourrait amener la création de centres où les jeunes seraient pris en charge de A à Z, explique un éducateur. Du coup, ils pourraient rester vingt-quatre heures sur vingt-quatre dans les mêmes bâtiments. Ici, notre démarche est totalement différente. Il

s'agit, à partir de jeunes qui ont accumulé les handicaps, de mettre en place des projets ouverts sur l'extérieur afin de favoriser leur réinsertion. Il est beau nous dire que notre travail est satisfaisant, nous ne sommes pas tranquilles, nous faisons le contraire de ce qui est en projet... »

Depuis l'arrivée de M^{me} Gianotti, ces éducateurs suivent les décisions de leur administration de très près. La suppression de deux cent sept postes en 1987 - suivie de l'amputation de soixante-sept postes dans le nouveau budget - en a secoué plus d'un. Le passage en commission de discipline d'un éducateur du Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (SNPES), accusé d'« irrégularités financières », ainsi que la suspension du délégué régional de l'Île-de-France, M. Yves Duchin, et du directeur de l'éducation surveillée à Paris, M. Jacques Lovacher, ont encore accru un climat difficile. Certains éducateurs se plaignent d'ailleurs de devoir rendre des comptes de plus en plus souvent. « On nous demande des chiffres et des résultats pour les évaluations, note un d'entre eux. Nous avons du mal à travailler sereinement dans ces conditions... »

Faute de mieux, la direction départementale de l'éducation surveillée de l'Essonne s'efforce, aujourd'hui, de maintenir le statu quo, en préservant ces réalisations. Il est vrai que la période n'est guère favorable aux audaces.

ANNE CHEMIN.

Les propositions du PS pour la sécurité

M. Gilbert Bonnemaison distingue « ce qui est négatif de ce qui est positif » dans les actions de la majorité

Le Parti socialiste a rendu publiques, lundi 7 mars, ses propositions pour une politique de sécurité. Présentées par M. Gilbert Bonnemaison, délégué national chargé de ces questions, elles ne font pas table rase de l'action de la majorité et insistent sur quelques points par rapport à la politique pratiquée par le gouvernement, de 1981 à 1986.

M. Bonnemaison n'a guère de complexes. Les succès d'image obtenus, sur le terrain de la sécurité, par la majorité, grâce notamment aux arrestations dans la lutte contre le terrorisme, ne semblent pas l'embarrasser. « Le fait historique est là, sous nos yeux, incontestable, assure-t-il : c'est sous la gauche que la progression ininterrompue de la criminalité et de la délinquance a été stoppée. Les socialistes, à leur tour, font donc parler les chiffres : une criminalité et une délinquance multipliées par quatre entre 1983 et 1981, par deux sous les gouvernements Messner, Chirac et Barre », et qui, « de 1982 à 1985 » n'aurait progressé « que de 5 % soit 1,6 % par an ».

L'essentiel n'est sans doute pas là, puisque le PS recommande que le traitement et la publication des statistiques criminelles soient confiés à un organisme indépendant, au-delà des clivages partisans et professionnels. La polémique électorale est une chose, le réalisme gestionnaire en est une autre. Aussi le PS n'entend-il pas faire table rase de l'apport de la droite, depuis 1986, en matière de sécurité. « Il n'y a pas lieu de procéder à une réévaluation aussi vaste qu'en 1981 », explique M. Bonnemaison. Il faut procéder à un inventaire, distinguer ce qui est négatif, tape-à-l'œil, de ce qui est positif, opérationnel. Avant 1981, il y avait un dispositif sécuritaire extrêmement répressif, qui avait entraîné un large mouvement de contestation. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, tout simplement parce que la politique pratiquée par la droite est en-deçà de celle d'avant 1981, et même de la plate-forme électorale RPR-UDF de 1986.

Assi M. Bonnemaison choisit-il ses cibles au sein de la majorité ? M. Albin Chalandon, plutôt que les responsables de la plate Beauvau, M. Chalandon sera le recordman des libérations en dehors de toute

lot d'amnistie, de toute grâce : en faisant entrer un nombre croissant de personnes en prison, il ne peut en faire sortir qu'un nombre maximal ! Il est le garde des sceaux le plus « laxiste » de sa génération.

Quatre chapitres

Concrètement, les nouvelles propositions du PS peuvent être classées en quatre grandes rubriques :

« Renforcer la prévention : les socialistes veulent lui donner une vraie dimension législative », en transformant le Conseil national de prévention de la délinquance (CNPD), créé en 1983, en établissement public national autonome. Ils y ajoutent un « fonds national de la prévention et de l'aide aux victimes », ainsi qu'un élargissement du droit des victimes.

« Indépendance et modernisation de la justice » : le PS veut confier le Conseil supérieur de la magistrature au Conseil supérieur de la magistrature (CSM), « afin de garantir l'objectivité et la transparence de leur déroulement ». Il propose un plan de modernisation plurianuel de la justice portant sur les effectifs, l'amélioration de l'accueil, l'information généralisée des cours, tribunaux et administrations. Enfin, il souhaite la poursuite de la réforme du code pénal entamée, sans consécration, par Robert Badinter.

« Développer les alternatives à la prison : estimant que « la prison la plus moderne restera un lieu criminel », le PS souhaite l'extension des travaux d'intérêt général et des « chantiers agricoles », ainsi que l'élaboration d'un « statut des détenus ». Il prône notamment la suppression de l'emprisonnement pour les mineurs ayant commis des délits.

« Transparence et professionnalisme de la police » : le PS veut créer un conseil supérieur de la fonction publique qui « garantirait la transparence effective de l'institution ». Il souhaite développer l'outage, « régler le problème des charges excessives et unifier les personnels au sein de trois grands corps - direction, encadrement, exécution », les policiers servent « soit en civil, soit en tenue, suivant leur affectation ». Enfin, il propose de « redéfinir les relations police-gendarmerie, afin de rationaliser l'activité de ces services en zone urbaine ».

E. P.

Pour favoriser des libérations conditionnelles suivies d'expulsions

L'administration pénitentiaire dresse l'inventaire des condamnés maghrébins

Les prisons françaises vont-elles prochainement se vider de leurs condamnés originaires de pays du Maghreb ? On pourrait l'envisager à la lecture d'une note envoyée le 19 février par la chancellerie aux directeurs régionaux des services pénitentiaires.

Se référant à deux autres notes datées de 4 janvier et 2 février et qu'avait évoquées le *Canard enchaîné* du 2 mars, M. François Bonnelle, directeur de l'administration pénitentiaire, demande, en effet, avec insistance que lui soit transmis pour le 7 mars au plus tard, « copie de la situation pénale des détenus de nationalités marocaine, algérienne et tunisienne condamnés définitivement ayant accompli la moitié de leur peine ». « Sans cas tout à fait exceptionnel, il est souhaitable que les responsables des établissements soient avisés favorablement à une libération conditionnelle lorsque ces dossiers seront examinés par les commissions d'application des peines. Pour la mise en œuvre effective des décisions de libération conditionnelle sous conditions, les magistrats des parquets d'application des peines, il conviendra de prendre, au plus tôt, l'attache des préfets... »

A Paris, le parquet général, en transmettant la note de l'administration pénitentiaire, redoublait d'insistance en demandant, par lettre circulaire du 25 février, aux magistrats du parquet siègeant à la commission

d'application des peines de ne pas s'opposer « sous réserve de situation exceptionnelle » à des mesures de libération.

Tant de mansuétude pourrait surprendre : en effet, nombre de juges d'application des peines, composant, avec une assurance certaine, le trop fréquent rejet de propositions de libération conditionnelle qu'ils soumettent au ministère de la justice. Ces libérations que l'on peut obtenir à mi-peine dépendent du seul juge d'application des peines pour les condamnations inférieures à trois ans. Pour les peines supérieures et pour les condamnés en état de récidive légale, c'est le ministère qui tranche sur proposition du juge d'application des peines et avis de la commission d'application des peines (où siège, de droit, le juge d'application des peines bien sûr, le procureur de la République ou le substitut chargé de l'exécution des peines et le directeur de l'établissement).

On connaît le peu d'engagement de l'actuelle chancellerie : à accorder ces mesures qui se veulent, avant tout, une incitation à la réinsertion sociale (!). Ce fut d'ailleurs l'une des causes de la révocation des « longues peines », cet hiver, dans divers établissements pénitentiaires. Si nombre de magistrats - sans parler de directeurs de prison - ont été surpris par ce qui pourrait ressembler à un revirement, d'autres ont été profondément choqués par la mention précise des pays d'origine des intéressés. « Pourquoi ce tri ? s'interroge un magistrat. Si l'on veut se débarrasser des condamnés dont la peine est assurée, d'une mesure d'expulsion, on aurait aussi pu penser aux Zébrots, aux Italiens, aux Espagnols, etc. et non pas seulement aux Maghrébins... »

D'autres se demandent si la note du 19 février n'est pas en contradiction totale avec les consignes très strictes données par la même chancellerie dans une circulaire du 6 août 1987 concernant les transferts de stupéfiants à qui libération conditionnelle et permissions de sortir ne devraient être octroyées qu'avec « vigilance ». C'est-à-dire, en pratique, pas du tout. Convient-il, désormais, de libérer puis d'expulser sans distinction du délit ou du crime commis ? Dans certains ressorts, les parquets généraux ont tenu à réparer « l'oubli » du ministère qui précisait que, bien entendu, cette

vigilance - en matière de stupéfiants et lorsque l'identité des détenus était trop incertaine - devait être maintenue.

Les préférences de la chancellerie

En pratique quels seront les effets de cette note ? Un ou des charters de candidats à l'expulsion, qui seraient du meilleur effet en période électorale ? Place Vendôme, on se frotte sur cette analyse : qui, pour passer pour autonome dans un journal satirique, n'est pas conforme à la réalité. Notre propos est de désemparer les prisons, où la population pénitentiaire dépasse aujourd'hui les cinquante et un mille détenus. Il n'y a aucune raison précise au fait que nous visions des ressortissants de pays du Maghreb. Nous aurons pu - et nous pourrions - viser d'autres catégories de détenus. Mais il n'est pas sûr que nous ayons beaucoup de semaines devant nous pour le faire.

En attendant, au soir du 7 mars - date limite de la remise de la copie - des directeurs régionaux de l'administration pénitentiaire, - aucun des tableaux de candidats à l'expulsion n'était encore parvenu à la chancellerie. Il est vrai que - un bref sondage nous l'a montré - bien des commissions d'application des peines trahissent de la peine. Certaines ont en conseil la réunion extraordinaire ont refusé de signer, leurs membres voyant mal en quoi une directive aussi sélective avait un rapport quelconque avec une politique pénitentiaire cohérente. Si sous Robert Badinter, en novembre à l'occasion du 14 juillet 1985, un tel « écrémage » par nationalité avait été demandé, il s'agissait d'une mesure de grâce ponctuelle s'appliquant à tous le même jour, et il convenait pour organiser les expulsions de négocier avec les Etats concernés. Aujourd'hui, c'est bien différent : car il faut être candidat à la libération conditionnelle. Visiblement, Place Vendôme, on a des préférences sur la nationalité de ces candidats. Du moment qu'on les expulse.

AGATHE LOGEART.

(1) En 1984, sur 1 431 propositions de libération conditionnelles soumises à la commission, 206 avaient fait l'objet d'un avis favorable ; sur 1 322 en 1985, un tel avis favorable ; sur 1 246 en 1986, 462 et sur 1 497 en 1987, 511.

L'affaire Luçhaire

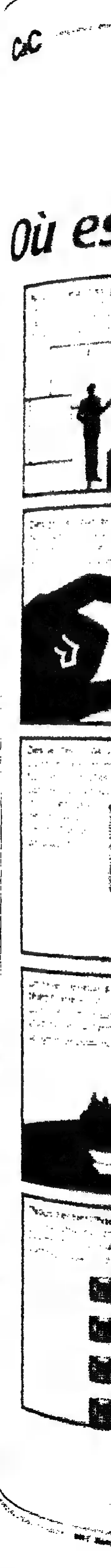
Une lettre du contrôleur général Barba

Nous avons reçu de M. Jean-François Barba, contrôleur général des armées, la lettre suivante :

Une instruction étant en cours, il ne me paraît pas opportun d'engager une polémique sur le contenu de l'article de M. M. Georges Marion et Edwy Plenel sur l'affaire Luçhaire paru dans le *Monde* des 2 et 3 mars 1988. En outre, attendu comme témoin par le magistrat instructeur et, à ce titre, n'ayant pas accès au dossier, je ne suis pas en mesure de commenter les déclarations complètes faites au juge d'instruction par les

personnes que j'ai interrogées au cours de mon enquête administrative en mai et en juin 1986.

Mais je tiens à ce qu'il n'y ait aucune ambiguïté sur le sens des propos que j'ai tenus devant le juge d'instruction : je n'ai jamais déclaré « avoir été soumis à une pression politique liée au changement de majorité de mars 1986 », qui aurait pu influencer sur les conclusions de mon rapport. En revanche, pour l'exécution de mon enquête, une contrainte de temps m'a été imposée, je ne l'ai pas caché.



C&C Computers and Communications

Où est NEC?

Les bonnes nouvelles n'attendent pas – Les bipers NEC vous les écrivent et vibrent en silence pour vous en avertir, et ça c'est une bonne nouvelle!

Les TV et les magnétoscopes d'une nouvelle dimension – Haute fidélité, haute résolution et hautes performances, avec NEC, l'espace loisir atteint de nouveaux sommets.

NEC, l'idéal des grands systèmes – Pour répondre à l'idéal de vos grands systèmes, il fallait un système idéal, qui réponde à tous vos besoins, dans tous vos bureaux.

Le portable NEC se plie à tous vos besoins – Il a beau être léger, le Multispeed portable NEC n'en est pas moins un ordinateur de poids. En voyage, il vaut bien son pesant d'or.

Des milliers d'informations qui ne tiennent qu'à un fil – Les fibres optiques NEC véhiculent toutes sortes d'informations, signaux vocaux, données, textes, images... aussi vrais que nature.

Des puces qui grimpent dans votre estime – NEC fabrique les semi-conducteurs et les composants électroniques intégrés à ses produits. Cela s'appelle la qualité NEC de A à Z.

Pour faire bonne impression – Offrez-vous une NEC: la Pinwriter P2200 imprime vos textes en qualité courrier à 56 caractères par seconde. Avec NEC faire bonne impression n'est plus une question de prix.

Soyez synchro avec NEC Multisync – Il balaie automatiquement toutes les fréquences de 15,5 à 35 kHz, et accepte toutes les cartes graphiques couleur compatibles IBM®.

Des lecteurs de disquette à toute épreuve – Dans le monde entier, les lecteurs de disquette NEC sont réputés pour leur résistance et leur fiabilité. Un atout important pour ne pas sans cesse changer de disque.

L'information qui roule pour vous! – Les téléphones de voiture NEC offrent un grand nombre de fonctions dans un tout petit boîtier. Rien d'étonnant à ce que la nouvelle circule!

NEC est fière de parrainer des manifestations sportives de renommées internationales, telles que la COUPE DAVIS, la COUPE DE LA FÉDÉRATION ou la WORLD YOUTH CUP. NEC sponsorise également la WORLD SERIES OF GOLF et le CLUB DE FOOTBALL D'EVERTON en Grande-Bretagne.

Un télécopieur à rendre jaloux votre téléphone – NEFAX, le télécopieur qui en quelques secondes achemine textes et graphiques à l'autre bout de la ligne depuis votre bureau.

Le compact joue un nouvel air – De réputation solide, les disques durs NEC jouissent d'une qualité irréprochable. Les CD-ROM confirment la règle.

mais partout...

NEC est un des leaders mondiaux dans l'informatique et les communications. Notre souci permanent est que la société toute entière tire profit de ces technologies. C'est pourquoi les avancées de NEC dans tous ces domaines font partie de votre vie quotidienne.

Où est NEC? Maintenant vous le savez, NEC est partout aujourd'hui et encore plus demain.

Parce que dans le monde de l'informatique et des communications, **il y aura toujours du NEC quelque part.**

"Nous recherchons votre correspondant!" – Si vous utilisez un standard PBX et le Keyphone System NEC, voilà une rengaine que vos correspondants n'auront plus à supporter.

Les satellites n'ont pas forcément la tête dans les étoiles – Grâce aux faisceaux Hertzien NEC, les entreprises des quatre coins de la France communiquent mieux et plus loin à travers le monde. Une nouveauté qui relie les hommes.

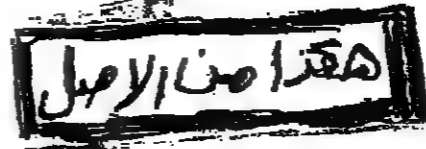
NEC

N'hésitez pas à nous contacter: NEC Business Systems (France) Tour GAN - Cedex 13 - 92062 PARIS LA DÉFENSE

NEC Electronics (France) S.A. 9, rue Paul-Dauter - BP 187 - 78142 Vélizy-Villacoublay Cedex

هاتفنا من الاميل

Société



JUSTICE

Un anesthésiste devant le tribunal de Pontoise

Les erreurs du docteur Martin

Chaque profession invoque légitimement le droit à l'erreur. Pourtant, le fait de se tromper d'un gramme, d'un millimètre ou d'une seconde peut entraîner des conséquences extrêmement graves, en mettant en péril des vies humaines. C'est le cas des médecins, et la quatrième chambre du tribunal correctionnel de Pontoise, par le jugement qu'elle rendra le 19 avril, dira si un anesthésiste a commis le délit d'homicide involontaire sur une fillette de onze ans, qui a succombé après avoir subi une banale intervention chirurgicale le 20 juin 1983.

Depuis cinq ans, M^{me} Ghislaine Bertrand cherche à comprendre pourquoi sa fille est morte. Lundi 7 mars, la justice l'a encore fait attendre près de six heures après avoir jugé tout au long de l'après-midi des milliers de voix et des porteurs d'armes prohibées. Lorsque enfin le tribunal l'a appelée, elle avait déjà raconté dix fois, vingt fois les derniers jours de Sandrine. Ancienne championne de France de patinage artistique, elle avait vu sa fille suivre ses traces en remportant plusieurs championnats. Une douleur au genou nécessitait de tout compromettre mais un pédiatre diagnostiqua une simple épine calcifiée en prescrivant une arthroscopie et l'intervention, qui ne devait durer qu'un quart d'heure, a été réalisée à la clinique Rouzaud à Argenteuil par le docteur Billot.

Vers 11 h 30, on a dit à M^{me} Bertrand qu'en tenant compte de l'anesthésie générale elle pouvait revenir dans une heure. A son retour « on » se contenta de lui indiquer que sa fille « a un problème de réveil ». Une heure plus tard, quelqu'un lui

répond toujours aussi évasivement et enfin, vers 15 h 30, elle apprend que « si elle veut voir sa fille c'est le moment » car un SAMU va l'emmenner à l'hôpital Bretonneau. Il est déjà trop tard, l'enfant est dans le coma et succombera le 28 juin.

La plainte des parents a entraîné l'inculpation du docteur Philippe Martin cinquante-huit ans, appelé à remplacer le médecin anesthésiste de la clinique le jour de l'opération. Selon l'accusation qui s'appuie sur les rapports de six experts, le docteur Martin aurait commis plusieurs erreurs. Si les spécialistes discutent la dose de curare injectée au début et celle de fentanyl mélangée aux gaz anesthésiants, ils reprochent surtout au médecin de ne pas avoir pris les précautions exigées en concluant notamment qu'il « n'a entrepris les gestes nécessaires qu'après un délai assez long pour que l'anoxie (1) cérébrale s'installe » et s'étonnent que l'on ait fait appel au SAMU si tardivement.

Réactions de profanes

Dès lors les débats devenaient techniques. La présidente, M^{me} Christine Lamy-Rydziger, devait le regretter. « Le tribunal a l'impression d'être réduit à quelques rapports d'expertise... ». De plus il lui était impossible de demander des éclaircissements aux spécialistes, ceux-ci n'ayant pas été cités comme témoins. Il fallait donc se contenter de leurs écrits et des explications du docteur Martin : « J'ai anesthésié cette enfant. Quand j'ai vu que quelque chose n'allait pas, j'ai demandé au docteur Billot

d'arrêter la préparation de l'opération, j'ai ventilé, intubé ; j'ai fait un massage cardiaque. Quand l'enfant s'est mise à avoir des réflexes, j'ai vraiment pensé que tout était arrangé... ». La présidente a semblé s'excuser : « Je réagis en profane mais, devant cette réaction, le bon sens aurait peut-être commandé de ne pas pratiquer l'opération... ». Et puis il y avait deux médecins dans la salle d'attente, j'ai été étonnée que le docteur Billot s'en aille en commission ces difficultés. Je n'ai pas vu dans le dossier ce qu'il s'en soit inquiété... »

Pourtant, le docteur Martin était bien seul sur son banc lorsque M^{me} Isabelle Lucas-Balloup, conseil des époux Bertrand, lui a lancé : « Le 20 juin 1983 vous avez tué Sandrine Bertrand » avant d'hésiter entre l'« immense incompréhension » et le « défaut de rigueur » pour conclure à l'« erreur humaine ». Pour l'avocat, les erreurs du médecin sont comparables à une bavure policière et doivent être sanctionnées par une peine de prison ferme.

Le substitut, M. Jean-Michel Benquet, se montra plus réservé. Si « le décès de cette jeune fille est un fait irréparable », c'est que « la maladresse, l'imprudence, l'inattention ou la négligence » exigées par le code pénal pour caractériser le délit d'homicide involontaire avaient été bien réelles. Il demanda une peine de deux ans de prison avec sursis, assortie d'une interdiction d'exercer pour une durée limitée.

Il restait à M. Michel Distel du barreau de Paris, défenseur du docteur Martin, à convaincre le tribunal, non pas de l'innocence de son client, mais du caractère purement « civil » de sa « faute ». Il n'a pas contesté que le docteur Martin « n'ait pas su reconnaître à temps le développement de l'anoxie cérébrale ». Il s'agit, selon le défenseur, d'un « retard dans le diagnostic » et il n'est pas prouvé que les symptômes aient été manifestes. Dès lors, la poursuite pénale ne se justifiait pas : « La profession médicale n'est pas un milieu de criminels, un médecin n'est pas un ordinateur, mais une machine humaine faillible. L'anesthésie est un acte dangereux, c'est un coma provoqué que l'on ne contrôle pas toujours parfaitement » plaide M. Distel en rappelant que les statistiques évaluaient les accidents à trois par mille. Sans refuser une responsabilité civile, il a exhorté le tribunal à faire la distinction entre une « erreur grave mais juridiquement excusable » et une « faute condamnable ».

Les magistrats devront trancher sous le regard des médecins qui, sans s'arrêter derrière le droit à l'erreur, exigent l'erreur de droit. Au fond de la salle, le docteur Pierre-Alain Benhamou a donc assisté aux débats en qualité de représentant du conseil de l'Ordre. Mais, devant lui, plusieurs jeunes filles ont aussi écouté attentivement, sans parvenir à comprendre comment, il y a cinq ans, une petite patiente a pu s'endormir définitivement.

MAURICE PEYROT.

Une lettre du professeur Alain Millhaud

Après un article paru dans le Monde du 27 février intitulé « Les aventures du professeur Alain Millhaud », le professeur Alain Millhaud (CRU d'Antennes) nous a adressé le texte suivant :

Contrairement à ce qui est dit dans le premier paragraphe de cet article, je n'ai en rien trahi mon engagement vis-à-vis des autorités de tutelle de la santé publique. J'avais effectivement promis « de ne pas envisager l'éventualité d'un nouvel essai d'intubé général sur une personne que je ne sois ». Tout malentendu dans cette affaire serait particulièrement regrettable.

D'autre part, il est bon d'insister, une fois de plus, sur le fait que l'essai thérapeutique de 1985 et l'évaluation récente sont de nature différente puisque aujourd'hui, il ne s'agit plus d'un fait végétatif chronique mais d'un état de mort cérébrale dans le service est particulièrement problématique (un mois et ce jour). Ce sujet en état de mort cérébrale aurait certainement été donné d'organes s'il n'avait pas été infecté.

DÉFENSE

Tout en respectant les options de ses partenaires

« La France doit jouer un rôle plus actif dans l'alliance atlantique »

estime M. Chirac

« Il n'y a pas lieu de revenir à un débat théorique sur les mérites respectifs de nos deux stratégies indépendantes et de la stratégie alliée qu'aucun de nos partenaires n'entend remettre en cause ; chacun doit respecter les options de l'autre. La vraie question est de savoir dans quelle mesure nos deux stratégies autonomes, qui ont toutes deux pour but d'empêcher la guerre, peuvent se renforcer mutuellement. »

C'est ce qu'a déclaré M. Jacques Chirac lors d'une conférence de presse que le candidat à l'élection présidentielle a consacré, mardi 8 mars, à la politique de défense, après celle, la semaine dernière, sur ses orientations de politique étrangère (Le Monde du 2 mars).

« La France, a estimé M. Chirac, est d'autant plus à même d'aborder ce débat qu'elle dispose aujourd'hui de moyens beaucoup plus diversifiés qu'à l'origine et qui lui permettent d'affirmer davantage la dimension européenne de sa sécurité. »

Dressant l'état de la papillote nucléaire française, au sein de laquelle il a particulièrement insisté sur le missile aéroporté ASMP, le candidat a souligné que « l'objectif de tous les responsables politiques est une fonction d'ultime avertissement sur le sanctuaire d'un adversaire éventuel », M. Chirac a notamment expliqué : « Qu'il s'agisse

de la double alternance de 1981 et 1986, a commenté le premier ministre, et l'expérience que nous vivons depuis deux ans ont consacré cet accord capital de la V^e République [...] Cette volonté de rester unis sur l'essentiel, qui s'est imposée également au président de la République, doit demeurer, à mes yeux, au-delà des prochaines échéances, l'objectif de tous les responsables politiques [...] L'indépendance, telle que je la conçois, exclut aussi bien le repli de la France sur son sanctuaire que la dissolution de son volonté propre dans des mécanismes d'intégration qu'elle abandonnerait à d'autres le maître de son destin. »

« Nos armes nucléaires ne sont pas négociables »

M. Chirac est revenu sur la nécessité, pour la France, de maintenir son consensus sur les problèmes de défense, un consensus qui est, à ses yeux, « l'expression d'une volonté politique de faire prévaloir ce qui est justifié par rapport à ce qui divise lors que l'essentiel n'est pas en jeu ».

« La double alternance de 1981 et 1986, a commenté le premier ministre, et l'expérience que nous vivons depuis deux ans ont consacré cet accord capital de la V^e République [...] Cette volonté de rester unis sur l'essentiel, qui s'est imposée également au président de la République, doit demeurer, à mes yeux, au-delà des prochaines échéances, l'objectif de tous les responsables politiques [...] L'indépendance, telle que je la conçois, exclut aussi bien le repli de la France sur son sanctuaire que la dissolution de son volonté propre dans des mécanismes d'intégration qu'elle abandonnerait à d'autres le maître de son destin. »

« Nos armes nucléaires ne sont pas négociables »

M. Chirac est revenu sur la nécessité, pour la France, de maintenir son consensus sur les problèmes de défense, un consensus qui est, à ses yeux, « l'expression d'une volonté politique de faire prévaloir ce qui est justifié par rapport à ce qui divise lors que l'essentiel n'est pas en jeu ».

« Nos armes nucléaires ne sont pas négociables »

M. Chirac est revenu sur la nécessité, pour la France, de maintenir son consensus sur les problèmes de défense, un consensus qui est, à ses yeux, « l'expression d'une volonté politique de faire prévaloir ce qui est justifié par rapport à ce qui divise lors que l'essentiel n'est pas en jeu ».

« Nos armes nucléaires ne sont pas négociables »

M. Chirac est revenu sur la nécessité, pour la France, de maintenir son consensus sur les problèmes de défense, un consensus qui est, à ses yeux, « l'expression d'une volonté politique de faire prévaloir ce qui est justifié par rapport à ce qui divise lors que l'essentiel n'est pas en jeu ».

« Nos armes nucléaires ne sont pas négociables »

M. Chirac est revenu sur la nécessité, pour la France, de maintenir son consensus sur les problèmes de défense, un consensus qui est, à ses yeux, « l'expression d'une volonté politique de faire prévaloir ce qui est justifié par rapport à ce qui divise lors que l'essentiel n'est pas en jeu ».

« Nos armes nucléaires ne sont pas négociables »

M. Chirac est revenu sur la nécessité, pour la France, de maintenir son consensus sur les problèmes de défense, un consensus qui est, à ses yeux, « l'expression d'une volonté politique de faire prévaloir ce qui est justifié par rapport à ce qui divise lors que l'essentiel n'est pas en jeu ».

« Nos armes nucléaires ne sont pas négociables »

M. Chirac est revenu sur la nécessité, pour la France, de maintenir son consensus sur les problèmes de défense, un consensus qui est, à ses yeux, « l'expression d'une volonté politique de faire prévaloir ce qui est justifié par rapport à ce qui divise lors que l'essentiel n'est pas en jeu ».

« Nos armes nucléaires ne sont pas négociables »

M. Chirac est revenu sur la nécessité, pour la France, de maintenir son consensus sur les problèmes de défense, un consensus qui est, à ses yeux, « l'expression d'une volonté politique de faire prévaloir ce qui est justifié par rapport à ce qui divise lors que l'essentiel n'est pas en jeu ».

« Nos armes nucléaires ne sont pas négociables »

M. Chirac est revenu sur la nécessité, pour la France, de maintenir son consensus sur les problèmes de défense, un consensus qui est, à ses yeux, « l'expression d'une volonté politique de faire prévaloir ce qui est justifié par rapport à ce qui divise lors que l'essentiel n'est pas en jeu ».

« Nos armes nucléaires ne sont pas négociables »

M. Chirac est revenu sur la nécessité, pour la France, de maintenir son consensus sur les problèmes de défense, un consensus qui est, à ses yeux, « l'expression d'une volonté politique de faire prévaloir ce qui est justifié par rapport à ce qui divise lors que l'essentiel n'est pas en jeu ».

« Nos armes nucléaires ne sont pas négociables »

M. Chirac est revenu sur la nécessité, pour la France, de maintenir son consensus sur les problèmes de défense, un consensus qui est, à ses yeux, « l'expression d'une volonté politique de faire prévaloir ce qui est justifié par rapport à ce qui divise lors que l'essentiel n'est pas en jeu ».

« Nos armes nucléaires ne sont pas négociables »

M. Chirac est revenu sur la nécessité, pour la France, de maintenir son consensus sur les problèmes de défense, un consensus qui est, à ses yeux, « l'expression d'une volonté politique de faire prévaloir ce qui est justifié par rapport à ce qui divise lors que l'essentiel n'est pas en jeu ».

« Nos armes nucléaires ne sont pas négociables »

M. Chirac est revenu sur la nécessité, pour la France, de maintenir son consensus sur les problèmes de défense, un consensus qui est, à ses yeux, « l'expression d'une volonté politique de faire prévaloir ce qui est justifié par rapport à ce qui divise lors que l'essentiel n'est pas en jeu ».

Près d'un millier de déserteurs condamnés sans jugement à Montpellier

Près d'un millier de déserteurs de l'armée française ont été condamnés, sans jugement, en juin 1987, à Montpellier, à des peines de prison ferme. Les juges ont parfois été suspendus faute d'avoir été prononcés conformément à la loi, au cours d'une audience publique du tribunal correctionnel de la ville. Cette affaire avait été révélée par le Canard enchaîné le 2 mars.

Un simple coup de tampon précisant « six mois d'emprisonnement par défaut » avait été apposé, en l'espace de trois jours, sur un total de huit cent quarante-trois dossiers dont aucun pourtant n'avait été évoqué dans l'enceinte du tribunal correctionnel.

« Il y a peut-être eu précipitation, dans un souci d'accélération dans le traitement des dossiers », a indiqué à l'AFP un magistrat de Montpellier qui a reconnu la non-conformité de ces décisions, qui s'étaient soldées par un total de quatre cent vingt et une années de prison. « Le parqu岸 a été informé il y a quelques mois déjà de ce problème. Et il s'agit, en fait, d'un acte de désobéissance à l'égard de la loi, et personne ne fera un jour de prison. »

Une inspection pourrait être précipitée par la chancellerie afin de déterminer les responsabilités de certains magistrats montpelliérains dans cette affaire.

L'ensemble des dossiers, dont la quasi-totalité concerne des déserteurs en fuite, devraient être à nouveau examinés, cette fois en toute conformité avec la loi.

Les tribunaux permanents des forces armées ayant été supprimés, ce sont, désormais, les tribunaux correctionnels qui ont la charge des affaires de désertion.

ÉDUCATION

Le recrutement des instituteurs

Vocation tardive

A l'âge où bien des salariés goûtent aux joies de la retraite, M^{me} Jacqueline Leroy prend un nouveau départ dans la vie. En septembre prochain, elle aura cinquante-huit ans et entrera à l'école normale de Melun, pour y apprendre son métier : institutrice. Pour l'heure cette femme volontaire enseigne l'art de la lecture, de l'écriture et du calcul dans trois classes de Seine-et-Marne, l'un des départements les plus gravement atteints par la crise de recrutement des enseignants.

A l'approche de la soixantaine, la vie a joué de mauvais tours à M^{me} Leroy : son mari, agent d'assurances dans la Somme, a perdu sa situation ; il a fallu vendre des meubles pour rembourser les dettes, et le ménage a mal résisté. Elle s'est retrouvée seule et sans ressources, après avoir élevé six enfants et collaboré professionnellement avec son époux. Sans salaire, mais pas sans énergie : « Je voudrais terminer intelligemment et honorablement ma vie, sans être assistée. Je suis entièrement libre à présent », explique-t-elle.

Autant de raisons, Jacqueline Leroy décide de se présenter au concours d'entrée à l'école normale de Lille. « C'était ce ou le suicide. Mais j'aime la vie. » Elle n'a que le bec, mais le fait d'avoir élevé six enfants (dont trois sont instituteurs) la dispense de toute condition de diplôme et d'âge. Et puis, elle a adoré l'école publique et les

enfants ». Elle se replonge donc dans les livres scolaires, oubliés depuis quarante ans... et dans la piscine, au fond de laquelle il lui faut aller récupérer un matras pour réussir l'épreuve de notation.

Reçue, mais seulement sur une liste complémentaire, elle accepte, en février dernier, d'aller s'installer en Seine-et-Marne, où une centaine d'instituteurs manquent à l'appel. Elle prend une chambre à l'hôtel, puis dans une ferme-auberge, et découvre sa nouvelle profession de remplaçante dans trois écoles, au Mée-sur-Seine et près de Dammarie-les-Lys pour 5 200 francs par mois. Certes « les enfants de maintenant sont un peu durs », constate-t-elle, mais ils ont l'air de s'aimer beaucoup ». Surtout, M^{me} Leroy vibre encore d'avoir été accueillie par les institutrices, « comme si j'avais été des leurs depuis toujours », et d'être quotidiennement soutenue par les directrices et les maîtresses de l'école normale qui elle remplace.

Elle n'en veut à personne d'avoir été placée dans des classes de cours préparatoire, première année de l'école élémentaire où l'on apprend à lire (et où l'on ne nomme en principe aucun débutant), puisque, « de toute façon, il n'y avait personne d'autre à mettre ». Les enfants au moins ne resteront pas sans maîtresses. « Je pense pouvoir tenir dix ans, annonce-t-elle, si l'administration le permet. »

PHILIPPE BERNARD.

SCIENCES

Programmes piégés

L'ordinateur atteint d'un mal sournois

L'ordinateur, organe céréveau électronique, est encore bien éloigné de l'homme, mais il s'en rapproche. Il est désormais comme lui frappé par des maladies contagieuses.

En France, la société Loticielle vient de détecter un « virus » dans un programme. Aux États-Unis, en Israël, plusieurs cas de « contamination logique » ont été signalés.

De quoi s'agit-il ? Essentiellement, d'un perfectionnement des « soft bombs », ces pièges que les fournisseurs de logiciels installent parfois dans leur programme pour faire pression sur leurs clients.

Prenez un exemple. La société X fabrique un programme de comptabilité pour la firme Y. Un contrat est établi qui prévoit une redevance mensuelle et une maintenance régulière du programme pour empêcher la firme Y de recopier le programme, puis de dénoncer le contrat, le fabricant « glisse » dans le programme une « bombe », une séquence d'instructions qui, lorsqu'elle est exécutée, désorganise le système d'exploitation de l'ordinateur (1) et peut provoquer, par exemple, l'effacement de fichiers importants. Un test interdit l'exécution de cette séquence avant une certaine date, par exemple six mois après la mise en service. La technique chargée de la maintenance recule chaque mois la date butoir, ce qui fait que la bombe n'explode jamais tant que le contrat est en cours.

Mais si l'utilisateur le désire, et veut ensuite utiliser le copie qu'il a fait du logiciel, la bombe explosera aussitôt.

« Piège empoussiéré »

Ce moyen de protection, somme toute compréhensible sinon admissible, semble avoir été transformé en système d'ortage destiné à nuire. Il suffit d'ajouter à la bombe un petit programme de copie, qui le dupli-

que dans le système d'exploitation de l'ordinateur, et de là dans d'autres programmes. Cette « copie empoussiérée » peut alors passer d'un ordinateur à un autre, soit parce que des données échangées sur le premier ordinateur sont exécutées sur le second, soit parce que les calculateurs, mis en réseau, échangent des informations. La bombe devient donc un « virus », qui peut aisément envahir tous les ordinateurs d'une même société.

A priori, le mal ne devrait pas contaminer des ordinateurs dont le système d'exploitation est différent. Mais comme une standardisation s'est produite — les micro-ordinateurs compatibles avec le PC d'IBM utilisent tous les systèmes MSDOS de la firme américaine Microsoft, la plupart des micro-ordinateurs font appel à UNIX, créé par AT&T — cette standardisation accroît les possibilités de contamination.

L'imagination des programmeurs n'ayant pas de limites, de nombreuses variantes sont envisageables. On peut remplacer la bombe par un empoussiement progressif. L'hebdomadaire Le Point a rapporté dans son numéro du 25 janvier un cas d'empoussiement décelé à l'université hébraïque de Jérusalem. La bombe-virus, sans exploser, ajoutait régulièrement au système d'exploitation des séquences d'instructions qui ralentissaient son fonctionnement. D'après cet hebdomadaire, une explosion devait couronner cet empoussiement à la date du 13 mai 1988, quarante-neuf jours après la disparition de la Palestine. A cette date, tous les fichiers accessibles par l'un des programmes contaminés devaient être détruits.

MAURICE ARVONNY.

(1) Le système d'exploitation est un logiciel, fourni par l'ordinateur, qui assure les communications avec l'utilisateur et gère l'allocation des ressources — mémoire, fichiers, etc. — aux programmes qu'exécute l'utilisateur.

REPÈRES

Catholicisme

Mgr Gaillot et le mariage des prêtres

A l'issue d'une réunion, les 5 et 6 mars à Lourdes, des quatre cents évêques participants de l'église catholique en France — dont 85 % sont mariés, — M^{gr} Jacques Gaillot, membre de la commission épiscopale du clergé, a déclaré que « l'existence du divorce ne peut empêcher que les ministères ordonnés, ordonnés ou en cours de formation, ne soient en mesure de célébrer le mariage des prêtres, le cas échéant, les évêques ne devraient pas hésiter à le faire. »

Toutefois, l'évêque d'Evreux se défend de s'être prononcé sur le mariage des prêtres. « Affirmer, nous prêtres, que le divorce n'est pas un obstacle à l'ordination des prêtres, ce n'est pas dire que l'on souhaite un changement de discipline actuelle de l'Eglise sur le mariage des prêtres. »

Espace

Une piste gambienne

La navette spatiale américaine pourra utiliser l'aéroport de Banjul (Gambie) sur la côte ouest de l'Afrique pour effectuer des atterrissages d'urgence. Un accord vient en effet d'être passé entre les États-Unis et ce pays d'Afrique pour le cas où la navette spatiale accuserait une panne insuffisante lors de son lancement à la suite d'une défaillance de ses fusées d'appoint. Cette nouvelle possibilité de se poser en catastrophe sur l'aéroport de Banjul complétera le dispositif que la NASA avait déjà mis en place dans le passé en signant un accord de ce type avec les autorités algériennes pour l'aéroport de Dakar.

Marée noire

L'« Amazzone » a fait plus de 15 millions de francs de dégâts

La pollution des côtes britanniques le 31 janvier par le pétrolier italien Amazzone coûtera vraisemblablement plus de 15 millions de francs. Au lendemain de l'accident — 3000 tonnes de fuel relâchées en mer — les assureurs du navire ont déposé à Brest à titre de provision sur les frais engagés une somme de 13 millions de francs. Cette somme se révélant insuffisante, le complément devait être versé par le FIPOL (Fonds international d'indemnisation pour les pollutions par hydrocarbures), dont le siège est à Londres. L'assurance financé à la fois par les États et par les pétroliers.

Pour la marine nationale, les factures s'élèvent à environ 6 millions de francs, principalement en frais de reconnaissance aérienne de la pollution, précisée-t-on.

Les autres dépenses couvrant les moyens mis en œuvre pour protéger et nettoyer les côtes dans le cadre du plan Polmer-terre déclenché dans les Côtes-du-Nord et dans la Finistère par les préfetures des deux départements.

Le Conte d h
Shakespeare
Nanterre
à Bondy entre

ATMERE
BERTRUD

«Hécube», d'Euripide, à Gennevilliers

Il était une reine

Venue d'il y a vingt-cinq siècles, une tragédie intense avec une immense actrice, Maria Casarès.

« Il n'est en art qu'une chose qui vaille : celle qu'on ne peut expliquer », écrivait Georges Braque.

Vous sortez du Théâtre de Gennevilliers. C'est bientôt minuit, l'avenue des Grégoires est déserte, et les seules lumières, aux fenêtres des maisons, sont celles de quelques postes de télévision dans les chambres qu'occupent des ouvriers d'Afrique noire ou d'Afrique du Nord.

Or vous venez, plus de deux heures durant, de partager intensément, de toute votre conscience et de tout votre cœur, dans un état presque d'extase, les 1295 vers d'une tragédie d'Euripide, *Hécube*. N'est-ce pas là une chose - qu'on ne peut expliquer ?

Cette œuvre date sans doute de 424 avant Jésus-Christ. La tragédie grecque (Sophocle, Eschyle, Euripide) a duré que quelques dizaines d'années, au V^e siècle avant J.-C. Et elle n'a remanié à des événements fabuleux ou historiques ont même déjà éloignés, par exemple la guerre de Troie, qu'évoque *Hécube*, remon-

trait à la fin du XIII^e siècle avant J.-C.

Le grand helléniste Jean-Pierre Vernant nous dit que cette tragédie grecque « n'est pas seulement une forme d'art », mais « une institution sociale que la cité met en place à côté de ses organes politiques et judiciaires ». (C'est pourquoi seuls des hommes étaient acteurs, y compris dans les rôles de femmes, puisque les femmes étaient alors étrangères à la vie politique). Et Vernant précise que « la tragédie prend naissance quand on commence à regarder le mythe avec l'œil du citoyen ».

L'envoûtement

Donc cette œuvre, *Hécube*, si distante de nous par sa date de création, et plus lointaine encore par la date des faits qu'elle rapporte, ne prenait de sens que par son officier civique, et n'évoquait ses propos qu'en fonction d'une circonstance politique grecque singulière : une « démocratie » dans laquelle la liberté d'expression du citoyen était fictive. Et Vernant remarque que, dans la tragédie grecque, « le héros, dans même qu'il se décide par un choix, fait presque toujours le contraire de ce qu'il croyait accomplir ».

Hécube appartient ainsi à un théâtre très sensiblement « diffé-

rent » du nôtre. Et le propos de cette pièce, en quoi nous regarde-t-il ? *Hécube* est la veuve de Priam, dernier roi de Troie. En raison de la chute de Troie, la reine *Hécube* est devenue la prisonnière, presque l'esclave, du vainqueur Agamemnon. Et *Hécube* va voir sa fille, Polyxène, égorgée sur la tombe d'Achille, puis presque assassinée son fils, Polydore, assassiné par son hôte, Polymestor, à qui Priam l'avait confié. *Hécube* se vengera en faisant tuer Polymestor.

Or le public français réuni à Gennevilliers, cet hiver 1988, ne « perd pas un mot » d'*Hécube*. Cette pièce exerce sur nous un ascendant absolu. Serait-ce par l'impression de son langage, dans de sa « poésie » ? Non sans doute, car si claire et rythmée et « parlante » que soit la traduction, excellente, de Nicole Lorain et François Rey, ce n'est tout de même qu'une traduction, qui ne saurait être douée du pouvoir d'écouter de *Britannicus* ou, dans un autre genre, de *Ruy Blas*. Et n'oublions pas que le langage lui-même de la tragédie grecque n'est pas un langage d'acteurs, ni d'émotion : c'est un langage de l'intellect, qui s'oriente sur la réflexion de l'auditoire.

Et nous en revenons à la phrase de Braque : « Il n'est en art qu'une chose qui vaille : celle qu'on ne peut

expliquer... L'envoûtement d'*Hécube* ne peut en effet tenir qu'à une chose inexplicable : la force de l'énergie spirituelle d'Euripide, qui, hors de tout contexte et de toute extrême, n'a rien perdu de son feu, et atteint encore le public.

Inexplicable aussi restera toujours, pour l'espectateur, quel qu'on dise, l'art du comédien, celui de cette immense actrice qu'est Maria Casarès (*Hécube*). L'extrême maîtrise d'un art n'explique pas tout. Il est clair, à voir et à écouter *Hécube*, qu'il y a chez cette actrice une part de toucher occulte, de liberté d'inspiration hasardée sur le moment, de palpation comme médiumnique de ce que devient la substance des vers tel soir, en symbiose avec telle assistance, sur fond de telles ou telles nouvelles qui furent apprises dans la journée. Et jusqu'à un certain point il en va de même des acteurs qui cantonnent Maria Casarès : Evlyns Larria (le Chœur), Sylvie Laporte (Polyxène), Christian Colin (Talthybios), Mostefa Djadjam (Polymestor), Wladimir Jordanoff (Agamemnon).

Hécube est dirigée, avec une intelligence et une sobriété parfaites, par Bernard Sobel, qui, juste après *Nathan le Sage* de Lessing, accomplit un second coup de maître.

MICHEL COURNOT.

* Théâtre de Gennevilliers, 20 h 30.

«Le Vritable Saint Genest, comédien et martyr» à la Comédie-Française

Une curiosité

Une tragédie dont le cœur plus que la religion est la force d'illusion : le Vritable Saint Genest, comédien et martyr, de Jean de Rotrou, entre au répertoire du Français.

Surtout, canonisant Jean Genest, emprunté à Jean de Rotrou - contemporain de Corneille et, comme lui, protégé de Richelieu - le titre d'une de ses tragédies. Ce qu'ignorent, à juste titre, des générations entières. Après *Venceslas*, *Cosroës*, deux pièces non moins oubliées, le Vritable Saint Genest, comédien et martyr entre donc au répertoire du Français.

Créé en 1646, la pièce, par la suite, connaît une certaine vogue au dix-neuvième siècle. Plus près de nous, c'est, dans les années 60, un jeune metteur en scène péruvien, Rafael Rodriguez, qui la ravivra, avec, dans le rôle de Genest, Pierre Debauche.

Et il a bien voulu, par son impitoyable, d'une feinte, en mourant, faire une vérité.

Célébré, protégé pour son grand art de l'imitation, Genest meurt donc au théâtre et, dans le même temps, à la vie. Tel est le thème, tragique, entrecoupé toutefois de véritables scènes de genre sur le métier de comédien.

Le théâtre se donne en représentation, le théâtre est le monde, or le monde est illusion : dans cette ronde infinie, les rôles se dédoublent. Dieu lui-même, dans la bouche de Genest, est « un céleste acteur » qui ordonne : « Tu n'imites point en vain ». Et l'imitation, on le sait, est une « méthode » d'approche de la foi, un exercice religieux.

Sans extase

La « sensible et sainte volupté » qui saisit le comédien Genest au moment de sa conversion n'a visiblement pas passionné outre mesure le metteur en scène André Steiger, Michel Aumont ne joue pas, mais reste sur un même registre pendant



Michel Aumont dans le rôle de Genest

Cette tragédie en cinq actes s'apparente tout à la fois à *l'Illusion comique* et à *Polyxène*. On ne sait pas très bien si Corneille et Rotrou étaient vraiment amis, mais Rotrou, dès le premier acte, rend hommage à Corneille. L'action se passe en Asie mineure, sous l'Empire romain, du temps de la persécution des chrétiens. La fille de l'empereur Dioclétien, Valérie, se souvient, effrayée, d'un songe où elle a vu son père offrir sa main à un berger. Or elle aime Maximin, converti de gloire et de sang des chrétiens. Mais coté cœur, tout s'arrange très vite. On s'apprête à célébrer les noces dans l'allégresse et, pour ce faire, Dioclétien fait appel à son comédien favori : Genest. On hésite sur le sujet digne d'être représenté, Genest plaide la valeur sûre, Dioclétien la nouveauté, plus vite « aiguillon » de l'esprit et des yeux. A la demande de Valérie, on s'accorde sur la tragédie d'Adrian, officier chrétien et martyr. L'inflexibilité superbe de Maximin sera ainsi l'honneur.

Survient alors un événement non prévu dans le scénario : Genest jure que son rôle est touché par la grâce divine, il renonce à feindre. Il se mourra, martyr et acteur d'un spectacle sanglant - donné au peuple, pour reprendre les mots mêmes de Maximin, chargé de clore la pièce par une sorte d'hommage ambigu :

quasi-totalité du spectacle : passé le premier moment, empathique, où il fait que porter sa voix, face au public, comme il était de mise autrefois à la cour, il persiste dans une attitude ambiguë, à mi-chemin du comédien qui ne sait pas son rôle par cœur, et du converti qui écoute les paroles divines qui lui sont dictées. La tragédie repose sur lui, il ne la transfigure pas.

Pour le reste, dans le décor simple, immuable, de Claude Lemaire - un péristyle classique, et un théâtre antique, - les airs de jeu sont délimités : dans l'arène, les comédiens ; sur les gradins, la cour, dans des costumes dix-septième siècle. Un parti pris qui a peut-être conduit André Steiger à renouer le jeu de cette assemblée donnée comme familiale, bon enfant, à ne pas creuser le contraste entre leurs mines d'amateurs d'art et leur véritable nature d'oppresseurs de la liberté de pensée. Domage pour tout : Francine Berger, Simon Eine (Maximin), Claude Mathieu (Valérie) et François Chautemps, dont c'est la dernière apparition sur la scène du Français, dans le rôle de Dioclétien.

ODILE QUIROT.
* A la Comédie-Française. En alternance. Tél. : 40-15-00-15. Le texte de la pièce, suivi d'un dossier dramaturgique, vient de paraître aux Editions SandComédie-Française, 35 F.

«Le Conte d'hiver» de Shakespeare à Nanterre

Luc Bondy entre deux mondes

«Le Conte d'hiver», dit Luc Bondy, est une histoire de jalousie paranormale. Une tragédie qui évolue vers le roman, très étrange, avec un côté initiatique. Une des dernières pièces de Shakespeare, écrite juste avant le *Tempête*, et dans laquelle il a rassemblé les éléments spécifiques de son théâtre, mais utilisés dans un autre esprit. Ainsi, la jalousie se déclare ici sans plus de motif et aussi brusquement que dans *Othello*, mais elle déclenche immédiatement une folie totale qui affecte un roi et par là son royaume. A la manière de Hitchcock, Shakespeare agence le récit pour frapper fort. Il installe un climat d'exquise harmonie, que d'un coup, d'un coup de magie, pat un mot, une phrase vient détruire.

Les interprétations peuvent être multiples, mais en choisir une n'est pas intéressant. C'est à dire que la pièce est à deux faces, comme le visage de Janus. On doit se tenir juste sur le tranchant : toute interprétation doit amener son contraire, comme dans un effet miroir.

Depuis qu'il est venu à Nanterre pour monter *Terre étrangère*, de Schnitzler, Luc Bondy a connu une activité fébrile. Il a pris la direction de la *Schaubühne*, à Berlin, et dans une jolie petite salle art déco a mis en scène le *Minxanthrop*, avec Bruno Ganz. Encore une affaire de jalousie ? Oui et non. *Minxanthrop* est trop logique en tout cas pour présenter un rapport quelconque avec Shakespeare. Malgré les « conditions hollywoodiennes » du travail à la *Schaubühne*, Luc Bondy, un Suisse dont les racines plongent dans l'Europe centrale, - rêve de venir en France.

« J'ai commencé à dix-neuf ans, à Hambourg comme assistant. J'y suis resté deux ans. Ma première mise en scène, je l'ai faite au Residenz de Munich, une institution énorme, très représentative : prestigieuse à l'extérieur, dégradée au-dedans, avec un extraordinaire matériel d'acteurs. Je me suis trouvé gamine sans expérience, devant cette troupe de géants, de stars. Alors, j'ai fait de la proposition, et ça a marché. Je ne suis rendu compte qu'ils m'attendaient que ça.

L'Allemagne est un pays culpabilisant, où le théâtre est un devoir. Un devoir culturel et social. A un moment, la Schaubühne a offert un modèle, trop et mal limité, et qui s'est figé. Dans les théâtres, aujourd'hui, c'est comme si on disposait d'un palais. On préférerait rester dans la cuisine, mais on perd son temps à parcourir toutes les chambres, sans nécessité. Le théâtre en Allemagne est désorienté. En France aussi, mais dans un pays super-organisé, c'est dur. Lui, l'Allemand, y travailler régulièrement, la cuisine ne me gêne pas. Elle m'empêche pas la disponibilité.

Je ne suis pas allemand, d'ailleurs, et je suis francophone. Je n'ai pas en Pologne ou en Suède, comme on me l'a proposé, parce que je ne parle pas la langue et j'y serais comme un chef d'orchestre sourd. Ici, je n'ai pas de problème d'adaptation. On ne devient pas autre en passant une frontière. Je garde les mêmes exigences. Une mise en scène ne se fait pas sur les images, c'est élémentaire. Elle se fait sur l'acteur, sur l'observation de l'instant, sur l'observation de l'instant, sur l'observation de l'instant.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

Laura Benson à l'école du risque

« En me regardant dans une glace, j'ai vu que j'étais quelque peu plus âgée. Dans le *Conte d'hiver*, Luc Bondy m'a proposé le rôle de Perdita, un personnage plutôt arroun, lisse, sans initiative, presque statique. Cela m'a fait très peur. D'autant que dans la pièce, plusieurs autres personnages parlent d'elle, de sa « grâce », disent qu'elle est « magnifique », qu'elle « n'est pas de ce monde ». Quelle angosée !

La pièce est un conte de fées, Perdita et Florizel sont une princesse et un prince. Il fallait, pour ne pas choquer les spectateurs, pour leur permettre d'entrer dans l'univers de la pièce, que l'on crée vraiment que j'étais une princesse. Alors, comme j'ai beaucoup travaillé le miroir - j'ai commencé par là - je me suis souvenue que j'avais appris une marche très lente, j'avais appris à libérer le haut de mon corps, et toutes les énergies. Je suis donc revenue, avec l'aide d'une femme africaine formidable, Elsa Wollaston, à ce travail sur le corps ; je veux que Perdita donne l'impression de marcher sur l'eau. Mais il fallait trouver une certaine grâce, une fragilité sans que cela devienne de la chorégraphie. Pour rendre cette impression d'un personnage d'« un autre monde », il fallait créer un rôle très stylisé. Perdita dit des choses très belles, très justes, souvent par métaphores, et elle ne le sait pas elle-même. Elle est aussi ce que je suis dans la vie, quelqu'un de très angosée.

Propos recueillis par OLIVIER SCHWITT.

15 REPRESENTATIONS
ATHENES
GERTRUD
mise en scène BRUNO ROZGLIN
« Une histoire classique revisitée avec un œil de l'Occident, l'humour de l'Occident, son charme personnel » de Françoise Gilman
« Une image de femme étonnante et belle. Avant d'être un film de Carl Dreyer, Gertrud est une pièce de Søren Kierkegaard »
« Un chef-d'œuvre »
Boris SOUL
mer. 19 h. mar. jeu. ven. sam. 20 h 30
47 42 47 27 AGENCES FNAC CROUS
3615 BELLEVILLE

ALBATROS présente
PRUCNAL
A LA
CIGALE
à partir du 10 mars
20 h 30
Loc. : 3 FNAC et AGENCES

ALAIN SARDE
GERARD DARMON ANAIS JEANNERET
PREUVE D'AMOUR
UN FILM DE MIGUEL COURTO
« QUAND ON AIME UNE "BOMBE", ON PEUT SAUTER AVEC... »

RIS
DANCERIES
AUX BOUFFES DU NORD
Régisseur LANCELOT • Régisseur BARFRONT
9 représentations complètes de 4 à 12 ans
CAPRICE
Avec la participation de l'OPERA
L'opéra de Paris
L'opéra de Paris

THEATRE OUVERT
Les Voix du Nord
L'ETALON OR
COMEDIE DE CAEN
Daniel Lemaître
Michel Dubois
PARIS-NORD
ATTRICTIONS
POUR NOCES ET BANQUETS
Jacques Donnaffé
Catherine Jacob
JARDIN D'HIVER 42 62 59 49

مكتبة ابن خلدون

هفتاد و نهم

Culture

EXPOSITION

Les passions de Manessier à l'ELAC

Tous les martyrs

La Passion, selon les variations qu'un croyant discerne dans les évangélistes, est chez Alfred Manessier un thème d'inspiration constant.

A suivre les stations de la Passion selon Alfred Manessier exposées à l'ELAC (Espace lyonnais d'art contemporain), c'est d'abord la chair vive de la couleur qu'on découvre dans ses contrastes et son épanouissement au cours des années. La qualité des pigments, telle que la lumière semble en sourdre, confère à

cette suite d'agones un pouvoir de fascination.

Le peintre ne nie pas qu'il y ait une contradiction entre la tragédie du sujet et les délices de la peinture, mais il tient qu'il est du rôle de l'art de dire la vie plutôt que la mort, et donc d'offrir cette beauté du langage. Contemplatif dans les premières œuvres, Alfred Manessier a cessé de l'être en s'engageant dans les événements du monde. Aussi a-t-il élargi le thème de la crucifixion à tous les martyrs qui sont infligés aux justes de ce temps. Des tableaux sur le procès de Burgos, le Vietnam, en hommage à Martin

Luther King, à Don Helder Camara - dans une suite sur les favelles de Rio-de-Janeiro - à Oscar Arnulfo Romero, archevêque de San Salvador assassiné en 1980, fraternisent avec le Jardin des oliviers, la Mise au tombeau, le Triptyque de l'Empire, la Nuit du Jeudi saint, la Sixième Heure et les Quatre Dernières Passions selon les évangélistes, de 1986. Celles-ci font écho à la toile la plus récente, l'Otage, de 1987, une croix décochée sur un écran rouge.

« Peut-être aussi, dit Manessier, un éponantant, un fanatisme qu'on aperçoit par un trou de serrure. » S'exprimant au peintre attentif à un thème plus qu'à un sujet - encore que le regard compte pour le paysagiste qu'il est toujours - Manessier - bousillé à l'intérieur de sa propre démarche. Ce mouvement s'observe à travers la Passion, d'abord contenue dans un graphisme, allusif, de croix ou de couronne d'épines, puis éclatée à partir des années 60. Les signes évoluent en taches, les touches se libèrent en coulées, comme si la peinture rejetait les grilles qui la rythmaient. Dans l'hommage à Romero, elle n'est plus que torrent de poncture : c'est le « baryt scotché » de Manessier. Sa couleur n'a plus besoin de digues.

Ce grand homme alerte de soixante-seize ans, qui a sur lui un carnet pour les réflexions et les surprises du regard - il aime dessiner

en marchant, - espère bien avoir le temps de mutations nouvelles sans souci d'être à la mode.

Quand on lui parle du purgatoire qu'ont connu les artistes de sa génération, les maîtres des années 50, il répond que cela lui a permis de travailler beaucoup, sans servitudes mondaines. Il vient d'achever la rose centrale de la façade de Saint-Nicolas de Fribourg, en Suisse, et il prépare une exposition de paysages.

En tout cas, cette manifestation lyonnaise, scandée par des tableaux monumentaux sur des toiles étendues blanches, si elle rattache justement l'œuvre de Manessier à l'histoire mondiale de l'abstraction lyrique, l'enracine aussi dans une tradition française d'équilibre entre le geste et l'ordre, la sensation et la pensée, la passion et le métier, le plaisir charnel et le spirituel, la participation au monde et la nécessité intérieure.

JEAN-JACQUES LERRANT.

Le catalogue rédigé par Pierre Encrevé contient, outre une étude sur la Passion et une interview de Manessier, une biographie, une bibliographie et la liste des vitraux, tapisseries, illustrations de livres qu'il a réalisés jusqu'en 1987.

La Passion, Espace lyonnais d'art contemporain de Fribourg, jusqu'au 4 avril. L'exposition sera présentée au Musée de Besançon du 11 avril au 21 mai. Elle ira ensuite au Luxembourg, en Suède et en Irlande.

CINÉMA

« The Last of the Blue Devils »

Retour à la terre promise

Préparant son tournage de la biographie de Charlie Parker, Clint Eastwood a mis la main sur un document méconnu un reportage à Kansas-City autour des retrouvailles des survivants de la grande époque.

C'est filmé en dépit du bon sens. La couleur est moche. Le son est une bouillie. Mais tout cela n'a rien de dérangeant. The Last of the Blue Devils est un des moments de plus grande jubilation qu'on peut connaître actuellement.

Count Basie est justement arrivé à Kansas-City à la fin du mois, fuché comme des bêtes de Middle West. Kansas-City (Missouri) est la ville basse : il ne pas confondre avec Kansas-City dans l'Etat du Kansas. Tom Fendergast régnait alors sur la ville : autant dire, bien qu'on s'extasie sur lui, corruption à tous les étages, trafics et tout genre, pègre rayonnante ; et les jazz sessions duraient si longtemps qu'il fallait aller réveiller les pianistes pour qu'ils se remplacent.

A mi-chemin entre l'Est et l'Ouest, nous ferons de dix-huit voix, Kansas-City (Missouri) a été le centre vivant du jazz après La Nouvelle-Orléans et Chicago. Kansas-City n'a pas connu la crise. Un Moïse d'exode nègre, Benjamin Singleton, l'avait désignée comme terre promise : 40 000 Noirs s'étaient empressés de s'y rendre. La

terre promise, Fendergast aidant, était devenue, comme sous l'effet d'un miracle inversé, le plus extraordinaire lieu de perdition qu'on puisse imaginer. Drogue, exécutions, débauche, c'est sur un sol empoisonné où l'argent circulait comme l'alcool interdit - à nous - que le jazz des grands orchestres a poussé.

Ami de Fendergast, excellent pianiste et homme d'affaires avisé, Bennie Moten s'est alors employé à contrôler l'activité musicale dans la région. Quand Walter Page, son ex-bassistes en 1917, revient à la fin des années 30 d'Oklahoma avec un prestigieux ensemble, les Blue Devils, Bennie Moten lui prend toutes ses stars et finit par l'engager lui-même. A la mort de Moten, en 1934, le plus modeste de la bande, le plus discret, le moins confiant dans son génie de pianiste, a pris comme par hasard la vedette de Kansas City. Il se nomme Bill Basie. On le fit Count.

Carrefour, ville de tournées et d'escalades, ville noire et cité des musiciens, Kansas-City a été le centre d'une belle aventure collective. Avec une maladroite, organisant d'étranges retrouvailles, le film The Last of the Blue Devils se trouve conduit à la dire et à la célébrer. On y voit Charlie Parker et on entend, comme d'habitude, la voix de Lester Young. Au milieu d'extraordinaires scènes de rue.

FRANÇOIS MARIMAND.

Discographie : The Classics Stars. Volumes 4, 7, 8 et 10 ; Media Sept CD 147, 654, 655, 666.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Table with 4 columns listing concert events, including QUATUOR TALICH, Le 11: NICOLAI GEDDA, POULENC, BRISK, FRANCISCO ARAIZA, and I SOLISTI VENETI.

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

Journal à plusieurs voix

1 21

Pendant que nos grosses maisons d'édition deviennent de plus en plus colossales pour mieux résister à la concurrence asiatique qui réquisitionne de submerger la librairie française, la littérature se passe ailleurs comme il se doit ! Aux éditions Rivages par exemple, qui vont publier ces jours-ci un Gogol de Nabokov (dans une traduction de Bernard Genès, 99 F), édité déjà, me semble-t-il, il y a plus d'un quart de siècle à La Table ronde. Et, du même auteur, sa correspondance avec Edmond de Bunbury à Wilson (1895-1972, qui a tenté avec beaucoup de vaillance de fournir à la population littéraire américaine son Jean Paulhan, en plus engagé peut-être. Malgré de méritoires traductions (Mémoires du comte d'Hécate, J'ai pensé à Daisy, Station finlandaise), Wilson ne s'est pas enraciné vraiment dans le terroir. Il est resté plus un écrivain pour écrivains que pour le grand public. Mais, comme il a eu la bonne fortune d'être avant la guerre de 1939 le premier mari de la toute jeune Mary McCarthy, avec beaucoup de naturel il est devenu l'un des personnages de son roman A Cheated Life, que l'on doit pouvoir trouver en poche sous le titre la Vie d'artiste.

Ce serait mentir que de prétendre qu'il y paraît à son avantage, mais c'est un des charmes de Mary McCarthy de n'être pas plus tendre avec les autres qu'avec elle-même. Et j'ai hâte, en vieille concierge, quand les Mémoires de Mary seront traduits, de lire sans fiction son récit sur cet épisode de son existence.

Dans son numéro de printemps (le 21), l'Infini, la revue de Philippe Sollers, publie des extraits de cette correspondance Nabokov-Wilson suivis d'un texte de Simon Karliniski, Affinités et désaccords, qui, comme le titre l'indique, commente leur amitié et ses limites. Toujours dans ce numéro, Gilles Barbedette, qui a traduit l'Enchanter de Nabokov et qui dirige aux éditions Rivages la plus superbe collection de littérature étrangère actuelle, parle de « La comédie Nabokov/Wilson » et tente de situer ce qu'il appelle « le roman paradoxal » du grand maître de l'irrésistible dans la littérature du vingtième siècle, tant il est vrai que son œuvre n'a de cesse de fier combat au mensonge du réel ». Au passage, il me paraît juste de faire la remarque que la revue de Sollers devient de plus en plus lisible. C'est presque inquiétant. J'imagine la peine des anciens administrateurs de Tel qui si l'on entre désormais dans leur revue baptisée comme dans un moulin.

On trouve dans ce même numéro 21 une interview de Joseph Brodsky par Guy Scarpitta. Brodsky, avec cette calme délectation morose qui est le marque des dissidents - cette façon qu'ils ont tous de nous dire qu'ils en ont vu d'autres et qu'ils nous souhaitent bien du plaisir quand notre tour viendra de prendre un peu de bon temps ! - nous annonce que ce qui s'est passé en Union soviétique pour des raisons idéologiques - une bureaucratisation qui ne peut impliquer que la disparition de la responsabilité individuelle - « aura lieu à l'Ouest pour des raisons purement économiques et statistiques ». Ce n'est pas être pessimiste que de dire cela, ajoute-t-il. « J'imagine mal pour l'avenir un quelconque «isme» ayant un visage humain. Il aura un visage très impersonnel et bureaucratique. Et je crois que c'est cela qui est en

cause quand on parle de progrès : la vraie signification du progrès politique (pour Brodsky la politique est ce que se situe au niveau le plus bas des préoccupations humaines) est une bureaucratisation accrue de notre vie [...]. C'est en ce sens qu'on pourrait dire que l'Union soviétique, représente vraiment une sorte de moule pour notre avenir. » Dans cette interview d'une façon assez piquante, on s'aperçoit que Brodsky est pour Dostoïevski et contre Tolstoï au nom d'un « idéal » littéraire qui fait que Nabokov est pour Tolstoï et contre Dostoïevski ! L'un et l'autre n'aiment pas le réalisme.

Mais Brodsky, d'une façon un peu naïve croit que tout nouvel écrivain devrait avoir absorbé et assimilé ce qui a été fait avant lui et ne commencer son propre travail qu'à partir de là ». Et il donne un certificat de bonne conduite à la littérature russe du dix-huitième et du dix-neuvième, où chaque écrivain ajoutait sa pierre à l'édifice. Le sommet, c'est Dostoïevski. Et il poursuit, voilà Tolstoï, et tout s'écrécule ! Au lieu d'explorer une nouvelle dimension spirituelle, il rabaisse simplement tout l'ensemble, toute la construction. C'est lui le principal responsable de ce réalisme qui a stérilisé notre littérature. Pour Nabokov, l'imagine, Dostoïevski, c'était du Grand-Guignol, l'horrible théâtre à la Copeland-Duffin et, malgré les apparences, presque de la tranche de vie. Dostoïevski se métamorphosait en barman épileptique qui secoue follement son shaker pour que nous n'ayons pas le temps de distinguer la camelote qu'il a mise dedans. Crime et châtiment aurait pu aussi bien s'appeler Histoire d'un fait divers, et ce n'est certes pas un compliment.

Avec Tolstoï, Nabokov respire. Il est à Montreux déjà. Sur les hauteurs, en plein Caucase ! Nabokov était naturellement élitiste. Son attachement pour Tolstoï dont parle Simon Karliniski, c'était celui de l'ami magnétique, de l'écrivain-présidentiateur qui a je ne sais plus combien d'as, de rois, de dames, de valets dans ses manches, pour ce seigneur de la littérature qu'était Tolstoï, aussi à l'aise dans la fresque que dans le récit et qui possédait si bien l'art du roman qu'il était prêt à faire une croix dessus. Nabokov devait détester les écrivains qui bougent trop, les grimaceurs de la technique. « Et Robbe-Grillet, pour qui Nabokov avait un faible, comment l'expliquez-vous ? » Et pourquoi pas ? Nobody is perfect. Et puis si Robbe-Grillet joue petit, en modestie bourgeois des lettres qui n'a pas beaucoup de jetons à dépenser, il joue. Ou il a joué. Sa littérature est « clean », mouchéris, Kleenex, pensément aseptique que l'on peut jeter dans la corbeille sans craindre l'infection.

2 « Mon SIDA »

Je vous recommande donc le numéro 21 de l'Infini (72 F), vraiment plein de ressources. Marc-Edouard Nabe peut vous amuser avec ses « Cent phrases pour Paul Claudel », dont je vous citerai, en fermant les yeux, celle-ci : « Il me fait penser à Dieu : gros père antipathique roulant sur l'or. » Il n'y a de Nabe que court. Et puis refaites connaissance avec Béatrice Commenge, dont vous auriez dû lire chez Orban, en 1985, La nuit est en avance d'un jour, avec la Danse de Nietzsche (Gallimard

3 James de Coquet

La mort de mon confrère James de Coquet m'a fait de la peine. C'est comme si le Figaro venait de perdre son dernier bijou de famille. Je crois que j'avais neuf ans quand j'ai lu pour la première fois, James de Coquet était correspondant sur le front de Carélie pendant la guerre russo-finlandaise. Je l'ai suivi en Irlande, vraiment partout. Ses Propos de table semblaient un pastiche vrai et gai de ce qu'il était : un vaudeville courtisé avec son nom et son prénom, inimitables. Dans ses papiers, il y avait toujours une maîtresse de maison, un coq de bruyère, un écrivain du dix-septième siècle, un détail qui vous rendait heureux. Le bonheur du vieux Figaro, c'était ses chroniques. James de Coquet était le plus pimpant.

Advertisement for Claude Kahn, featuring a list of six post-graduate courses in music and a contact address at Salle Adyar, 4, square Repp, 75007 Paris.

Advertisement for Claude Kahn, mentioning a national competition on March 5, 6, 12, and 19, held at Salle Adyar, 4, square Repp, 75007 Paris.

A2 cul

Magasin de musique

Communication

Un entretien avec Christine Ockrent sur la télévision «Tâchons de ne pas faire de la télévision un cauchemar commercial»

En 1983, vous déclariez dans ces colonnes : «Les télévisions privées sont l'oxygène indispensable pour notre culture entre autres dans l'ère médiatique». Cinq ans après, vos espoirs n'ont-ils pas été déçus ?

— L'arrivée des télévisions privées représentait une chance historique de réviser l'audiovisuel français. L'occasion d'apporter des réponses nouvelles aux vieilles querelles théologiques de la télévision ; luttés entre saltimbanques et géomètres, ambition culturelle et souci de l'audience, contrôle politique et pluralisme.

— Nous n'en sommes qu'à la phase expérimentale. Mais force est de constater aujourd'hui que la télévision n'a pas encore reçu les moyens de sortir de son sous-développement. La loi de 1986 a favorisé la concentration sans la réguler. Elle a reconduit la confusion des genres entre les rôles de producteur et de diffuseur, laissé des opérateurs s'attribuer des parts de marché excessives. Toutes choses que l'audiovisuel américain et l'audiovisuel britannique ont su éviter.

— Dès lors, les chaînes publiques, entraînées dans la spirale commerciale, appliquent les recettes du privé avec un moindre succès. Les chaînes privées n'ont pas de freins économiques ou juridiques pour limiter le monopole qu'elles finissent par représenter.

— La logique actuelle perpétue un divorce entre la culture de notre pays et une télévision incapable de la traduire. Un divorce entre le comportement du téléspectateur, qui consomme ce qui est diffusé, et l'attitude du citoyen qui ne se reconnaît plus dans sa télévision.

— La logique commerciale vous semble-t-elle néfaste ?

— On ne peut pas reprocher à TF1 son succès. Un succès dû à sa propre réussite et aussi aux médiocres performances de ses concurrents. On ne peut pas non plus reprocher aux propriétaires de TF1, qui ont acheté la chaîne

Journaliste vedette de la télévision publique, Christine Ockrent appelle de ses vœux en 1983 l'arrivée des chaînes privées. Elle y voyait alors une chance historique d'émancipation pour l'audiovisuel français. Directrice adjointe de TF1 privatisée, depuis 1987, elle porte aujourd'hui un regard fort critique sur les dérives de la télévision commerciale et sur l'immobilisme du service public.

3 milliards de francs, de vouloir rentabiliser leurs investissements. On peut seulement se demander si, en raison de cette position dominante, cette fuite en avant vers l'argent ne va pas imprégner tout l'audiovisuel français, service public compris, et lui imposer le rouquin compresseur de l'audience.

— Il ne faudrait pas que l'on passe trop vite de l'idéologie politique ou corporatiste qui a marqué le monopole public de la télévision à une autre idéologie tout aussi néfaste, celle de l'Audimat. L'audience est une donnée importante pour la télévision. A condition de trouver un équilibre entre la recherche de la plus grande audience et celle de la meilleure audience. Comment mesure-t-on la qualité ?

«L'extravagante inflation des salaires»

— Vaise des vedettes, suppressions d'émissions à peine lancées, grilles sans cesse remaniées. Il semble que le culte de l'Audimat fasse de TF1 une sorte de harem privé.

— C'est vrai qu'on a parfois l'impression d'un super-tanker qu'on essaierait de manœuvrer à la godille. Tout se passe comme si une logique purement financière éclipse la logique industrielle que l'on attendait. Aucun industriel ne lance un produit en lui donnant trois semaines pour s'imposer sur le marché ; il prend le temps d'étudier le cible, d'affiner le produit en question, d'observer les réactions des clients. Cette durée est encore plus nécessaire lorsqu'il s'agit d'installer un produit de consommation culturelle. Or nous

sommes entrés dans un système qui cherche à gonfler le temps. Au risque de gripper les mécanismes qui permettent à l'intelligence, à l'imagination, au goût, de s'imposer.

— De même, on ne peut pas jeter des professionnels de la télévision comme des brigquets. Même si l'extravagante inflation des salaires a pu donner l'impression qu'on n'avait affaire qu'à des valeurs marchandes. Une «star» de télévision est le résultat d'années d'efforts collectifs, du travail de toute une équipe.

— Nous sommes en présence d'un système improvisé sous la contrainte de l'urgence et du prix à payer pour TF1. On peut comprendre l'urgence ; prenons garde à ce qu'elle ne devienne pas la norme.

— Peut-on encore travailler dans une telle frénésie, créer alors qu'on est menacé à tout moment de perdre sa place ?

— Ni aux Etats-Unis, ni au Japon, ni en Grande-Bretagne, je n'ai vu les télévisions commerciales afficher leurs chiffres d'audience quotidiens au pied des ascenseurs. La concurrence est nécessaire et saine, elle ne devrait pas entraîner au jour le jour un climat de précipité. La complexité et l'esprit d'équipe favorisent l'innovation, le talent, le succès. Ces mots-là aussi peuvent signifier une forme de rentabilité.

— Il faut se souvenir que la télévision française sort à peine d'une organisation dominée par le laxisme, l'irresponsabilité, l'opacité comptable. On est passé trop vite de Couffignal à Weil Street.

— Ne faut-il pas renoncer à demander aux télévisions commerciales plus que ce qu'elles peuvent donner ? Ne rest-il pas

public faire confiance au service public pour développer une télévision créative ?

— Rien ne condamne a priori le système commercial à tirer la télévision vers le bas. Le réseau privé britannique a suscité des œuvres de télévision, et finance Channel 4. Regardez les chaînes américaines : elles se contentent de diffuser en lisant le champ libre à de nombreux producteurs privés mis en concurrence. Elles investissent dans et sur l'information, elles en font le château fort, le blason de leur identité.

Pour une saine concurrence

— Un système commercial court à sa perte s'il ne parvient pas à se forger une légitimité propre. Plus une télévision est puissante, plus elle se doit d'investir dans cette plus-value collective qu'est l'information. Une information qui soit une vraie ouverture au monde et non un spectacle chloroformé à mi-chemin entre les jeux et les variétés.

— Quant au service public, où est-il aujourd'hui ? Que fait-il pour nous étonner, nous surprendre chaque soir, nous tirer vers le haut ? Ne retombe-t-on pas dans les vieilles dichotomies. Essayons de construire une saine concurrence entre un secteur privé, qui saurait que son intérêt relève aussi du long terme, et un service public, qui comprendrait sa chance historique de renouvellement au lieu de sombrer dans le mimétisme.

— Dans l'histoire de la télévision française, on a souvent eu l'impression de frôler un mauvais rêve politique. Tâchons de ne pas faire tous ensemble un cauchemar commercial.

— Êtes-vous encore assez optimiste pour rester à TF1 ?

— Pour le moment, oui, tant qu'il y a une place pour une certaine conception de la télévision et de l'information.

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS LACAN et ALAIN WOODROW

Deux jours de grève à RMC

Un personnel désorienté par l'absence de perspectives

Radio Monte-Carlo a connu, mardi 8 mars, son deuxième jour de grève. Une grève inédite dans l'histoire de la station et traduite à l'antenne par un programme minimal de musique entrecoupée de trois brefs brefs d'information (8 heures, 12 à 30, 11 heures). Lancé lundi matin pour protester contre le plan de restructuration annoncé par la direction (le Monde des 6 et 7 mars), le mouvement a été reconduit lundi après-midi par le personnel de la station réuni en assemblée générale. Les négociations n'ont en effet guère abouti, et l'intersyndicale — qui a envoyé des messages au ministère de la culture, à Matignon et à l'Elysée — espérait rencontrer mardi le président de la SOFIRAD, principal actionnaire de RMC.

Car la communication passe déclinément très mal entre la direction de la radio et le personnel, désorienté par un plan drastique (suppression de 76 postes) et surtout par une stratégie aux contours pour le moins flous. Volonté de repli, comme en témoigne ce plan de rigueur qui s'ajoute à la centaine de départs déjà enregistrés l'an passé ? M. Pierrick Borvo, directeur gé-

ral, se récrie en invoquant au contraire une volonté d'expansion, notamment dans le nord, par le biais de la FM. Alors, mutation radicale de la station, promise à une vocation moins méridionale et délibérément nationale ? Là encore, le directeur émettent tout changement de cap et réaffirme l'objectif «prioritaire» de reconquérir l'audience perdue dans le Midi. «Et l'on verrait mal, commente un journaliste, une stratégie de développement inaugurée par plusieurs dizaines de suppressions de postes.»

RMC, à vrai dire, est comme dans un état, et sa direction prise au piège d'une privatisation maintes fois annoncée, différée, annulée et finalement reportée — pour cause de désaccords politiques entre Matignon et la Rue de Valois sur l'identité des repreneurs — au lendemain de la présidentielle. Voilà bien la première raison du malaise croissant que connaît la station depuis plus d'un an. «Quelle radio voulons-nous faire ? Quelle priorité voulons-nous développer ? Et avec quelle équipe ?», demande un syndicaliste.

ANNICK COJEAN.

— Stéphane Collaro pour deux ans sur TF1. — Dès le 14 mars, Stéphane Collaro marquera son retour sur TF1 par la reprise du «Bébêtes Show», deux minutes et demie à 19 h 55, préparé avec son complice Jean Roucas et un nouveau venu, Jean Amedou. Son contrat avec la Cinq ayant été rompu à l'amiable, Stéphane Collaro a en effet signé avec TF1 un contrat d'exclusivité de deux ans. Après ce «Bébêtes Show» électoral, l'animateur présentera cet été une émission hebdomadaire d'humour en début de soirée. A partir de septembre, il reprendra un rythme quotidien pour une émission comique de quinze minutes, ainsi qu'un florilège hebdomadaire des émissions comiques du monde, décalqué de son «Mondo Dingo» sur la Cinq. Stéphane Collaro prépare aussi une nouvelle émission hebdomadaire qui mettrait en contact le public et de jeunes peintres ou sculpteurs. Enfin, l'animateur et TF1 vont développer en commun des séries comiques de fiction.

— Les scénaristes américains en grève. — Les scénaristes américains se sont mis en grève, lundi 7 mars. La Writers Guild of America, regroupant quelque 9 000 adhérents, a lancé son mot d'ordre après avoir rejeté les dernières propositions faites par les producteurs de cinéma et de télévision sur les rémunérations et de télévision sur les modifications de certains shows et les modifications à l'étranger. Les scénaristes réclament également de plus grandes possibilités de contrôle artistique. La grève — votée à 98 % par anticipation en cas d'échec des négociations — devrait affecter immédiatement certaines émissions très populaires, comme le show en direct Johnny Carson sur NBC et, à court terme, les feuilletons quotidiens. C'est la cinquième fois, depuis sa création en 1947, que la Guild appelle les scénaristes à la grève. La dernière, en 1945, avait duré deux semaines.

A2: Télé fric ou télé culture ?

Ecartelée entre ses obligations de service public et la tyrannie de l'audience, A2 se retrouve au pied du mur. Télérama dresse l'état des lieux.

Woody à l'aise. Dans "September", son nouveau film, Woody Allen joue la douceur lucide et traque l'émotion parce que "notre cœur peut s'arrêter à tout moment"... Télérama s'arrête sur ses images.

Le sage se rebiffe. Zorro intrépide et zozo iconoclaste, Etienne ne pourfend pas seulement le français. Dans Télérama, il pousse un de ses coups de gueule rageurs dont il a le secret.

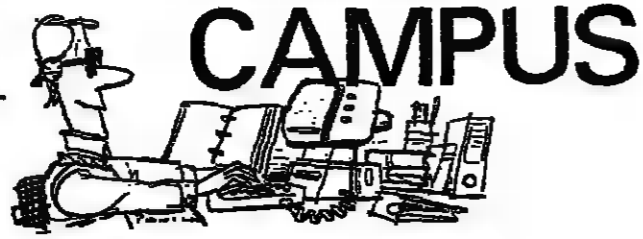
Et toujours dans Télérama cette semaine, toutes les fréquences, ville par ville, de Radio France. Télérama, l'intelligence des plaisirs, le plaisir de l'intelligence.

Télérama.

Chaque mercredi chez votre marchand de journaux.



هنا من الاميل



CAMPUS

Informations parisiennes

Le Centre d'information et de documentation jeunesse (101, quai Branly, Paris 15^e) va installer dans chaque mairie d'arrondissement de Paris un point « info-jeunes ». Véritables banques de données et d'informations pouvant répondre à l'ensemble des questions susceptibles d'intéresser les jeunes et les moins jeunes, ces « points » seront dotés de plus de cinq cents fiches de synthèse régulièrement actualisées. Classées par thème, cette documentation portera essentiellement sur les rubriques suivantes : « Enseignement », « Formation et métiers », « Emploi-Formation permanente », « Sociétés et vie pratique », « Vacances », « Etranger », « Sports », et « Information Ville de Paris ».

Du personnel qualifié aiguillera les recherches et répondra aux questions. Il aidera le public (parents et enfants, élèves et enseignants, individus et associations) à profiter au maximum de ces services.

D'autre part, la Mairie de Paris vient de créer, à la Direction des affaires scolaires de la ville, un service « Allo scolaire » qui répond au 42-77-45-70 du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 h 15 et de 14 heures à 17 h 15. Ce service a pour but de donner, sur simple appel téléphonique, des renseignements précis et immédiats sur toutes les questions que peuvent se poser les familles ayant des enfants d'âge scolaire.

J. P.

Qualité totale

Le Groupe Ecole supérieure de gestion organisée, avec le magazine « Etudiant », un colloque sur « la qualité totale dans l'enseignement supérieur et la formation continue des cadres de gestion », le jeudi 10 mars, dans ses locaux.

plines nouvelles : l'Esorime et le Judo.

* Association des Elèves, Ecole centrale de Lyon, 38, avenue Guy-de-Colongue, BP 13, 69131, Ecully Cedex. Tél. : 78-33-25-25.

Cévenols exilés

Pour une étude universitaire sur l'intégration des immigrés cévenols dans la région parisienne, on recherche et toutes les personnes âgées de quinze à cent vingt ans avec des origines cévenoles remontant au maximum à sept générations et habitant la région parisienne.

* Contact : M. J.-P. Mallet, Tél. : 43-22-61-42.

Challenge sportif

Le sixième challenge sportif de l'Ecole centrale de Lyon aura lieu les 19 et 20 mars. Dix grandes Ecoles participent à ce rendez-vous sportif qui a inscrit à son programme deux disci-

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente au Palais de Justice de PARIS le LUNDI 21 MARS 1988, à 14 h EN UN LOT

75 parts sociales de la SCI GEORGES ROBERT, au capital de 1 000 F, siège social à PARIS 3^e

1, rue de Poissy M. à P. : 250 000 F

S'adr. à Maître M. BRAZIER, avocat, 178, bd Haussmann, 75008 PARIS. Tél. : 45-62-39-03

VENTE s/salein imm. Palais de Justice Bobigny, mardi 22 mars 1988, à 13 h 30

UN APPART. de 3 P.P. au 3^e étage - CAVÉ à Montreuil-sous-Bois (93)

49, rue de Vincennes Mise à prix : 75 000 F

S'adresser M. Maurice AYOUN, avocat, 124, bd Malesherbes, Paris 17^e, T. 46-22-47-02 M^e PIETRUSZYNSKI, avocat à Pantin, 28, r. Scandiaci, T. 48-43-75-32.

SERVICE DES DOMAINES Ventes aux enchères avec offres écrites. Salle des Ventes des Domaines, 17, rue Serée, PARIS 9^e.

2^e QUINZAIN DE MARS 1988

- Vendredi 18 mars - 9 h 30 et 14 h VÉHICULES
- Mardi 22 mars - 14 h Mob. et mat. bureau, mat. informatiq.
- Mercredi 23 mars - 14 h BIJOUX OR
- Jeudi 24 mars à 9 h 30 et 14 h et vendredi 25 mars à 9 h 30 VÉHICULES
- Mardi 29 mars - 14 h APPAREILS PHOTO, CAME RAS, PROJECTEURS
- Mercredi 30 mars - 14 h Mobiliers et matériels de bureau, matériels informatiques

RENSEIGNEMENTS : adresse sus-citée (Tél. : 42-66-93-46, P. 204) (Extrait du B.O.A.D.)

Cabinet de la SCP d'AVOCATS CHEVALIER, CHEVALIER-ANDRIER et BARADEZ, 102, rue Mitrois à 91008 EVRY. Tél. 64-97-11-11

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE, au Palais de Justice d'Evry (Seine-et-Marne), le MARDI 22 MARS 1988 à 13 h D'UN

TERRAIN D'UNE CONTENANCE DE 9 375 m² à LINAS (ESSONNE) LIEUDIT « LE VILLAGE », AVENUE ROBERT-BENOIST, sans numéro. MISE A PRIX : 100 000 F

Consignation oblig. pour enchérir. Les enchères se peuvent être portées que par un avocat inscrit au barreau d'Evry (l'Avocat du poursuivant ne peut intervenir que pour celui-ci).

VENTE sur saisi immobilière, au Palais de Justice à BOBIGNY le MARDI 22 MARS 1988, à 13 h 30

UN APPARTEMENT de 4 P. P. à BAGNOLET (93170) à 13, rue de la Nove, Bât. G 5 - UN EMPLACEMENT de VOITURE 3^e Niveau M. à P. : 100 000 F

S'adr. à Maître Maurice AYOUN, avocat, 124, bd Malesherbes, PARIS (17^e) - Tél. : 46-22-47-02 M^e PIETRUSZYNSKI, avocat, 28, rue Scandiaci, PANTIN. - Tél. : 48-43-75-32

Vente au Palais de Justice de BOBIGNY, le MARDI 22 MARS 1988, à 13 h 30

PAVILLON à VILLEMOMBLE (93) 16, avenue Lagache

Élevé sur sous-sol, divisé en garage, cave et buanderie - Rend-de-chambre surélevé divisé en entrée, salle de séjour, 2 chambres, salle de bain, wc - sur un terrain de 363 m² - MISE A PRIX : 200 000 F

S'adresser à Maître Bernard ETIENNE, avocat au Barreau de Seine-Saint-Denis Membre de la S.C.P.A. ETIENNE, WARET-ETIENNE, 11, rue du Général-Lecteur à 93110 ROSSNY-SOUS-BOIS - Tél. : 48-54-90-87

Stages de Lecture Rapide

Nous nous engageons à vous former en trois jours, à toutes les techniques de lecture rapide et efficace. Possibilités de stages en entreprise Paris et Province, en Français et Anglais.

GEICA FORMATION : 42 96 41 12 +
56 bis, rue du Louvre - 75002 Paris

Tourisme

« Michelin », cuvée 88

Le Michelin 1988 sort le 9 mars. Dix mille cinq cents établissements sélectionnés, selon la formule classique, et beaucoup de nouveautés, sinon sur le plan gastronomique du moins sur le plan pratique. C'est ainsi que les stations-service avec essence sans plomb, ouvertes vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sont signalées, tout comme les menus pour enfants et les salles à manger réservées aux non-fumeurs.

Sur le plan gastronomique pur, nous nous retrouvons, comme chaque année, face aux avantages et aux erreurs de toute institution.

Un nouveau trois étoiles (de la place des Vosges), que tous les gourmets ont, depuis deux ans, déclaré voisin de la perfection.

Six nouveaux deux étoiles, dont à Paris, l'Arpège (rue de Varenne) et Laurent (avenue Gabriel), qui les méritaient depuis longtemps. Et, en province, le Louis-XV de Montecarlo et Le Chancelier de Montbazou.

De nouvelles étoiles (une quarantaine), dont celles, bien logiques, de Patrick Ledère, enfin chez lui rue Duret ; du Chapon fin, resuscité à Bordeaux ; de Pain, amour et fantasia à Grenade-sur-Adour, que j'ai signalé, un des premiers, aux lecteurs du Monde.

On pourra s'indigner de voir le merveilleux restaurant de l'hôtel Bristol perdre une étoile, au moment même où les gastronomes le fêtent par un diplôme ; de voir que, malgré le défilé des faits et des clients toujours fidèles, Lasserre et Paul Chêne là, ne retrouvent point leur étoile, injustement enlevée l'an dernier ; de voir le Vivarais (l'un des tout premiers de Paris) ne pas recevoir sa troisième étoile ; et, plus modestement, Alain Morel, avenue de Wagram, n'être pas honoré d'une étoile, tout autant que le Bœuf aux truffes de la rue François-I^{er} : leurs quadras pourtant sont autant sans reproche que leur cuisine !

Ajoutons que le Michelin garde ses deux étoiles à M^e Gardillou, qui est illustrée en faisant croire frauduleusement qu'elle avait cuisiné pour le président Reagan.

Les nouveaux inscrits

Les nouveaux inscrits au guide sont nombreux. Un rapide coup d'œil sur les pages parisiennes m'a fait noter : l'Auberge Parraquin (rue Montmartre), l'Aubergine (avenue de la Motte-Picquet), Didier Delu (rue Leblanc) et Didier Bondu (rue Léopold-Robert), l'Épicurien (rue de Nesles), Chez Fernand (rue de la Fontaine-au-Roi), les Géorgiques (avenue George-V), le Gourmand candidate (place Paré), Jean-Charles et ses amis (rue de la Trinité), le Mauquart, le boulevard de Latour-Maubourg, restaurants dont j'ai dit en ces pages tout ce qu'il en pouvait penser le gourmet.

Mais qui dira pourquoi la Mairie (rue Daru), Chez Michel (rue de Bezoules), Ferraro (rue Vidal) ont perdu leur étoile ? Il pourquoi aussi oublier de pertes boîtes charmantes, intéressantes à qui veut fuir la néfaste food, à petits prix, comme par exemple le Bœuf d'Inde (rue de Caumartin) ? Pourquoi l'une des bonnes bouillabisses parisiennes (elles sont rares), Aux sœurs de Provence, rue Lacourbe, est-elle bannie ?

Les inspecteurs du Michelin ont des raisons que la raison gastronomique ignore. Mais, quoi, lorsque l'on voit le plupart des guides concurrents, se dire - comme dirait le bon prince Cumonovsky - que, tout compte fait, il faut faire avec.

LA REYNIÈRE.

Guides. - Le conseil régional de Picardie, en liaison avec le comité régional du tourisme, vient de réaliser l'édition 1988 de deux guides d'itinéraires : le Guide des hôtels-restaurants, et le Guide des campings caravanning. Outre la liste des hôtels, restaurants, campings et caravanning et leurs caractéristiques, le lecteur y trouve une présentation des atouts touristiques majeurs de la Picardie (Aisne, Oise, Somme). Edités en français, la présentation générale et les pictogrammes sont traduits en anglais, allemand et néerlandais. Ces deux guides sont disponibles dans tous les points d'accueil et d'information de la région ainsi que dans les offices de tourisme et les syndicats d'initiative.

Le Carnet du Monde

Naissances

Rény, Charles MARRON et M^{me}, née Catherine Gribou, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille

Cécile,

le 20 février 1988,
11, rue des Binelles,
92310 Sèvres.

Barbara, Wolfgang et Yvonne DEISTER, ont la grande joie d'annoncer la naissance de

Corinna,

Observant im Tamms (Allemagne fédérale), le 16 février 1988.

Nous apprenons le décès, survenu le 21 février 1988, à Montpellier, du général (CR) François BUTNER, dont les obsèques ont eu lieu le 25 février, à Villiers-Saint-Benoît (Yonne).

Né le 5 avril 1917, à Paris, et ancien élève de Polytechnique, le capitaine Butner a servi l'Armée et l'Armée de l'air. Il a participé à la guerre d'Algérie avant de commander, en 1951, le 15^e régiment d'artillerie parachutiste à Verdun. En 1958, il commande la 1^{re} brigade aéroportée pendant quelques mois, avant d'être appelé à la direction de l'École polytechnique. En 1972, il est nommé au général commandant la 1^{re} région militaire, et, en 1974, il est nommé inspecteur général de la défense opérationnelle du territoire (DOT).

M^{me} Jean-Claude Carnot, Jean-François et Françoise Carnot, Michel, Olivier et Nicolas, Catherine Alban-Carnot, Christine et Stéphane, Isabelle et Jacques Massip, Delphine et Julien, ont le plaisir de faire part du décès de

Jean-Claude CARNOT, chevalier de la Légion d'honneur, survenu à Paris, le 6 mars 1988.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 10 mars, à 14 h 30, en l'église de Litry (Calvados).

109, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

M^{me} René Chapron, son épouse, M^{me} Jacques Chapron, M^{me} et M^{me} Alain Garnier, Les docteurs Philippe et Agnès Van Poperinghe, M^{me} et M^{me} Jean-Etienne Chapron, ses enfants, Ses quinze petits-enfants, M^{me} et M^{me} Lucien Chapron, son frère et sa belle-sœur, Et toute sa famille, ont le douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. René CHAPRON, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur des services financiers de Rhône-Poulenc SA,

survenu le 4 mars 1988, dans sa soixante-quinzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 9 mars, à 14 heures, en l'église Saint-Albert-le-Grand, 122, rue de la Glacière, Paris-13^e.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

92, route Nationale, 77144 Montevrain.

M^{me} Raymonde Cotte, M^{me} et M^{me} Pierre Laffitte, Hervé et Claire, ont le douleur de faire part du décès de

professeur Maurice COTTE, ancien élève de l'École normale supérieure, professeur honoraire à l'université Paris-VI,

survenu le 23 février 1988.

La cérémonie religieuse a été célébrée à Notre-Dame de Taverney, dans l'intimité familiale.

33, rue du Château, 92100 Boulogne.

M^{me} Jean Coulière et ses enfants, M^{me} et M^{me} Gilbert Coulière et leurs enfants, ses frères, belles-sœurs, neveux et nièces, ont le tristesse de faire part du décès de

M^{me} Suzanne COUTIERE, ancien pharmacien des Hôpitaux,

survenu le 6 mars 1988, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 9 mars, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, Paris-6^e, où l'on se réunira, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

53, avenue du Maréchal-Lyautey, 75016 Paris. 7, rue des Bergeries, 78910 Orville.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié un Journal officiel du mardi 8 mars 1988 :

UNE LISTE

Des élèves de l'École nationale supérieure des arts et métiers ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1986 et en 1985.

Geneviève Cuisser, au fil de l'annonce de faire part du décès de

M^{me} la générale DESPONS, née Ariette Mouton,

survenu le 6 mars 1988.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 10 mars, à 14 heures, en la chapelle du Val-de-Grâce, 1, place Lavran, ou 74, boulevard de Port-Royal, Paris-5^e.

151, avenue de Choisy, 75013 Paris.

M^{me} et M^{me} Ivo Jan Duchacsek, M^{me} et M^{me} Michel Imbert, Das Imbert, ses enfants et son petit-fils, ont le douleur de faire part du décès de

professeur Ivo DUCHACEK, professeur emeritus de sciences politiques, journaliste et écrivain, officier de la Légion d'honneur,

survenu le 2 mars 1988, en Cossovic (Etat-Unis).

Cet avis tient lieu de faire-part.

19-21, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris.

M^{me} Jean Gaudfernan, son épouse, Isabelle et Gilles, ses enfants, Et toute sa famille, ont le douleur de faire part du décès de

M^{me} GAUDFERNAU, née Claire, Liliane Schwartz, docteur en sciences, conseiller scientifique à l'ONERA, ancien membre de la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés,

survenu le 29 février 1988.

Les obsèques au cimetière de Québecville (Seine-Maritime) ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 23 mars 1988, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Biogloges (angle boulevard Jean-Jaures et avenue Baptiste-Claude).

Le personnel de la société Espandata, à la tristesse d'annoncer le décès de

M^{me} GAUDFERNAU,

11, rue du Sully, 92100 Boulogne.

M^{me} Guy de Poitouan, son épouse, Armelle, Pascaline et Nicolas, ses enfants, M^{me} de Poitouan, M^{me} Geneviève de Poitouan, sa sœur et ses enfants, M^{me} Pierre de Poitouan, sa belle-sœur,

M^{me} Gérard, Yves, Hervé, Régis et Gilles de Poitouan, ses frères, M^{me} et M^{me} Jacques Hambye, ses beaux-parents, leurs enfants et petits-enfants, Ses associés et amis, ont le douleur de faire part du décès de

Guy de POITOUAN,

entré dans la joie du Seigneur, le dimanche 6 mars 1988, à l'âge de cinquante-trois ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 9 mars, à 14 heures, en l'église Saint-Maurice de Bécos, 216, rue Armand-Silvestre, à Courbevoie.

Ni fleurs ni couronnes, mais des prières pour lui et pour les siens.

17, rue de Bretagne, 92050 Asnières, Parc Sainte-Victoire, Avenue de Craponne, 13100 Aix-en-Provence.

Paris (Seine). Le Month-Rimard (Seine-Maritime).

M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Poullouen, M^{me} et M^{me} Alain Poullouen-Degout, ses enfants, Hervé, Eric et Laurent, ses petits-enfants, Et tous les membres de la famille, ont le douleur de faire part du décès de

M. Pierre POULLOUEN, administrateur de la Ville de Paris,

survenu à Marollesville (Seine-Maritime), le 4 mars 1988, dans sa soixante-dix-huitième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le mardi 8 mars 1988, en l'église Saint-Martin de Linné-Beaumes (Val-de-Marne).

25, rue Pradier, 75019 Paris. 10, rue Albert-Besançon, 76240 Le Mesnil-Esnard.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Roma (Seine-Maritime).

M^{me} et M^{me} Jean-Robert Ragache, ses enfants, Alexis Vautour, ses petits-enfants, La famille, Et ses amis, ont le chagrin de faire part du décès de

M. Robert RAGACHE, inspecteur général honoraire de l'apprentissage maritime, commandeur de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945, médaillé de la Résistance, commandeur dans l'ordre du Mérite maritime,

survenu le 5 mars 1988, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Selon la volonté du défunt, l'inhumation aura lieu le jeudi 10 mars 1988, à 10 heures, au Cimetière monumental de Rosaux (avenue Olivier-de-Serre), où l'on se réunira à partir de 9 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part. Ni fleurs ni couronnes.

Des dons pourront être envoyés à la Fondation du Grand-Orient de France (16, rue Cadet, Paris-9^e).

6, avenue Jean-Marie-de-Boré, 76240 Roussillon.

Le docteur André Rollin, M^{me} Michel Rollin, M^{me} et M^{me} Henry-Paul Schmitt, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Alice Rollin, M^{me} et M^{me} Daniel Poilland et leurs enfants, M. Philippe Rollin, Le docteur et M^{me} Alain Ménéghet, Et toute la famille, ont le douleur de faire part du décès de

M^{me} Marguerite ROLLIN, née Marie-Louise,

survenu le 6 mars 1988, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Les obsèques religieuses seront célébrées en l'église Sainte-Berthe d'Uzarche, le mercredi 9 mars 1988, à 15 heures.

La famille veut prier de l'excuser de ne pouvoir recevoir un domicile.

Il n'y aura pas de condoléances à l'issue de la cérémonie. Des registres de condoléances seront sur le passage de l'église.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, avenue Gérard-Philipp, 19140 Ussel.

Les anciens élèves des IES et collèges de Mirande (Gers) ont le regret d'annoncer le décès, survenu le 3 mars, dans sa quatre-vingt-neuvième année, de

M^{me} Suzanne-Christiane ROUAÏE, professeur honoraire, chevalier des Palmes académiques, chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Adresse de deuil : M^{me} Popa, 10, rue de Roissy, 32300 Mirande.

Remerciements

Toute la famille de

Gabriele COSTA, née Merino,

profondément touchée par les très nombreux témoignages d'affection qu'elle a reçus, remercie tous ceux qui se sont associés à sa très grande peine.

Yves Le Poullain, Et sa famille, remercient tous ceux qui, des plus humbles aux plus grands, leur ont apporté le témoignage de leur sympathie lors du décès de

Jean LE POULLAIN, comédien.

Anniversaires

Paris, Charenty, 8 mars 1988.

Pour le dixième anniversaire de la mort de

M^{me} Jacques HUTEAU, née Christiane Huteau,

une pensée est dédiée à ceux qui l'ont connue et aimée.

Subventions de thèses

Université Paris-I, le mardi 22 mars, à 14 heures, salle 310, entrée, 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B. Dumas, rez-de-chaussée, M^{me} Philippe Bourcier. - Aux originaires du contrat international-collaborant des conseils. Le candidat communiste hollandais (1907-1930).

LES PARTIS POLITIQUES FACE À LA COMMUNAUTÉ.

avec la collaboration de RADIO-COMMUNAUTÉ-JOUEUR F.M.

MARDI 8 MARS 1988 à 20 h 30

avec Philippe HENRIOT (PCF), Charles MILLIGRAND (Rassemblement Démocratique), François DUBOIS (PS), Jean-Jacques CHEVIGNY (PSR), Patrick DEVERJAN (PSR) AU CENTRE RACHÉ, 28, bd de Port-Royal, 75005 PARIS

L'impact du SIDA

IFA : le

URSS : PRÉ

SCIENCES ET MEDECINE

L'impact social du SIDA

Au-delà de ses modes de transmission, liés au sang, et aux rapports sexuels, la principale caractéristique de l'épidémie de SIDA est sa dimension biologique. Contrairement à toutes les épidémies de nature infectieuse observées dans l'histoire, on ne tient pas compte avec le SIDA du nombre des cas déclarés, mais du nombre des personnes apparemment en bonne santé et pourtant contaminées par le virus. Si plusieurs questions demeurent encore sans réponse quant à la proportion des personnes contaminées qui, à terme, seront atteintes de la maladie, une telle donnée confère dès aujourd'hui à l'épidémie de SIDA les proportions d'un fléau mondial. On compte ainsi entre cinq et dix millions de personnes séropositives à travers le monde. Parce qu'elle touche en majorité des hommes et des femmes âgés de vingt et au à quarante ans et qu'on prend de plus en plus

conscience du caractère hétérosexuel de la transmission du virus, l'épidémie de SIDA a et aura un impact social considérable.

Les conséquences des campagnes préventives ne peuvent, non plus, être sous-estimées, pas plus que la levée, un peu partout dans le monde, des réactions de rejet, de crainte et de stigmatisation qu'entraîne cette pandémie.

Une conférence internationale organisée à Londres du 8 au 10 mars par l'Organisation mondiale de la santé et par l'Ecole britannique d'hygiène et de médecine tropicale sera entièrement consacrée à ces thèmes qui se trouvent au premier plan des préoccupations sanitaires — et politiques — de nombre de pays.

RFA : le pavé dans la vitrine

BONN de notre correspondant

Le Resperbau, à Hambourg, fait peine à voir. Ce haut lieu des plaisirs, charmes et tarifs dont rêvaient jadis tous les marins du monde entier n'est plus que l'ombre de lui-même. Sur les vitrines aveugles des cabarets, bars « montants » et autres saunas jadis florissants, on peut lire des annonces en gros caractères : « Bail, gratuit ». Si l'on s'approche un peu, on apprend que cette bonne affaire ne peut se réaliser qu'à condition de s'engager pour sept ans à la gérance de l'un de ses lieux de plaisir. Quelques touristes tentent, appareil photographique en bandoulière, une sortie de leurs cars stationnés tout près. Quelques prises de vues, et l'on remonte bien vite en voiture.

Prochaine étape : la rue du Port, où l'on visite le dernier carré des gauchistes ouest-allemands retranchés dans leurs squats d'un autre âge. La décadence du Resperbau vient d'être confirmée de manière éclatante par l'annonce de la fermeture de l'Eros Center, le plus grand lupanar de République fédérale. Six étages de studios qui ne désemplissent pas, une « cour de contact » au rez-de-chaussée où vingt-quatre heures sur vingt-quatre plusieurs centaines de prostituées offraient leurs charmes à la vue des clients potentiels et ébahis. Dans quelques mois, ce monument de la civilisation péripatéticienne sera transformé en un centre de loisirs pour yuppies : boutiques snobs et restaurants chics viendront satisfaire des appétits de consommation plus respectables.

Le client boude

Ce que les lignes de vertu de cette Allemagne du Nord protestante et rigoriste n'avaient jamais réussi à obtenir se réalise grâce à l'irruption du mal du siècle : le SIDA. Conditions par un débat public et des campagnes de presse, chaque jour plus alarmistes, le client boude. Seuls sont épargnés les peepshows et salles de projection de films pornographiques : on entre dans la civilisation du regard. Cet opprobre jeté sur toute une corporation est-il justi-

fié par un réel danger d'extension de la maladie due aux contacts de la prostitution ? Les premières études dont on dispose actuellement en RFA à ce sujet tendraient à prouver le contraire. Si Hambourg, où travaillent environ deux mille pratiquantes de manière régulière, n'a pas établi de contrôle sanitaire obligatoire, fondant sa politique de prévention sur le volontariat et l'action des travailleurs sociaux, l'exemple de Munich est intéressant pour mesurer l'ampleur du mal. Dans cette Bavière qui, sous l'impulsion du secrétaire d'Etat à l'intérieur,

séropositives ont été frappées d'interdiction professionnelle, et l'une d'entre elles vient d'être condamnée pour n'avoir pas respecté cette mesure. On constate néanmoins une tendance croissante à l'abandon de la prostitution des femmes qui s'y adonnaient jusque-là. Pour du SIDA, certes, mais aussi baisse sensible des revenus consécutive à la raréfaction de la clientèle. Selon le témoignage d'une prostituée de Hambourg, rapporté par l'hebdomadaire Der Spiegel, le revenu que l'on pouvait escompter d'une journée d'activité s'est

grande émotion dans le milieu. Dernièrement, plusieurs dizaines de prostituées manifestaient dans les rues du quartier chaud, réclamant plus de protection de la police et incitant leurs concubins à se protéger. « Seules les idiotas le font sans capote », pouvait-on lire sur une banderole, — témoignage du malaise ambiant.

Reconversion

Les opposants aux mesures draconiennes appliquées en Bavière estiment que ce n'est pas en contrôlant systématiquement les



Extrait du livre « Domenica », Editions Eichborn, Francfort.

M. Peter Gauweiler, a pris une position en pointe, fondée sur des mesures coercitives pour les groupes à risque, les mille trois cents prostituées enregistrées ont été soumises à un test de SIDA : trois d'entre elles seulement se sont révélées séropositives. Au mois d'octobre et de novembre 1987, les trois cent dix tests effectués n'ont donné aucun résultat positif. Selon la législation en vigueur à Munich, les prostituées

réduit de 1 000 deutschemarks (environ 3 400 francs) à moins de 200 deutschemarks (environ 700 francs). La crainte d'actes de violence de la part de clients se refusant absolument à utiliser des préservatifs, qui se sont multipliés ces derniers temps, incite également les prostituées à abandonner leur commerce. A Hambourg, le meurtre d'une prostituée assassinée par un client qui était percuté, à tort, qu'elle lui avait transmis le virus a provoqué une

prostitutes « encartées » que l'on parviendra à limiter l'extension de la maladie. Les plus grands risques proviennent de la prostitution « sauvage », pratiquée la plupart du temps par des jeunes femmes toxicomanes prêtes à tout, y compris aux rapports sexuels sans préservatif, pour obtenir l'argent nécessaire à l'achat de drogues.

Le Sénat de Berlin-Ouest, dominé par une majorité chrétienne-démocrate, a lancé, en collaboration avec un « groupe d'entraide de prostituées », le projet Hydra. Cette opération pilote, subventionnée par l'administration, vise à aider les prostituées désireuses de quitter la profession. En 1987, quatre-vingt-six d'entre elles ont fait appel aux services d'Hydra, qui emploie quatre permanentes, elles-mêmes anciennes du trottoir. Soixante d'entre elles ont pu se reclasser, et deux échecs seulement ont été enregistrés.

Le sinistre subi par la prostitution organisée en RFA contribue également à débloquer des situations urbanistiques compliquées. A Francfort, notamment, où un conflit opposait depuis des années les propriétaires d'immeubles du quartier de la gare, en plein centre-ville, où se pratiquait la prostitution à grande échelle, à la municipalité, qui voulait rejeter ces activités à la périphérie de la ville. La baisse des profits liés au commerce charnel incite maintenant les propriétaires à transformer les maisons de tolérance en immeubles de bureaux : le quartier chaud de la ville de Goethe est en effet situé à deux pas de la Bourse et du siège des grandes banques ouest-allemandes.

LUC ROSENZWEIG.

AFRIQUE DU SUD : LE MAL NOIR

JOHANNESBURG de notre correspondant

On n'avait jamais vu jusqu'à présent dans la prude et puritaine Afrique du Sud la télévision d'Etat recommander l'utilisation des préservatifs. Shocking, la presse locale avait dernièrement estimé d'un goût douteux la boîte de condoms offerte à la princesse Anne lors du sommet sur le SIDA à Londres. Mais la menace que représente cette maladie a eu raison des tabous et des vertus offensées. « Utilisez un préservatif, Kevin... », conseille le spot publicitaire diffusé principalement sur les chaînes destinées aux Noirs.

Depuis le 25 janvier, le gouvernement a lancé une campagne dans les médias pour une valeur de 3 millions de francs. On ne peut être plus clair : le SIDA, c'est la mort. Le ministre de la santé et de la population, M. Willie Van Niekerk, a fait remarquer, lors du lancement de cette campagne, que « la promiscuité sexuelle est le plus grand danger, qu'on le veuille ou non. Il faut que cela soit dit, c'est un fait ».

L'Afrique du Sud, après de nombreux Etats africains de la région, se lance donc dans une opération de sensibilisation. Il est vrai que, jusqu'à présent, le pays a été peu touché. 98 cas à ce jour ont été traités parmi lesquels 66 morts sont à déplorer, tous Blancs, à l'exception de 2 Noirs. 11 de ces personnes sont de nationalité sud-africaine, on dénombre parmi elles 65 homosexuels ou bisexuels, 5 hétérosexuels, 3 hémophiles et 3 autres victimes à la suite de transfusion sanguine.

Parmi les 22 autres, 11 sont originaires du Malawi, 8 de Zambie plus 1 Zairois, 1 Canadien et 1 Belge. Le premier cas a été diagnostiqué en 1982 et, actuellement, environ 10 000 séropositifs ont été recensés, dont seuls 25 à 33 % sont affectés par ce fléau d'après M. Van Niekerk. Ce qui est infime par rapport à des Etats

comme le Zambie. Trois membres de l'ANC (Congrès national africain) à Lusaka ont péri des suites de cette maladie. L'Organisation sud-africaine en exil a même tenu à faire une mise au point pour démentir les déclarations de la presse de Johannesburg affirmant que ses rangs étaient décimés par le SIDA.

Le 3 février, M. Van Niekerk a annoncé que 1 000 mineurs séropositifs, principalement du Malawi, seraient rapatriés dans leur pays. Pour ceux dont le contrat expire prochainement, il ne sera sans doute pas renouvelé. Quant aux autres, le gouvernement n'a pas encore pris de décision en ce qui concerne leur expulsion. Le ministre a assuré que leur cas serait traité avec « humanité et justice ». Des discussions sont actuellement en cours avec la Chambre des mines, l'organisme patronal regroupant les principales sociétés minières du pays, pour trouver une solution satisfaisante et procéder à un éventuel dépiéage systématique. A l'avenir, tous les travailleurs migrants entrant en Afrique du Sud seront soumis à un test obligatoire.

Pour l'instant, il n'est pas encore question de soumettre tous les voyageurs en provenance de pays considérés « à haut risque » à des tests. Néanmoins, les autorités se mobilisent face à la menace qui se précise de plus en plus. Soixante-cinq mille distributeurs de préservatifs gratuits ont été mis en place. Des lignes téléphoniques ont été mises à la disposition du public pour de plus amples renseignements sur la maladie.

En dépit de cette « AIDS line » (ligne du SIDA), les psychiatres et les médecins de Johannesburg ont à faire face à ce qu'ils appellent les cas de « spectre du SIDA » ou « SIDA-fantôme ». Une sorte de phobie qui s'empare de certaines personnes convaincues d'avoir les symptômes de la maladie, même si les tests ont prouvé le contraire.

MICHEL BOLE-RICHARD.

URSS : PRÉSERVER LA NATALITÉ

MOSCOU de notre envoyé spécial

On est encore loin en Union soviétique des spots télévisés vantant les avantages du préservatif comme méthode de prévention du SIDA. Certes, le mal lui-même fait l'objet d'abondants et longs articles dans la presse, mais en général sur un mode scientifique peu adapté aux recommandations pratiques. Pourtant, si la pénétration tardive du virus en URSS explique un nombre de malades et de séropositifs bien inférieur aux chiffres des pays occidentaux, les chercheurs soviétiques sont conscients du danger : « Nous sommes à peu près au même stade que la France en 1982, nous a déclaré le président de l'Académie de médecine soviétique et chef de l'Institut d'épidémiologie, M. Valentin Pokrovski. Ce qui veut dire que, dans cinq ans, nous craignons d'être

confrontés à une situation beaucoup plus grave ».

Pour l'instant, d'après des chiffres arrêtés au 31 décembre 1987, l'URSS n'a recensé que quatre malades atteints : un homosexuel sévèrement qui, actuellement en traitement, avait contracté le virus en Tarnanie, et trois Africains qui, « hospitalisés tardivement », sont morts. Le service ouvert spécialement pour les malades atteints du SIDA au sein de l'hôpital des maladies infectieuses à Moscou est même vide, assure-t-on, car « le patient soviétique a été autorisé à regagner ses foyers pour deux mois ». Les tests de dépistage ont permis de détecter deux cent soixante-deux porteurs du virus, dont trente-trois Soviétiques. « Maintenant, le nombre de séropositifs soviétiques doit dépasser les quarante », estime le président de l'Académie de médecine. Le reste des porteurs du virus sont,

« dans leur écrasante majorité », d'origine africaine. Il y a aussi un Suisse, mais pas de Français.

« Pour nous, l'unique moyen prophylactique, c'est l'éducation », ajoute le professeur Pokrovski. Mais le préservatif, tant prisé par les Occidentaux, n'a pas le primat en URSS, et ce pour deux raisons : « D'abord, nous maintenons depuis un certain temps un gros travail de propagande pour faire augmenter la natalité dans la partie européenne de l'Union soviétique. » Partant de ce principe, explique tranquillement le professeur Pokrovski, une publicité pour un contraceptif, quel qu'il soit, aurait pour effet de contre les efforts démographiques de la Russie face à une tendance inverse dans les républiques musulmanes d'Asie centrale, où la natalité est vigoureuse.

SYLVIE KAUFFMANN. (Lire la suite page 22.)

7 F NUMERO DE MARS Le Monde dossiers et documents LES ARCHIVES DE L'ACTUALITE LES CLIVAGES POLITIQUES • La carte de visite des partis ; • Les méandres de la dimension gauche-droite. • Les déterminants du vote. LES PAYSANS • Une société en mouvement ; • Portraits du monde agricole ; • Face à la crise... • ... et à l'Etat. CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

قنا من الاميل

هكذا من الاصل

« Urgences » : la folie est dans le champ

« Urgences », le nouveau film de Raymond Depardon, sort le 9 mars. Un document extraordinaire sur la psychiatrie actuelle.

RAYMOND Depardon est un maître du regard comme d'autres sont maîtres d'écriture. Mais par quelle boîte secrète réussit-il, dans son film *Urgences*, à convertir sa volonté de mise à nu des visages de la folie et de la misère en œuvre d'art ? Je laisse à d'autres le soin d'analyser les dimensions filmiques de ce phénomène. Je ne fais qu'en prendre acte. Son montage d'une vingtaine

de séquences d'accueil du service de psychiatrie de l'Hôtel-Dieu à Paris est, beaucoup plus qu'un reportage, un témoignage.

Un film-vérité : il perçoit esthétiquement les problèmes de l'aliénation mentale et de l'aliénation sociale. Les séquences en sont disposées de telle sorte que c'est notre propre subjectivité qui se trouve exercée dans ce carrousel cauchemardesque. Les alcooliques qu'on interroge, menottes aux poignets; l'infirmière autruche violée, qui travaille dans une crèche, mais dont l'état dépressif aigu l'empêche de supporter le moindre cri d'enfant (« *J'ai fait d'amour, mais je suis fatiguée* »); le vagabond en pleine bouffée confusionnelle qui a perdu jusqu'au souvenir de son adresse; le petit patron homosexuel qui survit dans un désespoir mortel depuis que son ami l'a quitté; le retraité solitaire que le moindre détail perturbe, à commencer par le changement de couleur des murs de son appartement, qui vient d'essayer de se pendre dans l'escalier de son immeuble et qui, maintenant, ne cesse de réclamer du cyanure; la maniaque dépressive qui en a plus que par-

dessus la tête de toute sa vie devoir faire le repas, la vaisselle, le ménage, le repassage; la fille de Dieu que tout menace de mort et qui hait sa mère de façon viscérale; le conducteur de bus qui après dix années de bons et loyaux services vient de tout laisser tomber en plein boulevard, parce que ses passagers roulaient contre lui, et qui devra maintenant en passer par le rapport d'inspection n° 636; la jeune femme qui vient de casser une vitrine avec son talon parce que le patron du bistrot avait rudoyé une petite chienne et qui se trouvera expédiée, on le demande bien pourquoi, à l'hôpital psychiatrique.

en vient parfois à se demander s'ils en ont même l'exigence. Il serait pourtant indispensable qu'un tel service soit organisé de façon à ce que l'ensemble du personnel et des pensionnaires structure un milieu d'accueil capable de prendre en charge les nouveaux arrivants selon des durées plus longues et des rythmes plus détendus. Les entretiens expéditifs dispensés en série par les psychiatres ne sauraient y suffire

même et surtout si les personnes qui débarquent là ne sont appelées qu'à y rester quelques heures. Cette problématique fondamentale de l'accueil est bien connue des spécialistes de la thérapie institutionnelle. Alors, pourquoi en est-on encore à aujourd'hui en plein cœur de Paris ? Mais c'est déjà un tout autre débat.

FÉLIX GUATTARI, (Psychanalyste.)

LES SOUS-TITRES DE LA VILLE

DEPUIS cinq minutes, en de longs plans-séquence enchaînés, la caméra n'a pas bougé. Sur l'écran, un psychiatre et sa patiente dialoguent sans apparentement se soucier une seconde de la présence du cinéaste et du preneur de son. Raymond Depardon, une nouvelle fois, filme ce qu'il écoute. Il montre avec une scrupuleuse honnêteté ce à quoi on n'aurait jamais assisté « en vrai » : l'entretien psychiatrique.

Dans *Urgences*, le dernier film de Raymond Depardon, ce qu'a de plus banal et de plus fascinant la folie est mis à nu. Et à travers elle, toute la société réelle défile, la cortège des petits malheurs et de la solitude : « C'est trop dur ce qu'on me demande sur cette terre », dit une femme. « Je n'en peux plus », dit une autre.

Pendant deux mois, Raymond Depardon et Claudine Nougerot ont vécu jour et nuit dans le service des urgences psychiatriques à l'Hôtel Dieu à Paris, dirigé par

le docteur Henri Grivois. Ils ont filmé tout ce qui s'y passait. Partout. Comme s'ils faisaient partie du décor, personne ou presque ne semble les remarquer. La technique Depardon, encore une fois, fait merveille, comme dans *Reporters*, *San Clemente* ou *Faits divers*.

Mais ici, il s'agit de psychiatrie et nous pénétrons dans le saint des saints, le cabinet du psychiatre. Un parti pris évident : mettre à égalité le malade et son thérapeute. D'où le choix d'un cadrage fixe englobant les deux protagonistes. Le psychiatre face au fou. Le fou face au psychiatre. Fasciné, on assiste à la confrontation. Et un peu comme on soutient un regard, on essaie de soutenir l'étrange face-à-face. Comprendre le soigné et le soignant.

On peut certes dire que le film ne montre qu'une partie de l'univers de ces hommes et de ces femmes — Depardon lui-même reconnaît avoir fait une sélection — aux marges de la normalité.

Mais le propos n'était pas de filmer la psychiatrie. Cette vie quotidienne d'un service d'urgence n'est que le miroir de la ville, de l'angoisse d'une moderne Métropole. Ce film n'aurait pas pu être fait il y a dix ans. Moins encore il y a vingt ans. Le discours sur la psychiatrie est aujourd'hui passé de mode. Ici n'apparaît plus qu'une certaine réalité sociale de Paris qui se dégrade en de légères aliénations. Ce chauffeur d'autobus qui craque — « Je n'en peux plus des embouteillages », — est-il vraiment fou ?

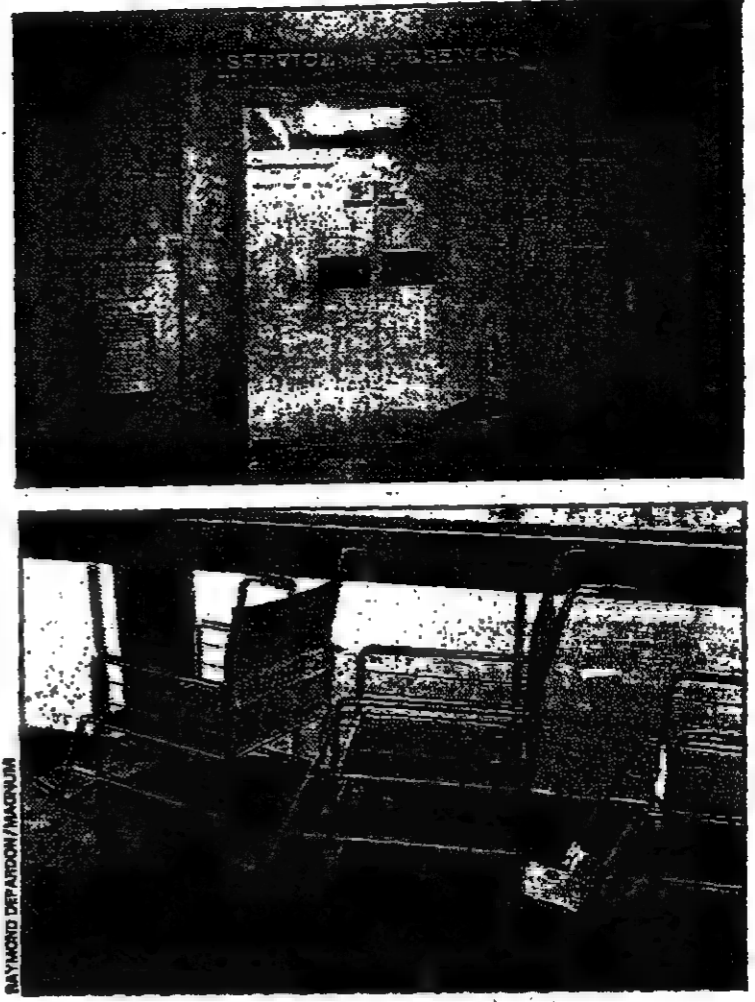
Dans *Urgences*, les malades ne font plus de cinéma. La caméra est amicale, un œil attentif qui écoute ceux qui n'ont jamais l'occasion de s'exprimer. Ils font alors des déclarations publiques et manifestent leur véritable urgence : parler. Discours authentique, pathétique parfois, toujours criant de vérité. La face cachée de Paris qui, dans la nuit, trouve son refuge.

FRANCK NOUCH.

En prise directe

Toute cette humanité bouleversante, pitoyable, qui déclenche quelquefois malgré nous un rire crispé, devient comme une partie de nous-mêmes, s'incorpore à cette polyphonie infernale qui nous hante tous à un degré ou à un autre. Car il ne faut pas s'y tromper, la véritable folie produite par la composition de ce film n'est pas uniquement celle des « urgences » sociales, mais vise avant tout la nôtre, il nous spectateur calés dans notre fauteuil, accoutumés « mass-médiatique-ment » à ne rien vouloir savoir de ce qui s'agit jamais très loin de la surface de notre société. Seule une composition esthétique de cette nature peut nous donner un véritable accès à l'intériorité de la folie et de la défection. Le spectacle de toutes ces ruptures existentielles travaille en prise directe sur nos propres lignes de fragilité. Finalement, on est tellement près de tout ça ! Et, pourtant, on s'en tient tellement éloigné !

Quant au reste, il y aurait tant à dire ! Certes, les psychiatres qui travaillent ici ne sont ni meilleurs ni pires qu'ailleurs. Simplement, ils sont totalement démunis de moyens pour organiser un accueil humain digne de ce nom. Mais on



L'IMPACT SOCIAL DU SIDA

Brésil : Vénus en chemisette

Les dehors sud-américains de l'épidémie de SIDA. Les préventions contradictoires du Brésil, un pays entre la modernité et le sous-développement.

C'EST qu'en 1983 que le premier malade du SIDA est diagnostiqué à Sao Paulo. Depuis, la progression de la maladie est rapide, plaçant le Brésil, avec trois mille cas enregistrés fin 1987, à la troisième place mondiale en nombre absolu. Initialement concentrée à Sao Paulo et Rio, la maladie est aujourd'hui présente dans le Minas-Gerais, dans les Etats du Sud et du Nord-Est. Avec 44 % d'homosexuels et 11 % d'hommes bisexuels, à côté de 7 % d'hémophiles et de transfusés, et seulement 1 % de cas de transmission hétérosexuelle, la situation épidémiologique du Brésil ressemble à celle de l'Amérique du Nord et de l'Europe occidentale et non à celle des pays africains, où prédomine la transmission hétérosexuelle.

Le nombre limité de toxicomanes par voie intraveineuse dans les statistiques de surveillance (2 %) s'explique par des habitudes moins coûteuses de consommation de drogues : « sniffer » de la colle plutôt que de se piquer à l'héroïne. L'impression prévaut donc d'une maladie encore contenue dans les groupes initialement touchés, ce qui surprend dans un pays à la réputation de grande fluidité et d'ambiguïté des relations sexuelles, et au vu du fort pourcentage de 19 % de bisexuels parmi les malades. Mais les 11 % de cas pour lesquels le facteur à risque n'a pas encore pu être identifié (1) soulignent les incertitudes concernant l'évolution de l'épidémie et les difficultés que rencontre la surveillance épidémiologique, coordonnée depuis mai 1985 au niveau fédéral.

La mort en 1983 du célèbre styliste Marcos Vinicius Resende, une des premières victimes brésiliennes du SIDA, fait immédiatement de ce mal une affaire médiatique, suscitant simultanément des réactions de peur et une mobilisation exceptionnelle de bonnes

volontés. Au début, la panique provoquée par la « peste gaie » n'a pas épargné les milieux médicaux, d'où de fréquents refus de soins et d'autopsie. Par peur de contagion, un patient paillote s'est vu refuser des soins, en 1985, par vingt et un médecins (2).

Quand, après de longues hésitations, le gouvernement fédéral conceit fin 1986 sa campagne d'information grand public, il se heurte vite aux résistances de l'Eglise, mais aussi aux difficultés techniques propres à un pays à taux élevé d'analphabétisme. Quelques semaines avant le lancement de la campagne, la conférence nationale des évêques brésiliens s'érige contre la promotion du préservatif, proposant l'abstinence comme moyen de protection contre le SIDA, que l'évêque Falcão, de Brasília, avait qualifié de « conséquence de la décadence morale », et le cardinal de Rio, Eugenio Sales, de « châtiement de Dieu » et de « vengeance de la nature ». Sans réussir à imposer un point de vue, ces interventions ont eu pour conséquence que les spots télévisés placés aux heures de moindre écoute utilisent un langage moins populaire et explicite que prévu.

Distribution gratuite

Mais suscitant la combativité des adversaires, ces interventions religieuses ont attiré une formidable campagne de promotion des « camisinhas de Venus » avec distribution gratuite de capotes dans tout le pays par des associations de lutte contre le SIDA et les bureaux de planning familial, auxquels le gouvernement fédéral avait fourni cinquante millions de capotes qu'il avait lui-même reçues de l'administration américaine, préoccupée par la dissémination du virus pendant la période du carnaval. 1987 est l'année d'or

du préservatif, grande vedette du carnaval vantée par les chanteurs et les écoles de samba de Rio, Salvador et Recife. Sur la chaîne de télévision privée Globo, des artistes pronent ses vertus érotiques en plus de ses mérites préventifs. Au mois d'août, la chaîne Redeirantes organise une discussion avec des universitaires autour de la sexologue Maria Helena Matrazzato, assurant, après avoir expliqué comment utiliser un préservatif : « Vous pouvez essayer, il ne mord pas ! » Depuis 1985, la production de préservatifs des deux grandes entreprises installées au Brésil, Johnson et Johnson et Olla, a plus que doublé.

Médicaments trop chers

Mais l'enthousiasme et l'humour de ces campagnes spectaculaires ne peuvent pas masquer les résistances mentales profondes contre cet instrument qui met en question les valeurs ancrées de virilité et du machisme latino-américain. Utilisés pour prévenir une maladie que l'imaginaire continue à associer à l'homosexualité, les préservatifs sont facilement ressentis comme une humiliation. En témoignent certains faits divers, tel ce jeune employé de Campo-Grande qui brutalisa sa fiancée parce qu'elle exigeait un préservatif. Comme l'explique un anthropologue : « Nous avons des dizaines de mois pour désigner tel ou tel rôle ou jeu érotique. Mais n'est considéré dans la culture populaire comme homosexuel que celui qui se laisse pénétrer, jamais celui qui pénètre. Tant qu'on associe le SIDA à l'homosexualité, comment alors faire comprendre aux partenaires actifs qu'ils courent un risque ? »

A ces phénomènes culturels s'ajoutent des barrières juridiques. Ainsi une enquête a été ouverte à Salvador contre la fondation d'assistance aux mineurs de Bahia, parce qu'on y avait donné des préservatifs à un adolescent de quinze ans séropositif. Reconnaître ouvertement l'existence de relations sexuelles dans cette institution fermée entraînerait alors en conflit avec l'interdit offi-

ciel de telles relations (3). Que dire finalement aux jeunes sans abri des grandes villes pour lesquels la prostitution occasionnelle est un simple moyen de survie et qui, faute de perspectives d'avenir, oublient facilement le risque en contrepartie d'un repas ou d'un cadeau ?

Dans ce pays aux moyens limités, les administrations ont arrêté à la fin 1987 la distribution gratuite de préservatifs aux habitants de quartiers pauvres, prétextant que la maladie touche pour le moment essentiellement les classes moyennes. On ne semble pas encore s'inquiéter de l'extension du SIDA à la population la plus démunie, un phénomène déjà observé aux Etats-Unis à cause de la diffusion différencielle des précautions selon le niveau socio-culturel. On est de même de la prise en charge de la maladie. Certes, la peur de la contagion du personnel soignant s'est atténuée. Mais sous couvert d'un manque de lits, les refus d'admission de malades du SIDA se multiplient, à Rio, dans des hôpitaux et cliniques privés soucieux de leur image et qui craignent de perdre une clientèle qui ne veut pas être confrontée à cette maladie « dangereuse et honteuse ».

Et qui peut bénéficier, dans un tel contexte, de médicaments expérimentaux trop chers pour le commun des mortels ? Dès à présent se met en place un marché parallèle de l'AZT, et on raconte qu'un malade désespéré s'était procuré ce médicament pour des centaines de dollars à dix fois le prix de ce qu'il valait. Le vendeur lui avait vendu des cachets... d'aspirine. Mais, malgré tous ces problèmes et toutes ces déceptions, l'espoir est, selon la sociologue Lindinalva Lariando, « le dernier à mourir ».

Il n'est pas étonnant, alors, que celui-ci se nourrisse non seulement de la médecine scientifique, mais de toute une palette de rites spirituels et religieux, du pentecôtisme à différentes formes de guérisseurs en passant par le candomblé (culte proche du vaudou).

Déjà en effervescence, ceux-ci trouvent dans le SIDA un terrain d'activité supplémentaire. Mais opposer, dans ce cas, des croyances « irrationnelles » au savoir médical revient à oublier trop vite que celui-ci, tant qu'il ne propose pas de remède, ne peut pas satisfaire cette demande d'espoir et qu'une fois le remède trouvé les chances d'y accéder resteront inégales. Comme le dit Herbert Daniel, candidat du Parti du travail aux dernières élections à Rio : « Chaque culture a son SIDA ». Révélateur social par

excellence, le SIDA rappelle une fois de plus les contradictions exacerbées d'un pays entre la modernité et le sous-développement.

MICHAEL POLLAK (chargé de recherches au CNRS).

(1) *Cadernos de IMS*, 1987, p. 28.
(2) Luiz Mott, « Os médicos e a AIDS no Brasil », *Ciência e cultura*, 39, 1, 1987, pp. 3-13.
(3) Luiz Mott, « A Venus de Sedona : a penetração do preservativo no Brasil por AIDS », *Comunicação à la "Tabela Verde"*, « Homosexualité entre hétérosexuels et SIDA », Fortaleza, 4 novembre 1987.

URSS : PRÉSERVER LA NATALITÉ

(Suite de la page 21.)

Seconde raison : « Notre industrie a toujours privilégié les contraceptifs féminins oraux ou le stérilet, et nous souffrons donc maintenant d'une pénurie de préservatifs. » Cette pénurie a d'ailleurs ému un milliardaire britannique, M. Richard Branson, qui affirme avoir entamé des discussions avec les Soviétiques en vue de l'exportation de sa dernière création, le préservatif « MATES ».

Quoi qu'il en soit, le professeur Pokrovski ne veut pas voir dans le préservatif une garantie absolue contre l'infection. Et surtout, souligne-t-il, « nous ne voulons pas influer sur les bases morales de nos concitoyens. Si nous donnons la priorité à l'éducation dans la lutte contre le SIDA, c'est pour que chacun soit lui-même conscient des risques d'attraper, de contracter la maladie et adapte son comportement en conséquence. »

Ne serait-il pas utile dans ces conditions d'ouvrir un peu plus la presse au problème de l'homosexualité, comme elle s'est ouverte depuis plus d'un an à ceux de la drogue ?

« Au contraire, rétorque le président de l'Académie de médecine, on parle beaucoup

trop des homosexuels, et on a tendance à oublier que cette maladie se transmet aussi par contacts hétérosexuels. »

Quant à la drogue, elle n'est pas une source d'infection aussi importante en URSS qu'en Occident, car l'usage des seringues y est moins répandu parmi les toxicomanes.

Les autorités soviétiques ont lancé, avec un décret publié l'été dernier, une opération de dépistage du SIDA à grande échelle qui rend le test de dépistage obligatoire pour certaines catégories de la population jugées à risque, et notamment les étudiants étrangers. En ce qui concerne les ressortissants soviétiques, les services de santé peuvent compter sur la collaboration du ministère de l'Intérieur, qui, selon le professeur Pokrovski, leur fournit ses fichiers de drogués, de prostituées et même d'homosexuels. Le décret du 25 août 1987 prévoit d'ailleurs que les récalcitrants puissent être amenés de force au test de dépistage. Mais les homosexuels sont beaucoup plus difficiles à débusquer qu'en Occident, car l'homosexualité est toujours punie par le code pénal.

SYLVIE KAUFFMANN.

Six hom

SPÉC BAC



SCIENCES

Six hommes sous un bateau

L'opération Hydra VIII a permis pour la première fois à des plongeurs de vivre confortablement à la pression de 50 atmosphères et de travailler à la profondeur de 520 mètres.

L'OPÉRATION Hydra VIII est entrée le 5 mars à 2 heures dans la phase de décompression. Depuis le 26 février à 9 heures, jusqu'à ce moment-là - soit pendant 179 heures - MM. Thierry Arnold, Régis Peilho, Patrick Raude et Louis Schneider (de la COMEX), MM. Jean-Guy Marcel-Audat et Serge Jans (de la marine nationale) ont vécu, dans le cadre de l'opération Hydra VIII, sous une pression d'environ 50 atmosphères, c'est-à-dire à la pression qui règne, sous l'eau, à la profondeur de 520 mètres. Vivant, pendant l'essentiel du temps, dans les caissons pressurisés installés sur le navire spécialisé *Ore-lla*, ils sont descendus en mer, par équipes de trois, à la profondeur de 520 mètres - et même de 531 mètres - pour y effectuer des travaux classiques dans l'offshore (manutention, métrologie, montages mécaniques, connexions de câbles et de pipe-lines). Au total 27 heures de travail ont été accomplies au fond en six plongées (25 heures à 520 mètres et 2 heures à 531 mètres) ; le 4 mars, une des plongées de travail a duré 4 heures et 20 minutes. Ce qui est autant de « premières » inouïes.

Le record précédent, 501 mètres de profondeur réelle atteints en mer par des plongeurs, avait été établi en octobre 1977 par la COMEX et la marine nationale lors de l'essai Janus IV au large de Cavalaire; mais il n'y avait eu alors qu'une brève sortie en mer de MM. Jacques Verpeaux et Gérard Vial. M. Patrick Raude restant, pour la sécurité, dans la cloche-escorreur (voir encadré). Le travail réel avait été réalisé conformément au programme de Janus IV, à la profondeur de 460 mètres. Des hommes avaient déjà vécu à la pression régnant à 520 mètres au cours de l'essai Hydra VI, mais uniquement en caissons.

poser, entre un des câbles-guides de la tourelle et la table de travail, un filin que suivraient les plongeurs évoluant en pleine eau. Ce filin est allé s'entortiller autour de l'hélice du *Sea-Walker*, si bien que le premier travail jamais effectué par des hommes, à 520 mètres de profondeur a été de libérer l'hélice du robot.

Les scaphandriers lourds qui ont effectué, depuis le siècle dernier, de multiples travaux subaquatiques, étaient alimentés en air comprimé, tout comme les plongeurs autonomes des dernières décennies. Le

l'adjonction d'une faible quantité d'azote. Mais les limites du mélange hélium-oxygène sont devenues évidentes. Seul l'hydrogène est plus léger que l'hélium (1). Mais l'hydrogène est très délicat à manipuler. S'il entre pour 4 % et plus dans un mélange contenant 4 % et plus d'oxygène, il y a explosion spontanée.

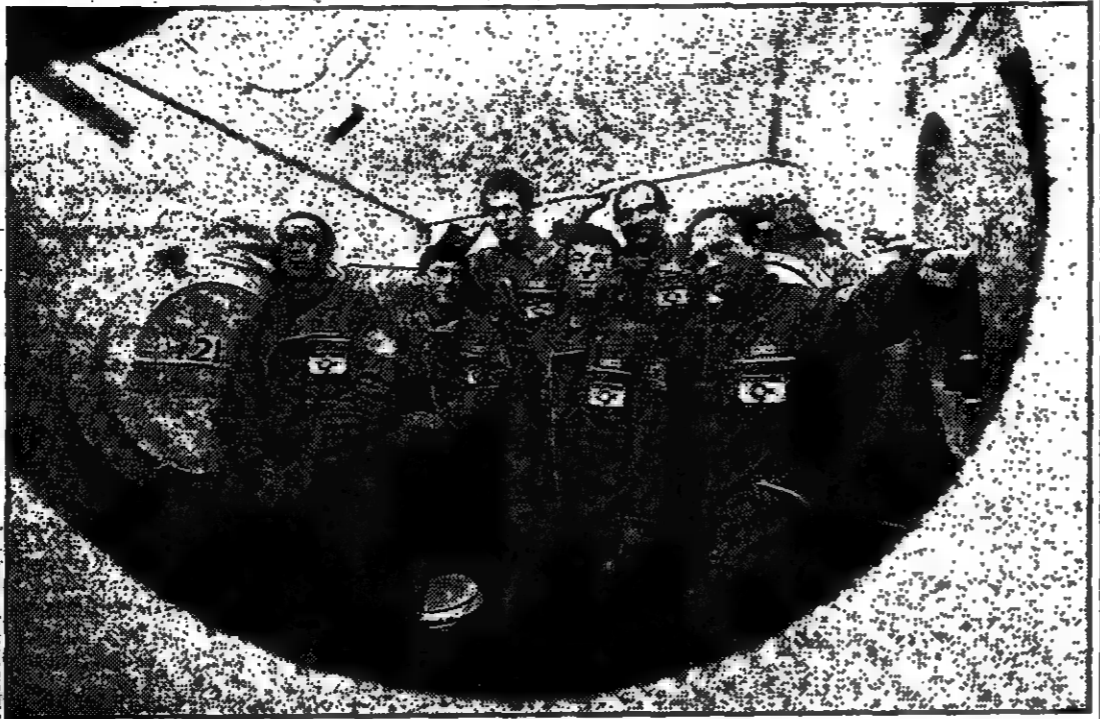
Moins de 1 % d'oxygène

Le mélange respiratoire sous forte pression journal aux plongeurs ne doit pas contenir une masse d'oxygène très supérieure à celle de l'air sous pression normale. A trop forte dose maintenue pendant longtemps, l'oxygène est toxique. Mais à la pression de 50 atmosphères, moins de 1 % d'oxygène suffit.

Les spécialistes de la COMEX et de la marine nationale qui ont été les

(58 heures) entrecoûpés de paliers, effectués jusqu'à 250 mètres (25 atmosphères) à l'hélice, au-delà à l'hydriflex. Les proportions des composants de l'un puis de l'autre mélange respiratoire varient avec l'augmentation de la pression. Séjour dans les caissons à la pression désirée avec descenton est mar à une pression (c'est-à-dire à une profondeur) très légèrement supérieure. Décompression en dix-huit à vingt jours avec hydriflex jusqu'à 250 mètres puis héliflex de 250 mètres à la « surface ».

Hydra VIII a coûté 33 millions de francs (dont 10 millions pour l'adaptation de l'*Orella* à l'hydrogène...). Les fonds viennent pour moitié du Fonds de soutien aux hydrocarbures; les Communautés européennes ont donné 12 millions; le reste a été apporté par la direction des recherches, études, et techniques du ministère de la défense, et de plusieurs compagnies pétrolières (ELF-Aquitaine, Total, BP, Statoil).



Le travail réel avait été réalisé conformément au programme de Janus IV, à la profondeur de 460 mètres.

L'ivresse des profondeurs

La plongée profonde a fantastiquement progressé depuis une vingtaine d'années, sous l'impulsion de l'industrie du pétrole. Les champs offshore étant situés sous des profondeurs d'eau sans cesse croissantes, les plongeurs ont dû descendre de plus en plus bas pour effectuer les travaux nécessaires. Ce qu'avait prévu dès 1965 le président-fondateur de la COMEX, M. Henri Delauze, qui avait alors doté sa société d'un centre d'essais hyperbares. Certes, des robots ont été développés, mais l'homme est encore bien souvent irremplaçable: il a une intelligence et une inventivité qui lui permettent de faire face à des situations imprévues.

On l'a bien vu pendant Hydra VIII. Le site de plongée est préparé et surveillé par un petit robot télécommandé, le *Sea Walker*, qui est muni de trois caméras et de deux bras. Avant la première descente, dans la nuit du 27 au 28 février, le *Sea Walker* est allé

gaz respiré par les plongeurs doit, en effet, être à la même pression que celle régnant à la profondeur où les hommes évoluent et, sous l'eau, la pression augmente d'environ 1 atmosphère tous les 10 mètres.

On s'est aperçu que, vers 60-70 mètres, l'azote de l'air avait des effets narcotiques: les hommes étaient victimes de l'ivresse des profondeurs qui leur faisaient commettre, en pleine euphorie, des erreurs mortelles.

Le docteur Xavier Frotons, médecin de la COMEX, fut un des premiers en France à substituer l'hélium à l'azote et à utiliser ainsi le mélange héliflex. L'hélium, gaz très léger, apportait un confort appréciable pour respirer sous très forte pression. Les plongeurs purent ainsi descendre à plus de 200 mètres. Mais alors apparut le syndrome nerveux des hautes pressions (SNHP), caractérisé, notamment, par des tremblements, des anomalies des électro-encéphalogrammes et une excitation musculaire permanente. Certes, le SNHP a été atténué par une lente compression des hommes, entrecoûpés de paliers et par

Hydra VIII a permis à des hommes de vivre confortablement sous la pression de 50 atmosphères et de travailler efficacement sous 52 atmosphères. Il est possible d'envisager des profondeurs encore plus grandes tout en gardant à l'esprit que la plongée humaine a strictement des limites. Mais où se situent ces limites?

YVONNE REBEYROL.

(1) Cette particularité de l'hydrogène a été prouvée sur l'*Orella* des mètres de sécurité draconiennes. En particulier, les caissons où vivent les plongeurs sont enfermés dans une ceinture étanche remplie d'azote, gaz inerte. Et à chaque passage des hommes des caissons dans la tourelle et de la tourelle dans les caissons, le sas de communication est purgé à l'azote.

De haut en bas

PENDANT les plongées profondes réelles en mer, que celles-ci soient faites pour des essais ou pour du travail offshore, les hommes vivent dans des caissons où règne à peu près la même pression qu'à la profondeur où ils vont évoluer dans la mer, et qui sont installés sur un navire ou une plate-forme. Ainsi n'ont-ils à observer qu'une décompression finale unique et très longue à la fin de l'essai ou de leur période de travail.

Pour descendre au fond, les plongeurs prennent place dans une tourelle-escorreur qui est « clouée » sur les caissons par un sas étanche et où règne la même pression. Lorsque la tourelle est arrivée à proximité du fond, les hommes ouvrent la porte de sortie qui est située en bas de la tourelle. Ainsi pression

externe et pression interne s'équilibrent-elles et l'eau ne monte pas dans la tourelle. Dans la plupart des cas, deux plongeurs sortent en pleine eau pour travailler. Ils sont alimentés en mélange respiratoire par un ombilical. Par sécurité, un troisième homme reste dans la tourelle, prêt à intervenir en cas de besoin. Outre le mélange respiratoire qui lui vient de la surface, la tourelle est munie de réserves de ce mélange suffisantes pour permettre aux trois hommes de survivre soixante-dix heures. Pour la remontée, les plongeurs reviennent dans la tourelle, ferment la porte et attendent que celle-ci soit « reclaimée » sur le sas des caissons-vie.

Y.R.

SECTEURS DE POINTE

Fin d'un standard

Un nouveau matériel pour la micro-informatique

L'ANNÉE 1988 restera sans doute dans l'industrie informatique comme l'année de la commercialisation par IBM de sa nouvelle gamme de matériel de micro-informatique, la série PS 2. Ces micro-ordinateurs créent une rupture dans le standard PC, qui avait largement contribué au succès de la micro-informatique professionnelle dans les années 80. En effet, ils utilisent un nouveau système d'exploitation (OS 2 pour *operating system*) et demandent donc d'autres programmes et d'autres applications que leurs prédécesseurs.

OS 2, créé comme MS-DOS par la société américaine Microsoft, est d'abord destiné à remplacer ce système d'exploitation vieux de cinq ans (une éternité en informatique), qui commence à donner des signes d'essoufflement. Le nouveau système a été spécifiquement développé pour exploiter les capacités des ordinateurs personnels à base des microprocesseurs 80286 et 80386 d'Intel, beaucoup plus puissants que les 8088 qui forment le cœur des PC d'IBM, et pour lesquels avait été conçu MS-DOS.

Compaq ont acquis une notoriété importante), mais avec des fonctionnalités moins étendues. Pour bénéficier de toutes les améliorations apportées par OS 2, en particulier la possibilité de dialoguer et d'exploiter des applications sur de gros ordinateurs, il faudra impérativement s'équiper chez le numéro un.

C'est en ce sens que le PS 2 a pu être baptisé *clone killer* par le monde informatique: il n'y aura pas de véritables « compatibles PS 2 », car cette fois le système d'entrée et de sortie des données est sous copyright IBM. Seuls les possesseurs de cette interface, exclusivité du numéro un, pourront bénéficier d'une complète intégration de leur informatique, du micro au grand système. IBM espère ainsi fermer la porte des grandes entreprises aux fabricants de compatibles, et retrouver une situation de monopole sur son marché de prédilection. La gamme PS 2 a déjà en effet remporté un réel succès auprès des grandes entreprises (un million d'exemplaires vendus en moins d'un an), et son intégration au reste de la gamme IBM est un argument de poids. Cependant, les concurrents d'IBM ont encore quelques beaux jours devant eux: la version complète (dite « étendue ») d'OS 2 ne sera disponible, en principe, que fin 1988.

Tuer les clones

L'innovation la plus significative d'OS 2 est sans doute la possibilité de travailler dans un environnement « multitâches ». C'est-à-dire la possibilité d'utiliser plusieurs programmes en même temps, par exemple gérer un fichier tout en écrivant un texte. OS 2 s'adresse donc en priorité aux utilisateurs professionnels de micro-informatique haut de gamme, mais d'autres innovations sont inspirées du succès de la micro-informatique grand public. C'est le cas des nouvelles capacités graphiques qui seront intégrées à OS 2 dans le courant de l'année 1988 sous le nom de *Windows Presentation Manager*. Tirant les leçons du succès de ses concurrents (Apple-Macintosh, Atari), IBM a donc développé avec Microsoft un outil imitant les fameuses « icônes » (petits dessins représentant les programmes et les fichiers) et le « souris », qui ont assuré la réussite d'Apple.

Contrairement à ce qui était prévu, le nouveau système pourra fonctionner sur du matériel non IBM (les compatibles ou « clones », dont certains comme

OS 2 est donc autant une façon d'améliorer une gamme qui en avait bien besoin, que l'amorce d'une réorientation stratégique pour IBM. Bien plus qu'un micro-ordinateur, les modèles de la gamme PS 2 ont un point d'entrée pour les grands systèmes IBM. Les PS 2 s'apparentent davantage, par leurs possibilités et leurs prix, à des stations de travail professionnelles qu'à des micro-ordinateurs: ils seront avant tout intéressants pour les possesseurs de minis ou grands systèmes IBM, qui pourront utiliser sur l'ensemble de leur application la future architecture unique IBM (AUA) qui lui faisait cruellement défaut.

L'industrie du compatible pourrait bien ne pas être l'unique cible visée par la nouvelle orientation d'IBM. Celle-ci est peut-être davantage destinée à contraindre les fabricants de minis et grands systèmes, comme DEC (numéro deux mondial), à proposer déjà une architecture unique sur l'ensemble de leur matériel.

OLIVIER LANGUEPIN.

SPÉCIAL BAC

LES RÉSULTATS 87
LYCÉE PAR LYCÉE

NUMÉRO DE MARS

176 PAGES

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde sur minitel

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

au Monde et à ses publications

3615 TAPÉZ LEMONDE puis AB0

LES 15-25 ANS

portrait de groupe d'une génération

Sont des jeunes, comportements à risques, choix professionnels et familiaux face à la crise, comportements dans la famille: statisticiens, sociologues, médecins, chercheurs mais aussi professionnels de l'accueil des jeunes apportent leurs analyses et leurs témoignages dans un numéro hors série de la

REVUE FRANÇAISE DES AFFAIRES SOCIALES

Prix du numéro: 60F. Abonnements et vente par correspondance: SPPF - B.P. 22 - 41353 VINEUIL - Téléphone: 54.78.77.41

Principaux points de vente à Paris: MASSON SERVICE, 64, bd St-Germain, FNAC, Montparnasse et Forum, GIBERT, 26, bd St-Michel, PUF, 49, bd Saint-Michel, Sciences Politiques, 30, rue St-Guilhem, DUNOD, 30, rue Saint-Sulpice, LGDJ, 20, rue Soufflot, DALLOZ, 11, rue Soufflot.

MÉDIAS EN RÉGION

La première analyse complète de la situation des médias en Alsace

MICHEL MATHIEN

Un vol. 112 F

presses universitaires de nancy

قرا من الاميل

هتدا من الاميل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Nous avons des projets pour vous : La Radiocommunication numérique et cellulaire pour l'Europe de 1992 !

2^{ème} pôle français en communication d'entreprise (5000 personnes, 3 milliards de Francs de CA, déjà présents sur tous les grands marchés des Télécommunications, nous avons la volonté de poursuivre notre développement dans les domaines de la TELEPHONIE, de la COMMUNICATION PRIVEE (Intercoms et Autocoms électroniques) de la TELEMATIQUE (Terminaux télématiques, systèmes bureautiques) et RADIOTELEPHONIE (Systèmes et Réseaux d'Entreprise). Nous avons conçu RADIOCOM 2000, nous créons RUBIS et au niveau européen avec notre partenaire ERICSSON, nous participons au PANEUROPEEN.

Ingénieurs Grandes Ecoles X, ENST, ESE, ECP, ENSL...

Ingénieur Responsable d'Affaires pour des systèmes de communication

Vous avez la responsabilité globale de négocier et de mener à terme des «affaires» spécifiques pour des clients grands comptes France et Etranger. Vous êtes directement impliqué dans :
• la négociation commerciale des affaires ; réponses aux appels d'offres • négociations contractuelles...
• la conduite des affaires sur un plan technique et industriel en collaboration avec les différents services impliqués (Direction Techniques - Programmes - Industriels...)
• l'organisation des projets : planning, budget.
Ingénieur Généraliste de formation (ENST - ESE - ECP - ENSL...), votre compétence technique et de gestion d'affaires s'appuie sur une expérience de 5 ans ou plus acquise de préférence en milieu informatique, télécommunication ou ingénierie de systèmes. Vous souhaitez élargir votre champ d'action et prendre des responsabilités à la fois commerciales et de maîtrise technique d'affaires impliquant de réelles qualités de contact, d'organisation et d'autonomie. Anglais indispensable. Espagnol souhaité.

REL8850/LM

Responsable Intégration de Système

Au sein d'un Groupe Projets, vous participerez à la définition générale des systèmes. Vous avez la responsabilité de :
• l'élaboration et du suivi du plan de développement (version et étapes d'intégration...)
• la définition et la mise en place des moyens d'intégration.
• les tests de validation d'ensemble, de la recette et la mise en service des systèmes sur des sites pilotes en étroite relation avec les clients.
Ingénieur Grandes Ecoles, votre compétence s'appuie sur une expérience de 5 à 8 ans acquise dans le développement logiciel et matériel sur des grands systèmes de communication. Vous aimez organiser et valoriser un travail en équipe. Vous êtes reconnu pour votre rigueur technique, votre sens des relations et votre ténacité dans la recherche de solutions sur des problèmes complexes. Anglais courant.

REL8852/LM

Chefs de Projets Logiciels dans les domaines de la commutation et des réseaux de radiotéléphonie

Vous aurez une responsabilité technique, d'organisation de projet et d'animation d'une équipe chargée de concevoir et de développer des logiciels de communication et d'exploitation en réseaux sur différentes applications :
• Transmission de données
• Configuration des systèmes
• Commutation de messages
Ingénieur Grande Ecole (ENST, ESE, ENSL...), votre expérience professionnelle (Diplôme minimum) confirme votre compétence en informatique temps réel et si possible dans le domaine des réseaux télécommunication, informatique, transmission de données. Vous avez de la rigueur et de l'imagination et vous pouvez créer autour de vous un véritable esprit d'équipe pour réussir dans une fonction également très ouverte sur d'autres services.

REL8851/LM

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à Nicole KAMERZAC - DPH - BP 26 - Rue Jean Pierre Timbaud - 75002 BOIS D'ARCY Cedex

Ingénieurs Architectes de Systèmes

En collaboration avec la Direction Marketing et les Services Etudes et Développement, vous êtes responsable des études de faisabilité des systèmes et de l'élaboration complète des réponses aux appels d'offres. Vous coordonnez et vous animez les Groupes Projets chargés de définir les spécifications fonctionnelles et les architectures matériel et logiciel des systèmes de radiotéléphonie, et vous suivez les nouveaux projets jusqu'à la phase d'intégration, en relation étroite avec les clients.
Ingénieurs grandes Ecoles (X, ENST, ECP, ESE...) votre approche «système» s'appuie sur une expérience de 6/8 ans acquise dans le développement logiciel et si possible matériel de systèmes de communication ou de radiotéléphonie. Des compétences en transmission de données seraient appréciées.
Dans cette fonction vous pourrez exprimer votre sens de l'innovation, votre esprit de système et vos qualités de dialogue et d'animation, favorisant un travail créatif en équipe. Anglais courant.

REL8853/LM

Ingénieur Confirmé Spécialiste Radio ou Hyperfréquence

Vous aurez la responsabilité technique de la planification et de l'implémentation des réseaux de radiotéléphonie. Vous élaborez les spécifications techniques des sites et réseaux et vous définissez les moyens de planification. Avec l'appui d'une petite équipe, vous coordonnez la mise en service et l'exploitation des moyens de simulation (logiciel de simulation) et de mesures de propagation en fonction des différents sites d'émission et de réception.
Ingénieur Grande Ecole (Telecom, ENSAE, ESE, ENSEIHT), vous apportez une expérience de 6/8 ans en hyperfréquences/Radio ou Métrologie. Anglais souhaité.

REL8854/LM

Ingénieur Radio-Communication

Vous aurez la responsabilité globale de l'étude et du développement sur des nouveaux produits radio. En amont, vous participez à la définition des produits et des systèmes et vous organisez l'activité d'une équipe de développement pour mener à terme le produit à sa phase industrielle en collaboration avec d'autres équipes internes (base de sous-ensembles, équipes logiciels services Industriels et qualité...)
Ingénieur électronicien radio (ESE, ENST, ENSEIC, ENSEIC...) vous apportez une expérience de 3 à 5 ans acquise dans le développement d'équipement en HF et VHF (radio, radar...) et des compétences en traitement du signal.
Vous savez entraîner une équipe à la fois par vos idées sur les technologies nouvelles, votre sens de l'organisation et votre capacité à mener à terme des projets techniques à finalité industrielle.
Anglais courant compte tenu de nos relations avec nos partenaires industriels européens.

REL8855/LM

MATRA COMMUNICATION



2 Ingénieurs Chimistes

Gagner les défis de la compétence, promouvoir l'innovation en améliorant sans cesse la qualité, telle est la contribution à l'Excellence dans le métier de l'emballage métallique et plastique à laquelle CARNAUD-DEVELOPPEMENT-INDUSTRIEL s'emploie plus que jamais dans ses tout nouveaux laboratoires de Chatenay-Malabry (92). Notre important développement nous amène à rechercher :

- Pour le laboratoire d'études des revêtements organiques pour emballages métalliques :

Un Ingénieur Chimiste

référence 58 2403 M

Sous la responsabilité du Chef du Laboratoire, il sera chargé de définir les procédures de contrôle et d'essais, de conduire l'interprétation des résultats, d'assurer le suivi expérimental et documentaire des nouveaux produits et de faire appliquer les standards d'utilisation des revêtements dans toutes les unités de production d'emballage du Groupe.

- Pour le laboratoire d'études physico-chimiques et de corrosion :

Un Ingénieur Physico-Chimiste

référence 58 2404 M

Spécialisé, possédant de solides connaissances en chimie analytique, électrochimie, métallurgie. Placé sous la responsabilité du Chef du Laboratoire, il sera chargé de la mise au point et du suivi des analyses et des essais relatifs à la corrosion des matériaux.

Il coordonnera avec les techniciens de son équipe, toutes les études chimiques et physico-chimiques relatives à la corrosion de matériaux et l'évolution de la matière en milieu agressif. Il sera conseillé par l'assistance en usines de production et les relations techniques avec la clientèle du Groupe. Pour ces deux postes de haut niveau technique, nous souhaitons rencontrer DEUX JEUNES INGENIEURS, chimiste et physico-chimiste, DEBUTANTS OU PREMIERE EXPERIENCE, diplômés (ENSCP, ENSIC, ENSEEG...) désireux de développer leur expérience, l'un en développement et assistance de production, l'autre en recherche appliquée, au sein d'un groupe industriel leader sur son marché et doté de moyens de recherche performants. Les conditions de rémunération sont ouvertes en fonction de l'expérience et des qualifications offertes. Merci d'adresser lettre de motivation, C.V. complet et rémunération souhaitée, sous référence choisie, à notre Conseil.



EQUIPES ET CARRIERES
4, rue de la Bienfaisance 75008 PARIS



La Société Française Exxon Chemical (5 Mds de F de CA dont 50 % à l'export, 1250 personnes - 350 Ingénieurs et Cadres), figure parmi les leaders dans son domaine d'activité : la fabrication et commercialisation de produits chimiques de base et de spécialités pétrochimiques.

Pour son service informatique situé au siège social à Paris - La Défense elle recherche un :

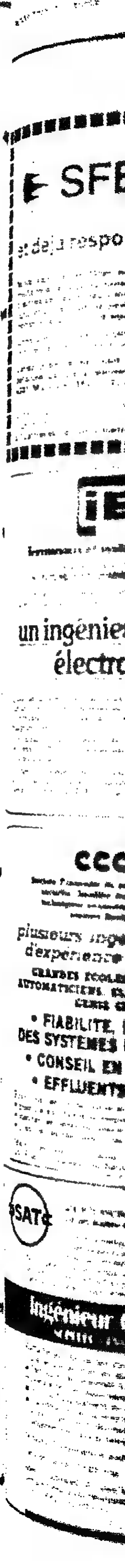
Ingénieur analyste

Il conçoit et réalise de nouvelles applications de gestion avec un souci constant de qualité dans un environnement de pointe : atelier de génie logiciel, langage de 4^e génération (NOMAD).

Nous souhaitons confier cette mission à un jeune ingénieur généraliste ou MIAGE, justifiant d'une première expérience (2 ans minimum) en informatique de gestion. Notre société offre de réelles perspectives d'évolution à un candidat motivé et désireux de s'investir dans un environnement évolutif performant.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous référence M 519 D, à notre Conseil ALPHEE, à qui nous avons confié cette recherche.

76, 78 av. des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 25 17 99



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SFENA jeune ingénieur informaticien, et déjà responsable d'applications de gestion

Nous venons de fêter nos 40 ans d'existence dans l'industrie aéronautique civile et militaire et équipons notamment ARIANE et AIRBUS. Nous sommes diversifiés vers d'autres secteurs (tests automatiques et informatique de réseaux). Pour nous, avoir un bon outil informatique de gestion est capital. Pour développer notre schéma directeur, nous renforçons donc notre équipe études à Vélizy.

Notre consultante, Mme E. PRIMAULT, vous remercie de lui écrire (réf. 5105 LM) à "Carrières de l'Informatique"

ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE - 75002 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Filiale d'un groupe d'établissements financiers, nous concevons, réalisons et diffusons des applications informatiques à destination des sociétés de bourse et de leurs partenaires. Avec pour 1988 un chiffre d'affaires prévisionnel de 120 MF, nous créons un poste d'

Ingénieur d'affaires informatique boursière

Vous assurez le suivi d'une clientèle d'établissements financiers spécialistes du secteur boursier. Votre mission revêt trois aspects: - intervenir comme conseil auprès de vos clients et en recueillir les besoins, - élaborer les cahiers des charges destinés aux équipes d'études, - coordonner les opérations d'installation et d'assistance.

Michel DHEUR notre conseil, étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8803.165 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.



Terminals et systèmes d'impression

Leader européen dans la fabrication de SYSTEMES ET TERMINAUX D'IMPRESSION. Société en progression constante du CA depuis 10 ans avec un résultat net supérieur à 5% depuis 8 ans, IEB recherche:

un ingénieur d'études électronique

Quelques années d'expérience pour participer à l'étude et au développement de nouvelles gammes de produits basés sur des technologies d'impression non-impact et des techniques de lecture et encodage magnétiques.

Connaissances approfondies matériel et logiciel de la famille des micro processeurs INTEL ainsi que des systèmes de développement HP. Anglais souhaités.

Merci d'adresser votre candidature - sans photo et préférences accompagnées d'une lettre manuscrite, sous référence LM/ET/803, Service du Personnel IEB - 12 rue de Sébastopol - 92400 Courbevoie.

DIVISION TECHNIQUE HP, VOTRE COMPETENCE CHEZ LE N°1

Classée N°1 par Datapro en satisfaction clientèle sur le marché français des constructeurs, la Division Technique Hewlett-Packard optimise encore son organisation en 1988. Elle affirme la volonté d'HP de développer l'activité support matériel et logiciel sur des applications spécifiques dans des domaines porteurs: Réseaux, Burcautique, G.P.A.O., C.A.O. Travaillant en petites équipes largement autonomes, nos ingénieurs prennent la responsabilité d'un portefeuille de clients. Leur propos est de solutions globales adaptées aux besoins spécifiques des entreprises et axées sur les ingénieurs commerciaux un conseil technique de haut niveau.

Ingénieurs d'assistance technique

Formés sur des matériels (logiciels et systèmes) de haute technologie, vous planifiez l'installation de systèmes complexes chez nos clients et développez des méthodes de diagnostic dans le cadre d'activités préventives - tests, protocoles... Vous devenez rapidement des spécialistes de l'informatique et de l'instrumentation. De formation supérieure en électronique ou en informatique (INSA, ENIB, ENSI, ESEO, ISEN, INEP...) vous avez et possédez une première expérience de l'assistance technique en clientèle ou en laboratoire.

Merci d'adresser votre candidature avec photo, sous réf. CEO/02/AM à Monique d'Hautefeuille, HEWLETT-PACKARD, Parc d'activités du Bois Briard, 91040 EVRY Cedex.

TOUJOURS AVEC VOUS



ecopol

Société Française de pointe en environnement, sécurité, stabilité des systèmes industriels (techniques avancées, procédés chimiques, systèmes flexibles...) recherche:

plusieurs ingénieurs 3-8 ans d'expérience et débutants

GRANDES ECOLES, GENERALISTES, AUTOMATISCIENS, ELECTROMECANICIENS, GENIE CHIMIQUE.

- FIABILITE, DISPONIBILITE DES SYSTEMES DE PRODUCTION
• CONSEIL EN MAINTENANCE
• EFFLUENTS INDUSTRIELS

Pour tous ces postes, votre mission: - prendre en charge la responsabilité d'affaires, - assurer les développements commerciaux des activités, - prendre des responsabilités d'encadrement. Merci d'envoyer C.V. sous référence 6905-M à ECOPOL, 28, Rue du Château des Rentiers, 75013 Paris.

Ingénieur Électromécanicien Concepteur et Réalisateur

Schlumberger

Schlumberger conçoit et fabrique des équipements avancés de mesure et d'interprétation de données géophysiques, qu'il met au service d'utilisateurs dans le monde entier.

Diplômé d'une grande école en électromécanique, vous avez une première expérience dans la mise en œuvre d'équipements électromécaniques soumis à de fortes exigences de sécurité.

Vous souhaitez orienter vos activités vers la conception, le suivi de fabrication et l'assistance aux utilisateurs de matériels intégrant des développements technologiques avancés et travaillant en milieux diversifiés et contraignants.

Vos premières responsabilités au sein d'une de nos Unités en Région parisienne couvriront toutes les étapes de la conception et de la mise en œuvre de nouveaux équipements (définition du cahier des charges, études

et suivi de réalisation des dossiers avec une implication personnelle dans le calcul des structures, définition des normes de sécurité, choix des matériaux, suivi des tests d'homologation, préparation des recettes...). Vous bénéficierez pour cela d'une formation au système de CAO de notre Bureau d'Études.

L'Anglais est indispensable pour ces fonctions qui pourront entraîner quelques déplacements en France et à l'étranger et qui préparent à des évolutions de carrière très ouvertes au sein de Schlumberger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant, sur l'enveloppe, la référence IECL, à

SCHLUMBERGER Coordination Recrutement 50, avenue Jean-Jaurès - B.P. 620-05 92542 Montrouge Cedex.



SOCIÉTÉ ANONYME DE TELECOMMUNICATIONS

Un des leaders de l'Électronique professionnelle. Téléinformatique, transmissions et réseaux, optique et aéronautique sont les domaines où nous avons fait la preuve de notre savoir-faire. Nous poursuivons notre expansion et recherches pour SERVICE LANCEMENT et SUIVI PRODUCTION DE NOTRE BRANCHE TRANSMISSIONS ET RESEAUX.

Ingénieur Grande École SUPTEL - ENSIB - INEP - ISEN...

Rattaché au Chef de Service, il animera à terme une équipe de 2 à 4 personnes dans les domaines suivants: - Définition des matériels à lancer en fabrication (vidéocommunications, faisceaux hertziens, transmissions numériques) - suivi de l'avancement en fabrication - coordination des actions techniques: - assistance à la production - définition des modalités d'application des avis de changement au niveau fabrication et après-vente.

Notions d'informatique souhaitées (travail sur IBM-PC). Lieu de travail: PARIS 13e. Merci d'adresser CV, sous la référence IG à SAT Service Central du Personnel - 41, rue Cantagrel 75631 PARIS CEDEX 13.

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

INGENIEURS ET UNIVERSITAIRES BULL ENGAGE DES FUTURS PRO. DES ETUDES LOGICIEL

La session de formation est prévue pour début avril 1988. Si vous êtes l'un de ces futurs Pro, animés comme nous, par l'esprit d'équipe, adressez dès aujourd'hui votre dossier de candidature (lettre + CV et photo) sous réf. 130 M à Ivan MALTCHEFF, BULL SYSTEMES, 94 av. Gambetta, 75990 Paris cedex 20.

Que vous soyez ingénieur ou universitaire (Bac + 5 en Maths, Physique...), l'informatique vous attire.

Nous vous offrons l'opportunité de trouver votre voie au sein d'une de nos équipes de la Direction des Etudes et Développement logiciel qui conçoit l'un des grands systèmes d'exploitation mondiaux: GCOS7.

Venez-nous rejoindre, dans un premier temps nous vous proposons une formation initiale de haut niveau pendant plus de 4 mois à l'informatique générale (génie logiciel - Système d'exploitation - programmation structurée).

Vous intégrerez alors nos équipes et pourrez évoluer dans l'avenir vers des métiers passionnants au sein du Groupe.



Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

مقدا من الاميل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ingénieurs grandes écoles expérimentés

les U.S.A. une des opportunités que nous vous proposons

E - ELECTRICITE GENERALISTES

Vous avez 32 ans environ et déjà un professionnalisme que vous voulez mettre en avant au sein d'un Groupe qui vous offrira, après une période d'intégration, des postes de direction d'usine ou des fonctions de spécialistes selon votre parcours professionnel.

Quel que soit votre itinéraire, vous êtes rigoureux, mobile en France et aux U.S.A., prêt à participer à notre expansion.

Si les perspectives d'une carrière dynamique alliées à un salaire très motivant vous séduisent, adressez votre lettre manuscrite, C.V. et photo indispensable, en précisant la référence 5276/LM, à

C.V. 53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, tél. transmetteur.

Grand Groupe industriel avec un tout premier plan de la coopération internationale, avec des implantations en France et aux Etats-Unis, nous devons recruter des ingénieurs expérimentés et mobiles, intéressés par des carrières multiples dans de nombreux secteurs technologiques.

Dans l'immense majorité d'une industrie internationale, nous vous proposons des CARRIÈRES MULTIPLES dans de nombreux secteurs technologiques.

DS
DOWELL SCHLUMBERGER

Dowell Schlumberger, l'une des premières sociétés internationales de Services pétroliers, intervient partout dans le monde, dans le domaine du pompage.

Nous souhaitons associer à notre développement des Ingénieurs Mécaniciens, Électriciens, Chimistes, Génie Civil ou Génie Pétrolier, qui rejoindront nos équipes d'

INGÉNIEURS TERRAIN

Dès votre intégration, vous bénéficierez d'une formation intensive en Angleterre, que vous complèterez lors de votre première affectation sur un site opérationnel à l'étranger par un programme théorique et pratique adapté à vos capacités.

Débutant ou ayant une première expérience, vous êtes actif et concret, vous aimez les responsabilités et vous avez de bonnes qualités de communication.

Vous souhaitez valoriser les atouts que sont votre maîtrise de l'anglais, votre bonne forme physique et votre esprit d'équipe.

Si vous désirez réussir une carrière internationale exigeante et passionnante veuillez adresser rapidement votre dossier de candidature, sous la référence IT/M, au Service du Recrutement.

DOWELL SCHLUMBERGER
20, rue Jean-Jaurès
92800 PUTEAUX

soleri-cigel

+ 47 % en 87

Ensemble, encore plus !

SSI nationale, nous comptons 10 agences, 450 collaborateurs et réalisons un CA de 160 MF.
Notre spécialité : rien qu'IBM, tout IBM.

2 Directeurs techniques Architecte de réseau

support technique national
Paris (Réf. M 1113 C)

● Marseille (Réf. M 1113 B)
● Mulhouse (Réf. M 1113 B)

Ingénieur grande école, votre expérience acquise chez le constructeur, dans une SSI ou en entreprise, vous a permis de devenir un très bon généraliste de l'environnement grande entreprise IBM et de maîtriser plus particulièrement l'IMS ou CICS. Nous confierons ce poste à forte responsabilité à un candidat solide, motivé, avec un sens relationnel développé et de bonnes capacités d'adaptation.

Vous avez compris, votre compétence technique est primordiale, mais ce sont vos qualités personnelles qui feront la différence.

Ces postes sont à pourvoir au sein de nos régions Est et Méditerranée.

Les entretiens auront lieu à Paris, Lyon et Marseille.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle), sous réf. choisie, à Jean-Louis Terrier, Immeuble Lyon Ouest, 100, 104 rue, 69009 Lyon.

soleri
GROUPE SOLERI CIGEL

CERICS Centre Européen de Génie Logiciel

De grandes entreprises (BULL, THOMSON) offrent une trentaine de bourses d'études à des jeunes

DIPLOMES GRANDE ECOLE

X. CENTRALE, MINES... ou universitaires équivalents pour accéder aux fonctions d'INGÉNIEUR CONCEPTEUR DE LOGICIEL.

A l'issue d'une formation de 9 mois, en étroite coopération avec l'INRIA, le CERICS délivre un **MASTÈRE SPÉCIALISÉ EN GENIE LOGICIEL**. Label de la Conférence des Grandes Ecoles.

Adressez votre candidature à CERICS
BP 48 - Sophia Antipolis - 06561 Valbonne Cedex. Tél. 93.96.45.00

PROGRAMMES ARIANE

La direction des lanceurs du CNES à Evry (91) recherche

2 ingénieurs développement

Ils prendront en charge le contrôle, auprès des industriels, des études d'essais et de fabrication de matériels spécifiques aux moteurs d'Ariane.

Diplômés d'une grande école d'ingénieurs, ils possèdent une expérience industrielle de 4 à 5 ans en mécanique des fluides et combustion. L'anglais est indispensable.

Les candidatures sont à adresser avec CV et photo sous référence ED/PL, à Monsieur le Chef du Département Personnel de la Direction des Lanceurs - Centre Spatial d'Evry, Rond-point de l'Espace, 91023 Evry Cedex.

Centre National d'Etudes Spatiales
LES COMPÉTENCES DU FUTUR

A LYON dans un environnement technologique de pointe, venez rejoindre la

Direction Informatique d'une grande banque régionale.

Chefs de projets confirmés

Ingénieur ou diplômé d'une école de commerce, trois années d'expérience vous ont donné l'occasion de prouver votre valeur dans un poste similaire. La maîtrise d'un ou plusieurs de nos outils (MERISE, PRC, BRSE, sur SITE IBM), est un atout supplémentaire.

Ingénieur système expérimenté

Pour intégrer notre site IBM (3090-3081-MVS-IMS-DB2), vous justifiez d'une formation supérieure (grande école) et de cinq années de pratique du système.

Vos qualités personnelles vous feront évoluer vers des fonctions de management.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous ETU 32 à CERICM du Sud-Est-Service du Recrutement - 69594 CHAMPAGNE MONT D'OR CEDEX.

CRÉDIT AGRICOLE DU SUD-EST

V INGÉNIEURS PRODUCTIQUE

Vous possédez une solide connaissance de l'informatique et une expérience d'au moins 3 années en GPAO, FAO et/ou MAO.

Nous recherchons des Ingénieurs Grande École pour renforcer notre activité dans les domaines suivants :

- Maintenance et stockage automatique,
- Systèmes de gestion de production,
- C.I.M. (Computer Integrated Manufacturing).

Venez nous rejoindre pour valoriser vos atouts et assurer des responsabilités au sein d'une entreprise en pleine expansion : 1600 personnes, près de 1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires en 1987, une implantation nationale et internationale.

SESA
Direction des Ressources Humaines
30, Quai de Dion
Bouton 92806
Puteaux Cedex
Réf. : 701M

Le parfait simple.

La maîtrise d'un grand projet exige de réunir les meilleurs professionnels, conseils, experts, réalisateurs, chacun d'eux ayant la volonté et les moyens de réussir cette entreprise.

Nous avons développé des technologies et un savoir-faire

concrètement dans le domaine des télécommunications, des réseaux électroniques et mécaniques, des systèmes d'automatisation : automates électroniques, péages de métro, systèmes de commandement pour les forces armées, Tanspac.

Les succès que nous rencontrons dans le monde en témoignent.

Nous voulons vous faire partager notre conception du "Parfait Simple".

SESA

3ip Société pour l'innovation, l'informatique industrielle et la productique

Nous sommes spécialisés dans les méthodes de production de logiciels (génie logiciel) et dans l'automatisation des systèmes de production.

Nous intervenons dans les domaines de l'aéronautique, du spatial et de l'automobile.

Depuis plus de 3 ans nous avons choisi de travailler autour de langage ADA.

Nous développons pour nos clients et pour nos propres produits, des logiciels dans un environnement Digital/VMS, SUN/UNIX et IBM PC/MS DOS. Nous recrutons

INGÉNIEURS CONFIRMÉS

Grandes Ecoles

ayant une première expérience industrielle et connaissant :

- les langages ADA, C, PASCAL,
- les systèmes VMS, UNIX, Temps Réel,
- les matériels DIGITAL, SUN, DATA GENERAL.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à 3 P, 104, rue de Castagnary, 75015 PARIS

BASES DE DONNÉES

INGÉNIEUR

BASES DE DONNÉES

INGÉNIEUR INFORMATIQUE

SYSECA

Mob

ASSISTANT EXPLOITATION AVIATION

NOUVEAU INC

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

BASES DE DONNÉES : PRÊTEZ-NOUS VOS TALENTS

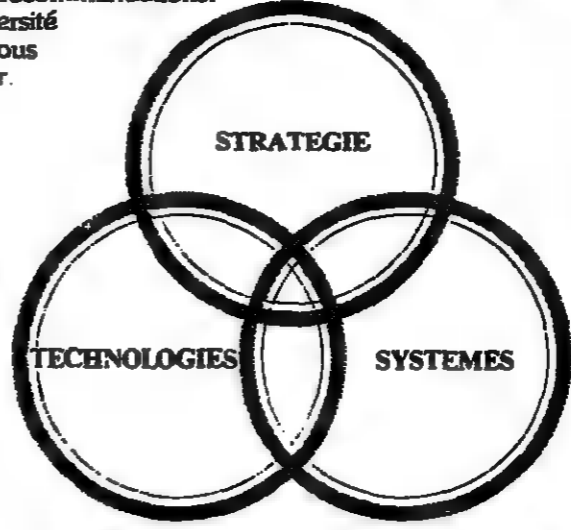
Nous sommes le leader de notre marché. Notre maître-mot : l'innovation. Cela nous vaut d'être résolument tournés vers les techniques de pointe. Témoins l'introduction de la CFAO dans nos 5 bureaux d'études... et la création d'un nouveau poste d'ingénieur Bases de Données.

INGÉNIEUR BASES DE DONNÉES

conseil en gestion industrielle

Structure de Conseil, 3700 Consultants dans le monde, dont 1400 en Europe, nous sommes membre de l'un des plus puissants réseaux internationaux. Nos produits de pointe : GESTION STRATEGIQUE, TECHNOLOGIE D'INFORMATION, SYSTEMES DE PRODUCTION...

d'assumer les responsabilités qui constituent notre quotidien. Les missions que nous vous confierons : organisation des services de production (Just in Time), choix et mise en place d'outils informatiques (GPAO), intégration systèmes financiers (contrôle de gestion industrielle), vous y serez impliqué dans les phases conceptuelles comme dans la mise en œuvre de nos recommandations.



Coopers & Lybrand associés

GROUPE SYSECA

SYSECA (440 MF de CA, 1100 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de Service et d'ingénierie en informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

INGENIEURS INFORMATIENS

De formation Grandes Ecoles, Doctorat, DEA et Maîtrise, vous êtes débutant ou possédez une première expérience. Pour 1988, nos objectifs de développement sont définis. Vous nous aidez à les concrétiser en apportant votre compétence et votre motivation dans les domaines suivants :

- systèmes temps réel
• logiciel de base
• génie logiciel
• développement sous UNIX
• intelligence artificielle
• réseaux et télématique
• informatique industrielle
• systèmes d'information
• systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser votre C.V. -> photo et présentations sous référence 332 - 315 Bureaux de la Colline 92213 Saint-Cloud Cedex.

SYSECA SELECTION

Mobil

recherche pour son siège social de (92) PARIS-LA DEFENSE

ASSISTANT EXPLOITATION AVIATION NIVEAU INGENIEUR

Il est souhaité (mais non indispensable), pour ce poste technique, une connaissance du stockage et de la distribution des produits pétroliers sur les aéroports.

Ce poste occasionne des déplacements et des séjours prolongés en Afrique, représentant, au total, 120 jours par an environ.

Il exige un sens aigu de la sécurité et une très grande rigueur pour l'application des procédures.

Par les contacts variés et les fonctions diversifiées qu'il offre, ce poste conviendra, de préférence, à une personne de communication et d'initiatives, très disponible, active et apte au commandement.

ANGLAIS COURANT.

Prière d'adresser sous référence 35675, lettre manuscrite CV et photo à MOBIL OIL FRANCAISE Service Recrutement - Tour Septentrion 92081 PARIS-LA DEFENSE Cedex 9.

Des responsabilités pour commencer

Schlumberger industries

Groupe Electricité

Le groupe Electricité est au premier rang des activités de fabrication et de commercialisation d'équipements de mesure ; il recherche, dans le cadre du développement de produits électroniques,

DES INGENIEURS D'ETUDES ELECTRONIQUE NUMERIQUE

Vous participerez à l'étude de nouveaux produits liés à la mesure de paramètres électriques. Diplômés d'une grande école, vous avez de bonnes connaissances ou une première expérience en électronique numérique.

UN INGENIEUR SYSTEME IBM 36

Informaticien de formation, vous avez acquis 2 à 3 ans d'expérience système sur IBM 36. Vous serez, dès votre intégration, responsable du développement et du suivi de nos moyens informatiques pour l'ensemble des applications (gestion financière et GPAO).

UN CHEF PRODUITS

Ingénieur diplômé en électronique, vous souhaitez engager votre carrière dans le Marketing en milieu industriel. Votre créativité et vos talents de communication vous permettront de prendre, à court terme, la responsabilité de nouveaux produits électroniques distribués principalement dans l'industrie.

UN TECHNICO-COMMERCIAL

Vous êtes désireux de valoriser votre première expérience de vente de produits industriels. Nous vous confierons le développement commercial de produits auprès de distributeurs.

Ces postes sont basés à Montrouge. Ils nécessitent une bonne connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, (lettre, C.V. et photo) sous la référence du poste concerné, au Service du Personnel. SCHLUMBERGER industries Groupe Electricité 50, avenue Jean-Jaurès - BP 620-02 92542 Montrouge Cedex

VOUS ETES INGENIEUR DIPLOME

Votre formation en informatique et votre expérience vous permettent de participer au développement de notre réseau de communications internes. Nous recherchons :

INGENIEUR EN ORGANISATION

S'appuyant sur son expérience pratique de l'ORGANISATION ADMINISTRATIVE en milieu industriel, il sera responsable de l'établissement des cahiers des charges et du suivi des projets informatiques, en particulier dans les secteurs : Administration commerciale, comptabilité et gestion.

INGENIEUR SYSTEME D'INFORMATIONS

Chargé de gérer la base commune de données de la Société, il est le garant de la cohésion du Système d'Informations, appuie les chefs de projets dans leurs développements et assure l'accès aux bases de données.

INGENIEUR BUREAUTIQUE ET COMMUNICATIONS

Ayant une maîtrise des micro-ordinateurs, de l'élaboration et des réseaux de télécommunications, il participe à la mise en place des outils de communication et à ce titre, informe, forme et assiste les utilisateurs.

Adresser CV, rémunération souhaitée à Monsieur Claude DEJON Directeur des Relations Humaines JS TELECOMMUNICATIONS 31 quai de Dion Bouton 92811 FUTEAUX

JS Télécommunications

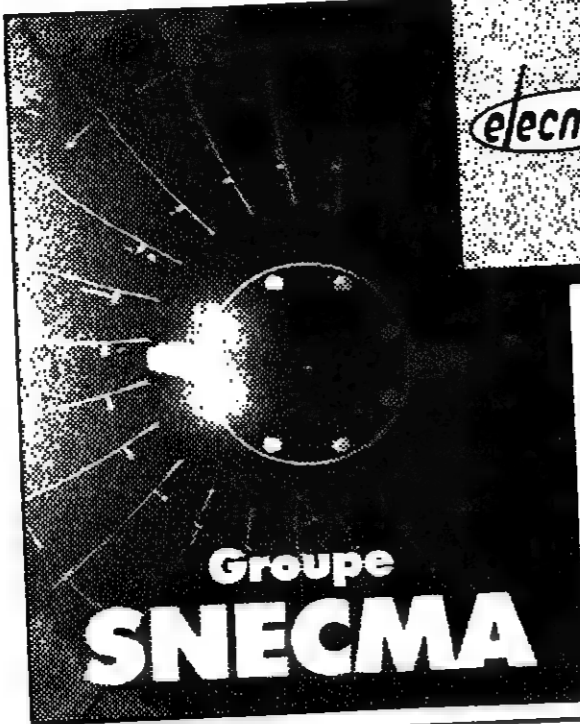
هنا من الاميل

هتدا من الاميل

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



elecma
 SNECMA Implantée à Suresnes (92) et Villaroche (77), la Division Electronique de la SNECMA est spécialisée dans l'étude et la réalisation de matériels électroniques complexes, capables de fonctionner dans un environnement sévère aux profils et vitesses inhabituels. Les programmes de développement sont réalisés par nos ingénieurs et techniciens.

Nous recherchons notre
RESPONSABLE GESTION DE PRODUCTION
 diplômé grande école ou université, ayant une expérience de quelques années dans la fonction, si possible dans l'industrie électronique. La réussite dans ce poste ouvrira des opportunités d'évolution dans l'ensemble du Groupe.
 Merci d'adresser CV et présentations sous réf. 53/87 à SNECMA Département Encadrement - 2, Boulevard Victor 75724 PARIS CEDEX 15.

MECANIQUE-AUTOMATISMES

Importante filiale d'un groupe français, nous concevons et réalisons des grands systèmes automatiques utilisés dans l'industrie et les administrations. Notre usine de Valence (700 personnes) spécialisée dans les machines de codage et de tri du courrier a diversifié son activité de base et conçoit des machines spéciales adaptées aux besoins d'une clientèle variée. Dans ce cadre, 3 postes sont à pourvoir.

CHEF DE GROUPE
 A&M, ENSI, INSA - 28/30 ANS environ

Expérience souhaitée : 4 années d'expérience déjà acquise en bureau d'études. Le poste : vous prendrez en charge des projets complets relevant de la mécanique du mouvement et vous animerez une équipe de collaborateurs sous votre responsabilité. Anglais nécessaire. Réf. 106 R.

INGENIEUR ETUDES ET INDUSTRIALISATION
 A&M, ENSI, INSA OU EQUIVALENT - 26/27 ANS environ

Expérience souhaitée : 2 ans dans un service de production ou de méthode d'industrialisation. Le poste : vous serez chargé d'assister les chefs de groupe étude dans la phase d'industrialisation des projets avec l'aide d'une petite équipe que vous dirigerez. Anglais scolaire. Réf. 106 S.

INGENIEUR CHEF DE PROJET
 A&M, ENSI, INSA - 25/30 ANS environ

Expérience souhaitée : 3/4 ans en bureau d'études, et possible sur machines automatiques. Le poste : vous aurez la responsabilité de la conception et du suivi de mise en œuvre de lignes de conditionnement (ensachage, convoyage, palettisation...), coordonnerez les ressources internes et celles des sous-traitants. Anglais nécessaire/allemand souhaité. Réf. 106 T.
 Merci d'adresser un dossier complet de candidature sous référence choisie à HB, 66 Avenue Victor-Hugo 75116 PARIS.

Rochette Risoco
Jeune ingénieur recherche et développement
 PMI performante de 170 personnes, cette Filiale de l'un des premiers Groupes Papiers français est implantée à moins d'une demi-heure de STRASBOURG.
 L'ingénieur qu'elle va intégrer à sa jeune équipe de Cadres, sera chargé de la recherche et du développement des nouveaux produits et de l'appui technique au Commercial. Il assurera la mise au point et les essais des nouvelles sortes demandées sur le marché et proposera les améliorations de la gamme.
 Souvent en déplacement chez les clients et fournisseurs ou dans les salons, il pourra occasionnellement utiliser ses langues étrangères.
 Rattaché au Directeur Général, ce poste est très évolutif et préparé à des responsabilités importantes dans l'entreprise. Il s'adresse à un jeune diplômé (EFF, AM, INSA, ENSC, etc...) ayant une première expérience, même courte, dans une industrie similaire.
 Les entretiens auront lieu en nos bureaux de STRASBOURG, PARIS et LYON.
 Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite, accompagnée d'un CV détaillé et d'une photo, sous réf. 90304/M à notre Conseil qui vous garantira son entière discrétion.
Staff Consultants
 STRASBOURG PARIS LYON NEW-YORK
 32, allée de la Robertsau, 67000 Strasbourg.
 57, place de la République, 69002 Lyon.

FILIALE GROUPE MULTINATIONAL EQUIPEMENTS AUTOMOBILE
 recherche pour son Centre Européen de Distribution Rechange près de BEAULVAIS
INGENIEUR INFORMATICIEN
 Grand Système IBM
 De formation BAC + 4 (Ecole d'ingénieur, MIAGE), vous avez au moins 2 ans d'expérience d'analyse de projets de gestion. Vous pratiquez l'anglais. Au sein de la Division Informatique, vous participerez à la mise en œuvre de divers projets (production, marketing...) dans un environnement MVS - IMS - DB2.
 Vos compétences et votre implication vous permettront d'assurer des projets de plus en plus importants et d'évoluer vers la responsabilité de chef de projet.
 Ecrire avec CV, + présentations + enveloppe à votre adresse, sous la référence SG/LM1, à
michel jouhannaud conseils
 182, rue de Vaugirard - 75016 PARIS
 PARIS-LILLE

UNE EQUIPE A TAILLE HUMAINE LES MOYENS D'UN GRAND GROUPE
 Le Groupe des Fromageries BEL (6300 personnes, 5 Milliards CA, 21 usines) recrute pour son Département Organisation, Informatique et Télécommunications - basé dans le quartier St-Lazare - doté d'un réseau de matériel IBM articulé autour d'un centre serveur 43 (VM, VSE, CICS, SQL, NOMAD), de nombreux IBM 36, micros, et d'autocommutateurs numériques.

GROUPE DES FROMAGERIES BEL PARIS
LE RESPONSABLE INFOCENTRE - BUREAUTIQUE - TELECOMMUNICATIONS.
 Collaborateur immédiat du Chef de Département, il devra proposer l'évolution de la politique du Groupe, animer et ajuster le plan de développement, encadrer l'équipe de réalisation et rester à l'écoute des nouvelles technologies. Professionnel du développement de projets en informatique de gestion depuis 3 à 5 ans minimum, il est diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs ou commerciale (Centrale, Poiss, HEC...)
1 INGENIEUR INFORMATICIEN
 6 mois à 2 ans d'expérience.
 Issu d'une Grande Ecole (Centrale, Poiss, ...), le candidat que nous recherchons est un homme d'étude et de développement qui saura allier le goût de la technique à une forte capacité au dialogue avec les utilisateurs ; en outre, il saura le travail en petites équipes. Nous lui confierons des responsabilités d'analyse-Chef de projet après une période de formation (si nécessaire). Les possibilités d'évolution sont riches pour un candidat de valeur.
 Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et présentations à Fromageries BEL - Chef du Personnel 4 rue d'Anjou - 75008 Paris.

Ingénieur de conception
 Groupe important en mécanique de précision recherche pour son Département Organisation et Informatique (40 personnes) un Ingénieur de conception.
 Il sera chargé des projets d'organisation informatisée dans le domaine industriel ; et à terme, éventuellement, dans d'autres domaines (commercial, financier, etc...). Il animera pour la réalisation des projets une équipe de programmeurs analystes. Le Département Organisation et Informatique est équipé d'un important matériel IBM 308X (400 terminaux), et de 70 micro-ordinateurs.
 Profil :
 • formation : ingénieur GRANDES ECOLES (ECP, AM, ECL, etc...) de préférence de spécialité ou option mécanique.
 • qualités de rigueur, de contact dans le travail en équipe et de présence dans la conduite des projets.
 • expérience de quelques années de préférence dans le milieu industriel ; mais débutants à fort potentiel et dégagés des obligations militaires acceptés.
 Le poste est à pourvoir dans une ville agréable de Haute-Savoie. Le groupe offre à terme des possibilités d'évoluer vers des secteurs très variés.
 Envoyer lettre manuscrite + CV + photo + rémunération actuelle s'il y a lieu à PIERRE LICHAUJ - 12, rue Président Carnot - 69002 LYON qui transmettra.

REJOIGNEZ FRANCE TELECOM !
Jeunes ingénieurs
 informatique, électronique
Jeunes diplômés
 écoles de commerce universités (3e cycle)
 Changez de dimension : rejoignez France Télécom !
 Un concours vous est ouvert les 25 et 26 Avril 1988
 Conditions de participation :
 - Nationalité française
 - 30 ans maximum au 01/01/88
 clôture des inscriptions le 23 Mars 1988
Prenez un avenir d'avance en appelant le
NUMERO VERT 05 21 11 11
FRANCE TELECOM
 UN AVENIR D'AVANCE

Quand on invente des cerveaux on a besoin d'intelligences. **intel**
 Intel, leader mondial des micro-processeurs recherche
2 INGENIEURS COMMERCIAUX
 Ingénieurs confirmés dans la vente de produits de haute technologie, ayant une expérience d'une multinationale comparable.
 Nous vous confierons la responsabilité du développement de nos relations commerciales auprès de grands comptes O.E.M.
 Un très bon niveau d'anglais est nécessaire pour cette fonction.
 Merci d'adresser votre CV sous réf. 8030, à la Direction des Ressources Humaines, Intel Corporation, 1 rue Edison, BP 303, 78054 St. Quentin-en-Yvelines.

LA PASSION DE LA NEGOCIATION INFORMATIQUE
INGENIEUR INFORMATICIEN
INGENIEUR DE CONCEPTION
INGENIEUR COMMERCIAUX
 Evoluez au pétrolier de...
 ingénieur grand école
 consultants ou 100 d'expé...

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LA PASSION DE LA NEGOCIATION INFORMATIQUE

stera

Un des premiers Groupes d'Ingénierie Informatique en Europe, C.A. en forte progression, 1750 personnes, recherche

Ingénieurs commerciaux

expérimentés

grands comptes

ADMINISTRATIONS
BANQUES
ENTREPRISES
FORMATION
INGENIERIE
SYSTEMES
TELECOM

Merci d'adresser vos lettres de candidature, C.V. et prétentions sous la référence ZZ1 à l'attention de Léon LAGOUGE, 147, rue de Courcelles 75017 PARIS.

MINTEL 3614

super STERIA

stera
sélection



GROUPEMENT INFORMATIQUE DU CREDIT AGRICOLE BRETON

Le GICAB rassemble 85 personnes autour de 3 BULL DPS 90 connectés, 1500 terminaux. Pour faire face aux développements de systèmes d'information bancaire, il recherche :

son Responsable Organisation
réf. M 11

Un Ingénieur Méthodes : Morise, Pichere
réf. M 12

Un Informaticien bancaire expérimenté
réf. M 13

Un Spécialiste Mandataire
réf. M 14

Pour nous rejoindre à VANNES, merci d'adresser votre CV et une lettre manuscrite, en précisant la référence choisie, au GICAB, 60, av. Paul Césaire, Kermol, 56000 Vannes.

INGENIEUR GENIE CIVIL

Vous avez un diplôme d'ingénieur génie civil (ETP, INSA ou équivalent) et une solide expérience en B.E. ou en entreprise.

Sous la responsabilité directe du directeur génie civil vous prendrez en charge les études de structure et la coordination technique d'importants projets d'infrastructure et de bâtiment TCE.

Adresser candidature manuscrite + c.v. et prétentions à OPF UNIVAS, 2, rue de Sèze, 75008 PARIS.

cofiroute



Société privée, concessionnaire d'autoroutes, nous sommes en croissance de 20% par an. Aujourd'hui : 1,7 milliard de Francs de CA, plus de 1 000 personnes ; nous poursuivons notre expansion avec un souci permanent de qualité dans le service rendu aux usagers. Pour renforcer notre organisation, nous recherchons :

- Pour notre Département Techniques et Installations Spécialisées :

UN INGENIEUR CONSTRUCTION

(Génie Civil - Bâtiment)

Au sein de l'équipe chargée de la construction et de l'entretien des équipements (bâtiments, voirie, installations de sécurité...), l'ingénieur Construction a un rôle de maître d'ouvrage vis-à-vis des partenaires extérieurs (appels d'offres, suivi et réception des travaux...).

Environ 35 ans, vous avez une formation supérieure d'ingénieur (option Bâtiment), une expérience de 8 à 10 ans dans une entreprise de BTP ou d'ingénierie en tant que maître d'œuvre ; ou dans un bureau d'architecte, dans un contexte immobilier ou de ville nouvelle.

Vous avez de réelles qualités de négociateur et de gestionnaire rigoureux. Ce poste comporte de fréquents déplacements sur le réseau.

Réf. 8451 M

UN INGENIEUR TECHNIQUES SPECIALISEES

(Radio-Télécommunications...)

Il coordonnera les activités d'études (avant-projets, appels d'offres...), de construction et de maintenance, en particulier dans le domaine des télécommunications.

Environ 30 ans, de formation Sup-Télecom ou INT, vous avez 4 ou 11 ans d'expérience dans une entreprise du secteur des Télécommunications hertziennes ou filaires, où vous avez acquis des compétences dans les techniques telles que transmissions téléphoniques et/ou radio ; installations de mesure, recueil et exploitation des données ; installation d'émissions de radio, panneaux à messages variables.

Vous avez un réel sens de l'organisation et un souci permanent du meilleur service à l'utilisateur.

Votre activité comporta des déplacements fréquents sur le réseau et nécessite une bonne maîtrise de la langue anglaise. Réf. 8452 M

- Pour notre Département Infrastructures :

UN INGENIEUR RECHERCHES APPLIQUEES

(Infrastructures autoroutières)

Il aura pour mission de mener des recherches appliquées, en liaison avec les organismes extérieurs (laboratoires et bureaux d'études publics ou privés) dans les divers domaines techniques liés aux infrastructures autoroutières, et plus particulièrement dans le domaine des chaussées. Ces études peuvent faire l'objet de publications ou de communications.

Environ 35 ans, de formation ingénieur généraliste (AM, ENSM, Centrale Lyon...), ou spécialisé en Génie Civil (ESTP, ENTPE, INSA...), vous avez au minimum 5 années d'expérience dans un environnement asembliable (laboratoire routier public ou privé ; entreprise de TP ; Equipement). Vous utilisez les outils statistiques et probabilistes.

Vous êtes ouvert, autonome, et passionné par votre métier de spécialiste routier.

Au-delà de vos qualités relationnelles, vous avez une grande aisance rédactionnelle.

Ce poste basé à Paris (ou en province selon résidence du candidat) nécessite des déplacements fréquents en France, et 2 à 3 fois par an à l'étranger.

La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Réf. 8453 M

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en précisant la référence du poste choisi, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une totale discrétion.

20 rue Pergolée - 75116 Paris

Actiman

Capitalisez votre expérience dans la finance.

Associez-vous à l'un des grands projets de gestion financière, de crédit-bail et de comptabilité lancés par notre IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER. Vous contribuerez au succès de l'un de ces projets, chacun dans un domaine clé de notre activité. L'enjeu de cette opération est vital. C'est pourquoi, notre Direction de l'Organisation et de l'Informatique recherche des

Chefs de projets

Réf. CP 814

En collaboration avec le Responsable du domaine concerné, nous vous confierons l'analyse fonctionnelle détaillée, l'encadrement de l'équipe de réalisation, la mise en place auprès des utilisateurs. Vous assurerez le suivi du projet, et vous évoluerez dans un environnement technique et méthodologique (MERISE, Atelier de Génie Logiciel...) enrichissant. Vos capacités relationnelles et d'animation trouveront à s'exprimer. Diplômé d'une école d'ingénieur, de commerce ou d'un 3^{ème} cycle de gestion, vous avez 5/6 ans d'expérience en informatique dans un environnement IBM, si possible dans le secteur bancaire.



Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste à notre Conseil DATAID SELECTION 46, avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS.

Evoluez au sein d'un groupe pétrolier de dimension internationale

ingénieurs grandes écoles

débutants ou 1 à 2 ans d'expérience.

Nous vous offrons l'opportunité d'évoluer dans les activités diversifiées de notre groupe et vous proposons en première affectation :

• Postes opérationnels en Raffinerie. (procédés, entretien, exploitation). Votre formation, X, Mines, Centrale, ENSAM, ENSIC, vous a préparé à assumer cette responsabilité. Une très bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable... une formation complémentaire aux Etats-Unis sera un atout supplémentaire. Réf. M 455.

• Postes au Centre de Recherches. Docteur Ingénieur en chimie, ou diplômé de Grandes Ecoles ayant l'acquis d'une spécialisation Systems Experts. Réf. M 456.

Il est demandé pour ces postes une grande faculté d'adaptation et une mobilité fonctionnelle et géographique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions... en précisant la réf. choisie à Lévi Toumay/Asscom - 104, rue Garibaldi 69006 Lyon - qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE LEADER SUR LE MARCHÉ FRANCAIS ET INTERNATIONAL,

implantée en proche Banlieue Parisienne,



de son secteur d'Activité REVAMPING (rénovation) dans les domaines du raffinage et de la pétrochimie.

Il aura les responsabilités suivantes :
- prospection du marché (essentiellement étranger),
- établissement des propositions,
- négociation des contrats,
- suivi des réalisations.

Il aura une formation Grande Ecole d'ingénieur (ESE, MINES, CENTRALE, A et M), 5 à 10 ans d'expérience dans le domaine concerné et sera bilingue «français anglais».

Merci d'envoyer CV et prétentions sous réf. 36338 à Concesse Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

مقا من الاصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

مقتران الاصل

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
située en Banlieue Sud-Ouest, recherche

INGÉNIEUR SYSTEME

De formation Grandes Ecoles Type ENSI-INSA-MIAGE, souhaitant valoriser son expérience (2 à 4 ans) acquise au sein d'une équipe travaillant sur système IBM/VM, ou réalisant des études avec pratiques d'un SGBD sur IBM/370.

Au sein d'une équipe dynamique il sera chargé :

- d'installer, maintenir et adapter le système de base de données SQL/DS,
- d'assister et conseiller les équipes d'études,
- de mesurer les performances du SGBD.

Adresser CV + rémunération souhaitée sous référence 36397 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

ingénieur de projets

Filiale d'un groupe multinational en pleine expansion.

Diplômé grande école 30-35 ans

Mission :

- conception, gestion et mise au point de produits de haute technicité,
- recherches et développement,
- marketing,
- marchés d'Etat.

En relation avec notre clientèle ainsi qu'avec certains de nos fournisseurs privilégiés, vous devrez : organiser, expliquer, convaincre, dialoguer, qualités qui vous seront indispensables pour réussir. Très bonne connaissance de la langue anglaise. Ce poste ouvre de larges perspectives d'évolution dans le groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 3018, AGENCIE MAILLE, 18, rue Volney, 75002 PARIS, qui transmettra.

MATRA TRANSPORT conçoit et réalise des systèmes de transport automatiques tels que le VAL. Notre développement rapide (Lille, Toulouse, Strasbourg, Chicago, Jacksonville, Bordeaux et maintenant Only Val) nous amène à rechercher des (H/F)

Ingénieurs Grandes Ecoles

Au sein du Département responsable de la distribution électrique du VAL, ils seront chargés, dans le cadre de nos projets en France et à l'étranger, des études des circuits Moyenne Tension, Basse Tension, ainsi que des automatismes et relais associés.

Ils participeront à l'élaboration des spécifications techniques et fonctionnelles et à l'établissement des plans en relation avec le Bureau d'Etudes.

Ces postes basés à LILLE, exigeant des déplacements en France et à l'étranger, requièrent les compétences d'ingénieurs diplômés possédant une première expérience dans un domaine similaire. Ils maîtrisent bien l'anglais, et sauront faire preuve d'initiative, de créativité et d'esprit d'équipe.

Si vous souhaitez réussir et évoluer avec nous, merci d'adresser votre dossier de candidature à : MATRA TRANSPORT - Direction du Personnel - 11 rue Auguste Comte - 92170 VANVES

MATRA TRANSPORT

Ingénieur confirmé

pour développer son activité Intégrateur/Installateur de Réseaux Locaux Industriels.

Cet Ingénieur assurera :

- la prospection,
- l'analyse des besoins,
- l'élaboration de l'offre,
- la réalisation.

Cet Ingénieur de formation Grande Ecole (ESE, MINES, CENTRALE, A et M) ayant 5 ans d'expérience environ sera bilingue «français/anglais» et devra posséder une double compétence :

- connaissance des applications (gestion temps réel, automatismes...),
- connaissance des techniques (micro-informatique, réseaux...)

Merci d'envoyer CV et prétentions sous référence 36339 à ConTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CHARLES RILEY CONSULTANTS INTERNATIONAL

IDRH IDP

Le Groupe Charles Riley recherche pour ses filiales :

- IDRH Consultants - Développement des Ressources Humaines et de l'Organisation
- IDP Consultants - Productivité - Qualité et Systèmes

CONSULTANTS EXPERIMENTES

Pour diriger des contrats dans les domaines suivants :

- Qualité totale, • Productivité industrielle, • Productivité - Qualité en milieu administratif, • Management.

Les candidats de 35 ans environ, auront une réelle expertise et une expérience réussie en entreprise et dans le conseil avec une forte motivation pour ce métier.

Ecrire à : Pierre Guyon, Directeur Général du Groupe, Charles Riley Consultants, 18 rue Louis Rouquier, 92300 Levallois.

COMIP - Société d'Ingénierie Informatique

Notre département LOGICIEL TECHNIQUE (30 % du C.A.) est en pleine expansion.

Vous êtes fortement motivé(e) par les applications industrielles et militaires.

Vos connaissances dans les domaines suivants vous passionnent :

TEMPS REEL, RESEAUX, CONTRÔLE, COMMANDE, TRAITEMENT DU SIGNAL, IMAGERIE ET INFOGRAPHIE, SIMULATION, X A O.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :

J.C. DELPON - COMIP
11, bd de Sébastopol - 75001 PARIS

STEIN HEURTEY
LA VOLONTÉ DE L'EXCELLENCE

STEIN HEURTEY qui conçoit, étudie, réalise et met en service sur le marché MONDIAL des équipements thermiques industriels, recherche :

INGÉNIEURS PROJET

Vous intervenez avant la commande et avez le rôle de concepteur général de l'installation et de promoteur de celle-ci auprès du client. La négociation commerciale fait partie de cette fonction qui nécessite des déplacements à l'étranger. Vous êtes ingénieur diplômé avec une première expérience de 2 à 5 ans.

Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable et la pratique de l'allemand sera un atout déterminant. Tout candidat à fort potentiel est assuré de trouver une évolution à sa mesure au sein de notre groupe en France et à l'étranger.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence IP au Service du Personnel STEIN HEURTEY - B.P. 69 - 61002 EVRY CEDEX.

ECLECTISME - TALENT

Important Cabinet de Conseils en Brevets d'Invention renforce son équipe et recherche un

INGENIEUR CHIMISTE DE HAUT NIVEAU
PARIS

pour assister et représenter dans son domaine de compétence la clientèle du cabinet.

Vous avez 35-45 ans, vous êtes conseil en brevets ou sur la liste d'aptitude, mandataire agréé auprès de l'OEB. Vous êtes chimiste de formation, bilingue anglais.

Vous souhaitez intégrer une structure bénéficiant d'une notoriété due à son image de compétence et de dynamisme et dans laquelle vous pourriez exercer, dans le cadre d'une large autonomie, vos qualités de rigueur, d'écoute ainsi qu'un talent certain.

Nous vous remercions d'écrire avec CV, + prétentions, sous référence SY/LMI, à MICHEL JOUHANNAUD CONSEILS - 182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS.

Developpe de pro telecommu

Directe Informa

INGENIEUR D'HAUT NIVEAU

INGENIEUR DIPLOME

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Développer l'image de produits télécommunications

Suivre et développer les grands comptes, rechercher les solutions clés en main, gérer le marketing et les relations publiques de la ligne de produits haut de gamme en relation avec le Directeur Général, telle est la mission de l'

Ingénieur d'affaires senior

de la filiale française d'un groupe international, constructeur de produits télécommunications.
De formation technique supérieure, exerçant aujourd'hui des responsabilités similaires dans ce domaine, il a une réelle expérience commerciale auprès d'interlocuteurs de haut niveau.
Il souhaite aujourd'hui valoriser ses compétences et élargir ses fonctions.
Écrivez sous référence 707246/M.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue de Rac - 75007 Paris

Directeur Informatique

Le Directeur de Paris a décidé de mettre en œuvre l'informatisation de ses différents services (comptabilité, paie, immobilier...). Vous serez chargé d'étudier, de choisir, de proposer et de mettre en place le développement d'applications dans les meilleures conditions techniques et de coût.

De formation supérieure, vous avez une expérience (de 5 ans environ) acquise en tant que Chef de Projet, mais la réalisation ne vous rebute pas. Vos connaissances IBM 36 et PC vous permettront d'être vite opérationnel. Vos qualités humaines et pédagogiques favoriseront une intégration rapide. La rémunération sera fonction de l'expérience.

Merci d'écrire sous la référence 721/M & AL CONSEIL, 35, rue de Naples, 75008 PARIS.

AL conseil

LE DIRECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DES TELECOMMUNICATIONS

Un chargé des relations internationales

pour développer les échanges universitaires, pour ouvrir les grandes écoles des Télécoms (sup. télécom, sup. télécom, Bretagne, INT) aux étudiants européens, pour accompagner les accords internationaux de recherche et de coopération industrielle.

PROFIL : INGÉNIEUR ou UNIVERSITAIRE DE HAUT NIVEAU

ayant quelques années d'expérience internationale.

Adr. demande manuscrite avec C.V. à Monsieur le Secrétaire général DEST, 46, F. Barroult, 75634 Paris Cedex 13.



INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE

Centre de recherche pétrole et dérivés, plus de 1800 collaborateurs dont 650 ingénieurs et cadres recherche pour et Direction des Moyens Techniques, situé à Rueil-Malmaison (92) sur

INGENIEUR D'ETUDES DIPLOME

quelques années d'expérience

Directement rattaché au responsable du Service Mesures et Automatismes, il sera intégré à une équipe qui a pour missions :
• la conception d'appareillages prototypes
• leur réalisation et mise au point.

Le candidat aura une bonne connaissance de la MESURE, de l'ELECTRONIQUE et de l'INFORMATIQUE INDUSTRIELLES (AUTOMATES PROGRAMMABLES, MICRO PROCESSUS), de l'ANGLAIS TECHNIQUE.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 36601 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

PARIS - Nous sommes l'un des tout premiers groupes mondiaux de la cosmétique. Notre réussite s'appuie notamment sur une exigence de qualité de tous les instants, sur l'innovation et des investissements technologiques importants mais aussi sur une implication primordiale de nos ressources humaines. C'est dans cet esprit que nous développons nos systèmes d'information sur l'ensemble de nos divisions, autour d'une informatique départementale (IBM 38, HP 3000,...) et créons un poste de

Concepteur de notre Système d'Information Commercial

Vous serez responsable de l'ensemble des phases de ce projet, dans un univers commercial où votre capacité d'adaptation sera essentielle : étude de l'existant, conception des solutions, cahier des charges, pilotage de la réalisation jusqu'à l'intégration et la formation des utilisateurs.

Après une formation supérieure (écoles d'ingénieurs ou de gestion, MIAGE,...), vous avez acquis une expérience d'environ 4 ou 5 ans qui vous a permis d'affirmer votre sens de l'organisation, votre autonomie comme votre aisance relationnelle.

Votre connaissance du domaine d'application et de ses possibilités technologiques (terminaux portables, vidéotex, micro,...) sera un atout mais vos qualités personnelles seront primordiales.

Nicole LE MEUR vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MNL/LL/CO à ORDIS - 13, rue Auber - 75009 PARIS.



Cognitech

PARIS - Le marché de l'intelligence artificielle et des systèmes-experts poursuit sa croissance. Par sa qualité industrielle de ses réalisations opérationnelles, COGNITECH a su acquérir une position de tout premier plan sur ce marché. Au nombre de ses clients, figurent les grands noms de l'industrie, du tertiaire et de l'Administration.

Des actionnaires prestigieux, Paribas Europe Investment, Bull, Innolion (Crédit Lyonnais), Epicea (Commissariat à l'Energie Atomique), lui assurent des moyens de développement puissants. Dans ce contexte, nous recrutons un

Ingénieur Commercial

Vous serez chargé de prospecter et de développer une clientèle à laquelle vous apporterez des solutions aussi bien en termes de services que de produits.

De formation supérieure (écoles d'ingénieur, DEA,...), vous avez acquis, dans une grande SSII ou chez un constructeur, une expérience de 5 ans minimum de la vente de systèmes et/ou de produits logiciels avancés, aux grands comptes de l'industrie, du tertiaire et de l'Administration.

Motivé par l'expansion d'un marché récent, vous évoluerez dans un environnement exigeant lié à une technologie de pointe.

Nicole LE MEUR vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MNL/CO/IC à ORDIS - 13, rue Auber - 75009 PARIS.

dossier accessible minute
48.75.10.10
E.M.L.B
référence MNL/CO/IC

ORDIS

ORDIS CONSEIL EN RECRUTEMENT
13 rue Auber - 75009 PARIS

JEUNES INGENIEURS

DÉBUTANTS OU PREMIÈRE EXPÉRIENCE

Pour servir ses marchés français et internationaux (photo, cinéma, vidéo, radiologie, bureautique, biologie médicale...) KODAK-PATHE développe les activités de son complexe industriel (3000 personnes) installé sur 230 hectares à CHALON-SUR-SAONE (usine moderne de production-Centre de recherche et de technologie) et offre des opportunités de carrières à des JEUNES INGENIEURS

Notamment dans ses départements :

ENGINEERING

Ingénieurs d'affaires de formation généraliste, mécanique, génie chimique, automatique, process control, issus de grandes écoles, pour l'étude et la mise en place d'équipements de production de haute technicité.

PRODUCTION

Responsable de maintenance d'une unité très automatisée.

A la tête d'une équipe de 80 personnes, cet ingénieur généraliste, issu d'une grande école, aura la mission d'assurer le bon état de fonctionnement des équipements en accroissant leur fiabilité et leur bonne adaptation au plan de production.

Une expérience d'encadrement technique de quelques années est indispensable.

CENTRE DE RECHERCHES

Ingénieur Statisticien ayant des connaissances dans le domaine des statistiques appliquées en vue de participer à la maîtrise statistique des processus de production

Ingénieur en calcul scientifique diplômé d'une grande école scientifique (Centrale, Mines...) ou titulaire d'un doctorat de 3ème cycle en mathématiques et statistiques appliquées, et connaissant bien l'informatique scientifique.

Sa mission consistera à assurer un audit scientifique, dans le traitement de données et en intelligence artificielle, auprès des chercheurs et de mener des projets dans ces domaines.

LOGISTIQUE

Ingénieur chargé du planning de production et de gestion des stocks d'une gamme de produits.



Notre vocation internationale ouvre d'intéressantes perspectives d'évolution et implique la maîtrise de l'anglais. Rémunération très motivante dès votre intégration.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, C.V. et photo à :
KODAK-PATHE - Direction Gestion des Cadres
26, rue Villot - 75884 PARIS CEDEX 12

هنا من الاميل

مقدار من الاموال

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Jeunes Ingénieurs



Notre Division "Scientifique, Spatial et Militaire" est spécialisée dans la mise en œuvre de réalisations industrielles de pointe et de projets de haute technologie : systèmes de surveillance et conduite d'installations complexes, simulateurs, systèmes d'armes... Diplômés d'une Grande École d'ingénieur ou titulaires d'un DEA, vous participerez au développement de logiciels scientifiques et techniques et vous utiliserez les langages FORTRAN, PASCAL, C, ADA et les systèmes VMS, UNIX... Rejoindre SEMA+METRA, c'est donner à votre carrière la dimension d'un des premiers groupes européens de Conseil et d'Ingénierie Informatique.




Merci d'adresser votre dossier de candidature à Patricia PANCHERI - Sous réf. : 03/1 SEMA+METRA, 56, rue Roger-Salengro - 94120 Fontenay-sous-Bois Cedex

Ingénieurs réseaux

Au sein de la division Réseaux, Télécommunications et Bureautique de SEMA+METRA, nos ingénieurs mettent en œuvre des méthodes performantes développées par le groupe, contribuent par leur compétence, leur savoir-faire à la réalisation de projets diversifiés dans les domaines : Administration de réseaux et sécurité, Commutation et RNIS, Radiomobile, Télématique...
Chefs de projets et Ingénieurs de réalisation expérimentés connaissant C, UNIX, les systèmes temps réel, les protocoles normalisés... vous développerez votre expérience dans la réalisation de logiciels ou de systèmes de communication. En rejoignant SEMA+METRA, vous donnerez à votre carrière la dimension d'un des premiers groupes européens de conseil et d'ingénierie informatique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. : 03/1R à Patricia PANCHERI SEMA+METRA, 56, rue Roger-Salengro - 94126 Fontenay-sous-Bois Cedex

INGENIEURS ET INFORMATIENS

DASSAULT SYSTEMES, l'un des plus grands dans le monde de la CFAO a su s'imposer avec CATIA auprès de 800 clients dans 20 pays différents par sa haute technologie, son professionnalisme et sa qualité.

Nous vous invitons à participer à notre croissance soutenue (+ 30%) en rejoignant nos équipes de développement ou de support technique auprès de notre clientèle dans des domaines aussi diversifiés que :

GENIE LOGICIEL - BASES DE DONNEES - UNIX - ROBOTIQUE - DESSIN MECANIQUE - CALCULS DE STRUCTURES - GESTION DE DONNEES - SUVI D'AFFAIRES...

De formation supérieure Ingénieur Grande École ou DEA, DESS Informatique, vous maîtrisez l'anglais et/ou l'allemand, vous débutez ou disposez déjà d'une première expérience. Merci d'adresser votre candidature (CV + photo + préférentiel) à DASSAULT SYSTEMES - Service Ressources Humaines - 24,28 avenue du Général de Gaulle 92150 Suresnes.



dassault systems

Société d'études, filiale d'un important groupe industriel international

recherche

Un ingénieur en électrotechnique industrielle

Un ingénieur en génie chimique

ayant au moins cinq ans d'expérience.

Leur mission :

- Etudes techniques et économiques concernant les énergies et les procédés dans tous secteurs industriels et tertiaire ;
- Etablissement d'arrêt-projets, de spécifications techniques, de dossiers d'appels d'offre ;
- Maîtrise d'œuvre, réalisation, mise en service, maintenance...

Expériences en électrotechnique, dynamique et initiative souhaitées.

Lieu de travail : Cergy-Pointoise ; déplacements en province.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite et cv.) à : Sorcel, 33, quai de Dion-Bouton, 92814 Putaux Cedex.

INGENIEURS INFORMATIENS

R & D en LOGICIELS de CAO POUR CIRCUITS INTEGRÉS

Créatif, autonome, dynamique, formation grande école (X, ECP, ENST, ENSIMAG, ESE...), doué pour l'abstraction, aimant les réalisations concrètes, maîtrisant l'anglais, ayant un solide bagage informatique (UNIX, C, LISP, LOGO), vous désirez participer à des travaux de pointe sur les logiciels de CAO de circuits intégrés.

ES2, 220 personnes en Europe et aux USA, entreprise innovatrice dans le domaine des circuits intégrés spécifiques (ASIC), vous invite à rejoindre une petite équipe brillante et passionnée, située à Sévres (82), pour créer des outils de simulation à très grandes performances.

Merci d'adresser votre candidature à : ES2, Michel HEYDEMANN, 72-78, Grande Rue, 92310 SEVRES

Devenez les experts de notre ingénierie...

Une diversité de fabrications (plus de 400 produits), 11 unités de production, des projets d'extension... autant d'éléments qui mettent l'accent sur le rôle primordial de notre service ingénierie. Composé d'une vingtaine d'ingénieurs et techniciens, il est le garant de notre développement technologique et de l'accroissement de notre compétitivité. Son organisation permet à chaque ingénieur d'être un véritable expert dans sa spécialité, de jouer un rôle moteur dans l'initiation des projets, de se consacrer tout particulièrement aux projets-clés de l'entreprise.

Pour compléter cette équipe, nous recherchons :

UN INGENIEUR PROCESS

Diplômé d'une école d'ingénieur en agro-alimentaire, vous possédez déjà une expérience de 2 à 5 ans de la conduite de projets d'investissement dans un secteur industriel. Vous avez acquis de solides connaissances en process et en techniques de cuisson en continu. Vous avez également prouvé votre sens de l'initiative et votre esprit d'innovation. Réf. JNA/1

Ces deux postes, qui requièrent une bonne maîtrise de l'anglais, sont basés à Evry et impliquent des déplacements en France et à l'étranger.

Si l'une de ces opportunités vous intéresse, nous vous remercions de faire part de vos motivations, en précisant la référence, à notre conseil : INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75006 Paris.

UN INGENIEUR PACKAGING

Ingénieur grande école, une première expérience industrielle vous a conféré des bases solides en électronique et éventuellement une spécialisation en synchronisation dynamique. Rejoignez-nous ! Nous vous donnerons la possibilité d'exprimer votre créativité et votre envie d'entreprendre. Réf. JNA/2

INFRAPLAN Paris/Barcelone

CONSULTANT EN RECRUTEMENT

DANS UNE SSII : LA CLE DE VOUTE DE NOTRE REUSSITE

Un des tous premiers groupes d'ingénierie informatique français, avec un effectif de 2000 personnes et un CA de 1 Milliard de francs vous propose d'intégrer son département Recrutement.

De formation supérieure (BAC + 5) psycho, sciences humaines ou école de commerce, vous possédez une expérience de 2 à 3 ans de recrutement en entreprise ou en cabinet et vous maîtrisez parfaitement le recrutement d'informaticiens de haut niveau. Si tel est votre profil, rencontrons-nous !

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 2476 à : HCA - 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS qui transmettra en toute confidentialité.

CENTRE TECHNIQUE INDUSTRIEL

DE LA CONSTRUCTION METALLIQUE

recherche immédiatement

2 INGENIEURS

ayant au moins une première expérience de 3 ans.

L'un, pour renforcer une équipe chargée d'études et recherches en relation avec les structures en acier. Rapprochement autonome, il aura à faire preuve d'initiative et de responsabilité dans les réunions ou contacts avec entreprises, administrations, organismes nationaux ou internationaux. Connaissances calcul de structures, transfert thermique, anglais (parlé-écrit). Notions d'assurance qualité appréciées.

L'autre, pour se spécialiser rapidement dans les applications de la construction métallique, d'abord à travers deux projets de recherche (ouvrages d'art et offshore). Compétence en mécanique des structures, aptitude à des qualités d'imagination, de jugement et de clarté d'exposition. Connaissances en construction métallique ou offshore appréciées. Postes basés à St Rémy Les Chevreuses (78).



Adresser lettre et CV à CTICM, Domaine St Paul, 78470 St Rémy Les Chevreuses.

SOCIÉTÉ DE SERVICE ET D'INGÉNÉRIE EN INFORMATIQUE

SPÉCIALISÉE DANS LA TÉLÉMATIQUE

recherche pour consolider son équipe

Jeunes ingénieurs

INGÉNIEURS LOGICIELS, des connaissances en langage C ou Pascal appréciées.

INGÉNIEURS EN ÉLECTRONIQUE, connaissances en réseau communuté appréciées.

Envoyez CV + photo à 4, route de Chetou 92000 NANTERRE - sous réf. 1/207



NORTON

Leader Mondial en Produits Abrasifs

recrute pour son usine de Conflans Sainte-Honorine (Yvelines)

Ingénieur Débutant

Centrale, Arts et Métiers ou équivalent

Son premier travail : la mise en place d'un système de gestion de production assistée par ordinateur. le familiarisera avec les différentes activités de l'usine.

Anglais demandé.

Envoyer CV et préférences à Service Recrutement NORTON S.A. - B.P. 8 78702 CONFLANS STE HONORINE

REPRODUCTION INTERDITE

INGENIEUR

SCIENTIFIQUE

SYSTEME D'INFORMATION

CHEFS DE PROJET

AGENT TE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Spie-Trindal

Spie-Trindal et ses filiales :
10200 personnes en France (900 ingénieurs et cadres) dans les métiers traditionnels comme dans les secteurs de pointe.

Nous savons conjuguer l'excellence de l'artisan et la performance de la haute technologie.

Le CA, de 5 milliards, est réalisé à partir de 163 implantations regroupées géographiquement dans 6 unités opérationnelles correspondant aux grandes régions économiques françaises.

Notre appartenance à SPIE BATHIGNOLLES, groupe pluridisciplinaire et international, multiplie nos atouts.



DES ENTREPRENEURS DE QUALITE AU SERVICE DES REGIONS

ELECTRICITE INDUSTRIELLE, INSTRUMENTATION, AUTOMATISMES, INFORMATIQUE INDUSTRIELLE, ELECTRICITE BATIMENT-TERTIAIRE, ELECTROMECHANIQUE, TUYAUTERIE INDUSTRIELLE, MAINTENANCE PLURIDISCIPLINAIRE

INGENIEURS D'AFFAIRES

Votre diplôme d'ingénieur ou de technicien supérieur concrétise une solide formation technique et depuis 3 à 5 ans vous avez fait vos premières armes d'entrepreneur ; ou alors vous êtes un professionnel confirmé maîtrisant parfaitement votre métier.

Dans tous les cas vous souhaitez développer vos compétences dans une entreprise attentive à la dynamique de ses collaborateurs.

CHEFS DE CENTRE OU SERVICE

Pour vous, la gestion des affaires est acquise ; l'animation d'équipe vous attire de plus en plus et vous souhaitez intégrer votre expérience quotidienne dans une approche stratégique en prenant la responsabilité complète d'un centre de profit.

Gérer un volume d'affaires d'au moins 25 millions vous apporte une nouvelle dimension dans votre évolution de manager.

Nos besoins s'expriment dans toutes les régions.

Votre candidature, qui devra mentionner les régions de votre choix, sera examinée par la Direction du Personnel et les Directions opérationnelles. Merci d'envoyer votre CV, photo + prétentions à SPIE TRINDEL, DPH, 202 quai de Clichy, 92111 Clichy Cedex.

Systèmes électroniques sophistiqués

INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT
Asie du Sud-Est

Intégrée dans un puissant groupe industriel français, cette entreprise de près de 1000 personnes, basée dans la région niçaise, développe et produit des systèmes électroniques très sophistiqués.

Leader mondial dans son domaine et exportant déjà une part importante de son chiffre d'affaires (800 millions de France), elle souhaite renforcer sa présence sur l'Asie du Sud-Est.

Dans le cadre d'une large autonomie de prospection et de négociation à haut niveau et appuyé au plan marketing, technique et logistique, vous prendrez en charge, sous l'autorité d'un Chef de Zone, la couverture commerciale des principaux pays du Sud-Est asiatique, de la Corée à l'Indonésie.


Ce poste s'adresse à un ingénieur de formation. Il aura acquis une première expérience commerciale réussie à l'exportation de biens d'équipements industriels.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M322030 à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL SPAIN CANADA



DE LA CONCEPTION DE SYSTEMES D'INFORMATION A LA RESPONSABILITE DES ETUDES INFORMATIQUES

Cet important groupe diversifié (10.000 personnes, 10 milliards de France de CA) figure parmi les leaders de la GRANDE DISTRIBUTION. Il recherche pour diriger le service études informatiques de sa principale filiale un CONCEPTEUR DE SYSTEMES D'INFORMATION de haut niveau.

Rattaché à la direction générale et en relation avec le responsable des fonctions techniques (exploitation, matériel, système), il aura pour mission principale de faire évoluer les systèmes d'information. En liaison avec les services utilisateurs (magasins, entrepôts, Centres d'achats etc...), il assurera l'optimisation et la coordination des applications informatiques mises en place ou à concevoir. Il aura par ailleurs à diriger et animer le service études (une dizaine de personnes) en charge de la réalisation.

Nous recherchons pour ce poste, basé à BREST, un professionnel âgé de 35 ans minimum, titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur et possédant une expérience significative de chef de projet ou de CSI assise en entreprise, en cabinet d'organisation ou en SSCI. La connaissance de la grande distribution constituerait un atout supplémentaire. Le poste requiert, outre des qualités relationnelles de premier plan, des aptitudes réelles à la gestion, à l'organisation et à l'animation.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 2/2096 C à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Monod - 44000 NANTES

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL SPAIN CANADA

LA POSTE
BOUGEE AVEC LA POSTE

Participez à la reconception de son **SYSTEME D'INFORMATION DE GESTION ET DE PAIE** du personnel, 310 000 personnes.

Soyez les **2 CHEFS DE PROJET CONFIRMÉS**, ingénieurs ou équivalents, que nous recherchons.

L'importance des postes offerts dans le projet de **GRANDE AMPLIEUR** 3 200 mois/homme de développement, requiert :

Une solide formation informatique BAC + 5.
Un minimum de 5 à 7 ans d'expérience (dév. d'applic., conduite de projets importants), et la maîtrise de MERISE.

Dynamisme, aptitude à diriger des équipes importantes.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à :
DGP/SPEL/SOUS-DIRECTION D
20, avenue de Ségur, 75008 PARIS.

ENTREPRISE AERONAUTIQUE
EQUIPEMENT SECURITE, SALVETAGE

AGENT TECHNIQUE
SERVICE APRES-VENTE - (30-35 ANS)
BTS OU DUT GENIE MECANIQUE

Suivi de la documentation des outillages et de la maintenance.
Suivi technique expertises, relations avec clients et fournisseurs.
Disponibilité pour déplacements France et étranger.

Adresser CV, avec photo, lettre manuscrite et prétentions à H.S. service recrutement BP 80 92270 BOIS COLOMBES.

AGENCE

GENERALE des EAUX
Première Entreprise Mondiale de Distribution d'Eau

Nous recherchons
LA NOUVELLE GENERATION DE L'EAU
pour notre Exploitation de la Banlieue de Paris - Ile de France

- un défi quotidien : desservir en quantité et en qualité 4 millions de consommateurs
- une vitrine mondialement reconnue dans le domaine de l'eau

Ingénieurs Grandes Ecoles
(X - PONTS - CENTRALE - MINES - AGRO...)

Soyez avec nous à la confluence des talents en prenant part aux tâches de conception et de gestion de l'eau moderne (biotechnologie, automatisation d'usines, développement systèmes de bases de données relationnelles...) pour devenir par la suite Responsables d'unités opérationnelles.

Merci d'adresser votre candidature au Service Relations et Ressources Humaines, Compagnie Générale des Eaux 52, rue d'Anjou - 75008 PARIS.

LA PASSION DU SERVICE

GENEAL
GENEAL DES EAUX

مقرا من الامير

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

مقدا من الاميل

Pfizer, filiale française de l'une des premières multinationales américaines de l'industrie pharmaceutique réalise en France un chiffre d'affaires de 1000 MF avec 1000 personnes.

Nous recherchons pour la Division Pharmaceutique, à ORSAY (91), un

Organisateur

Dans l'équipe du Service Organisation et Système d'Information de la Division Pharmaceutique, vous analyserez les besoins en organisation et mettez en oeuvre des projets d'automatisation de procédures au profit de l'ensemble des services de la Division.

Correspondant informatique de la Division, vous développerez les applications informatiques et micro-informatiques ainsi que les outils d'aide à la décision en liaison avec le département informatique de notre Société.

Vous travaillerez également à la mise en oeuvre de nouveaux moyens de communication avec le réseau de la visite médicale.

Nous recherchons un candidat diplômé d'une grande école scientifique ou de gestion ayant de préférence une première expérience d'organisation en entreprise et/ou en société de conseil, et passionné par l'outil informatique.

Ce poste exige d'excellentes qualités relationnelles et des aptitudes pédagogiques.

Nous donnerons la préférence à un candidat possédant un bon niveau d'anglais et un potentiel d'évolution vers d'autres domaines d'activités au sein de l'entreprise.

Nous avons confié cette recherche à **Sylvie ELAÏF**, Consultante chez **ALEXANDRE TIC S.A.** Nous vous remercions de lui adresser votre candidature sous la référence **3214/AM** au 10 rue Royale, 75008 Paris.



SCIENCE ET PASSION DE LA VIE

Un fonds d'assurance formation, dont le vocation au niveau national est de favoriser le développement de la formation professionnelle continue au sein d'une profession, renforce son organisation et ses moyens pour offrir un service performant à ses adhérents et à des demandeurs individuels de formation. Dans ce cadre, son secrétaire général recrute :

ASSISTANTE DE DIRECTION

pour l'assister dans l'ensemble de ses activités, tenir son secrétariat personnel et participer à l'animation d'une équipe de quelques collaborateurs.

Il s'agit de remplir des fonctions de secrétaire, de gestion, d'écrit, de coordination et de jouer un rôle d'interface avec les personnes du secrétariat général.

Vous maîtrisez le secrétariat de haut niveau, les techniques d'information de communication et de documentation ainsi que l'informatique (mini ou micro). La gestion financière et commerciale ne vous est pas étrangère.

Vous avez une formation supérieure ou une expérience réussie de 10 ans environ d'assistant dans un secteur identique ou très proche du nôtre. Vous avez également une aisance parfaite pour communiquer et rédiger.

Le poste, situé à Paris, est à pourvoir très rapidement. (M.F. 802.)

ASSISTANT DE GESTION

En collaboration étroite avec le secrétaire général de l'AF, il aura en charge une cellule composée d'une petite équipe de collaborateurs chargés de A à Z l'ensemble des dossiers financiers d'entreprises adhérentes (plan de formation) ou concernant le congé individuel de formation ou l'aide financière à accorder à des demandeurs d'emploi au chômage.

Ses principales responsabilités sont liées à l'information et au conseil ainsi qu'à la gestion administrative, commerciale, financière et comptable. Il a un rôle essentiel d'assistance et de formation auprès de ses collaborateurs.

Vous avez exercé une fonction comparable dans une organisation de développement de la formation professionnelle, de préférence dans un Pef ou une Aefo.

Après une formation supérieure, vous avez acquis pendant dix ans environ une réelle expérience du conseil et de la gestion de la formation sous tous ses aspects. Une expérience pratique pendant quelques années de la mini et de la micro informatique de gestion est indispensable.

Le poste est situé à Paris. Le recrutement est très urgent. (M.F. 803.)

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (C.V. développé et photo, lettre manuscrite de motivation en précisant vos prétentions, votre dernier salaire et le date à laquelle vous serez libre de tout engagement) à l'AF 8480, LE MONDE PUBLICITE, 6, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Société française de réputation mondiale
(400 personnes en France, plusieurs filiales à l'étranger)
réalisant pour l'industrie pétrolière des chantiers en mer

recherche pour son siège situé à Paris un

CONTRACT MANAGER

pour prendre en charge l'analyse et la gestion des aspects contractuels et financiers relatifs à l'exécution de projets incluant :

- La préparation des appels d'offre ;
- Les contrats de sous-traitance ;
- L'administration du projet.

Le candidat, 35 ans maximum, aura une formation technique supérieure, devra faire état d'une expérience significative dans le domaine de suivi des contrats de projets et maîtriser parfaitement l'anglais.

Adressez lettre + c.v. détaillé et prétentions
s/r 8 464, LE MONDE PUBLICITE,
5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

ASSISTANTE PUBLICITE

Vous avez acquis une expérience de 5 ans minimum dans la PA (Petites annonces et grandes surfaces) ; méthodique, ordonnée, autonome, vous possédez une bonne aisance relationnelle et le sens de l'organisation ; Si vous souhaitez évoluer dans une petite structure, adressez votre candidature (lettre man., CV détaillé) à Madame A. DURAND PUBLIVAL - 27 Route des Gardes 92190 MEUDON. Confidentialité assurée.

Privilégiez la performance ET Managez une équipe

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous aimez valoriser votre première expérience (3 ans minimum).

Notre Groupe, de dimension internationale, et en forte croissance, leader sur son marché (domaine des services) vous propose des postes de responsabilité de secteurs et de nombreuses possibilités d'évolution.

Si vous aimez :

- accroître la confiance de vos clients qui sont des décideurs,
- améliorer les compétences de vos équipes en votre progression personnelle par celle des autres,
- agir en véritable manager sur votre secteur.

Si vous êtes mobile géographiquement et voulez avoir une application personnelle dans votre travail, téléphonnez-nous.

ou écrivez à SODEXHO sous réf. : LM 61 CDE, Service Recrutement, B.P. 36, 78391 BOIS D'ARCY cedex.

5 MDS de CA
n° 5 mondial
de la Restauration
collective et
Services
leader français



LA MEDECINE DU TRAVAIL C'EST AUSSI DE LA COMMUNICATION

Notre équipe de médecins exerce auprès des entreprises du département une médecine du travail humaine et scientifique. Notre association inter-professionnelle a en effet su mettre en place des moyens à la hauteur de sa conviction :

- le tiers temps : notre structure appropriée permet de développer constamment, au profit des actions de conseil dans les domaines de l'ergonomie, toxicologie,...
- l'équipement technique : par sa haute technicité, il élargit considérablement le champ des examens complémentaires (pré-interprétation, informatique et télé-métrie en électrocardiologie, spirométrie, audiométrie, vision-métrie) et permet ainsi l'affinement du diagnostic et le développement de la prévention.


Nous avons aujourd'hui la conviction que les médecins sont aussi des acteurs de la Communication dans l'entreprise. Nous proposons à deux

MEDECINS DU TRAVAIL

Eure et Loir

de nous rejoindre à plein-temps ou mi-temps) pour renforcer notre action et mener avec nous cette réflexion. Vous avez votre CES et de préférence une première expérience en entreprise ou en organisme. Cependant nous accueillerons très volontiers un jeune médecin débutant, véritablement doué et motivé pour la communication.

Notre Conseil C.E. Koshner à qui nous avons confié cette recherche vous parlera de notre conviction et de nos moyens.



Nous vous remercions de lui adresser rapidement votre dossier, au CPA, 3, rue de Liège, 75009 Paris, sous référence 48038.

GRUPE VACCATION

Filière d'un groupe américain, leader mondial dans le domaine de la régulation de process industriels poursuit son développement en France et recherche

UN AREA MANAGER

- Niveau Ingénieur - 25/35 ans.
- Spécialiste de la démarche et des applications industrielles en informatique.
- Connaissances du process industriel.
- Bon commercial et homme de dialogue.
- Anglais nécessaire.
- Zone d'intervention : Nord Ouest de la France.
- Poste basé en banlieue sud.
- Rémunération : 200 KF + intéressement + voiture de fonction.

Adressez CV + lettre manuscrite + photo sous réf. 5.0517C à COGER - 3, Place Séverine - 93310 Le Pré Saint-Gervais.

Spengler S.A.

Leader français de l'instrumentation médicale de diagnostic recherche pour son usine d'ESSOUILLON

Ingénieur

30 ans minimum, formation supérieure en mécanique de préférence.

Sa mission :

- mettre en place de nouvelles techniques de production,
- assurer le développement de produits nouveaux,
- gérer la sous-traitance.

Postiché à la Direction Générale, ce poste doit évoluer à court terme vers la direction du centre de production.

- Nous offrons une rémunération attractive en fonction de l'ambition et des résultats du candidat.
- Un véhicule peut être fourni pour certains déplacements à prévoir sur la France.
- Poste à pourvoir rapidement.

Pierre HETEMANN attend votre candidature
SPENGLER S.A. BP 20 - 94114 APERJOL Cedex.

Editeur livres jeunesse
(C.A. 50 M, en augmentation régulière)
Implanté dans 94

DIRECTEUR DES VENTES

justifiant d'une expérience réussie dans la grande distribution (livres, jouets, papeterie).

Il sera en charge et développera un partenariat dynamique avec les acteurs économiques (chambres de commerce, collectivités locales, Ministères, institutions financières).

Merci d'adresser dossier complet de candidature s/r 8448, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Centre de rééducation fonctionnelle implanté dans ville universitaire

recherche

un cadre jeune de formation supérieure pour remplir les fonctions de :

sous-économiste

Ce poste nécessite outre des connaissances juridiques, administratives et techniques, une expérience minimum de 3 ans, en établissement sanitaire.


Adressez candidature avec c.v. détaillé et prétentions sous n° 8 456, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

Consultants en organisation informatique

X, CENTRALE, MINES, ENST, ENSIMAG, HEC, ESSEC

Expert en organisation informatique et en systèmes d'information, nous occupons une place de premier plan dans le conseil auprès des grandes administrations. Notre performance et notre activité croissante nous conduisent à renforcer notre équipe de consultants. Vous êtes diplômé d'une grande école. Vous êtes débutant ou possédez une expérience de 3 à 5 ans acquise dans un cabinet d'organisation ou de conseil informatique. Senior ou junior, formé à nos méthodes, vous serez responsable de tout ou partie de projets où vous aurez une large part d'autonomie et la possibilité d'accéder rapidement au management d'équipes.

Merci d'adresser votre candidature sous référence G/11587/M à notre Conseil Critère 12, rue Pergolèse 75116 Paris.



Syndicat intercommunal d'aménagement de la région Rhône-Alpes
regroupant 30 communes et 30 000 habitants en milieu rural

RECRUTE

CHARGÉ(E) DE MISSION

• DÉFINITION DU RÔLE : Définir et mettre en oeuvre une stratégie d'implantation d'entreprises - promotion - conseil - action de développement à l'échelon du bassin.

- Mettre en oeuvre et développer un partenariat dynamique avec les acteurs économiques (chambres de commerce, collectivités locales, Ministères, institutions financières).
- PROFIL SOUHAITÉ
- Diplômé de l'enseignement supérieur (BAC + 4 minimum) ou grandes écoles.
- Ayant une connaissance approfondie du milieu des entreprises, des stratégies industrielles et des politiques économiques publiques.
- Possédant une expérience professionnelle actuelle ou récente, d'animation dans le secteur du développement économique et notamment en matière d'implantation d'entreprises.
- Avoir une forte capacité de communication et de négociation.

ADRESSER CANDIDATURE, avec lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, salaire actuel, AVANT LE 30 MARS 1988 à : s/r 8 458, Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

CORNING
Respo
FERN
Directeur
LA QUALITE
CONSULTANT

CORNING FRANCE
Responsable Export
 Vente - Marketing

CORNING GLASS WORKS est le premier fabricant mondial de verres spéciaux et de fibres optiques. Ce leadership résulte de notre esprit d'innovation et de l'importance que nous attachons à la Recherche et au Développement. C'est cet esprit d'équipe que CORNING FRANCE vous propose de partager.

Pour l'un de nos départements en pleine expansion, nous recherchons aujourd'hui un Responsable Vente Marketing Export. Rattaché au Directeur de ce département, vous orienterez et développerez nos actions commerciales dans le domaine des fibres optiques et des composants passifs en Europe.

De formation scientifique de préférence, vous avez acquis une expérience dans la commercialisation de produits techniquement élaborés - si possible composants électroniques - Doué de réelles qualités commerciales et d'une solide compréhension stratégique des marchés, vous avez un tempérament d'innovateur et un vif intérêt pour les technologies de pointe.

L'aspect très international de ce poste nécessite la connaissance de l'anglais. L'allemand est souhaitable.

Localisation : Fontainebleau.

Merci d'envoyer votre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la réf. RE/M à CORNING FRANCE, Direction du Développement du Personnel, 44 avenue de Valvins, 77211 ANON Cedex.

DECsite : Entrez, c'est prêt !

Pour renforcer la force de vente de son service Environnement, DIGITAL leader mondial des réseaux informatiques et des systèmes intégrés d'information, recherche pour FUNGIS :

Ingénieurs technico-commerciaux
 Mise en place de sites informatiques et réseaux

Sous la responsabilité du Directeur Régional, vous assurez la vente des matériels d'environnement DECsite allant jusqu'à l'installation complète -clés en mains- de salles informatiques et de réseaux (ETHERNET, Data-Com, cablage et pré-cablage d'immeubles).

Vous veillerez au suivi, à la coordination et à la passation des marchés entre nos clients, nos intervenants et nos services jusqu'à la réception des travaux.

30-35 ans, BTS ou Ingénieur des Métiers du Bâtiment (électricité, climatisation, courants faibles...) vous avez acquis une expérience technique et/ou commerciale de 3 à 4 ans dans le bâtiment second oeuvre. L'anglais lu est nécessaire.

Merci d'envoyer votre candidature sous référence MON 520 à Jean-Antoine RIBES - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE 18, rue Saarinen Site 225 - 94528 FUNGIS.

Digital : un choix de société

Société multinationale bien connue dans le secteur de la grande consommation (produits d'emballage) recherche :

Directeur de Filiale
 pour son siège parisien.

Rattaché au Directeur Général Européen, il sera chargé :

- d'intensifier les efforts entrepris répondant aux besoins de notre clientèle, tant au plan quantitatif que qualitatif,
- de diriger, animer et conseiller le responsable des ventes et une équipe de 15 personnes chargées des relations commerciales dans toute la France,
- d'élaborer et mettre en œuvre une stratégie produits,
- d'assurer le suivi logistique des opérations.

Nous souhaiterions rencontrer un candidat de 30 à 40 ans diplômé d'une grande école de commerce ou équivalent.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions et photo) s/réf. 4363 à **PIERRE LICHANU - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS** qui transmettra.

Mobil MOBILE OIL FRANCAISE, nous sommes le filiale du 6ème groupe mondial, leader en recherche et innovation.

Nos 1650 collaborateurs (dont 600 cadres) contribuent à notre développement et en sont bénéficiaires grâce à notre politique de promotion interne.

Pour stimuler ce courant de vie de notre entreprise, nous allons à nouveau intégrer une dizaine de jeunes

CADRES COMMERCIAUX H/F

Après une formation de trois mois, ils prennent en charge un secteur géographique (un à plusieurs départements) et l'animent : prospection, marketing, publicité, négociation, vente, et gestion. Ils apportent conseil, appui technique et commercial à une clientèle Réseau ou Industrie qu'ils fidélisent et élargissent.

Débutants ou avec une première expérience de terrain, vous avez une formation commerciale (HEC, ESSEC, ESCP, ESC...) ou d'ingénieur, et une réelle vocation pour la fonction marketing-vente, avec ce qu'elle exige d'enthousiasme, de ténacité et de diplomatie.

Dans notre Groupe, vous aurez des opportunités d'évolution au plus haut niveau, en France ou à l'étranger, surtout si vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise et, si possible, une troisième langue européenne.

Poètes à pouvoir dans diverses régions. Mobilité indispensable.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en indiquant la référence 7210M, à notre Cabinet ACTIMAN qui vous garantit une entière discrétion.

50 rue Pergolée - 75116 Paris
Actiman

LA QUALITE TOTALE...

Vous connaissez ? vous avez surtout envie d'œuvrer dans ce domaine.

Mais être **CONSULTANT** à ce niveau ne s'improvise pas. Vous le savez et vous êtes prêt à vous former à nos méthodes bien que vous soyez déjà un généraliste.

Ce métier, vous en connaissez les grandeurs et les servitudes et vous souhaitez être l'auteur des changements dont notre entreprise de demain.

Basés à Paris, spécialisés dans le Conseil en Stratégies d'Entreprises et en Mutations Industrielles et Sociales, notre activité trouve ses débouchés dans les divers secteurs de l'industrie et du tertiaire.

Notre envie, bien sûr, restera strictement confidentielle. (Précisez les entreprises avec qui vous ne souhaitez pas entrer en contact).

Envoyez votre dossier de candidature à **ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS**, sous référence ED/DB qui transmettra.

Le Directeur d'une

SOCIETE IMMOBILIERE
 spécialisée dans le logement local
 métropole du SUD-OUEST
 filiale d'un très grand groupe national,
 recherche son adjoint :

DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES
 chargé de la fonction

FINANCES

- administration de la société
- montage des financements
- perspectives financière
- gestion de la trésorerie
- Supervision de l'équipe comptable.

Le poste permet d'accéder à un réel professionnalisme et de valoriser une première expérience : elle n'est cependant pas indispensable. De larges possibilités de carrière sont ouvertes au sein du groupe immobilier qui est très diversifié.

Une mutation dans une autre région - y compris Paris - peut-être envisagée au terme de quelques années.

Une première approche du domaine de l'immobilier social sera appréciée.

Adressez CV prétentions et photo sous référence 36443 à **Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01**. Discrétion totale assurée.

Société nationale, secteur maintenance nucléaire
 recherche

2 BTS/DUT
 4 ans d'expérience en

INGÉNIEUR DÉBUTANT
 Spécialisé en électromécanique.
 Mobilité exigée.
 Salaire avantageux, véhicule fourni.

Adressez dossier complet de candidature sous réf. 333 à **MEDIA SYSTEM**, 6, place Henry-Russel, 31400 Toulouse qui transmettra.

ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL
 Région de Clermont-Ferrand

recherche

COMPTABLE NIVEAU SUPÉRIEUR

- soit diplômé H.E.C. ou E.S.C.P. ou E.S.S.E.C. ou 3^e cycle universitaire ;
- soit diplômé D.E.C.S. + 4 ans minimum d'expérience professionnelle ;
- soit 12 ans minimum de pratique professionnelle de comptable de haut niveau.

Ecrire **HAVAS 63002 CLERMONT-FERRAND, CEDEX n° 13.898**.

SOCIETE CONSEIL EN COMMUNICATION ET STRATEGIE SOCIALE
 RECHERCHE

CONSULTANT CONFIRMÉ

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (école d'ingénieur ou de commerce, Sciences Po...).

Professionnel(le) des Relations Sociales et de la Communication Interne, après une première expérience de 3 ans minimum dans un Cabinet de Conseil, vous souhaitez donner une autre dimension à votre carrière.

A des qualités d'écoute, d'analyse et de synthèse, vous ajoutez un intérêt profond pour la communication et les hommes dans l'entreprise.

Vous bénéficiez de l'appui sans réserve d'une équipe compétente et dynamique.

Si vous avez la ferme volonté de vous impliquer, votre réussite et votre évolution seront certaines au sein de notre Société.

Merci de nous adresser votre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence CT : HERBEMONT, CESAR ASSOCIES - 3 bd Richard Lenoir 75011 Paris.

HERBEMONT
CESAR ASSOCIES

Recherches

Ingénieur ou Cadre

POUR DIRECTION DU POLE D'INNOVATION
QUIMPER-ATLANTIQUE

A dominante agro-alimentaire :

- Formation de base ingénieur ou équivalent ;
- Formation complémentaire en gestion ;
- Minimum 30 ans ou 5 ans d'activité avec expérience de création ou développement d'entreprise.

Adressez C.V. + prétentions au Président du PIQA, B.P. n° 313, 29191 Quimper Cedex.

eas
 groupe aérospatial

Electronique aérospatiale/équipements aéronautiques
 recherche pour son département **QUALITE**

UN INGENIEUR
 avec une expérience de 3 ans minimum.

Adressez C.V. et prétentions à **EAS, Service du personnel**
 Boite postale 111 - 93350 LE BOURGET
 Tél. : 48.62.54.93.

COMITE **FORME** 工業技術研究者養成
 Formation et recherche en techniques industrielles

LE COMITÉ FORME, pour sa quatrième année d'activité, propose aux jeunes ingénieurs et chercheurs salariés d'entreprises françaises : Six stages de longue durée au Japon, dans des entreprises ou des centres de recherche japonais.

PROFIL : Ingénieurs ou chercheurs salariés de haut niveau ayant une première expérience industrielle.

DOMAINE : Sciences et techniques appliquées à l'industrie.

DURÉE : 24 à 27 mois. - DÉPART : juin 1988 et novembre 1988.

CONTACTER : MARIE-AGNÈS BERG - COMITÉ FORME, 16, avenue Eugène, 75116 PARIS. Tél. : 47-27-27-27. Téléc. : 042-032.

مكتبة من الامم

مقداد من الاموال

REPRODUCTION INTERDITE

FORMATION PROFESSIONNELLE

DIRECTION DU CENTRE DE PROFIT
Responsables d'Unités Décentralisées...
La Division Formation Permanente du Groupe ESC Lyon vous propose un SEMINAIRE INTENSIF DE DIRECTION OPERATIONNELLE D'ENTREPRISE.

POUR VOUS, JEUNES INGÉNIEURS

2 diplômes de spécialisation :
- GÉNIE LOGICIEL et TEMPS RÉEL POUR L'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- IMAGE et INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Mastère (collaboration Sup. Télécom Bretagne/Institut d'Informatique Industrielle, Brest).
- 13 mois de formation intensive de haut niveau.
- Un maximum de 15 élèves par promotion.

RESPONSABLE DE PROJET, INFORMATISATION ET FORMATION

Durée : 8 mois à partir de fin mars.
Objectif : optimiser l'utilisation de la micro-informatique dans l'entreprise.
Participants : cadres confirmés ou jeunes diplômés.

MICRO-INFORMATIQUE POUR CADRES

Durée : 3 mois à partir de fin avril.
Objectif : apporter une formation à l'utilisation des outils de la micro-informatique appliquée aux différentes fonctions de l'entreprise.

UN DIPLOME D'UNIVERSITE IAE

Formation Permanente CPFC
Certificat Préparatoire aux Fonctions de Contrôleur d'Entreprise.
* Formation ouverte aux demandeurs d'emploi et aux salariés possédant un BAC + 2 ou une expérience professionnelle de 4 années.

Le Monde CADRES

Cotée en Bourse, ECCO Travail Temporaire renforce sa position de leader français en réalisant un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs (+ 29%) et prépare au sein du groupe son développement européen. Nous recherchons notre

Assistant de direction comptable

Vous serez rapidement impliqué dans :
- l'organisation de l'activité des différentes équipes (25 personnes)
- la coordination des travaux avec l'informatique
- le suivi et l'analyse des comptes de la société
- la gestion de trésorerie, en relation avec les banques
- l'arrêté des états financiers et les travaux de consolidation pour le sous-groupe ECCO T.T. et le groupe ECCO.



AGENCE COMMUNICATION PARIS-13 RECHERCHE
pour le direct, et le développement de son service documentation, un(e) DOCUMENTALISTE

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE (TVCC) cherche
REPRÉSENTANTS pour les relations publiques pour la télémarketing en FRANCE.

ALSTHOM

recherche CHARGÉ D'ÉTUDES
PRIMAIRE/EXPORT DE BIENS D'ÉQUIPEMENT.

La Fédération Régionale DES CENTRES SOCIAUX ET SOCIO-CULTURELS DE L'ÎLE-DE-FRANCE

recherche NÉLÉGÉ(E) RÉGIONAL(E) ADJOINT(E) (MI-TEMPS)
admission pour un poste à temps partiel.

INGÉNIEURS SYSTÈMES INFORMATISÉS

(TÉLÉTRANS)
Électronicien de base.
Expériences requises :
- Assemblage et langages ALGOL, FORTRAN.

INGÉNIEUR FORMATION MÉCANIQUE
Connaissances dans les ensembles mécano-acoustiques et en électroacoustique.

ASSISTANT(E) DE DIRECTION

Il assurera la préparation et le suivi des dossiers et des réunions, rédige les notes et des comptes-rendus et sera en relation avec les différents services.

automobiles ventes
de 8 à 11 C.V.

FORUM THÉÂTRE CTO
Méthode Augusto BOAL
Spécialiser est un mot obscuro ! Le Forum vous propose un atelier de découverte de votre personnalité.

ACHAT BIJOUX OR
PERRON OPÉRA
boulvard des Capucines 4, Chaussée d'Antin.

vacances
Tourisme Loisirs
Mer et Montagne
Vacances en Corse dans la Golfe de Porto à Marghinans.

ÉCRITURE
ATELIERS POUR ADULTES PARIS-13
UNE FOIS PAR MOIS.

ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH SIMON
Week-end de sensibilisation à l'écriture.

ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH SIMON
Week-end de sensibilisation à l'écriture.

ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH SIMON
Week-end de sensibilisation à l'écriture.

ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH SIMON
Week-end de sensibilisation à l'écriture.

ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH SIMON
Week-end de sensibilisation à l'écriture.

ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH SIMON
Week-end de sensibilisation à l'écriture.

ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH SIMON
Week-end de sensibilisation à l'écriture.

ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH SIMON
Week-end de sensibilisation à l'écriture.

ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH SIMON
Week-end de sensibilisation à l'écriture.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5^e arrdt
PRÈS VAL-DE-GRACE
Séjour 3 p. rénové s/rue, terrasse, cuisine, bain, w.c., placards, chauffage central, parquet, vitres, menuiserie de 14 h à 17 h 30, S. RUE DES NEULLANTINES, 14.

6^e arrdt
87 m², BALCON-TERR., 4^e ét., 3 p., T. conf., parq., 150 m² av. Vieux marchés de 14 h à 17 h 30, S. RUE DES NEULLANTINES, 14.

7^e arrdt
PRÈS LUXEMBOURG
6 P. 170 m², 4.200.000 F. P. PROF. LIBÉRALE. PLURIMMO, 48-48-25-01.

8^e arrdt
PRÈS MINISTÈRES
VOIE PRIVÉE CALLEE 64 m², 200 m² av., Joué Loi Quillier, récupérable, 7 p., service comm., parq., 250.000 F. Vie. menu. de 14 à 16 h, 6. CITE MATHURIN, 7, 48-72-92-32.

9^e arrdt
VOUS VOLEZ VENDRE VOTRE APPARTEMENT
Une nouvelle agence est à votre disposition au 48, AV. GEORGE V, 48-72-92-32.

10^e arrdt
Rue de Berry
3 p. 72 m² living, 2 chbres, 2^e ét., 1^e jardin, parking, 47-50-10-72.

11^e arrdt
FABULEUX
ATELIER ARTISTE + 3 P. Vue sur la Seine, 2.800.000. 48-08-83-84, 90-80-84-84.

14^e arrdt
S/PARC MONTSOURIS
60 m², BEAU 2 P., balcon, 1.800.000 F., 48-08-83-84.

16^e arrdt
PASSY GRAND RÉCEPTION, 3 chbres, parq., 4.200.000 F., 48-08-83-84.

EXCEPTIONNEL
Lieu 1 chbre + gde terrasse de plein-pied, 47-50-10-72.

MOZART A RÉNOVER
Date liv. 2 ch. imm. p. de 4^e ét., av. 49-50-50-50.

Autel, immeuble rénové, 48-08-83-84.

Etanger
Grand-Montrouge
Valeurs Sables
A vendre dans petit immeuble résidentiel neuf, années quelques appartements de choix parq., d'aménagement, possibilité d'extension, terrain plat, vue sur les Alpes et la vallée de l'Isère. Renseignements : 48-08-83-84.

appartements achats
Recherche 2, 3, 4 P. PARIS, préférence RIVE GAUCHE avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez nous. 48-73-48-07 même le soir.

EMBAISSY SERVICE
APPARTS HAUT DE GAMME et HOTELS PARTICULIERS RÉSIDENT. TEL : (1) 45-62-16-40.

PLURIMMO
45-48-25-01
72, 80 RASPAIL, PARIS-8^e RECHERCHE DE GABRIËLLE DE SAINTYLLIE Pour clientèle exigeante.

locations non meublées demandes
Paris
UNION FONCIÈRE EUROPÉENNE
Locations - Vente - Gestion 5, rue Berryer, 75008 Paris. Reç. app. vide ou meubl. pour un client. Loyé garanti. TEL : 42-89-12-52.

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pr. RUES, STES MULTINAT. et DIPL. MATES intl., 2, 3, 4, 5 p. et plus. I.S.I. 42-89-12-52.

PARIS
Part. ch. location parq. 80 à 100 m² proche boul. St-Jacques. TEL : 48-23-40-07.

locations non meublées offres

Paris
COLONEL-MOLL dans bel imm. anc. 4^e arr., converti à prof. de 3 p., 14 000 F. + ch. Tél. meub. SECO 48-23-83-82.

A LOUER PARIS-13
Imm. bon état 7^e ét., av. app. 11 ch. 500 m² parq., 3 p., cuis., w.c., de bain, 5.600 F. mensuel, compris charges, 17 av. de la République, 17 av. de la République, 17 av. de la République, 17 av. de la République.

QUARTIER MARAIS
près place des Vosges, 7-7 bis, rue Saint-Gilles dans résidence grand confort.

BE 42 APPARTEMENTS PERSONNALISÉS
IL RESTE QUELQUES APPARTEMENTS
3 p. 65 m² à 85 m², 4 p. 85 m² à 100 m², 5 p. 100 m² à 120 m², 6 p. 120 m² à 150 m², 7 p. 150 m² à 200 m², 8 p. 200 m² à 250 m², 9 p. 250 m² à 300 m², 10 p. 300 m² à 350 m², 11 p. 350 m² à 400 m², 12 p. 400 m² à 450 m², 13 p. 450 m² à 500 m², 14 p. 500 m² à 550 m², 15 p. 550 m² à 600 m², 16 p. 600 m² à 650 m², 17 p. 650 m² à 700 m², 18 p. 700 m² à 750 m², 19 p. 750 m² à 800 m², 20 p. 800 m² à 850 m², 21 p. 850 m² à 900 m², 22 p. 900 m² à 950 m², 23 p. 950 m² à 1000 m², 24 p. 1000 m² à 1050 m², 25 p. 1050 m² à 1100 m², 26 p. 1100 m² à 1150 m², 27 p. 1150 m² à 1200 m², 28 p. 1200 m² à 1250 m², 29 p. 1250 m² à 1300 m², 30 p. 1300 m² à 1350 m², 31 p. 1350 m² à 1400 m², 32 p. 1400 m² à 1450 m², 33 p. 1450 m² à 1500 m², 34 p. 1500 m² à 1550 m², 35 p. 1550 m² à 1600 m², 36 p. 1600 m² à 1650 m², 37 p. 1650 m² à 1700 m², 38 p. 1700 m² à 1750 m², 39 p. 1750 m² à 1800 m², 40 p. 1800 m² à 1850 m², 41 p. 1850 m² à 1900 m², 42 p. 1900 m² à 1950 m², 43 p. 1950 m² à 2000 m², 44 p. 2000 m² à 2050 m², 45 p. 2050 m² à 2100 m², 46 p. 2100 m² à 2150 m², 47 p. 2150 m² à 2200 m², 48 p. 2200 m² à 2250 m², 49 p. 2250 m² à 2300 m², 50 p. 2300 m² à 2350 m², 51 p. 2350 m² à 2400 m², 52 p. 2400 m² à 2450 m², 53 p. 2450 m² à 2500 m², 54 p. 2500 m² à 2550 m², 55 p. 2550 m² à 2600 m², 56 p. 2600 m² à 2650 m², 57 p. 2650 m² à 2700 m², 58 p. 2700 m² à 2750 m², 59 p. 2750 m² à 2800 m², 60 p. 2800 m² à 2850 m², 61 p. 2850 m² à 2900 m², 62 p. 2900 m² à 2950 m², 63 p. 2950 m² à 3000 m², 64 p. 3000 m² à 3050 m², 65 p. 3050 m² à 3100 m², 66 p. 3100 m² à 3150 m², 67 p. 3150 m² à 3200 m², 68 p. 3200 m² à 3250 m², 69 p. 3250 m² à 3300 m², 70 p. 3300 m² à 3350 m², 71 p. 3350 m² à 3400 m², 72 p. 3400 m² à 3450 m², 73 p. 3450 m² à 3500 m², 74 p. 3500 m² à 3550 m², 75 p. 3550 m² à 3600 m², 76 p. 3600 m² à 3650 m², 77 p. 3650 m² à 3700 m², 78 p. 3700 m² à 3750 m², 79 p. 3750 m² à 3800 m², 80 p. 3800 m² à 3850 m², 81 p. 3850 m² à 3900 m², 82 p. 3900 m² à 3950 m², 83 p. 3950 m² à 4000 m², 84 p. 4000 m² à 4050 m², 85 p. 4050 m² à 4100 m², 86 p. 4100 m² à 4150 m², 87 p. 4150 m² à 4200 m², 88 p. 4200 m² à 4250 m², 89 p. 4250 m² à 4300 m², 90 p. 4300 m² à 4350 m², 91 p. 4350 m² à 4400 m², 92 p. 4400 m² à 4450 m², 93 p. 4450 m² à 4500 m², 94 p. 4500 m² à 4550 m², 95 p. 4550 m² à 4600 m², 96 p. 4600 m² à 4650 m², 97 p. 4650 m² à 4700 m², 98 p. 4700 m² à 4750 m², 99 p. 4750 m² à 4800 m², 100 p. 4800 m² à 4850 m², 101 p. 4850 m² à 4900 m², 102 p. 4900 m² à 4950 m², 103 p. 4950 m² à 5000 m², 104 p. 5000 m² à 5050 m², 105 p. 5050 m² à 5100 m², 106 p. 5100 m² à 5150 m², 107 p. 5150 m² à 5200 m², 108 p. 5200 m² à 5250 m², 109 p. 5250 m² à 5300 m², 110 p. 5300 m² à 5350 m², 111 p. 5350 m² à 5400 m², 112 p. 5400 m² à 5450 m², 113 p. 5450 m² à 5500 m², 114 p. 5500 m² à 5550 m², 115 p. 5550 m² à 5600 m², 116 p. 5600 m² à 5650 m², 117 p. 5650 m² à 5700 m², 118 p. 5700 m² à 5750 m², 119 p. 5750 m² à 5800 m², 120 p. 5800 m² à 5850 m², 121 p. 5850 m² à 5900 m², 122 p. 5900 m² à 5950 m², 123 p. 5950 m² à 6000 m², 124 p. 6000 m² à 6050 m², 125 p. 6050 m² à 6100 m², 126 p. 6100 m² à 6150 m², 127 p. 6150 m² à 6200 m², 128 p. 6200 m² à 6250 m², 129 p. 6250 m² à 6300 m², 130 p. 6300 m² à 6350 m², 131 p. 6350 m² à 6400 m², 132 p. 6400 m² à 6450 m², 133 p. 6450 m² à 6500 m², 134 p. 6500 m² à 6550 m², 135 p. 6550 m² à 6600 m², 136 p. 6600 m² à 6650 m², 137 p. 6650 m² à 6700 m², 138 p. 6700 m² à 6750 m², 139 p. 6750 m² à 6800 m², 140 p. 6800 m² à 6850 m², 141 p. 6850 m² à 6900 m², 142 p. 6900 m² à 6950 m², 143 p. 6950 m² à 7000 m², 144 p. 7000 m² à 7050 m², 145 p. 7050 m² à 7100 m², 146 p. 7100 m² à 7150 m², 147 p. 7150 m² à 7200 m², 148 p. 7200 m² à 7250 m², 149 p. 7250 m² à 7300 m², 150 p. 7300 m² à 7350 m², 151 p. 7350 m² à 7400 m², 152 p. 7400 m² à 7450 m², 153 p. 7450 m² à 7500 m², 154 p. 7500 m² à 7550 m², 155 p. 7550 m² à 7600 m², 156 p. 7600 m² à 7650 m², 157 p. 7650 m² à 7700 m², 158 p. 7700 m² à 7750 m², 159 p. 7750 m² à 7800 m², 160 p. 7800 m² à 7850 m², 161 p. 7850 m² à 7900 m², 162 p. 7900 m² à 7950 m², 163 p. 7950 m² à 8000 m², 164 p. 8000 m² à 8050 m², 165 p. 8050 m² à 8100 m², 166 p. 8100 m² à 8150 m², 167 p. 8150 m² à 8200 m², 168 p. 8200 m² à 8250 m², 169 p. 8250 m² à 8300 m², 170 p. 8300 m² à 8350 m², 171 p. 8350 m² à 8400 m², 172 p. 8400 m² à 8450 m², 173 p. 8450 m² à 8500 m², 174 p. 8500 m² à 8550 m², 175 p. 8550 m² à 8600 m², 176 p. 8600 m² à 8650 m², 177 p. 8650 m² à 8700 m², 178 p. 8700 m² à 8750 m², 179 p. 8750 m² à 8800 m², 180 p. 8800 m² à 8850 m², 181 p. 8850 m² à 8900 m², 182 p. 8900 m² à 8950 m², 183 p. 8950 m² à 9000 m², 184 p. 9000 m² à 9050 m², 185 p. 9050 m² à 9100 m², 186 p. 9100 m² à 9150 m², 187 p. 9150 m² à 9200 m², 188 p. 9200 m² à 9250 m², 189 p. 9250 m² à 9300 m², 190 p. 9300 m² à 9350 m², 191 p. 9350 m² à 9400 m², 192 p. 9400 m² à 9450 m², 193 p. 9450 m² à 9500 m², 194 p. 9500 m² à 9550 m², 195 p. 9550 m² à 9600 m², 196 p. 9600 m² à 9650 m², 197 p. 9650 m² à 9700 m², 198 p. 9700 m² à 9750 m², 199 p. 9750 m² à 9800 m², 200 p. 9800 m² à 9850 m², 201 p. 9850 m² à 9900 m², 202 p. 9900 m² à 9950 m², 203 p. 9950 m² à 10000 m², 204 p. 10000 m² à 10050 m², 205 p. 10050 m² à 10100 m², 206 p. 10100 m² à 10150 m², 207 p. 10150 m² à 10200 m², 208 p. 10200 m² à 10250 m², 209 p. 10250 m² à 10300 m², 210 p. 10300 m² à 10350 m², 211 p. 10350 m² à 10400 m², 212 p. 10400 m² à 10450 m², 213 p. 10450 m² à 10500 m², 214 p. 10500 m² à 10550 m², 215 p. 10550 m² à 10600 m², 216 p. 10600 m² à 10650 m², 217 p. 10650 m² à 10700 m², 218 p. 10700 m² à 10750 m², 219 p. 10750 m² à 10800 m², 220 p. 10800 m² à 10850 m², 221 p. 10850 m² à 10900 m², 222 p. 10900 m² à 10950 m², 223 p. 10950 m² à 11000 m², 224 p. 11000 m² à 11050 m², 225 p. 11050 m² à 11100 m², 226 p. 11100 m² à 11150 m², 227 p. 11150 m² à 11200 m², 228 p. 11200 m² à 11250 m², 229 p. 11250 m² à 11300 m², 230 p. 11300 m² à 11350 m², 231 p. 113

L E S L Y P R E S E N T E

PINK FLOYD

THE MOMENTARY LAPSE OF REASON TOUR 88



10 JUIN NANTES : STADE DE LA BEAUJOIRE 22 H
21 ET 22 JUIN VERSAILLES : PLACE D'ARMES 22 H
17 JUILLET MONTPELLIER : ESPACE RICHTER 22 H
24 JUILLET NICE : STADE DE L'OUEST 22 H
28 JUILLET VILLENEUVE D'ASCQ : STADIUM NORD 22 H
LOCATION : POINTS DE VENTE HABITUELS ET PAR
MINITEL 36.15 CODE LIBE ET 36.15 CODE NRJ CLUB
INFOS CONCERT SUR MINITEL 36.15 CODE NRJ.



مقتدا من الامير

Economie

هكذا من الامم

SOMMAIRE

■ Le rapport du groupe de réflexion sur la déontologie, créé par la Commission des opérations de Bourse, et dirigé par M. Gilles Brac de La Perrière, fait des propositions concrètes concernant les professionnels, qui devraient davantage s'autocontrôler (lire ci-contre). ■ Affrontement nippo-européens aux Etats-Unis

dans l'industrie pneumatique : Pirelli, secondé par Michelin, lance une OPA sur Firestone pour casser l'accord conclu entre le groupe américain et le japonais Bridgestone (lire ci-dessous). ■ Autriche : les partis politiques adoptent un projet de réforme fiscale abaissant l'impôt sur les sociétés, alors que l'OCDE

recommande le maintien de la rigueur (lire page 40). ■ Selon un enquête du Centre d'études des revenus et des coûts, les entreprises françaises pratiquent des politiques de rémunération extrêmement variées. Les différences sont cependant beaucoup plus faibles pour les cadres (lire page 40).

Sur le front des OPA

Roper entre General Electric et Whirlpool
Le groupe américain General Electric a lancé une contre-OPA sur le fabricant de matériel électro-ménager Roper qui avait signé un accord de fusion, le 27 février, avec Whirlpool. L'offre de General Electric est faite à 45 dollars l'action et représente un débours de 423 millions de dollars contre 37,50 dollars et 352,5 millions proposés par Whirlpool.

Black et Decker relève son prix
Le fabricant américain de matériel de bricolage Black et Decker a relevé son offre de rachat d'American Standard, groupe spécialisé dans le matériel de plomberie et l'air climatisé. Black et Decker propose 73 dollars par action contre 68 dollars précédemment. Cette nouvelle offre équivaut à payer 2,25 milliards de dollars pour détenir la totalité du capital d'American Standard contre 2,1 milliards précédemment. Ce rachat intervient après que les dirigeants de la firme aient eu émis en place un système de défense (le Monde du 8 mars).

La Royale belge en partie
Le groupe Bruxelles-Lambert et l'Union des assurances de Paris (UAP) ont offert d'acheter aux autres actionnaires mineurs de la Royale belge 10% du capital qu'ils détiennent. Cette OPA partielle se déroulera du 11 au 13 avril au prix de 6.380 francs belges. Bruxelles-Lambert et l'UAP sont les principaux actionnaires depuis mai 1987 de ce numéro un de l'assurance en Belgique.

Black et Decker relève son prix

Le fabricant américain de matériel de bricolage Black et Decker a relevé son offre de rachat d'American Standard, groupe spécialisé dans le matériel de plomberie et l'air climatisé. Black et Decker propose 73 dollars par action contre 68 dollars précédemment. Cette nouvelle offre équivaut à payer 2,25 milliards de dollars pour détenir la totalité du capital d'American Standard contre 2,1 milliards précédemment. Ce rachat intervient après que les dirigeants de la firme aient eu émis en place un système de défense (le Monde du 8 mars).

Pirelli et Michelin unis contre Bridgestone

Lutte pour la survie dans le pneu

L'offre publique d'achat (OPA) du fabricant italien de pneus Pirelli sur Firestone, numéro deux américain du secteur (le Monde du 8 mars), illustre de façon éclatante la nouvelle nature des offensives boursières menées actuellement outre-Atlantique comme en Europe. Car l'enjeu de l'OPA de Pirelli est fort différent de celle lancée, en 1986, par le britannique Jimmy Goldsmith sur le premier producteur mondial de pneus, l'américain Goodyear. Là où ce dernier voyait une opération financière rentable, l'Italien, lui, joue sa survie dans sa spécialité pour la prochaine décennie.

Ce serait la plus grosse opération d'acquisition jamais réalisée par Michelin, jusque-là plutôt familier de la croissance interne. Elle satisfait d'un coup ses ambitions aux Etats-Unis où son réseau de 3 000 « dealers » indépendants lui paraissait insuffisant, et au Brésil où il projetait d'étendre son implantation. Le doublement de capacité de production de ses deux usines de pneus poids lourds (actuellement de 500 000 unités par an) est d'ailleurs prévu d'ici à trois ans. En revanche Pirelli, déjà puissant au Brésil (un

tiers du marché) n'envisageait pas de s'y développer. « De deux maux, il faut choisir », conclut-il. De toute évidence, Michelin a fait sienne cette devise. Mieux vaut assurer la place de numéro trois mondial d'un Européen que d'un Japonais. D'autant que Pirelli, renforcé de Firestone « colle-rail » moins aux deux leaders mondiaux que Bridgestone et Goodyear.

Michelin, dont le désendettement s'est poursuivi en 1987, n'aurait aucun mal à financer cette acquisition, grâce à ses banquiers, à l'aug-

mentation de capital (600 millions de francs suisses) engrangée en 1987, aux bénéfices attendus pour l'an passé (quelque 2,5 milliards de francs selon les analyses pour un chiffre d'affaires d'environ 46 milliards de francs égal par rapport à 1986).

Déboires européens

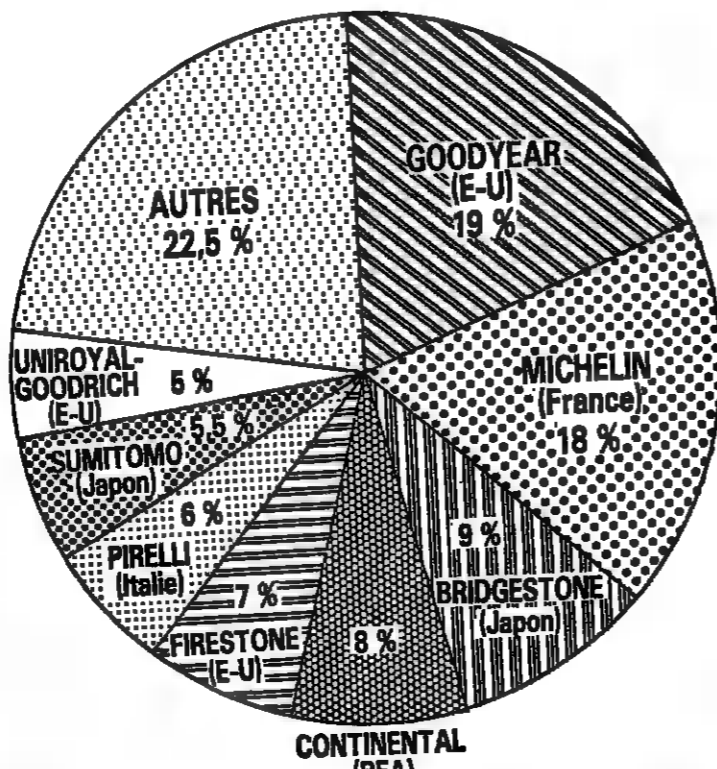
Quelles sont les chances de Pirelli ? Deux fois plus élevées que celle de Bridgestone, son offre privilège les actionnaires, alors que le Japonais prévoyait de verser 1 milliard de dollars au groupe lui-même. Quant à l'Italien qui finance l'opération par des crédits internationaux, sans recours à une augmentation de capital, acceptera-t-il d'augmenter encore son offre, alors que déjà, au lendemain de son annonce, l'action Firestone cotait 63 dollars l'action ?

Outre-Atlantique, les Européens n'ont guère été heureux dans leurs initiatives industrielles récentes. Les offensives menées par le français Saatchi sur Robins ou le suisse Hoffmann-Laroché sur Sterling Drug, ont fait apparaître des rivaux américains, American Home Products et Eastman Kodak, finalement vainqueurs. Le cas de figure est différent pour le rachat de Firestone. L'offensive européenne vient contre une offensive japonaise, dans un secteur où tous les Américains, à l'exception de Goodyear, passent la main (ainsi Goodyear qui a désinvesti du pneu en décembre dernier) ou sont prêts à le faire, comme Uniroyal.

Face à un nouvel accès d'expansionnisme nippon, les Américains préfèrent-ils un « sauveur » européen ?

CLAIRE BLANDIN.

LE MARCHÉ MONDIAL DU PNEUMATIQUE (35 milliards de dollars en 1986)



En pleine restructuration depuis dix ans, l'industrie mondiale du pneu compte encore trop de concurrents. A l'horizon de l'an 2000, il ne devrait plus rester que trois ou quatre grands. Si l'américain Goodyear, numéro un incontesté, et son brillant second, le français Michelin, sont dans la course, rien n'est joué pour les suivants, le japonais Bridgestone, l'allemand Continental ou l'italien Pirelli. Pour eux, la survie passe par l'acquisition d'une dimension internationale que seul peut leur donner un développement sur le marché américain - le principal avec les ventes mondiales (36 milliards de dollars en 1987).

D'où l'intérêt porté par Pirelli comme par Bridgestone aux actifs de Firestone qui, à l'image de nombre de ses confrères américains, souhaite se désengager du pneu. En signant en février dernier (le Monde du 11 février), une lettre d'intention avec Firestone, le japonais avait pris une longueur d'avance. En échange de 1 milliard de dollars, il se rendait maître des activités pneumatiques de ce dernier (soit 70% d'un chiffre d'affaires de 3,9 milliards de dollars en 1987). D'un coup, Bridgestone devenait un troisième mondial de poids (avec une part du marché de 16%), accédant, aux Etats-Unis, à 21% du marché tourisme première monte, à 9% du remplacement tourisme, et renforçant de 10% sa part de marché (7%) dans le remplacement poids lourds, une part acquise déjà grâce au rachat de l'usine Firestone de Nashville. En Europe, le pneumaticien nippon, pratiquement inexistant dans le remplacement tourisme (1% de pénétration), obtenait une part de 6% et doublait sa pénétration (actuellement de 4%) dans le remplacement poids lourds.

Un front antinippon

Pour Pirelli, qui détient respectivement 10% et 11% de ces deux marchés européens et qui est absent du territoire américain, la menace était suffisamment sérieuse pour qu'il double la mise offerte par le japonais en proposant 58 dollars par action (alors qu'elle ne cotait que 49 dollars le 4 mars), soit près de 2 milliards de dollars pour les 33,3 millions de titres Firestone. Mais la menace japonaise n'a pas perturbé que l'Italien. Michelin ne voyait pas non plus d'un bon œil ce concurrent asiatique s'infiltrer en Europe - où le français domine le marché avec 40% du remplacement poids lourds et 30% du remplacement tourisme, - aux Etats-Unis et au Brésil, où Firestone représente un tiers des ventes et où Michelin souhaite se développer fortement.

Aussi Pirelli n'a-t-il eu aucun mal à constituer un front européen contre le japonais et à se faire de Michelin un allié, qui soulagerait son engagement de 650 à 800 millions de dollars en cas de réussite de son OPA. Une somme qui représente pour 650 millions l'acquisition des actifs brésiliens de Firestone, d'un réseau de vente et centres auto, et une option (pour 150 millions) sur 50% des activités non pneumatiques (fabrication aux Etats-Unis de caoutchouc synthétique et de produits d'étanchéité pour voitures) de Firestone.

Les milieux boursiers invités à pratiquer l'autodiscipline

(Suite de la première page.)

Les investisseurs devraient être clairement informés des coûts de la gestion sous mandat, et les droits de vote détenus par les organismes de placement, SICAV et fonds communs, ne se trouveraient exercés que « dans le seul intérêt des souscripteurs ».

En outre, les intermédiaires financiers doivent se sentir investis d'une mission d'information et de conseil de leurs clients. Les ordres devraient faire l'objet d'un enregistrement horodaté, pouvant aller jusqu'au calcul des communications téléphoniques transmettant ces ordres. Ils sont exécutés « dans le délai le plus court possible ».

Sur les marchés à effet de levier (MATIF notamment), les intermédiaires ne dissimulent pas aux organismes de compensation l'identité des personnes opérant sur ces marchés, et évitent d'utiliser les opérations de gré à gré pour contourner les règles de protection des détenteurs

d'ordres. Enfin, l'instauration d'un statut de négociateur individuel de parquet sur le MATIF devrait être l'occasion d'interdire les opérations pour compte personnel des négociateurs salariés. Cette dernière règle est déjà obligatoire dans les établissements étrangers opérant sur la place de Paris.

Publication des sanctions

M. de La Perrière a fortement insisté sur le fait qu'il appartenait « aux établissements et aux intermédiaires de fixer leurs propres règles ». Selon le groupe de réflexion, les autorités de marché ou les autorités publiques ne devraient intervenir que pour fixer des règles minimales. Les courbes complètes des copies à terme mis en place par chaque intermédiaire financier, mais « ne seraient » y substituer ». Les sanctions disciplinaires mises en œuvre par les établissements et éventuellement les autorités de marché constituent la « suite normale » de manquements à la déontologie : les professionnels ne doivent pas hésiter à faire preuve de fermeté, et même à rendre publiques les sanctions prises. Mais, a jugé bon de préciser M. de La Perrière, « l'action pénale est un recours ultime » : il faut donc éviter de l'affaiblir par une extension excessive de son champ d'application. Enfin, lorsque des clients subissent un préjudice du fait de manquements aux règles de déontologie, les intermédiaires « recherchent leur dédommagement ».

Tous ces exemples des « orientations » prises par le groupe de réflexion les montrent non seulement indispensables, mais absolument indispensables, au moment où les marchés financiers ont littéralement explosé, du fait de la déréglementation et de la création d'instruments et de procédures nouvelles, avec pour conséquence logique des abus ou des escroqueries comme celles reprochées à M. Aletti. Certaines recommandations peuvent paraître élémentaires au grand public, comme la « protection des intérêts des clients », mais il faut bien savoir qu'elles ne seront pas toujours faciles à appliquer. Ce sera le cas pour le contrôle, ou l'interdiction, des opérations personnelles des délégués, dont le développement a pu, à maintes reprises, perturber ou même fausser le fonctionnement des marchés. Dans ce domaine, seul l'autocontrôle est efficace, à condition que les directions des établissements en aient la volonté et les moyens.

FRANÇOIS RENARD.

OFFICE NATIONAL DES FOIRES ET EXPORTATIONS

24^e FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER

DU 22 JUIN AU 3 JUILLET 1988

Un rôle déterminant dans le développement des échanges commerciaux.

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS, S'ADRESSER A :

L'O.N.A.F.E.X. Palais des Expositions Pins-Maritimes
El-harrach - Alger
Tél. : 76-31-00 à 04 - Télex : 64.212 onfex

La Suisse moderne
son armée de
avec des avions
nouveau revers
Dassault-Breguet
D'APPELS D'OP

Économie

De préférence aux Mirage-2000

La Suisse modernisera son armée de l'air avec des avions américains

Suivant les recommandations du département militaire fédéral, le gouvernement helvétique a décidé, lundi 7 mars, de retarder deux appareils américains, le F-16 et le F-18, pour la phase finale de l'acquisition d'un nouvel avion de combat. Du même coup, il écarte de la course deux concurrents européens, le Mirage-2000 français et le Gripen JAS-39 suédois (nos dernières éditions datées 8 mars).

BERNE
de notre correspondant

Expliquant l'éviction de l'appareil français, le ministre de la défense, M. Arnold Koller, a indiqué que le Mirage-2000 n'offrait « aucun avantage financier ou militaire » par rapport à ses rivaux américains, même si la firme Dassault a consenti des concessions sur les prix. M. Koller a reconnu « les capacités potentielles » du Mirage-2000, mais sa version FLEX destinée à l'exportation n'est pas encore disponible pour des vols d'essai à l'étranger et ne répondrait pas aux besoins spécifiques de l'aviation suisse. Selon les experts helvétiques, ce prototype exigeait encore des améliorations en ce qui concerne le radar, les équipements électroniques et le cockpit. Quant à l'avion suédois, son principal handicap était de n'avoir pas encore volé ; ce qui ne l'empêchait pas de garder ses chances pour une autre occasion.

M. Koller a regretté que la Suisse n'ait pas reçu d'offres concurrentielles, venant des pays voisins de la Suisse, « pays neutre qui nous est proche, notamment en matière d'armement ». « Les projets non

retenus, a-t-il ajouté, n'étaient pas assez avancés dans leur réalisation pour être pris en considération. » Le choix définitif du futur avion interviendra cette année. Pour départager les deux appareils américains restant en lice, des essais sont prévus en Suisse, en avril et mai prochains. Une fois la décision prise, le projet d'acquisition de l'appareil destiné à remplacer le Mirage-III pourrait faire partie du programme d'armement de 1990. Pour l'heure, le gouvernement envisage l'achat d'une quarantaine d'exemplaires et l'ouverture d'un crédit de 3 milliards de francs suisses (l'équivalent de 12 milliards de francs français). Les nouveaux avions devraient être opérationnels à partir de 1995. M. Koller a également annoncé que, à la même époque, il faudra se procurer entre quarante et soixante nouveaux appareils pour remplacer les Hunter, de conception britannique.

En donnant sa préférence aux appareils américains, le gouvernement helvétique a tenu compte des possibilités de compensation économique. Si, comme l'a précisé M. Koller, le F-18 de McDonnell Douglas coûte environ 10 % de plus que le F-16 de General Dynamics, il existerait néanmoins une « authentique situation de concurrence » entre ces deux modèles « assez semblables ». La Suisse a également obtenu des assurances pour une participation de l'industrie helvétique. Enfin, M. Koller a reconnu que l'éventuelle extension des droits d'atterrissage de la compagnie nationale suisse aux États-Unis, dont il a été question lors du récent voyage à Washington du ministre suisse de l'économie, M. Jean-Pascal Delamuraz, n'a pas non plus été totalement étrangère à la décision prise.

JEAN-CLAUDE BUIHRE.

Un nouveau revers pour Dassault-Breguet

La Suisse n'est américaine au lieu de jouer le jeu européen. C'est le commentaire, un peu désabusé, de Dassault-Breguet après le camouflet infligé par l'armée de l'air helvétique au constructeur français, qui n'aura donc pas réussi à remplacer ses propres avions anciens Mirage-III par des Mirage-2000 plus modernes. L'échec est partiel, même s'il était attendu. Et il est grave à terme pour l'industriel français, et ses associés, dès lors que la partie est perdue, probablement, face à l'éternel F-16 américain.

Certes, Dassault-Breguet peut avancer des arguments pour sa défense. La société française, qui n'est responsable que de la fabrication de 30 % de la valeur de l'avion, peut s'estimer trahie par ses partenaires helvétiques, comme les équipementiers, qui n'auraient pas eu à répondre à temps aux exigences du client. Les compensations offertes par la concurrence — en particulier, les droits d'atterrissage accordés aux États-Unis à l'aviation commerciale helvétique — ont fait pencher la balance en faveur des appareils américains. Le prix du F-16, inférieur d'un tiers à celui du Mirage-2000, a peut-être été un motif déterminant.

Mais ces arguments ont aussi leur revers. Si les défaillances des équipementiers français sont de ce côté, le constructeur du Mirage-2000, c'est toute une politique industrielle de l'aéronautique, en France, qui est en cause. En d'autres

circonstances — par exemple en Grèce, où, pour vendre des Mirage-2000, les constructeurs français ont dû créer un organisme de promotion du tourisme helvète, — la France s'est proposée des compensations suffisamment attractives pour emporter le contrat. Le gouvernement français, enfin, est intervenu pour présenter au client suisse des conditions financières de dernière minute, qui auraient dû, en principe, retarder toute l'attention de ses experts.

L'affaire suisse est grave parce qu'elle se succède à la même époque au moment où l'armée de l'air de son client et parce que le constructeur français enregistre une défaite dans un pays connu pour sa solvabilité, à la différence de bien d'autres acquéreurs.

Depuis deux ans, les déboires de Dassault-Breguet s'accumulent à l'exportation de ses avions de combat. La promesse de la Jordanie au premier ministre français, d'acheter une vingtaine de Mirage-2000 ne compense pas l'échec de Borne. En s'appuyant à commander, respectivement, neuf nouveaux Mirage-2000 et dix-huit autres exemplaires, l'Inde et le Koweït ne font pas le printemps. En réalité, Dassault-Breguet produit, dorénavant, trop cher des avions militaires qui trouvent, face à eux, de redoutables concurrents.

JACQUES HENARD.

Après la prise de participation de WCRS dans SGMD

M. Gilbert Gross à armes égales avec les poids lourds français de la communication

Si le ministère des finances autorise l'accord qui lui est soumis, le groupe de publicités britannique WCRS va acquérir 50 % de SGMD, principal acheteur d'espaces publicitaires en France (le Monde daté du 6-7 mars). Le renfort britannique donne au groupe de M. Gilbert Gross des appuis en Europe et aux États-Unis, et des moyens pour envisager des acquisitions de sociétés.

WCRS a de l'appétit : le quatorze publicitaires qui alignent, en 1979, leurs initiales pour créer l'agence londonienne, a accouché d'un empire sur plusieurs continents, centré sur la publicité mais intégrant aussi les relations publiques, le design et le sponsoring. Après une croissance soutenue pendant six ans, l'activité de WCRS explose véritablement en 1986 : le chiffre d'affaires passe de 560 millions de francs uniquement en Grande-Bretagne, à 3,6 milliards pour l'exercice clos en mars 1987, dont 2,67 milliards aux États-Unis. C'est qu'entre-temps WCRS a racheté deux agences importantes (DFT et HBM/Cramer) aux États-Unis et possède ses pions en Asie avec le Ball Partnership australien.

Retour à l'Europe en 1987 : c'est alors le mariage avec le groupe français Bèlier (filiale d'Eurocom, donc de Havas) qui devient actionnaire de l'activité publicitaire de WCRS à 20 % hors d'Europe et à 51 % en Europe continentale. Le nouveau groupe est alors au sixième rang européen, et au quinzième mondial, avec un chiffre d'affaires de 8,27 milliards de francs. Fort de cette expansion, WCRS prévoit des bénéfices de 180 millions de francs à fin mars 1988, contre 100 millions en mars 1987.

C'est le moment choisi par les Britanniques pour pousser leur avantage sur le continent européen en achetant pour une somme non divulguée du groupe SGMD, dont le chiffre d'affaires en France atteint 5,5 milliards de francs.

Doit-on y voir un rapprochement indirect entre le patron de SGMD, M. Gilbert Gross, et le groupe

Havas ? Ils sont déjà associés au sein de Média Europe, une centrale d'achat d'espaces européens, bien placée dans cinq pays avec un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de francs hors de l'Hexagone. Mais, au groupe Bèlier, on assure que l'opération n'aboutit à aucun actionariat indirect d'Havas dans SGMD.

L'opération procure en tout cas un « trésor de guerre » important à SGMD. Sur quels terrains peut-il l'employer ? Dans l'achat d'espaces, son métier de base, le groupe a déjà une position en France qu'il ne peut augmenter sans courir le risque de voir resurgir les accusations de position dominante (le Monde du 24 décembre). Dans le conseil en publicité strict, l'accord WCRS avec Bèlier semble exclure. Les voies ouvertes à M. Gilbert Gross sont donc celles de l'international, ou de la diversification vers d'autres secteurs, les médias par exemple.

SGMD a déjà des intérêts dans le radio FM (réseau Nostalgie) dans la mesure d'audience (Médiamétrie) et dans la télévision (Canal Plus). Actionnaire de la défunte TV6, SGMD n'a pas forcément renoncé à s'implanter dans la télévision généraliste, un marché dont la part dans son activité d'acheteur d'espaces va croissant. Même s'il évoque des raisons patrimoniales à la vente de 50 % de l'entreprise qu'il dirige, il est peu probable que M. Gilbert Gross prenne une retraite dont il n'a pas l'âge. En notant des liens avec un groupe au capital dispersé, mais au prestige créatif intact, il élargit ses perspectives et son assise financière. Et, se plaçant dès maintenant dans un cadre européen où vont se multiplier les réseaux de communication transnationaux, de presse et d'audiovisuel, il balise un terrain sur lequel il peut jouer à armes égales avec les poids lourds français de la communication, Havas, Hachette ou le nouvel axe CEF-Générale occidentale.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

REPÈRES

Crédit à la consommation

Forte hausse aux Etats-Unis

Les crédits à la consommation ont augmenté de 10,5 % en rythme annuel, en janvier, indique la Réserve fédérale américaine. Cette hausse, la plus forte depuis septembre, fait suite à une progression de 7,9 % en décembre et de 5,9 % pour l'ensemble de 1987. Le rebond des crédits à la consommation reflète une certaine reprise de confiance des Américains après le krach boursier d'octobre mais, surtout, le bas niveau du chômage, estiment les analystes. Les crédits automobiles ont, une fois de plus, gonflé les chiffres et la plupart des économistes s'attendent à un atterrissage en douceur de la consommation, excluant une récession. Un tel atterrissage semble confirmé par l'association des services d'achat des entreprises qui fait état d'un rythme « considérablement ralenti » de la croissance en février. L'indice calculé à partir d'éléments fournis par 250 acheteurs de produits industriels est en baisse de 2,5 points et retrouve son niveau le plus bas depuis avril 1987.

Consommation

Des automobilistes heureux

Pour la première fois depuis 1980, le budget annuel de l'automobiliste a baissé, en 1987, de 2,2 %. L'Association française des automobilistes a soigneusement calculé que, pour un kilomètre moyen de 12,500 kilomètres, l'automobiliste français avait dépensé pour son véhicule 30 032 F contre 30 694 F en 1986. Il aurait donc réalisé une économie de 662 F. Cette heureuse évolution pour le consommateur résulte de la baisse de la TVA sur les voitures neuves (- 28 %) et d'une

diminution des frais financiers (- 22,1 %) et des assurances (- 7,4 %) pour cause de concurrence accrue dans ces secteurs. En revanche, les automobiles-clubs ont relevé des hausses en matière d'entretien (+ 11,2 %), de garage (+ 10 %), de carburant (+ 4,2 %).

Loyers parisiens

Encore deux ans de crise selon la CNAB

La crise du logement locatif à Paris et dans la région parisienne n'est pas résorbée, et il faudra deux ans encore pour retrouver une situation équilibrée, a déclaré M. Patrice Bazin, président de la Confédération nationale des administrateurs de biens (CNAB). Pour la CNAB, dont les adhérents gèrent 350 000 logements en région parisienne, les hausses moyennes lors des renouvellements de baux, confirmant les chiffres récemment rendus publics (le Monde du 29 janvier) par M. Yves Colland, adjoint au maire de Paris, soit + 7 %, à ajouter aux 3 % de l'indice du coût de la construction.

Les loyers des nouvelles locations (appartements vides) commencent à s'assouplir : on trouve des appartements de 100 m² pour 17 000 F par mois au lieu de 13 000 à 14 000 F il y a quelques semaines. Selon la CNAB, la moyenne des loyers libres s'établit à 71 F le m² par mois, de l'arrondissement le moins cher, le 20^e avec 68 F par mois, aux plus chers, les 16^e, 6^e et 7^e avec 82 F. Le « record » est détenu par un studio de 22 m², avenue Victor-Hugo dans le 15^e, à 545 F le m², ce qui porte le loyer à 11 890 F sans les charges.

En banlieue, les Hauts-de-Seine placent à 82 F le m², loin devant l'Essonne à 38 F le m². Ces relevés des prix des loyers vont faire l'objet d'un programme informatique que les adhérents de la CNAB pourront consulter.

CEE

La Commission de Bruxelles propose des mesures antidumping contre des produits japonais assemblés en Europe

BRUXELLES
(Communauté européenne)
de notre correspondant

Des droits anti-dumping appliqués aux machines à écrire électroniques et aux balances électroniques japonaises assemblées dans la Communauté : telle est la décision que la Commission de Bruxelles propose au règlement anti-dumping de juillet 1987. Celui-ci prévoyait en effet la possibilité de frapper de taxes les « usages tournés » installés dans la CEE par des entreprises japonaises afin de contourner la législation anti-dumping communautaire. S'agissant des machines à écrire électroniques, l'enquête de la Commission ouverte à la suite d'une plainte des producteurs italiens, alle-

mands et français (Rank Xerox-France) concernait six filiales de compagnies japonaises : depuis juin 1985, les sociétés mères étaient assujetties à un droit anti-dumping variant de 17 à 35 %. L'enquête menée au cours du premier semestre 1987 a montré que dans quatre des cas, les prix de vente des nouveaux règlements étaient effectivement réduits. 1) Les sociétés en question avaient débuté leurs opérations dans la Communauté après l'ouverture de l'enquête anti-dumping. 2) Elles utilisaient une proportion très élevée de composants en provenance du Japon, proportion variant entre 75 et 96 %. La Commission propose dans ces conditions d'appliquer à Canon Business SA, installée à Liffé, en France, un droit anti-dumping de 44 ECU sur pièce assemblée (1), de 40 ECU à Kyushu Matsushita, Sharp et à Silver Reed, toutes trois installées au Royaume-Uni.

Dans le même esprit, elle propose d'appliquer un droit anti-dumping de 65,63 ECU par unité assemblée à la filiale britannique de la société Tec, la production japonaise de balances électroniques. La maison mère japonaise s'était vu imposer pour ce produit un droit anti-dumping de 20,6 % en avril 1986. L'enquête a montré que la valeur des pièces japonaises utilisées par Tec Royaume-Uni représentait 92 % de la valeur du produit. En commentant cette proposition, M. Willy De Clercq, le commissaire chargé des relations extérieures, a fait valoir que les opérations d'assemblage créent fort peu d'emplois dans la Communauté tout en provoquant un préjudice important aux entreprises européennes.

Ph. L.

(1) 1 ECU : environ 7 francs.

AVIS D'APPELS D'OFFRES n° 1

Date de l'avis : 16 février 1988
Crédit n° : 1761 - 7R
Appels d'offres n° 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17

1. - La République du Zaïre a obtenu un crédit de l'IDA en différentes monnaies, pour financer le coût de :
Projet d'amélioration de la navigabilité du fleuve Zaïre.
Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce crédit sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre des acquisitions suivantes :

Appel d'offres n° 11 : Drague à pelle hydraulique
Appel d'offres n° 12 : Chaland de Déversement
Appel d'offres n° 13 : Trois lots de matériel de Messure
Appel d'offres n° 14 : Hélice lourde
Appel d'offres n° 15 : Vedette rapide de Pilotage
Appel d'offres n° 16 : Vedette de Balisage
Appel d'offres n° 17 : Vedette hydraulique

2. - Les candidats admis à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires et examiner les dossiers d'appel d'offres dans les bureaux de la :

RÈGE DES VOTES MARITIMES
IMMEUBLE OCIZ - 7^e NIVEAU - KINSHASA GOMBE
ou écrire au : Citoyen Président délégué général
Rège des Votes Maritimes
BP 13999 - KINSHASA 1 - République du Zaïre
Tlx 21139 RVM/ZR. Fax 31678 RVM/ZR

Les dossiers pourront également être obtenus chez :
Estas sa - rue des Capucins, 14 - 1180 Bruxelles - Belgique
Tlx 65689 estas B - Fax 3223740625

Tout candidat admis à concourir, intéressé par le présent avis pourra acheter un jeu complet de documents d'appel d'offres sur demande écrite au service des ventes et de la documentation d'un montant net rajoutable de 200 US \$ (deux cents dollars US) pour les dossiers 11 et 12 et de 100 US \$ (cent dollars US) pour les dossiers 13, 14, 15, 16 et 17.

(Publicité)
VILLE DE PARIS
DIRECTION DE LA CONSTRUCTION ET DU LOGEMENT
AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES DE PROMOTEURS

La Ville de Paris lance, avec l'assistance technique de la SEMAEST, un appel de candidatures de promoteurs pour participer à un appel d'offres restreint en vue de l'acquisition des droits de construire un complexe immobilier décrit ci-après :

1. Lieu de réalisation : Paris 12^e, avenue Daumesnil entre la rue de Rambouillet et la rue de Charanton.

2. Programme : Sur un terrain de 7 700 m², il est prévu de réaliser un programme de l'ordre de 19 000 m² H.O.N. comprenant des logements locatifs destinés à des sociétés d'aménagement, des commerces, des activités et un parc de stationnement résidentiel. Ce programme sera complété par l'aménagement de la promenade plantée qui sera réalisée par la Ville de Paris. Des variantes tendent à renforcer au mieux l'animation de l'avenue Daumesnil pourront toutefois être proposées par le promoteur. Le dossier sera en communication dans les bureaux de la SEMAEST.

3. Définition du projet : L'architecte qui assurera la maîtrise d'œuvre de l'opération a déjà été désigné par la Ville de Paris à la suite d'un concours de concepteurs qui a permis d'établir une étude préliminaire de l'opération.

4. Calendrier : - date limite de réception des candidatures : 28.03.88
- date de lancement de la consultation : 18.04.88
- date de remise des offres : 30.05.88.

5. Formes des dossiers de candidature : Les candidatures devront être adressées, sous double enveloppe, à l'adresse suivante :

SEMAEST
Appel de candidatures de promoteurs
181, avenue Daumesnil - 75012 Paris

Ce dossier de candidature comprendra une présentation de la société, de ses moyens et de ses références.

6. Date d'envoi de l'annonce à la publication : 4.03.88.

Voyage d'étude au Japon

Une occasion de connaître le Japon tel qu'il est
CONCOURS

Le ministère des affaires étrangères du Japon annonce l'organisation de son dixième concours destiné aux jeunes des pays de la Communauté européenne et leur offre, de nouveau, cette année, l'occasion de participer à un voyage d'étude au Japon.

Une pré-sélection sera effectuée parmi les candidats, âgés de dix-huit à trente-quatre ans et n'étant jamais allés au Japon, qui auront remis, avant le 10 avril, un essai dactylographié de deux mille à trois mille mots sur le thème : « Qu'attendez-vous du Japon - dites ce que vous attendez du Japon dans ses relations avec votre pays (ou l'Europe) ». Ils devront ensuite avoir un entretien en anglais.

Les lauréats seront invités à effectuer un voyage d'étude qui durera deux semaines dans la période comprise entre la fin du mois d'août et le début du mois d'octobre 1988.

Pour tous les renseignements concernant les modalités du concours et le programme de voyage, écrire avec enveloppe timbrée pour la réponse (aucun renseignement ne sera donné par téléphone) à :

AMBASSADE DU JAPON CONSULAT GÉNÉRAL DU JAPON
Service culturel Service culturel
d'information d'information
7, rue de Tilsitt 70, avenue de Hambourg
75017 Paris 13008 Marseille

مكتبة جامعة القاهرة

Économie

SOCIAL

Les pratiques salariales des entreprises sont extrêmement diverses pour les non-cadres

« Toutes les entreprises ne rémunèrent pas leur personnel de la même façon, et aucune ne rémunère de manière identique les différentes catégories de salariés qu'elle emploie », souligne d'emblée le Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) dans l'étude, rendue publique le mardi 8 mars, qu'il vient de publier sur « Salaires et compléments de rémunération, analyses

des pratiques d'entreprises » (1). Réalisée par MM. Thomas Coutrot et Philippe Madinier, cette étude complète celle que les mêmes auteurs avaient déjà réalisée il y a un an sur « Les compléments de salaires » (Le Monde du 6 mars 1987). Menée de novembre 1985 à avril 1986 auprès de cent deux entreprises de plus de cent salariés —

employant au total 206 000 salariés — de cinq secteurs (industrie automobile, industries chimiques et pharmaceutiques, industries du textile et de l'habillement, bâtiment et travaux publics, commerce de gros), cette étude vise à examiner la diversité des pratiques salariales à partir d'informations collectées, pour l'essentiel, sur l'année 1984.

D'emblée, l'enquête du CERC, malgré son caractère « expérimental » et les « insuffisances » quantitatives et qualitatives qu'elle met elle-même en avant, fournit une mine d'informations variées sur les politiques salariales et sociales des différents secteurs observés. Elle souligne ainsi que, pour les ouvriers, le salaire (hors absences) est généralement le même d'un mois à l'autre dans 80 % des entreprises. En revanche, dans 11 % des cas, « le mode dominant est celui de la prime mensuelle individuelle de rendement ou de productivité » et, dans 9 %, « une prime mensuelle collective liée aux performances ou à la productivité ». Depuis 1982, 37 % des entreprises pratiquent ou s'approprient à pratiquer « une politique d'individualisation des salaires ». D'un secteur à l'autre, les disparités de salaires comme d'éventuels hiérarchiques apparaissent plus nettement, même l'homogénéité est relativement grande pour les cadres (de 208 500 F de salaire annuel moyen dans le bâtiment à 283 000 F dans la chimie).

Pour les ouvriers, le salaire annuel moyen varie de 38 400 F dans le textile-habillement à 88 600 F dans la chimie. Pour les employés, techniciens et agents de maîtrise, la variation est plus grande : de 77 700 F dans le commerce de gros à 125 000 F dans la chimie. Le CERC indique aussi que 81 % des entreprises « attribuent une prime équivalente à un 13^e mois à leurs cadres,

travaillé », « seul un quart versant une partie de la rémunération sous forme de primes collectives liées aux performances de l'entreprise ». Le treizième mois est « la règle générale », et le salaire est maintenu intégralement dès le premier jour de maladie.

Dans ce type « statutaire », la protection sociale facultative est « particulièrement développée », comme les œuvres sociales (plus de 4 % de la masse salariale). Si les montants au titre de la participation sont plutôt faibles (0,7 % des salaires), les dépenses de formation sont plus élevées (plus de 2 % de la masse salariale). Globalement, les disparités entre catégories de personnels sont relativement faibles, ces entreprises ayant un type de gestion « codifié assez précisément dans des conventions collectives ».

Le deuxième type englobe les entreprises « à gestion flexible organisée » : sous-traitants de l'automobile, autres entreprises de la parachimie et de l'industrie pharmaceutique, industrie textile, commerce de gros interindustriel. Elles ont souvent un même système conventionnel ou une tradition de négociation. Les ouvriers sont « majoritairement des hommes qualifiés » mais avec un « turn-over » de 11 %. La présence syndicale est assez importante (19 % seulement n'ont aucune section syndicale). Les employés semblent y rechercher « plus la motivation de leurs salaires que leur fidélité ». C'est dans ce secteur que les entreprises ont été les plus actives pour l'individualisation des salaires : « Les salaires sont plus étroitement liés aux performances individuelles et surtout collectives des salariés ; l'individualisation est plus souvent récompensée financièrement : les primes automatiques (13^e mois) sont au contraire moins fréquentes, surtout pour les ouvriers ». Si les disparités de protection sociale facultative sont relativement importantes, les dépenses de formation (1,4 %) sont supérieures au minimum obligatoire et les montants moyens de participation (2,2 %) sont les plus élevés.

Les entreprises du bâtiment et des travaux publics constituent à elles seules le quatrième et dernier type, en raison de la forte homogénéité des pratiques et des caractéristiques : « forte proportion d'hommes, d'ouvriers qualifiés, d'étrangers, salaires relativement faibles mais avec des compléments salariaux non négligeables (et gérés paritairement dans la branche), forte mobilité externe par rapport à l'entreprise mais sans doute interne à la branche (« turn-over » de 17 %), présence syndicale très faible (3,8 % n'ont aucune section syndicale) ». L'individualisation des salaires est « traditionnellement pratiquée de facto au niveau des chantiers ». La pratique des primes semi-collectives est très répandue, alors que tant le 13^e mois que le maintien du salaire dès le premier jour de maladie sont minoritaires pour les ouvriers. Les écarts de salaires sont « peu accentués », les œuvres sociales « gérées à plus de 10 % par les employeurs » sont « peu développées ».

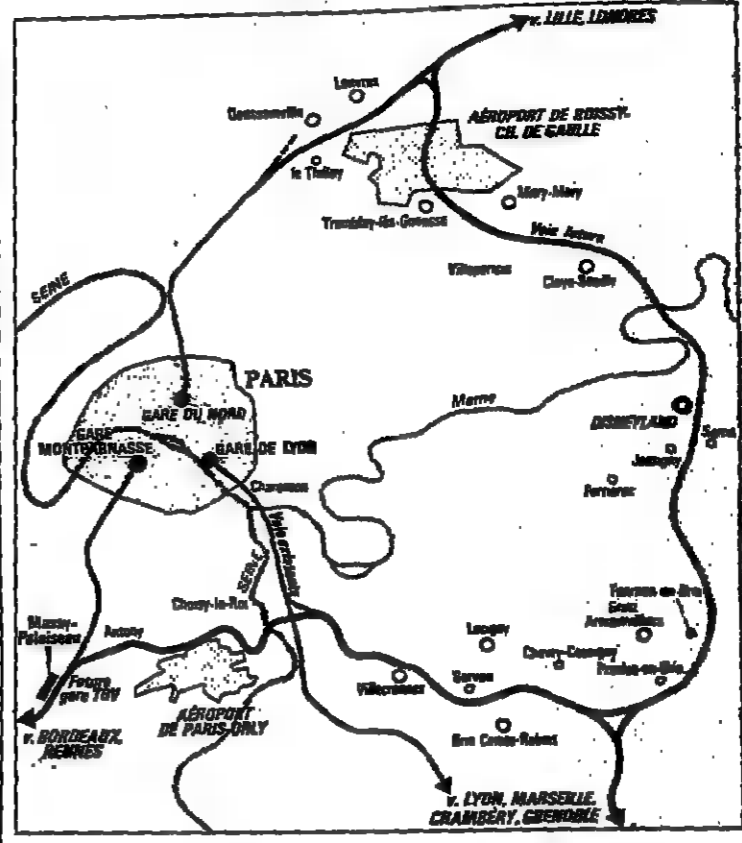
Au terme de cette passionnante étude, le CERC reprend l'hypothèse, sans pouvoir l'affirmer ou la confirmer, que depuis 1984, « le mode de gestion « flexible organisée » gagne de l'influence ». Déjà, entre 1982 et 1984, c'est dans ce secteur que les mouvements d'emploi ont été les plus orientés à la baisse : 65 % des entreprises à « gestion flexible organisée » ont vu leurs effectifs diminuer, 22 % augmenter et 13 % rester stables (soit une variation de moins de 3 %).

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Documents du CERC, n° 87. Diffusés par la Documentation française, 29-31, quai Voltaire, Paris Cedex 07, au prix de 30 F.

TRANSPORTS

Les voies d'interconnexion des TGV en région parisienne



Les 104 kilomètres de voies nouvelles à grande vitesse décidés en Ile-de-France par le conseil interministériel du 9 octobre dernier représenteront un élément essentiel du réseau TGV français. En effet, cette interconnexion du réseau nord (vers Lille, Bruxelles et Londres, via le tunnel sous la Manche), sud-est (Lyon, Marseille, Nice) et Atlantique (Brest, Rennes, Bordeaux, Toulouse) permettra, pour la première fois, à tous les TGV de se rendre d'une province à l'autre sans passer par Paris et en profitant de la rapidité des voies nouvelles. L'interconnexion en Ile-de-France devra être construite pour 1993. Elle coûtera plus de 5 milliards de francs. Les trains y circuleront à 270 km/heure entre la gare de Roissy-Charles-de-Gaulle et les raccordements avec la voie sud-est actuelle, à la hauteur de la ville nouvelle de Melun-Sénart, et avec la ligne de grande vitesse qui conduit au raccordement de Massy-Palaiseau. Les gares TGV prévues sont Aéroport-de-Roissy et Massy-Palaiseau. Les gares possibles sont Euro-Disneyland et Melun-Sénart. Les temps de transport vers Roissy seront de 1 h 58 au départ de Lyon, 1 h 30 au départ de Bruxelles et 2 h 35 au départ de Rennes. Le tracé qui a été retenu par le ministre des transports est situé plus à l'est que prévu par certaines variantes afin d'éviter les zones urbanisées et afin de limiter les nuisances.

AGRICULTURE

Les candidats au salon

Dès lundi 7 mars, les hommes politiques ont fait du Salon de l'agriculture, ouvert la veille à Paris, une arène politique où les propos tenus résument d'un écho particulier à deux mois de l'élection présidentielle. Sans aborder les problèmes de fond du monde agricole, le premier ministre, M. Jacques Chirac, a estimé que les agriculteurs se battent « dans des conditions difficiles ». « L'économie française a besoin d'eux », a affirmé M. Chirac, précisant que « leur avenir [était] mieux assuré qu'il le croient ».

Seul candidat à avoir été exploitant agricole en Corèze, département cher à M. Chirac, M. André Lajoinie est venu porter sa bonne parole du parti communiste à un monde traditionnellement peu ouvert à cette formation politique. « Les paysans aiment produire, c'est leur métier. Chirac élimine les agriculteurs, moi je les soutiens », a déclaré le candidat du PCF, dénonçant la décision, récemment prise à Bruxelles, de geler un million d'hectares en tiche dans le Communauté.

De son côté, M. Raymond Barre s'est prononcé en faveur d'une exonération des droits de succession des entreprises agricoles à condition que l'héritier reprenne l'activité. « La France manque d'entreprises. Ce diagnostic est fondamental. Il faut exonérer l'entreprise qui vient d'être créée, à encore précisé M. Barre. Cela coûte cher, mais le jeu en vaut la chandelle. »

Le document du CERC montre aussi que les cadres constituent la catégorie qui tire le mieux son épingle du jeu. Pour eux, les pratiques salariales « ne présentent pas de différences vraiment significatives ». D'une entreprise à l'autre, les écarts de salaire moyen ne sont pas très importants. Les variations sont également faibles pour le taux de turnover généralement plus faible ou la protection sociale complémentaire facultative, généralement plus avantageuse pour les cadres. Ainsi, les cadres sont apparemment l'objet d'un mode de gestion assez homogène, ils bénéficient d'une sorte de statut national. Cela tient sans doute au fait que, pour cette catégorie, la quasi-totalité des entreprises donnent la priorité au « besoin de s'attacher suffisamment le personnel pour pouvoir bénéficier au maximum de son expérience et de son implication dans la bonne marche de l'entreprise ».

Pour les autres catégories de salariés, certaines entreprises préfèrent privilégier la possibilité d'ajuster de manière quasi permanente les effectifs aux nécessités de la production. Rien d'étonnant, donc, à ce que ces catégories soient les plus touchées par la diversité des pratiques salariales. Pour le CERC, une telle diversité « tient apparemment, soit à la dimension des entreprises, soit au caractère plus ou moins lourd des équipements utilisés, soit encore à la structure du personnel employé ». Tout l'intérêt de l'étude est la typologie à laquelle elle aboutit, quatre types de gestion du personnel ayant été répertoriés.

Fidélisation du personnel
Le premier type concerne les entreprises « à gestion statutaire », principalement les grands constructeurs de l'industrie automobile et les entreprises de la chimie et de la parachimie lourde, où l'on jouit de la fidélisation du personnel. Dans ces grandes entreprises, la proportion de cadres est forte, les hommes sont très majoritairement les étrangers minoritaires ; le taux de « turn-over » est d'environ 5 %, et la présence syndicale est importante. Les trois quarts de ces entreprises « calculent les salaires uniquement en fonction du temps

Main-d'œuvre remplaçable

Le troisième type est celui des entreprises « à gestion flexible inorganisée » : habillement, parfumerie, commerce de gros. La convention collective est faible, les accords d'entreprise rares, la main-d'œuvre — majoritairement féminine à l'exception des cadres — fortement mobile (18 % de « turn-over »). Là, « les entreprises ne semblent pas rechercher à fidéliser leur personnel, ni même à le motiver. Elles font plutôt un recours systématique au marché du travail pour recruter une main-d'œuvre très souvent féminine, peu spécialisée, facilement remplaçable, assez peu syndiquée (28 % des entreprises ne reconnaissent aucune section syndicale) ». L'individualisation des salaires est peu développée, ces entreprises pratiquant davantage « les primes de rendement individuelles ». Seules un peu plus de la moitié « maintiennent le salaire dès le premier jour d'absence ». Si la participation est d'un bon niveau (1,8 %), l'effort de formation limité à l'obligation légale de 1,1 %, les comités d'entreprise généraux 38 % seulement des œuvres sociales (contre 61 % dans le type « flexible organisée »).

ÉTRANGER

La coalition au pouvoir en Autriche s'entend sur une vaste réforme fiscale

La coalition au pouvoir en Autriche a fini par s'entendre sur la vaste réforme fiscale présentée comme l'un des objectifs prioritaires du gouvernement en janvier 1987. Durant le week-end du 6 mars, un programme a été arrêté dont le coût est évalué à 45 milliards de schillings (1). L'impôt sur les bénéfices des sociétés sera ramené de 55 % à 30 %, celui sur le revenu s'échelonnant entre 10 % et 50 % au lieu de 11 % et 62 %. Cette réforme, applicable dès 1989, sera financée par l'abandon de multiples exonérations à hauteur de

29 milliards de schillings ainsi que par l'introduction, à l'instar de la RFA, d'une taxe à la source du capital de 10 %. Ce point était le plus litigieux entre socialistes et populistes. Un terrain d'entente a été trouvé en limitant l'application de cette nouvelle taxe aux comptes d'épargne assortis d'un taux d'intérêt supérieur à 2,625 % et en assurant le maintien de l'anonymat des placements. Au total, la coalition espère ainsi mettre l'Autriche au diapason de la CEE dont elle entend se rapprocher.

L'OCDE : les dirigeants de Vienne doivent maintenir la rigueur

Les perspectives pour le moins médiocres de l'économie autrichienne, une croissance limitée à 1,25 % cette année après une hausse de 1 % en 1987, ne doivent pas freiner les efforts de rigueur budgétaire. Sur ce point, les auteurs du rapport s'inquiètent à l'idée de voir s'accroître au fil des ans la charge de nouvelles formes de subventions débloquées pour promouvoir le progrès technologique. Devenu traditionnel dans les rapports de l'OCDE, cet appel à une amélioration des structures et à l'abandon de soutiens de l'Etat s'accompagne de la non moins traditionnelle recommandation en faveur d'une promotion du secteur privé. La chute des parts de marchés à l'exportation pour les produits manufacturés, 7 % en 1987, tient en grande

partie aux mauvais résultats enregistrés par le secteur nationalisé dont les ventes à l'étranger se sont contractées de 15 %. Les experts de l'organisation reconnaissent que ce revers est notamment dû aux restructurations en cours dans ce secteur mais préconisent en faveur du privé et de la dérégulation des services où les créations d'emplois sont les plus nombreuses. Les auteurs du rapport voient toutefois mal comment empêcher, cette année encore, une dégradation de l'emploi qui pourrait porter le chômage à des niveaux inhabituels pour l'Autriche, 4,5 % de la population active selon la définition OCDE.

F. Cr.
(1) 100 schillings = 48 francs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NORD-SUD DEVELOPPEMENT

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 29 janvier 1988 a arrêté les comptes de l'exercice 1987. Les revenus distribuables permettent de proposer à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui sera réunie sur première convocation le 17 mars 1988, de fixer le dividende de l'exercice 1987 à 80,75 francs par action assorti d'un crédit d'impôt de 7,54 francs.

Ce dividende sera détaché le 13 avril 1988 et mis en paiement le 14 avril 1988. Compte tenu de ce calendrier, seuls les ordres de rachat reçus jusqu'au 12 avril 1988 avant midi seront exécutés sur la base de la valeur liquidative coupon inclus.

NORD-SUD DEVELOPPEMENT
Société d'investissement à capital variable
Siège social : 5, avenue de l'Opéra 75001 PARIS - Tél : (1) 42.96.16.24

Le Pérou opte pour une austérité draconienne

Le plan d'austérité dont le ministre de l'économie M. Gustavo Sabero, devait annoncer les détails, le mardi 8 mars au soir, représente pour le Pérou un revirement total par rapport à la politique « hétérodoxe » qu'il avait tenté de suivre pour assurer sans les recommandations du Fonds monétaire international une forte croissance. Dévaluation de l'inti de 26,6 % en moyenne vis-à-vis du dollar, fortes hausses de prix allant de 70 % pour l'essence à un doublement pour le pain ou le riz, limitation des attributions de devises pour les Péruviens se rendant à l'étranger et réductions draconiennes des importations, des subventions et des avantages fiscaux : cette panoplie de la rigueur, le Fonds monétaire international, longtemps la bête noire de Lima, ne la réproverait pas.

Le principal conseiller économique du président Alan Garcia, M. Daniel Carbonetto, a reconnu que la politique d'« ajustement » dans l'austérité s'était révélée incontournable et d'autant plus brutale qu'elle est tardive. Dans un premier temps, l'inflation risque d'être poussée à des sommets — 30 à 40 % en mars — avant de revenir, espère le gouvernement, à 6 % en avril, puis à 3 % en mai, grâce à un gel des prix. Seul élément « hétérodoxe » dans cette orthodoxie : nouvelle le gouvernement cherchera à protéger les classes les plus démunies et à faire peser l'essentiel du poids de la rigueur sur les classes moyennes. La croissance avait encore atteint 6,2 % en 1987 au Pérou, alimentant une surchauffe qui s'était traduite par une inflation de 300 % et un déficit commercial de 344 millions de dollars, insoutenable pour ce petit pays surendetté.

(Publicité)

Association des
parisiennes

VOUS AUSSI GAGNEZ LES PRESIDENTIELLES

Convaincre chaque jour du bien-fondé de ses idées demande des moyens. Pour faire gagner vos convictions et contribuer à la victoire, adressez vos dons à l'ordre de:

André LAIGNEL
Trésorier du Parti Socialiste
10 rue de Solférino
75007 PARIS

Pour une France qui respecte l'homme et a de l'ambition pour chacun de ses citoyens, participez vous aussi dès aujourd'hui.



هفتاد من الاميل

Marchés financiers

BOURSE DU 8 MARS

Cours relevés à 14h31

Main table containing 'Règlement mensuel' with columns for 'VALEURS', 'Cours', 'Précédent', 'Différence', and various stock symbols.

Comptant (évaluation) SICAV (évaluation) 7/3

Table with multiple columns for 'Comptant', 'SICAV', and '7/3' sections, listing various financial instruments and their values.

Table titled 'Cote des changes' and 'Marché libre de l'or' showing exchange rates and gold market prices.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Handwritten note: هكذا من الأصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Réformes en URSS et affrontements nationalistes.	8 La primaire au sein de la majorité.	12 Les personnels de l'éducation surveillés dénoncent la politique d'austérité de la chancellerie.	15 Hécube, d'Euripide, à Genèveville; le Vainqueur Saint Genest, comédien et martyr, à la Comédie-Française.	38 Pirelli et Michelin unis contre Bridgestone.	Abonnements 5 Annonces classées - 24 à 36 Campus 20 Carnet 20 Loto 19 Météorologie 19 Mots croisés 19 Radio-télévision 19 Spectacles 18	● 10 h 30, chaque jour, le mini-journal JOUR ● 16 heures Bourse : la cote en direct. BOURSE ● Jouez avec le Monde. JEUX Accueil, International Sports, Campus, FRAM, Télématel. 3615 Taper LEMONDE
DÉBATS	10 La campagne des communistes.	14 Un anesthésiste devant le tribunal de Poitiers.	16 « Dégagements », par Bernard Frank.	40 Une étude du CERC sur les pratiques salariales des entreprises pour les non-cadres.		
2 « Waldheim : l'Autriche encombrée », par Danny Leder; « Industrie : OPA et fatalisme », par Loïc Le Floch-Prigent.	11 Les « premiers ministres » de M. Mitterrand.	15 Défense : « La France doit jouer un rôle plus actif dans l'alliance atlantique », estime M. Chirac.	17 Communication : un entretien avec Christine Ockrent.	42-43 Marchés financiers.		

Au conseil des ministres

Augmentation du traitement des fonctionnaires de 1 % au 1^{er} mars

Les traitements des fonctionnaires — ainsi que les pensions de retraite — seront majorés de 1 % au 1^{er} mars. Cette décision, qui a été annoncée par M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique, le mardi 8 mars, sera officiellement prise par le conseil des ministres du 9 mars.

Cette hausse de 1 % du niveau des salaires (qui représente 0,83 % en masse) bénéficiera aux fonctionnaires dès la fin du mois de mars. M. de Charette a également annoncé qu'une enveloppe de 500 millions de francs permettrait de revaloriser le supplément familial de traitement, qui n'est pas une prestation familiale mais un élément de la rémunération des fonctionnaires à partir de deux enfants.

Cette revalorisation surprise — les syndicats n'en ayant pas été informés lors de la récente concertation — du supplément familial de traitement a le double avantage de favoriser les revenus les plus modestes — il est déductible des revenus — et la

politique familiale — il est hiérarchisé pour le nombre d'enfants.

M. de Charette a également surpris les fédérations de fonctionnaires par la mesure annoncée concernant l'augmentation générale des traitements, plus importante que prévu puisqu'un attendait à 0,7 % au 1^{er} mars ou à 1 % au 1^{er} avril, afin de limiter l'effet de report sur l'année 1989.

M. de Charette, dans ses déclarations publiques, avait estimé qu'une hausse de 1 % serait « considérable ». Ce qui était apparu alors comme un refus du gouvernement d'aller aussi loin risque d'apparaître aujourd'hui comme un habile moyen de valoriser à l'avance son geste. Il n'empêche que la CGT, repue le 7 mars dernier jour de la concertation avec le ministre, avait nié l'importance de la mesure qui allait être prise. M. Hirsberg estimant qu'une augmentation de 1 % du salaire moyen des fonctionnaires « représente le prix d'un kilo de veau de seconde qualité ou encore deux places de cinéma ».

M. N.

Les intentions de vote selon la SOFRES

● M. Chirac devant M. Barre ● M. Mitterrand devant tout le monde

M. Jacques Chirac confirme sa légère avance sur M. Raymond Barre tandis que M. François Mitterrand domine toujours la consultation présidentielle, selon les résultats du sondage réalisé par la SOFRES et publié, le mardi 8 mars, dans les Dernières Nouvelles d'Alsace, la Dépêche du Midi, le Provençal et la Nouvelle République (1). Si le premier ministre est crédité, comme il y a quinze jours, de 21,5 % des intentions de vote, le candidat de l'UDF recueille 20 % des suffrages (au lieu de 20,5 %). M. Barre attend à son plus mauvais résultat depuis le début des enquêtes d'intentions de vote de la SOFRES en novembre 1987.

Le président de la République obtient, pour sa part, 38 % des voix (au lieu de 37 %), tandis que M. André Lajoinie, qui est crédité de 5,5 % des suffrages (au lieu de 5 %), enregistre son meilleur score. Néanmoins, les candidats de la gauche demeurent minoritaires en obte-

nant, sans changement, 45,5 % des intentions de vote.

Au second tour, M. Mitterrand est réélu quel que soit son adversaire. Face à M. Barre, il obtient 54 % des suffrages (au lieu de 53 %), tandis qu'il recueille 55 % des voix (au lieu de 54 %) lorsqu'il est opposé au premier ministre.

Face au président de la République, M. Chirac bénéficie des suffrages de 49 % des électeurs ayant voté en faveur de M. Jean-Marie Le Pen au premier tour et de 74 % de ceux de M. Barre. Placé dans cette hypothèse, ce dernier obtient le soutien de 81 % des partisans chiraquiens et de 55 % de ceux du président du Front national.

Par ailleurs, 50 % des personnes interrogées estiment que M. Mitterrand n'a pas de « projets nouveaux à proposer aux Français ». 32 % affirment le contraire, selon les résultats du sondage réalisé par BVA et publié, le même jour, dans Ouest-France (2). Une majorité relative des interviewés (42 % contre 39 %) partagent ce point de vue en ce qui concerne M. Barre. En revanche, 44 % des sondés considèrent que le premier ministre peut encore leur soumettre de nouveaux projets, 40 % n'en étant pas persuadés.

Sur le vif

Gags et gadgets

C'est vrai que je suis nul, ils ont raison, mes enfants. Je dois pas être le seul, remarquez. Hier soir, je roupillais sur mon coin de camp. Eux beuveraient en zappant de chaîne en chaîne: Bruce Springsteen, je me dressais et je leur criais: Stop! C'est Leclerc, c'est l'épicerie, là, celui qui fait candidat à l'Elysée, même qu'il a amené son sac à provisions. Ils lèvent un œil sceptique: Non, non, c'est pas ça, allez, rendez-toi, c'est rien, c'est Lajoinie.

Exact, c'était bien M. Marrant, le mac. Il sortait plein de trucs de son panier: un litre d'huile Lesieur, une paire de bas Dim, un paquet de couches Pessu douce, une boîte de Bamba, et il gausillait comme un putois: C'est plus français, tout ça, c'est américain, c'est anglais, c'est italien, c'est le horne quoi!

Il n'en fallait pas moins pour me réveiller. Fait vous des, elle me sort par les trous de nez cette vraie fausse campagne. C'est d'un ennui! Seul quand mon Babar me fait des câlins. Vous vous rappelez les tee-shirts que je lui ai

réclamés et les stylos et les briquets, eh ben, il me les a envoyés. Accompagné d'un mot écrit de sa main: A ma Clo-Clo adorée, c'était marqué! C'est un nouveau, mon bébé. Avec le sens de l'humour en plus.

Domage que je sois la seule à en profiter. Leurs gadgets, qu'est-ce qu'ils attendent nos politiciens pour les brandir à la télé. N'hésitez pas, messieurs, multipliez les gags, les câlins, le choc d'images instantanées. Amusons-nous, vous n'aurez plus qu'à vous baisser pour ramasser nos voix. Tiens, ce matin, chez Mouria, au bar-tabac du coin, il n'était question que de ça, de Lajoinie et de son casse. Même que mon Mimé se serait fait livrer des dizaines de milliers de goussettes en plastique made in Taiwan. J'ai vu ça dans le Journal du dimanche. Que voulez-vous, le pouvoir, ça n'a pas de prix. Pour les personnes. Oubliez à avoir l'air encore plus zozo que les vedettes du « Bébé-show ».

CLAUDE SARRAUTE.

Nouvelle victime dans les affrontements en Cisjordanie

Un manifestant palestinien, touché par balles lors d'affrontements avec la police, mardi 8 mars au matin, près de Ramallah (Cisjordanie), a succombé à ses blessures, selon le bureau de presse palestinien.

D'autre part, le corps d'un soldat palestinien de la police israélienne a été retrouvé mardi dans le camp d'Aqbat-Jabr, près de Jéricho. Selon la police, l'homme avait été frappé à mort par les habitants palestiniens du camp.

Paris a condamné à son tour, mardi, la prise d'otages de Dimona.

A Bruxelles

La directive sur les hormones est de nouveau approuvée

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Les ministres de l'agriculture, réunis lundi 7 mars à Bruxelles, ont réparé l'erreur faite il y a deux semaines et approuvé à nouveau, en évitant cette fois les défauts de procédure, une directive interdisant d'administrer des hormones aux bovins dans la Communauté.

Les Douze ont coupé court aux spéculations qui avaient pu faire naître l'arrêt de la Cour et donné une nouvelle base juridique communautaire aux dispositions qui avaient été prises par les Etats membres sur le plan national pour appliquer l'interdiction. Seul, le Royaume-Uni a une nouvelle fois, voté contre la directive. M. François Guillaume, ministre français de l'agriculture, a expliqué qu'il aurait été dangereux de faire marche arrière et que le plus important pour la France était d'empêcher le retour à une situation d'incertitude qui pourrait avoir des conséquences négatives pour nos exportations de bœuf et de viande vers la RFA et surtout vers l'Italie.

Ph. L.

● M. Mitterrand, les « nouveaux passeurs » et les femmes. — M. François Mitterrand a visité, mardi 8 mars en fin de matinée, à Paris, un centre médical pour « nouveaux pauvres » créé en mai 1988 par l'association Médecins du monde.

D'autre part, à l'occasion de la Journée des femmes, le président de la République a fait diffuser le texte suivant:

« Aujourd'hui 8 mars, Journée internationale des femmes, je forme le vœu que partout dans le monde progressent les droits des femmes. Je pense surtout à celles qui souffrent des guerres, des famines, de la mortalité infantile, de l'ignorance, du mépris. Chez nous, les femmes ont remporté bien des batailles. Elles y ont acquis presque dans tous les domaines l'égalité des droits. Mais il nous reste encore beaucoup à faire pour que dans les faits soient pleinement reconnues leurs compétences et que leur soit donnée la liberté de décider de ce qui les concerne. »

Le numéro du « Monde » daté 8 mars 1988 a été tiré à 545 566 exemplaires

Démission du président de la Banque centrale brésilienne

Les inflexions de la politique économique du Brésil s'accompagnent de plus en plus souvent d'un changement parmi les responsables des dossiers les plus explosifs, ceux de la dette et des finances. La démission, le lundi 7 mars, du président de la Banque centrale, M. Fernando Milliet, et la destitution du président de la banque commerciale d'Etat, le Banco do Brasil, M. Camilo Calazans — remplacé par M. Mario Borard — ont apporté une nouvelle illustration.

Alors que M. Mailson da Nobrega était nommé ministre des finances, en janvier dernier, après que son prédécesseur, en désaccord avec le chef de l'Etat, ait donné sa démission, M. Fernando Milliet avait, lui aussi, proposé de partir. Au nom d'un minimum de cohérence à l'égard des créanciers du Brésil, cette proposition avait été rejetée, deux mois après, l'essentiel du chemin permettant à Brasilia de normaliser ses relations internationales ayant été parcouru, l'heure de la clarification au sein de l'équipe dirigeante brésilienne avait apparemment sonné.

M. Milliet, à la tête de l'Institut d'émission depuis avril 1987 retourne « pour motifs personnels dans le secteur privé ». Il a, de fait,

rempli l'essentiel de sa mission. Principal négociateur sur la dette brésilienne — plus de 120 milliards de dollars à la fin de 1987, — le président sortant de la Banque centrale a conclu la semaine dernière un accord préliminaire avec les banques créancières du pays. Contre l'assurance du paiement de 700 millions de dollars d'arriérés, le Brésil a obtenu l'assurance de 6,4 milliards de dollars d'argent frais. Les négociations se poursuivent pour trouver un terrain d'entente sur un réajustement sur vingt ans des échéances courant de 1987 à 1993.

Seront-elles troublées par le remplacement de M. Milliet par l'actuel président de l'association des banques commerciales, M. Elmo de Araujo? Nul n'aime changer d'interlocuteur en cours de route. Mais, persuadé d'avoir retrouvé une certaine crédibilité auprès du monde bancaire international au moment où de rudes discussions reprennent avec le Fonds monétaire international, le gouvernement brésilien a choisi de renforcer l'autorité du ministre des finances. M. Mailson da Nobrega apparaît aujourd'hui comme le nouvel homme fort du Brésil.

F. Cr.

Echecs

Kasparov et Karpov joueront à Belfort le deuxième tournoi de la Coupe du monde

BELFORT de notre correspondant

Belfort accueillera, du 12 juin au 5 juillet, le deuxième tournoi de la première Coupe du monde d'échecs. Organisé par l'Association des grands maîtres, elle-même créée par le champion du monde Garry Kasparov, cette compétition comporte six tournois-programmes en 1988 et en 1989. A l'origine, les villes de Bruxelles, Bilbao, Reykjavik, Barcelone, Rotterdam et Skelleftea (Suède) avaient été retenues par les organisateurs, qui regrettent, cependant, que deux des tournois aient lieu dans le même pays, l'Espagne.

En visite à Belfort, le 28 février, l'Américain Lubomir Kavalek, secrétaire général de l'Association des grands maîtres, incita la commune dirigée par M. Jean-Pierre Chevènement à se porter candidate. Une idée soutenue par la Fédération française d'échecs, laquelle souhaite faire de Belfort la capitale française du sport échiquéen. Quelques jours ont suffi pour négocier l'affaire, c'est-à-dire pour trouver les 2,5 millions de francs environ que nécessitera l'organisation d'un tel tournoi.

Un tournoi-phare, si l'on en juge par le « plateau » des seize joueurs annoncés, où on trouvera entre autres : Garry Kasparov, Anatoly Karpov, Jan Timann, Alexandre Beliavsky et Boris Spasski.

PATRICE MALINA.

Le policier auteur de la bavure de Marseille remis en liberté

Après huit jours de détention, la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence a décidé, le mardi matin 8 mars, la mise en liberté de Jean-Pierre Aveline, le policier qui a tué, le 2 février, lors d'un contrôle, le jeune Christian Dovero, vingt-trois ans, sur un parking à Marseille. La levée d'écrou de Jean-Pierre Aveline devait intervenir en début d'après-midi.

Vies sauvées

La professeur Alain Milhaud, récemment sanctionné pour s'être livré à des expériences sur des organismes en coma dépassé, a réussi, le dimanche 5 mars, à se saisir en plein vol des commandes d'un Cessna 150 dont le pilote venait d'être victime d'un malaise cardiaque. La scène se passait au-dessus de Corbie (Somme), non loin d'Amiens.

Le professeur Milhaud avait décollé peu après 16 heures de l'aéroport de Gisy-Amiens pour un vol d'agrément en compagnie de M. René Barbier, un gendarme à la retraite âgé de soixante-neuf ans.

Un quart d'heure plus tard, le pilote était pris d'un malaise cardiaque. Le professeur Milhaud saisissait alors les commandes du petit avion et réussissait à le poser sur le terrain de Gisy, à proximité de la base de gendarmerie. Les jours de M. Barbier, hospitalisé, ne sont pas en danger.

Un quart d'heure plus tard, le pilote était pris d'un malaise cardiaque. Le professeur Milhaud saisissait alors les commandes du petit avion et réussissait à le poser sur le terrain de Gisy, à proximité de la base de gendarmerie. Les jours de M. Barbier, hospitalisé, ne sont pas en danger.

A B C D E F G

(1) Sondage effectué du 1^{er} au 3 mars auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes.

(2) Enquête réalisée du 15 au 19 février auprès d'un échantillon représentatif de 932 personnes.

Selon une radio privée de Madrid

Le chef de l'Etat envisage de se rendre en Espagne

Le président de la République pourrait se rendre en visite officielle en Espagne les 18 et 19 mars prochains, a annoncé, le mardi 8 mars, une radio privée espagnole, mais le ministère des affaires étrangères à Madrid n'a pas confirmé ce voyage.

● Mort de l'acteur Divine. — Divine, star obèse de films de John Waters (Pink Flamingo, Polyester, Lust in the dust entre autres), est mort, le 7 mars, apoplectique, semble-t-il, dans une chambre d'hôtel à Los Angeles. Enorme, extrêmement scandaleux, perpétuellement habillé en femme, il s'appelait Harris Glenn Milstead et était âgé de quarante-deux ans.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE
à partir de 2 150 F
PANTALONS 600 F VESTONS 1 400 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX PARDESSUS sur MESURE
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-81
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

MON NOM M'A TOUJOURS POUSSÉ À FRÉQUENTER DES GENS ÉCONOMES...

24 900F HT
Un Macintosh SE
disque dur interne 45 M.o.

INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières
25, rue du Renard Paris 3^e 42.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 6^e 91.37.25.03

سكزا من الأصل